

...tes ont été tués
...at au Caire

ando d'intégristes

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

...de la

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15935 - 7 F

SAMEDI 20 AVRIL 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La Bundesbank relance la baisse des taux en Europe

LES MARCHÉS financiers ont accueilli par la stabilité, et les Bourses avec un léger mouvement de hausse, la baisse pour l'instant attendue des taux allemands décidée par la Bundesbank jeudi 18 avril. La baisse d'un demi-point du taux d'escompte - ramené de 3 % à 2,5 %, son plus bas niveau historique - et du taux Lombard - réduit de 5 % à 4,5 % - doit contribuer à soutenir une activité très affaiblie outre-Rhin. Selon les prévisions du FMI, la progression du produit intérieur brut devrait être limitée à 1 % cette année en Allemagne. L'initiative de la Bundesbank dégage l'horizon monétaire pour plusieurs mois. Les banques centrales des Pays-Bas, d'Autriche, de Belgique, du Danemark ont abaissé, jeudi, leurs taux directeurs. La Banque de France ne devrait pas se tenir à l'écart de ce mouvement.

Lire page 15, et l'analyse de Lucien Delattre page 14

Israël est contraint d'envisager un cessez-le-feu après l'émotion suscitée par le massacre de Cana

Le premier ministre libanais a engagé des contacts avec le Hezbollah

LE CABINET restreint israélien a donné, jeudi soir 18 avril, son feu vert au premier ministre, Shimon Péres, « pour négocier un cessez-le-feu au Liban », quelques heures après le massacre d'au moins 94 civils dans un bombardement israélien - qui a également blessé 105 personnes - à Cana, au Liban-sud. Le gouvernement s'est prononcé pour un cessez-le-feu d'une durée de quarante-huit à soixante-douze heures, pour permettre l'ouverture de pourparlers en vue d'un règlement de la crise libanaise. Des divergences se sont fait jour en son sein, certains ministres réclamant une continuation de l'opération jusqu'à ce qu'elle ait atteint son but, « neutraliser le Hezbollah », alors que d'autres rappelaient que « l'expérience a montré qu'une prolongation de la présence au Liban n'entraînait que des complications ».



L'émotion suscitée à travers le monde par le bombardement de Cana a entraîné une mobilisation internationale quasi générale pour un arrêt des hostilités. Les présidents français et américain, Bill Clinton et Jacques Chirac, notamment ont lancé des appels solennels à un cessez-le-feu. Tandis que le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, continuait sa navette entre les différentes capitales concernées, son homologue américain, Warren Christopher, devait se rendre samedi dans la région où l'aura précédé le coordinateur du processus de paix, Dennis Ross. La présidence en exercice de l'Union européenne, Susanna Agnelli, était elle aussi attendue vendredi à Beyrouth. Le premier ministre libanais, Rafic Hariri, a annoncé vendredi matin qu'il avait pris contact dans la nuit avec le Hezbollah afin qu'il accepte le cessez-le-feu. Lors d'une conférence de presse, M. Hariri s'est déclaré « optimiste », tout en précisant que « le Hezbollah n'a pas une armée régulière, il a besoin de temps pour prendre contact avec ses groupes de combattants sur le terrain », en vue d'arrêter les tirs.

Mais les échanges de bombardements ont continué au cours des dernières heures. Le Hezbollah a tiré dans la nuit de jeudi à vendredi une cinquantaine de roquettes katyoucha sur le nord d'Israël, cependant que la marine israélienne continuait de bombarder la route côtière reliant Beyrouth à la ville de Tyr, au Liban-sud, pour « empêcher les terroristes d'amener des renforts ». L'aviation israélienne a aussi repris le pilonnage de villages dans la région de Tyr. A Paris, un rassemblement « contre les massacres au Liban et pour le soutien au processus de paix » est organisé, lundi 22 avril à 18 heures à l'initiative du MRAP.

Le Monde publie un cahier spécial consacré à la principale catastrophe de l'histoire du nucléaire, dont c'est le dixième anniversaire. Le bilan de l'explosion d'un réacteur de Tchernobyl est encore difficile à établir sur le plan sanitaire et écologique. Une chose, néanmoins, est sûre : il y a un avant et un après Tchernobyl. Désormais, la majorité de l'opinion publique des pays industrialisés s'oppose au développement du nucléaire civil.



La grand-peur du nucléaire

Le Monde publie un cahier spécial consacré à la principale catastrophe de l'histoire du nucléaire, dont c'est le dixième anniversaire. Le bilan de l'explosion d'un réacteur de Tchernobyl est encore difficile à établir sur le plan sanitaire et écologique. Une chose, néanmoins, est sûre : il y a un avant et un après Tchernobyl. Désormais, la majorité de l'opinion publique des pays industrialisés s'oppose au développement du nucléaire civil.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

La Nouvelle-Calédonie est-elle mûre pour l'indépendance ? Certains nationalistes en doutent. La RNKS semble davantage intéressée par de substantiels transferts de compétences, étant entendu que la police, la défense, les relations extérieures resteront pour une longue période du ressort de l'Etat français. Un nouveau statut garantissant cette autonomie.

Les élections en Italie

A la veille des élections législatives anticipées du 21 avril et malgré l'incertitude des résultats, les marchés ne doutent pas de la poursuite de l'assainissement financier.

Massacres de paysans au Brésil

Au moins vingt-trois paysans sans terre ont été tués à la mitrailleuse par la police militaire en Amazonie, mercredi 17 avril.

Un portrait de Michel Portal

Insatiable, égoïste, intransigeant, ce Basque ne joue pas de la musique mais la vit jusqu'au bout. Du free-jazz à Mozart, de Boulez aux variétés ou au bal populaire.

La vogue de l'« easy listening »

Venue de Grande-Bretagne, cette mode remet au goût du jour des sons et des rythmes destinés jusqu'à présent à servir de fonds sonores.

En Limousin, un label rouge contre la « vache folle »

LIMOGES de notre correspondant Il y avait comme un air de liesse, jeudi 18 avril, sur le coup de midi, dans le génoscope de Lanaud. Ce centre au nom pompeux, bâti par l'architecte Jean Nouvel dans le vaste horizon vert et mauve de la vallée de la Brianne, au sud de Limoges, organisait son habitude de printemps des jeunes taureaux reproducteurs de race limousine. Ils étaient quarante-trois, des aristocrates à l'arête généalogique impeccable, qui se disputaient à coups d'enchères pour aller fonder ailleurs d'autres lignées de sang bleu.

Au matin, c'était plutôt l'inquiétude. Ces animaux ne sont évidemment pas destinés à la boucherie mais tout de même : la tempête qui s'est abattue depuis quelques semaines sur les régions d'élevage laissait craindre le pire. Et puis le public arriva. De Bretagne, de Lorraine et de l'Aveyron mais aussi d'Allemagne, du Luxembourg, du Danemark, d'Espagne, des Pays-Bas. Manquaient les Britanniques, d'habitude fidèles du lieu. Les enchères démarèrent un trombe. En quatre-vingt-dix minutes, la vente fut terminée ; au prix moyen de 26 500 francs l'animal, 1 000 francs de plus que lors de la vente précédente, le 15 février. Avec une pointe de 58 000 francs pour le taureau Lampin. Cinq des animaux sont partis à l'étranger. Et c'est le cœur léger que les vendeurs, les acheteurs et les observateurs allèrent ensuite partager l'entrecôte de bœuf limousin.

Au-delà des professionnels très spécialisés que sont les sélectionneurs, c'est tout l'élevage régional qui s'est senti revigoré par la bonne tenue de cette vente. Car elle conforte une pratique majoritaire, celle de l'élevage à l'herbe et du plein air, le Limousin faisant de grand espace pour imposer sur le marché des viandes d'appellation. Un marché tout neuf : identifiées par un label rouge, qui est pour les produits alimentaires ce que l'ADC est au vin - une garantie de la provenance et du respect d'un cahier des charges, notamment sur le mode d'alimentation des animaux -, les viandes concernées représentent moins de 5 % de la consommation française de bœuf.

Au grand dam de Claude Dauphin, président de la Selmar, la coopérative des éleveurs qui rassemble 1 300 exploitants de la Creuse et de la Haute-Vienne ainsi que des cantons frontaliers de l'Indre et de la Vienne. « Les amateurs de vin, commente-t-il, n'hésitent pas à payer une bouteille deux ou trois fois plus cher qu'une autre. Pour la viande, l'habitude est loin d'être prise, et il est bien évident que nos animaux sont plus chers à produire qu'une carcasse de vache de réforme qui a déjà été amorcée plusieurs fois par son lait et ses veaux ». M. Dauphin n'en est que plus morfoncé de devoir subir le contre-coup de l'affaire de la « vache folle » : « Nos animaux, eux, n'ont jamais mangé de viande, résume-t-il. Ce n'est pas notre faute si aujourd'hui la nature se venge. »

Georges Chatain

Lire page 9

Les inconnues de la réforme fiscale

L'ARLÉSIENNE fiscale est de retour. Promise depuis des décennies, toujours renvoyée à des jours meilleurs, la réforme des impôts refait surface. En douterait-on, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a procédé avec solennité, vendredi 19 avril, à l'installation d'une commission, présidée par un ancien directeur général des impôts, Dominique de La Martinière, et chargée de faire des propositions au gouvernement dans le courant du mois de mai.

Un débat d'orientation aura lieu à l'Assemblée nationale les 14 et 15 mai ; le gouvernement pourra en tirer les premiers enseignements et instiller quelques mesures dans le projet de loi de finances pour 1997, élaboré durant l'été. C'est ainsi, sur la base d'un calendrier soigneusement calculé, que devrait commencer à voir le jour une réforme fiscale dont la mise en œuvre, selon le souhait du premier ministre, Alain Juppé, devrait s'échelonner sur cinq ans.

Certes, la tentation est grande de ne voir dans la mise en place de ce groupe de travail qu'une opération de communication, ou si l'on préfère, de reconquête de l'opinion. Après les promesses mille fois répétées par le candidat Chirac, durant la campagne présidentielle, d'une

baisse des impôts, puis les hausses sans précédent auxquelles le gouvernement a procédé pour un montant proche de 120 milliards de francs en 1996 - sans parler du faux pas commis lors de l'annonce prématurée, et aussitôt démentie, de la suppression de l'abattement de 20 % dont bénéficient les salariés assujettis à l'impôt sur le revenu -, le gouvernement ne pouvait guère se permettre d'abandonner à la frange la plus critique de sa majorité dans ce domaine - Edouard Balladur, Nicolas Sarkozy ou Alain Madelin - le monopole de la réforme fiscale.

Il se devait de reprendre l'initiative, même si ses marges de manœuvre politiques sont plus qu'étriquées. Quelle peut être en effet l'ambition d'un projet dont les principales mesures pèseront sur les revenus de 1997 et ne seront donc perceptibles pour les contribuables qu'en 1998, l'année des législatives ? D'ordinaire, ce genre de période est plus propice à des petits cadeaux fiscaux, qui rendent encore plus touffu le maquis de la fiscalité, qu'à un grand chantier de rénovation, qui implique d'importants transferts de prélèvements entre contribuables.

Laurent Maujeau

Lire la suite page 14

Les deux défis du PSG



MICHEL DENISOT

POUR la première fois, deux clubs de football français sont qualifiés une même année pour des finales européennes : après Bordeaux en Coupe de l'UEFA, le Paris SG va affronter le 8 mai à Bruxelles le Rapid de Vienne en Coupe des vainqueurs de coupe. Le président-délégué du club, Michel Denisot, veut aussi reconquérir le titre de champion de France.

Lire page 22

International	2	Agenda	25
France	6	Annuaire	25
Société	9	Météorologie	25
Carnet	11	Mots croisés	25
Horaires	12	Culture	26
Entreprises	15	Guide culturel	26
Finances/marchés	20	Communication	30
Aujourd'hui	22	Radio-télévision	31

LES CAHIER
DE SCIENCE
GRANDS INGENIE

Thomas
EDISON

L'ampoule
Le premier réservoir
électrique
Le phonographe
Et tant d'autres
inventions...

Decouvrez la vie d'un
un "faiseur d'expériences"
qui dépose plus d'un
de brevets !

DES HISTOIRES
RICHES
EN DECOUVERTES

LIBAN Au moins 94 civils libanais ont été tués et 105 personnes ont été blessées, jeudi 18 avril, à Cana, à 12 kilomètres au sud-est de Tyr, au cours du bombardement par l'artillerie

israélienne d'un poste de la Force intermédiaire de l'ONU au Liban, où s'entassaient de nombreux réfugiés. Mais, devant la réprobation générale dans le monde, le gouvernement is-

raélien a donné, jeudi soir, son feu vert à Shimon Pérès « pour négocier un cessez-le-feu au Liban », à condition que le Hezbollah cesse ses tirs. ● LE HEZBOLLAH a continué, dans la

nuit de jeudi à vendredi, de lancer des roquettes Katioucha sur le nord d'Israël « en réponse aux massacres perpétrés par l'armée israélienne ». ● A NEW YORK, le Conseil de sécurité

de l'ONU a demandé, jeudi soir, « la cessation immédiate des hostilités ». Bill Clinton a appelé « toutes les parties » à un « cessez-le-feu immédiat ». (Lire notre éditorial page 14.)

Le massacre de Cana oblige Israël à envisager un cessez-le-feu

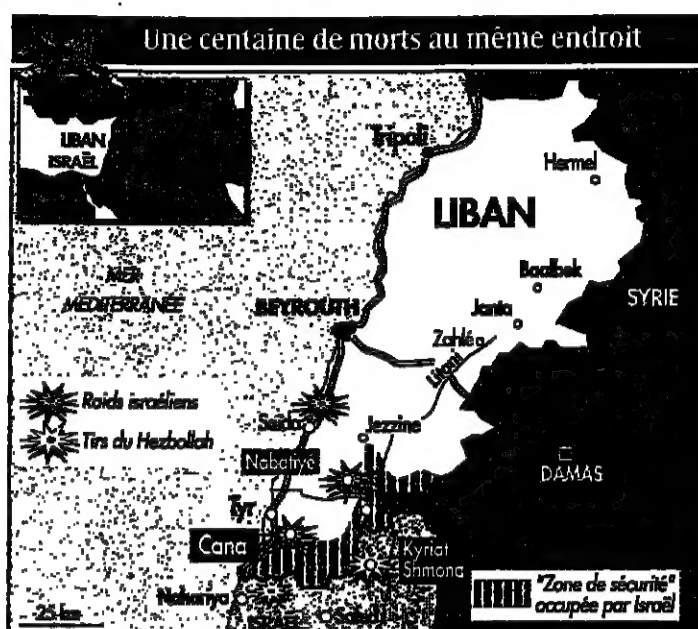
Shimon Pérès met comme condition l'arrêt des tirs de Katioucha par le Hezbollah sur la Galilée, tandis que Bill Clinton, Jacques Chirac et le Conseil de sécurité appellent à une cessation « immédiate » des hostilités

CANA (sud-est de Tyr)
de notre envoyé spécial

Des sacs de plastique dans lesquels les soldats fidjien, encore sous le choc, entassent les restes de bras et de jambes arrachés, des morceaux de chair calcinée collés aux murs, du sang partout que la pluie n'arrive pas à effacer... Le quartier général du contingent fidjien de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (Finul), à Cana, dans lequel avaient trouvé refuge deux cent cinquante civils libanais, n'est plus qu'un amas de cendres fumant. L'effondrement est total. Les soldats empêchent, avec peine, pères et mères en pleurs de s'approcher, pour voir ce que sont devenus leurs enfants. Soldats et secouristes, accourus en nombre, ont du mal à retenir leurs larmes.

Il était 13 h 55, jeudi 18 avril, quand plusieurs obus israéliens ont touché de plein fouet le QG, installé dans ce village depuis 1978. Un convoi de la Finul, venu quelques instants auparavant livrer de la nourriture, venait de repartir, quand sur le circuit intérieur de la radio retentit la voix affolée d'un soldat fidjien : « Ils nous bombardent, ils nous bombardent. S'il vous plaît, informez les Israéliens à travers le bureau de liaison qu'ils nous bombardent. »

Un troisième obus s'abat alors sur le foyer, où étaient entassés une bonne centaine de réfugiés qui se croyaient en sécurité sous la protection de l'ONU. Le soldat fidjien hurle : « J'ai des dizaines de civils tués sur les bras. Il y a des morts partout, les enfants pleurent. Faites cesser les tirs. » Nous sommes intervenus, nous sommes intervenus », lui



répond-on du quartier général de la Finul, à Nakoura, près de la frontière israélo-libanaise. Quelques instants plus tard, l'officier de liaison libanais, dont les bureaux sont face au QG fidjien, est sur la ligne : « Nous mourons, nous mourons ici, s'il vous plaît, faites quelque chose. » Les obus continuent de s'abattre sur le QG, enflammant un deuxième bâtiment préfabriqué.

Immédiatement, toutes les ambulances et blindés des bataillons de l'ONU se trouvant à proximité reçoivent l'ordre de converger sur Cana. Les ambulances de la défense civile libanaise et des hôpitaux de

Tyr, à 9 kilomètres plus à l'ouest, arrivent aussi, toutes sirènes hurlantes. L'une est visée par un missile tiré d'un hélicoptère israélien et les trois secouristes qui s'y trouvent avec le chauffeur n'ont que le temps de sauter pour échapper au tir. Sur place, soldats et secouristes ont du mal à séparer morts et blessés parmi les corps brûlés. Des femmes en pleurs hurlent : « Allah Akbar ! Allah Akbar ! » (Dieu est le plus grand !). Certaines s'arrachent les cheveux en implorant le ciel. Hâtivement portés sur des couvertures, les blessés sont évacués vers deux hôpitaux de Tyr et vers celui du quartier général de la Finul, à Nakoura.

Dans les sous-sols de l'hôpital Nejem, à Tyr, les blessés sont rapidement déposés sur des couvertures. Médecins et infirmières sont débordés. Bientôt, le couloir qui mène à la salle des urgences est maculé de sang. « Pour nous, Libanais, il n'y aura pas de sommet antiterroriste à Charm-el-Cheikh », lance, les yeux rouges, un médecin, faisant allusion à la conférence convoquée après les sanglants attentats de Tel-Aviv et de Jérusalem, en mars. Les premiers cadavres déshabillés, brûlés, sont amenés à la morgue, bientôt trop petite pour les accueillir. Un commerçant viendra plus tard prêter son camion frigorifique pour y garder soixante-dix-sept cadavres. En fin de soirée, le bilan de ce carnage s'établit à quatre-vingt-quatre morts et cent cinquante blessés, auxquels il faut ajouter quatre soldats fidjien gravement touchés.

Au QG fidjien, plusieurs heures après ce massacre, les soldats sont encore hagards. « Les Israéliens ont tiré sans avertissement », affirme le lieutenant-colonel Wame Wawaganaivalali, commandant des six cent trente fidjien en poste au Liban, dont cent sont basés à Cana. « Dix à douze obus sont tombés dans le périmètre du QG, vingt-cinq au total », affirme-t-il. Des obus de 155 millimètres, précise un de ses subordonnés. Des bâtiments préfabriqués atteints par les obus, il ne reste que la carcasse métallique. Interrogé sur ce qu'il ressent, un soldat, dont les larmes montent aux yeux, dit simplement : « Je n'ai pas de mots pour le dire. » Son officier, qui préfère garder l'anonymat, affirme : « Je suis réellement désolé

pour ces Libanais. Ils étaient là depuis une semaine. Ils étaient devenus comme des membres de ma famille. »

Reconstituant le film des événements, Timour Goksel, porte-parole de la Finul, a affirmé que les combattants du Hezbollah, « postés à 300 mètres du QG fidjien », avaient « tiré deux salves de roquettes Katioucha sur le nord d'Israël, quelques instants avant le bombardement israélien de Cana ».

« ILS SAVAIENT PARFAITEMENT... » « Nous avons demandé à plusieurs reprises aux Israéliens de faire cesser ces tirs sur le QG fidjien en leur disant que nous avions des victimes civiles, mais en vain. Les Israéliens connaissent parfaitement l'emplacement du QG du contingent fidjien, vaste et visible, et savaient parfaitement qu'il abritait des civils », a ajouté M. Goksel. Pour un officier de la Finul qui veut garder l'anonymat, « Israël ne pouvait pas se tromper, surtout à 300 mètres de distance ».

Le Hezbollah a démenti sa présence jeudi à Cana. Dans un communiqué accusant Israël d'avoir « prémédité ces massacres de civils », la formation intégriste affirme, en outre : « L'ennemi s'imagina à tort qu'il va démolir la population et briser son union avec la Résistance islamique [bras armé du Hezbollah]. Malheur à lui. La riposte vient. » Le Hezbollah a continué à tirer, dans la journée et la nuit de jeudi à vendredi, plusieurs dizaines de roquettes Katioucha sur le nord d'Israël auxquelles ont répondu des raids aériens israéliens.

Particulièrement sanglante, la

journée de jeudi avait commencé par un autre drame, dans les faubourgs de la ville de Nabatieh, où neuf personnes ont été tuées et huit autres blessées par un bombardement de l'aviation israélienne sur deux maisons. Une mère et sept de ses neuf enfants ainsi qu'un cousin ont péri sous les décombres, alors que, dans la maison voisine, un autre couple et ses quatre enfants ont été blessés. Les sauveteurs, munis de simples pioches, pelles et scies à métaux, ont mis plusieurs heures à dégager les morts et les blessés, ensevelis sous des dalles de béton.

En outre, dans la journée, la marine israélienne, qui s'était approchée de la côte, avait tiré à plusieurs reprises des obus sur la route reliant Beyrouth à Saïda, chef-lieu du sud du Liban, y rendant la circulation particulièrement dangereuse. La marine avait aussi tiré en direction du barrage de l'armée syrienne, sur la rivière Awali, à l'entrée de Saïda. Des Zodiac se sont approchés à 200 mètres du rivage, devant la raffinerie de pétrole de Zahran, à 10 kilomètres au sud de Saïda, faisant craindre une nouvelle opération contre cette installation vitale pour le Liban.

Huit jours après son lancement, le bilan de l'opération israélienne « Les Raisins de la colère » s'établit à cent quarante-sept morts et deux cent quatre-vingt-dix blessés, presque tous des civils. Le Hezbollah, qui continue sans relâche ses tirs de roquettes Katioucha, ne compte que trois morts dans ses rangs.

Françoise Chippaux

Indignation à travers le monde

LE MASSACRE de Cana a suscité une vive indignation à travers le monde et des appels pressants de toutes parts à un arrêt des hostilités. Dans un « appel solennel » à « cesser immédiatement le feu », Jacques Chirac a demandé, jeudi 18 avril, « à toutes les parties en cause d'accepter un accord » et à « tous ceux qui œuvrent pour la paix » de « rassembler leurs énergies et unir leurs efforts ». En même temps, M. Chirac a pris contact par téléphone avec le premier ministre israélien, Shimon Pérès, pour lui faire part de « propositions précises », en vue d'« une suspension immédiate des opérations militaires ».

« Ce que nous avons vu n'est pas acceptable, a renchérit le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, qui se trouvait en Israël au moment de l'annonce du massacre de Cana. Il y a un moment où il faut s'arrêter. » M. Chirac discutera sans doute de l'affaire libanaise avec ses homologues américain et russe en marge du sommet du G 7 sur la sécurité nucléaire, dont les travaux débutent vendredi à Moscou.

Jeudi soir, Bill Clinton a demandé à « toutes les parties » un « cessez-le-feu immédiat ». « Une fin des combats est essentielle pour permettre à nos efforts diplomatiques de progresser », a ajouté le président américain, qui a déjà dépêché dans la région le coordinateur du processus de paix, Dennis Ross, lequel précédera le secrétaire d'Etat Warren Christopher, attendu samedi en Israël.

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a « condamné dans les termes les plus vifs » le massacre de Cana, tandis que l'Union européenne disait son « indignation » et sa « profonde consternation », avant le départ, vendredi, pour Beyrouth, du ministre italien des affaires étrangères, Susanna Agnelli, en sa qualité de présidente en exercice de l'Union européenne.

« RÉACTION DISPROPORTIONNÉE » M. Agnelli visitera plusieurs capitales concernées. Londres, Dublin, Madrid, Bruxelles, Stockholm. De nombreuses autres capitales se sont dites « horrifiées », « choquées » ou « indignées » par le massacre. Les pays arabes ont condamné sans détour « l'agression » israélienne dont ils ont réclamé l'arrêt « immédiat ».

En France, le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, a estimé que « le gouvernement israélien doit comprendre qu'il doit garder la maîtrise de la légitime défense qu'il exerce ». Pour Michel Rocard, « la réaction d'Israël est disproportionnée ». François Léotard, président de l'UDF, a exprimé sa « consternation et son émotion », tandis que Philippe de Villiers jugeait « injustifiable » le « massacre de la population civile » et parlait d'un « drame inadmissible ». Pour le Front national, « Tshahal a délibérément pris pour cible des civils libanais ».

L'ONU demande la cessation des hostilités

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondant

C'est à l'initiative de la France que, huit jours après le début de la crise libanaise, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, jeudi 18 avril, à l'unanimité, une résolution appelant à la cessation des hostilités. Un autre projet de résolution condamnant « l'agression israélienne » a été rejeté par le Conseil, faute des voix nécessaires.

Après des tractations byzantines dans les couloirs, le Conseil a été amené à prendre la décision inhabituelle de voter, l'un après l'autre, deux textes sur le même sujet. La résolution 1052 est un texte de consensus habilement négocié et rédigé par la délégation française. Afin d'éviter un veto américain, elle ne fait pas directement allusion à la résolution 425, adoptée en 1978, qui demande le retrait d'Israël du Liban.

Malgré l'avis contraire de la plupart des membres du Conseil, et

« pour le principe », le groupe arabe a insisté sur la mise aux voix d'un deuxième texte, qui a été approuvé par l'Égypte, l'Indonésie, la Guinée-Bissau et la Chine. Onze pays se sont abstenus. Ce texte, qui « condamne énergiquement l'agression israélienne », ne fait aucune référence aux actions militaires du Hezbollah, exige l'application de la résolution 425, et estime que le Liban devrait être indemnisé. Le rôle « extrêmement actif » de l'ambassadeur de Syrie auprès des États-Unis, Walid El Moalem, lors des négociations, a été remarqué. Selon le représentant de l'Égypte, Nabil El Arabi, le projet de résolution des pays arabes « marque la gravité et l'ampleur de la tragédie qui vise le peuple libanais ».

Puis modérée que lors de son intervention devant le Conseil lundi, Madeleine Albright, la représentante des États-Unis, a évoqué l'appel au cessez-le-feu lancé, jeu-

di 18 avril, par le président Bill Clinton, tout en soulignant que « les mesures prises par Israël sont la conséquence directe » des attaques du Hezbollah. « Pour nous », a indiqué un diplomate américain de haut rang sous couvert d'anonymat, les décisions du Conseil de sécurité relatives à cette région du monde ne comptent pas beaucoup ; cela dit, une résolution adoptée à l'unanimité peut être constructive. »

Le représentant de la France, Alain Dejammet, a expliqué que l'objectif de Paris était « d'abord d'arrêter le feu ». « C'est en fonction de cet objectif, a-t-il ajouté, que nous nous sommes déterminés à voter une résolution qui était susceptible de recueillir un vote unanime. » Israël, a fait valoir son représentant, Gad Yaacobi, accepterait « immédiatement » un cessez-le-feu, à condition que « l'autre partie l'accepte aussi ».

Afsané Bassir Pour

Jérusalem d'accord pour une trêve sous condition

JÉRUSALEM

de notre correspondant
« Celui qui réclame le premier un cessez-le-feu est le vaincu », disait, avec un certain bon sens, Itzhak Rabin. Les dirigeants israéliens n'ont pas oublié cette petite phrase de l'ancien premier ministre. La réunion d'urgence, jeudi 18 avril, du cabinet restreint chargé des questions de sécurité, s'est donc tenue dans un climat difficile. Des images du massacre d'une centaine de civils libanais étaient dans tous les esprits. La décision de Shimon Pérès et de son gouvernement ne pouvait donc, en aucune façon, aller à l'encontre de la demande expresse du président américain, Bill Clinton, d'un arrêt immédiat des combats et l'ouverture des négociations.

Le gouvernement s'est prononcé en faveur d'un cessez-le-feu d'une durée de quarante-huit à soixante-douze heures, pendant lequel les parties entameraient des pourparlers pour un règlement de la crise libanaise, qui a tourné à la tragédie pour la population civile. Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, est attendu samedi soir en Israël afin de relancer le processus diplomatique. L'Etat juif a tout de même posé une condition à la suspension de ses raids et de son pilonnage des villages chéites : la Syrie et le Liban devront empêcher le Hezbollah de tirer des roquettes contre les localités frontalières israéliennes.

Des divergences sont, toutefois, apparues au sein du cabinet. Plusieurs ministres ont estimé qu'il était nécessaire de continuer l'opération, lancée huit jours plus tôt, « afin qu'elle atteigne son objectif : neutraliser le Hezbollah ». « En dépit de cette catastrophe que nous regrettons tous, on ne peut cesser les combats unilatéralement et laisser le Hezbollah, en pleine possession de ses moyens, continuer de bombarder Kyriat Shmona », a déclaré le ministre de l'Habitat, Benjamin Ben Eliezer. Son collègue de l'environnement, Yossi Sarid, a, en revanche,

exigé un arrêt immédiat de l'opération : « L'Etat d'Israël ne peut se permettre l'erreur de frapper des civils. Il fallait faire preuve de plus de vigilance. Si nos soldats éprouvent le moindre doute concernant la présence de civils dans leur champ de tirs, ils doivent lever le doigt de la gâchette », a-t-il dit, rappelant que « l'expérience nous a toujours montré que prolonger notre présence au Liban n'entraînait que des complications, voire des catastrophes ».

Le visage marqué par la fatigue et empreint d'une profonde irritation, le premier ministre est monté au créneau afin de tenter de faire contrepois aux images insoutenables diffusées sans interruption par les télévisions du monde.

« PEINÉ POUR CHAQUE INNOCENT » Shimon Pérès a entièrement rejeté la responsabilité de ce bombardement sur le Hezbollah en se fondant habilement sur le compte rendu du porte-parole des Nations unies : « Selon leur rapport, il apparaît que, quinze minutes avant notre pilonnage, le Hezbollah a tiré deux roquettes ainsi que des [obus de] mortiers en direction de notre frontière nord en se postant à trois cents mètres d'un quartier général du contingent fidjien de la Finul », a souligné M. Pérès, lors d'une conférence de presse à Tel-Aviv. Il s'est ensuite lancé dans un long plaidoyer pour justifier la position de son pays.

« Telle est la grande stratégie du Hezbollah : se cacher derrière des civils. Il s'agit d'une organisation imbécile, irresponsable, qui va entraîner une catastrophe au Liban sur ordre de l'Iran, lequel n'a de cesse de saboter le processus de paix depuis le sommet de Charm-el-Cheikh », a-t-il dit. Accusant Téhéran de « présenter un visage modéré », notamment face à la France, alors qu'il « approvisionne le Hezbollah en roquettes (...), et attise le feu au Liban », le premier ministre a affirmé que les intentions d'Israël n'étaient « pas agressives ».

« C'est le droit du Liban de penser que nous devons évacuer la zone de sécurité », a encore dit M. Pérès, mais dans ce cas qu'il s'assoie à la table des négociations pour faire valoir ce droit, certainement pas en faisant pression sur nous, en recourant aux tirs de roquettes Katioucha du Hezbollah. » Se déclarant « peiné pour chaque femme, chaque enfant, chaque innocent qui tombe », il a estimé : « Le Liban est la première victime du Hezbollah. » « Ce qui est arrivé n'est pas notre faute, mais celle de cette organisation », a conclu le premier ministre.

L'armée, a plaidé de son côté le chef d'état-major, n'a commis « aucune erreur d'appréciation ». « On leur a tiré dessus, ils ont riposté, c'est tout. Je ne connais aucune armée qui aurait réagi autrement. En tant que chef d'état-major, je ne peux interdire à mes soldats de riposter lorsqu'ils sont la cible de tirs », a-t-il dit.

Israël n'étant désormais plus en position de poser tout d'exigences sur la table des pourparlers, et les États-Unis ne pouvant plus l'assurer de leur soutien inconditionnel, comme ce fut le cas depuis le début de l'opération, un cessez-le-feu semble désormais plus probable qu'avant le double massacre de Cana et de Nabatieh.

M. Pérès a lui-même admis que l'un des principaux obstacles soulevés par les Syriens et les Libanais pour parvenir à un accord était la volonté israélienne de jouir d'une liberté de manœuvre au Liban, pour riposter à une éventuelle attaque du Hezbollah. « Le président Hafez El Assad est donc le principal vainqueur de l'opération « Les Raisins de la colère », puisqu'il a su réunir autour de lui la totalité des États arabes contre Israël », estime un expert militaire du quotidien Haaretz.

Israël semble ainsi constater avec amertume que le président syrien s'est contenté de jouer au spectateur silencieux depuis une semaine, attendant patiemment qu'Israël commette une erreur, en l'occurrence un massacre de civils libanais. (Interim.)

Liban au Caire
Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

Liban à la

سكنا في الجبل

L'attentat au Caire contre des touristes grecs serait lié à la situation libanaise

Des islamistes auraient cru s'en prendre à des Israéliens

La police égyptienne privilégie toujours la piste islamiste après l'attentat, commis jeudi 18 avril, contre des touristes grecs, et qui a fait dix-huit

morts et quinze blessés devant un hôtel du Caire. Mais les enquêteurs n'excluent pas que des islamistes - égyptiens, palestiniens ou liba-

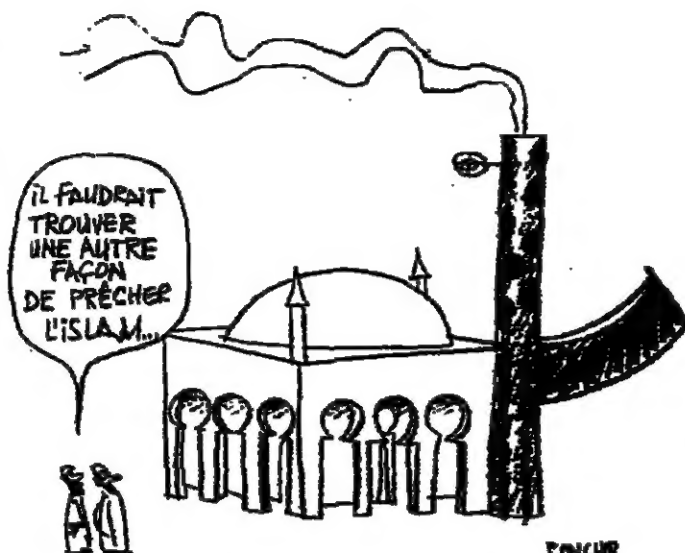
nais - croyant s'en prendre à des touristes israéliens, aient participé à cet attentat, dont l'objectif serait de venger « les martyrs » du Liban.

LE CAIRE

de notre correspondant
L'attentat du Caire, qui n'avait toujours pas été revendiqué vendredi 19 avril, serait un acte de vengeance, en réponse aux bombardements israéliens au Liban. C'est en tout cas ce que pensent les enquêteurs égyptiens, au lendemain de l'attentat le plus sanglant qui ait eu lieu en Égypte depuis quinze ans. Le seul acte de violence comparable est, en effet, l'assassinat par des extrémistes musulmans d'une centaine de policiers à Assiout (à 400 kilomètres au sud du Caire), au lendemain de l'assassinat du président Anouar el Sadate, en octobre 1981.

Les enquêteurs soulignent que l'hôtel Europa, devant lequel a eu lieu l'attentat, était connu pour héberger des touristes israéliens. Selon une source policière, un groupe d'Israéliens devait quitter l'Europe quelques minutes plus tard. Il s'agirait donc d'une « bavure » de la part des « terroristes », qui auraient pris le groupe de touristes grecs s'apprêtant à partir de l'hôtel pour des ressortissants de l'Etat juif. La confusion serait d'autant plus explicable que ce groupe venait d'Israël.

Cette « piste libanaise » a poussé les enquêteurs à évoquer la possibilité que soient impliqués dans l'attentat des organisations extrémistes musulmanes palestiniennes, comme le Hamas ou le Jihad islamique, ou libanaises, tel le Hezbollah. C'est la raison pour laquelle des barrages ont été dressés



aux abords de l'aéroport du Caire et un grand nombre de touristes arabes ont subi des interrogatoires en règle et vu leurs papiers examinés attentivement.

AUCUNE PRÉSENCE POLICIÈRE

A l'appui de cette hypothèse, il y a le fait qu'aucun attentat n'a été commis contre des touristes depuis 1994 et que les actes de violence des extrémistes musulmans étaient circonscrits à la Haute-Égypte. La capitale égyptienne a, en effet, été épargnée par la violence depuis plus d'un an. Les enquêteurs soulignent, d'autre part,

que la police ne s'est livrée à aucune opération spectaculaire au cours des derniers mois, mais qu'elle a pu provoquer une réaction de cette ampleur.

Depuis le début de 1995, ce sont plutôt les islamistes de la confrérie des Frères musulmans qui sont dans le collimateur des policiers. La confrérie a, pour sa part, condamné l'attentat de jeudi, qu'elle a qualifié d'« acte criminel horrible rejeté par toutes les religions ». Toutefois, les enquêteurs n'excluent pas que l'attentat ait été exécuté par des extrémistes égyptiens de la Djamaa islamiya

ou du Jihad, pour venger « les martyrs du Liban ».

Les Égyptiens, qui croyaient être enfin à l'abri du terrorisme, sont en état de choc. Ils ne doutent pas du fait que cet acte aura des retombées négatives sur le tourisme dans la vallée du Nil. Une industrie qui nourrit directement ou indirectement des millions d'Égyptiens et qui commençait justement à recueillir les fruits de l'arrêt des actes de violence. « C'est une vraie catastrophe », a déclaré au Monde le responsable d'une grande agence de tourisme égyptienne. Nous venons de peine de commencer à faire de petits bénéfices grâce à la reprise du flux touristique, déjà supérieur en nombre au record de 1992 (avant les attentats contre les touristes). Il n'est donc pas étonnant que les critiques contre la police se multiplient de la part des professionnels du tourisme. Il n'y avait aucune présence policière devant l'hôtel Europa, à l'endroit même où, en février 1993, un autobus transportant des touristes coréens avait essuyé des jets de bombes artisanales. Même le directeur du journal officiel El Akhbar a relevé, vendredi, ce « laisser-aller ».

L'attentat accroîtra sans doute la répression policière contre les islamistes en général et les extrémistes en particulier, qui selon l'officier El Akhbar « ont commis un acte désespéré qui ne sert que les ennemis de l'Égypte ».

Alexandre Buccianti

L'inquiétude grandit en Algérie pour les sept moines français enlevés

Rencontre avec Mgr Teissier, archevêque d'Alger, qui craint pour l'avenir de la présence chrétienne

L'ENLEVEMENT des sept moines français du monastère Notre-Dame-de-Tadlas à Tibhirine, près de Médéa, au sud d'Alger, en fait, vendredi 19 avril, à son vingt-quatrième jour. Toutes les recherches restent vaines. Soudoux de discrétion, Mgr Henri Teissier, archevêque d'Alger, a répété, à plusieurs reprises, avoir reçu d'amis algériens l'assurance que les religieux enlevés sont toujours en vie. Toutefois, devant le blocage de la situation, l'inquiétude ne cesse de croître dans la communauté chrétienne de ce pays, composée de quelque millions de fidèles, d'environ cent trente prêtres et religieux et deux cent cinquante religieuses.

Rencontré le 14 avril à Tunis à l'occasion de la visite de Jean Paul II, les évêques français d'Algérie en sont toujours réduits aux spéculations. Au cours de la nuit de l'enlèvement, celle du 26 au 27 mars, les ravisseurs cherchaient-ils une assistance médicale ? Mais si c'était le seul but de leur opération, Mgr Teissier avoue ne pas comprendre pourquoi, outre le frère médecin, ils ont aussi enlevé le prieur de la communauté trappiste, Christian de Chergé, dont la chambre était voisine de la sienne, mais surtout cinq autres moines qui occupaient des cellules plus lointaines, au premier étage du monastère.

Pourquoi aucune revendication n'a-t-elle suivi le rapt ? Les moines sont-ils victimes d'une surenchère entre plusieurs groupes islamistes armés ? Font-ils actuellement l'objet de tracta-

tions entre les ravisseurs et les autorités d'Alger ? Les évêques d'Algérie cherchent à comprendre. Pour sa part, Mgr Teissier est en contact quotidien avec l'ambassadeur de France à Alger et avec un collaborateur du ministre de l'Intérieur, membre de la cellule de crise. « Je suis convaincu que les responsables algériens font tout ce qui est possible pour favoriser leur libération, dit-il au Monde, car l'opinion est profondément touchée. C'est une épreuve commune à l'Eglise d'Algérie et à la société algérienne ».

« PARTIR, C'EST ABANDONNER »

Toutefois, il n'ignore pas les risques d'un enlèvement d'aussi longue durée, d'abord pour la santé et la vie des moines, mais, à l'avenir, aussi, pour la liberté de circulation des autres prêtres, religieux et religieuses en Algérie. Comme le dit Mgr Gabriel Poirard, évêque de Constantine, « s'il en va de la vie de sept frères, l'enjeu est aussi notre lien avec l'Algérie qui risque d'être brisé ». Déjà, prêtres, religieux et religieuses ont dû réduire considérablement leurs lieux de présence et leur liberté de mouvement. Et ils craignent de devoir être un jour « regroupés » par les autorités, voire obligés de quitter le pays, au moins à titre provisoire.

Dès le début de la violence, leurs amis algériens avaient conseillé aux prêtres et religieux français de partir, ne serait-ce que pour quelques mois, afin d'échapper au danger. Mais dé-

sormais, « ces mêmes amis comprennent que partir, c'est abandonner », explique Mgr Teissier au Monde, ajoutant : « L'Eglise d'Algérie a pour vocation d'être solidaire de la population. Les moines de Tibhirine se sont interrogés bien des fois pour savoir s'ils devaient suivre les conseils de prudence et s'éloigner. Mais ils ont estimé que la fidélité à leur vocation impliquait la fidélité à leurs voisins, même à l'heure du danger ».

L'archevêque d'Alger se réjouit des manifestations de solidarité enregistrées dans la période actuelle avec la population algérienne : « Nous ne sommes plus face à face, chacun avec son identité chrétienne ou musulmane, mais, dit-il, côte à côte, parce que menacés par la même violence ».

Rester, donc, le plus longtemps possible, mais soumis à une discrétion encore plus grande sur le sens de leur engagement. Prêtres, religieux, évêques, savent qu'ils sont devenus « une cible réparable et désarmée ». Mais ni plus ni moins que d'autres Algériens, journalistes, écrivains, magistrats, artistes, paysans ou habitants de zones troubles : « La société algérienne est devenue une société de cibles ». A les entendre, ce qui leur donne espoir, c'est le courage de la population. « Il suffit », conclut Mgr Teissier, de croiser dans la rue d'un quartier troublé une jeune fille qui circule tranquillement, sans porter le hijab, pour reprendre force ».

Henri Tincq

Le Congrès américain renforce la législation antiterroriste

WASHINGTON

La concordance des dates n'est pas fortuite : l'adoption par le Congrès, jeudi 18 avril, d'une loi antiterroriste d'une rigueur sans précédent intervient la veille de l'anniversaire de l'attentat d'Oklahoma City qui, le 19 avril 1995, avait fait cent soixante-huit morts et cinq cents blessés. Républicains et démocrates l'avaient voulu ainsi, de façon que Bill Clinton puisse signer ce texte le jour même où l'Amérique se souvient du plus grave attentat jamais perpétré sur son sol. Le chef de la Maison Blanche, en voyage à Moscou, a fait savoir qu'il ne s'opposera pas à cette loi, même si deux mesures auxquelles il tenait ne figurent pas dans la version finale.

Autre « coïncidence » du calendrier : c'est également vendredi 19 avril que devait s'ouvrir, à Dallas (Texas), la convention de la National Rifle Association (NRA), puissant lobby des armes à feu

qui, lors de la discussion du projet, a pesé de tout son poids pour exclure une disposition gouvernementale accordant au FBI des pouvoirs accrus en matière d'écoutes téléphoniques. La NRA s'est efforcée, sans succès, de convaincre ses détracteurs qu'elle n'avait pas choisi à dessein la date du 19 avril, jour anniversaire de l'assaut lancé en 1993, par le FBI, contre la secte des Davidiens, à Waco, Texas.

CONTESTATION

Fortement critiquée par les associations de défense des libertés, la loi antiterroriste comporte, par ailleurs, plusieurs dispositions à caractère constitutionnel risquant d'être contestées devant les tribunaux. La plus significative d'entre elles revient à limiter les possibilités d'appel des condamnés à mort. L'objectif est de désengorger les prisons et d'économiser les dépenses publiques en réduisant l'inter- valle, souvent supérieur à deux

ans, qui sépare le verdict de l'exécution. Dorénavant, les condamnés devront déposer leur recours dans les six mois suivant l'aboutissement de la procédure judiciaire. Dans la plupart des cas, ce dernier ne pourra pas être répété et les tribunaux devront se prononcer dans un délai maximum de six mois. La plupart des spécialistes estiment que cette réforme devrait sensiblement accélérer le rythme des exécutions capitales.

S'agissant de lutte antiterroriste, l'administration est dotée de nouveaux moyens d'action, ainsi que d'une somme supplémentaire de 1 milliard de dollars (environ 5 milliards de francs) sur quatre ans. Le gouvernement fédéral disposera d'une latitude beaucoup plus grande pour expulser les étrangers dépourvus d'autorisation de séjour, et, surtout, pourra reconduire à la frontière ceux qu'il « soupçonne » d'être liés au terrorisme, sans avoir à révéler les éléments qui fondent sa décision. Les

étrangers membres d'organisations considérées comme liées au terrorisme pourront également être expulsés, tandis que tout individu se livrant à des collectes de fonds pour ces mêmes groupes sera passible de poursuites, mesures qui laissent de larges pouvoirs d'appréciation et d'action aux autorités.

Pour de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme, ce durcissement de la législation rappelle l'ère du maccarthysme, quand, au début des années 50, furent édictées plusieurs lois interdisant l'entrée du territoire américain aux individus soupçonnés, à tort ou à raison, d'appartenir à des organisations communistes ou sympathisantes. Le large consensus politique qui s'est cependant dégagé en faveur du texte d'aujourd'hui témoigne de l'échec des élections présidentielles et législatives.

L. Z.

Pékin et Washington reprennent contact après la crise de Taiwan

M. Christopher et M. Qian s'entretiennent à La Haye

WASHINGTON

de notre correspondant
Les relations entre l'Amérique et la Chine s'apparentent au mythe de Sisyphe : lorsqu'on croit être revenu à une normalisation des échanges diplomatiques, une nouvelle crise surgit, et il faut tout recommencer. Lors de leur entretien de New York, en octobre 1995, Bill Clinton et le président Jiang Zemin s'étaient mis d'accord pour rechercher, par-delà leurs divergences, un « dialogue honnête ». Ces bonnes résolutions ont fait long feu. La rencontre entre le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, et son homologue chinois Qian Qichen, vendredi 19 avril, à La Haye (Pays-Bas), a lieu peu après une période particulièrement tendue, liée à la question de Taiwan.

L'administration Clinton se félicite d'être parvenue à désamorcer une situation dangereuse, en utilisant les recettes d'une diplomatie un peu surannée mais néanmoins efficace : l'envoi, au large de Taiwan, de deux porte-avions. Bill Clinton - déjà fortement critiqué par les républicains, qui l'accusent de pratiquer une politique d'« apaisement » à l'égard de la Chine en minimisant la question des droits de l'homme - est soumis à des surenchères politiques d'autant plus exacerbées qu'elles se situent dans la perspective du scrutin présidentiel de novembre : les contentieux bilatéraux sont désormais trop sérieux (livraisons chinoises de matériaux nucléaires au Pakistan, poursuite de la politique de contrefaçons de produits américains, aggravation du déficit commercial), pour que le président se contente de fermer les yeux.

SOUS-PRESIDENTIEL 1996

SANCTIONS EN SUSPENS
Au-delà, l'administration américaine ne pourra pas reculer davantage la décision de prendre, ou non, des sanctions contre Pékin. Celles-ci sont réclamées à la fois par les libéraux et les conservateurs, mais rejetées par les puissants lobbies industriels qui commercent avec le pays du Milieu. Le chef de la Maison Blanche est confronté à un choix délicat : sanctionner Pékin, c'est créer les conditions d'une nouvelle période de tension ; ne rien faire, c'est apparaître peu soucieux de défendre les intérêts commerciaux des Etats-Unis.

S'agissant des contrefaçons de logiciels d'ordinateurs, de disques compacts, et de jeux et cassettes vidéo fabriqués par les usines chinoises, le dossier est étayé : l'industrie américaine estime qu'elle a perdu quelque 2,5 milliards de dollars en 1995 (11,5 milliards de francs environ) - contre 866 millions en 1994. L'accord de février 1995, qui mettait fin à la menace d'une guerre commerciale avec Pékin, est donc resté lettre morte. Quant au déficit commercial, il atteint 34 milliards de dol-

lars et pourrait bien devancer le déficit des échanges avec le Japon avant la fin de la décennie.

L'administration américaine a, d'autre part, acquis la conviction que Pékin a livré au Pakistan de 5 000 à 7 000 aimants circulaires entrant dans la fabrication de centrifugeuses destinées à enrichir l'uranium, probablement à des fins militaires. Dans ces conditions, la marge de manœuvre de M. Clinton est étroite. C'est avant le 3 juin que le Congrès doit renouveler l'octroi à la Chine de la clause de la nation la plus favorisée (NPF).

POLITIQUE D'« ENDOIGNEMENT »

S'il paraît difficile aux responsables américains d'avoir recours à une mesure aussi draconienne que le refus de ce renouvellement qui, au-delà de la Chine, affecterait Hongkong et Taiwan, il reste la riposte graduée sous la forme de l'annulation de garanties de crédits par la Banque américaine d'import-export L'EXIM Bank, qui, à la demande du département d'Etat, avait suspendu ses prêts pour tous les projets chinois, a annoncé, mercredi 17 avril, l'octroi d'un crédit bancaire de 160 millions de dollars à Boeing. Cette décision annonce-t-elle des mesures plus symboliques que véritablement coercitives, afin de sauvegarder l'apparence d'un dialogue sino-américain ?

Pékin n'a pas tort de prétendre que Washington poursuit surtout une politique d'« endoigement » à son égard. La récente visite de Bill Clinton au Japon et en Corée du Sud, marquée par la réaffirmation de la « relation stratégique » avec Tokyo, l'atteste. Ce n'est pas un hasard si le chef de la Maison Blanche a choisi, de se rendre sur le porte-avions Independence (dépeché dans la zone chaude de Taiwan le mois dernier), pour affirmer que la VII^e flotte américaine empêche le « retour à la guerre » en Asie. Mais force est de constater que la cohérence de la diplomatie américaine n'apparaît pas clairement : comment réaffirmer que les Etats-Unis s'en tiennent au dogme d'une politique « une seule Chine », tout en poursuivant, à un rythme soutenu, les ventes d'armes au régime du président taïwanais Lee Teng-hui ?

Tant que ce genre de contradiction n'aura pas été levée, il est sans doute illusoire d'espérer une réelle normalisation des relations sino-américaines. Si l'hostilité à l'égard de la Chine devait devenir un aspect permanent de la politique étrangère des Etats-Unis, notait récemment, dans le Washington Post, Henry Kissinger, les Etats-Unis perdraient des alliés : « La plupart des nations asiatiques feraient retomber le blâme sur l'Amérique, pour avoir déclenché une guerre froide inopportune avec Pékin », écrivait-il.

Laurent Zechini

SOCIÉTÉ DU LOUVRE - GROUPE DU LOUVRE

La Société du Louvre - Groupe du Louvre porte à la connaissance du public que le groupe Robert Bosch GmbH a signé le 17 avril 1996 un contrat aux termes duquel il se porte acquéreur de la participation détenue par la Compagnie Financière Marcel Leblanc dans le capital de la Société ELM Leblanc, soit environ 99%. La cession est soumise à l'autorisation des autorités allemandes des concentrations (Bundeskartellamt). La Compagnie Financière Marcel Leblanc est contrôlée par la Société du Louvre - Groupe du Louvre.

Cette cession s'inscrit dans le processus de concentration à l'échelle européenne du secteur dans lequel évolue la Société ELM Leblanc en tant que deuxième constructeur français de chaudières murales au gaz. Son association avec Robert Bosch constitue un atout de premier ordre, de nature à renforcer sa position industrielle et commerciale notamment à l'exportation.

Pour le Groupe du Louvre, cette opération, qui aura un effet positif sur les comptes de l'exercice 1996, permettra de renforcer sa structure financière.

La lire italienne se renforce malgré l'issue incertaine des élections

Les marchés préféreraient une victoire de la coalition de centre gauche mais ne doutent pas de la poursuite de l'effort d'assainissement financier quel que soit le résultat

Le suspense est complet en Italie alors que s'achève la campagne des élections législatives anticipées du 21 avril. Les affrontements ont été acerbés entre l'oligarchie coalition de gauche emmenée par Romano

Prodi, mais dont la composante essentielle est la PDS ex-communiste, et le Pôle des libertés (droite), dirigé par un Silvio Berlusconi talonné par son partenaire d'Alliance nationale, Gianfranco Fini. Les

sondages officiels indiquent une très légère avance de la gauche, une certaine remontée de la Ligue du Nord, qui se présente seule, et une forte tentation abstentionniste, sachant que le mode de

scrutin n'assure pas nécessairement une majorité de sièges à qui obtient le plus grand nombre de voix. Sur le plan économique, les performances de l'Italie productive sont remarquables. Mais malgré

les surenchères de campagne sur le thème des impôts, la marge de manœuvre du futur gouvernement, qui devra poursuivre un sévère effort d'assainissement des comptes publics, s'annonce étroite.

NOMBRE d'Italiens, alors que s'achève la campagne pour les législatives anticipées du 21 avril, avec les mêmes règles électorales et à peu près les mêmes protagonistes qu'il y a deux ans, se demandent ce que leur vote va bien pouvoir changer aux problèmes chroniques du pays. Les marchés financiers internationaux n'éprouvent apparemment pas ces inquiétudes : la lire, pourtant réputée sensible aux aléas politiques, se porte comme un charme alors que l'issue du scrutin est des plus incertaines, et s'est réévaluée de 15 % depuis un an. Plus surprenant encore, les titres de l'énorme dette publique italienne (123 % du produit intérieur brut) affichent

les taux d'intérêt les plus bas depuis 1994, et également l'écart le plus faible avec ceux de l'Allemagne. Les derniers sondages parus avant la date limite du 1^{er} avril donnaient pratiquement à égalité les deux coalitions qui s'affrontent, l'Olivier, à gauche, et le Pôle des libertés, à droite. Mais les sondages officiels qui circulent donnaient récemment un léger avantage à la gauche. Or les marchés financiers, dans la configuration italienne d'aujourd'hui, préfèrent le centre gauche : bien que son noyau dur soit l'ancien Parti communiste devenu la PDS, il a soutenu pendant un an le gouvernement de Lamberto Dini, jugé sé-

rieux. Alors que les ennus judiciaires du leader de la droite, Silvio Berlusconi, réputé peu enthousiaste pour la construction européenne, inquiètent davantage. Le regard que portent les investisseurs étrangers sur l'Italie n'est pas sans conséquences concrètes : les 5/6^{es} des cotations à terme sur les bons du Trésor italien se font sur les places internationales. Si cette opinion publique bien particulière a confiance, cela se traduit par un allègement de la charge d'intérêts qui représente une part importante du budget italien : la tâche du prochain gouvernement italien, quel qu'il soit, en sera facilitée.

L'économie italienne a connu

depuis deux ans la plus belle croissance des grands pays européens et devrait réaliser un très respectable 2,6 % en 1996 après 3 % en 1995. Les entreprises réalisent des bénéfices impressionnants, non seulement les mythiques PME des districts industriels, mais aussi les grands groupes (à l'exception d'Olivetti et de grandes banques comme le Banco di Napoli que le gouvernement a dû secourir). La poussée inflationniste du premier semestre 1995 semble apaisée et les derniers chiffres (février 96) attestent une stabilisation des prix de gros. Reste, comme le souligne l'économiste Mario Deaglio, que « les efforts d'assainissement financiers, à moins de 3 % de croissance,

imposent au pays une souffrance aiguë. La modération salariale s'est traduite par une baisse du pouvoir d'achat de 5 % en deux ans. C'est très brutal ». Or chacun sait déjà qu'un nouveau tour de vis budgétaire, et des économies supplémentaires sur les retraites, seront nécessaires. La confiance des marchés financiers, fondée sur la certitude que le prochain gouvernement italien ne pourra que poursuivre sur le chemin tracé de la rigueur, apparaît dans une note de l'établissement financier américain Merrill Lynch : « pour le marché, le résultat le plus confortable serait la victoire du centre gauche mais le plus vraisemblable est une victoire du centre

droit, ce qui couvrira peut-être une déception au début mais pourrait ne pas se révéler aussi mauvais qu'on le craint », écrit Merrill Lynch. Car, « ce qui est crucial, c'est que les deux camps restent acquis à la réduction du déficit budgétaire ». On ne fait pas plus équilibré. Rappelons que le gouvernement de droite de Silvio Berlusconi, en 1994, avait rapidement perdu le soutien des marchés : après quelques mois au pouvoir dans un contexte de crise financière de plus en plus aiguë, le grand patron milanais avait subi l'humiliation de voir sa chute saluée par une hausse de la Bourse !

Sophie Gherardi

Un système électoral schizophrène

ROME

Près de 50 millions d'électeurs italiens iront voter, dimanche 21 avril, pour la troisième fois en quatre ans pour élire le nouveau Parlement - Chambre des députés et Sénat -, en sachant qu'il leur sera probablement difficile de donner, par la même occasion, un gouvernement stable à l'Italie. C'était pourtant l'objectif déclaré de la loi électorale introduite en 1993.

Las d'un système proportionnel qui avait assuré la représentation de toutes les sensibilités politiques mais au prix de l'instabilité, les Italiens s'étaient alors tournés vers le système majoritaire. Les forces politiques n'ont cependant pas osé aller jusqu'au bout. Un zeste de bonne vieille proportionnelle est resté et l'Italie s'est offert ainsi un système unique en son genre : le scrutin majoritaire à un tour ne concerne que trois quarts des sièges, aussi bien à la Chambre des députés (630 en tout) qu'au Sénat (315). Le reste est attribué aux listes qui dépassent la barre des 4 % à l'échelon national, selon le scrutin proportionnel et un mécanisme de retenue mis au point pour favoriser les plus petits partis. Les forces politiques sont ainsi poussées à la schizophrénie, incitées à la fois à s'unir, dans la logique du scrutin majoritaire, et à se démarquer les unes des autres comme y encourage le système proportionnel. Ce qui explique une jungle de sièges dont la simple énumération relève de l'impossible, même pour les plus avertis.

Il y a deux ans, la droite avait lancé les alliances « à géométrie variable » : Forza Italia, le mouvement de Silvio Berlusconi, s'était allié au nord avec la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, au sud avec l'Alliance nationale de Gianfranco Fini. Ces alliances n'avaient pas donné lieu à une réelle majorité gouvernementale. Aujourd'hui, le Pôle pour les libertés, le rassemblement de centre droit, apparaît de ce point de vue beaucoup plus compact.

La gauche s'est ouverte vers les secteurs modérés catholique et centriste en constituant la coalition de centre gauche, dite l'Olivier, et elle a passé un accord de désistement avec Rifondazione Comunista. Dans vingt-sept collèges du scrutin proportionnel, l'Olivier ne présente pas de candidats et invite ses électeurs à voter pour ceux de Rifondazione. Dans le reste des collèges, les électeurs communistes seront appelés à voter pour le candidat de l'Olivier. On peut imaginer l'état d'âme des nombreux électeurs qui devront soutenir « c'est le cas dans de nombreux collèges - un ex-démocrate chrétien, l'adversaire d'hier. D'autre part, les parlementaires communistes ne participent ni à la majorité ni au gouvernement. Ils se limiteront à permettre la naissance d'un exécutif de centre gauche, puis agiront en parfaite autonomie. Dès le lendemain des élections, on risque donc de repasser de réforme de la loi électorale.

Salvatore Aloise

Quand Lamberto Dini fait de l'électoratisme

ans, il en coûtera 75 milliards de francs au budget. La Cour constitutionnelle avait préconisé cette mesure en 1994, ce qui a permis à Lamberto Dini de dire qu'il ne faisait qu'appliquer des décisions qui s'imposaient à lui.

Dans le même ordre d'idées, le cabinet Dini, après avoir fait une chasse impitoyable à la fraude aux prestations sociales, annonce une mesure magistrale : l'Etat va prendre en charge le remboursement à l'INPS, la Sécurité sociale italienne, des sommes perçues en trop pendant des années sur les pensions. Et voilà un demi-million de personnes bien soulagées.

La contribution exceptionnelle de 10 % du revenu demandée aux travailleurs indépendants a

été reportée. Elle figurait pourtant dans le plan Dini de redressement budgétaire. « Lamberto n'oublie pas qu'il y a en Italie 1,2 million de commerçants, plus leurs familles... Et le gel jusqu'en juin des tarifs publics, comment l'expliquer autrement que par des soucis électoraux ?

L'austère M. Dini a montré depuis un an quel habile manœuvrier il est. Sans doute a-t-il fait le calcul suivant : si le centre-gauche gagne, il sera toujours temps de resserrer les boulons. Et si c'est la droite, un autre que moi aura à le faire.

S. Gh.

Gianfranco Fini ou l'appétit de pouvoir d'un ex-fasciste assagi

NAPLES

de notre envoyée spéciale
Encore des ravioles ! d'un coup de fourchette révisée, il se lance, sans mot dire, à l'attaque de l'assiette fumante. Lui qui tente de ne jamais déjouer en campagne électorale, pour rester en forme, c'est raté. Mais un jour comme aujourd'hui, Pasquella qui plus est, lundi de Pâques, on peut faire exception. D'autant que Pasquella Vespotti, le très ardent maître de Bénévent, ce gros bougre de l'arrière-pays de Naples, qui a organisé le banquet dans un hôtel bien nommé - Le Président -, s'est mis en quatre. Ce n'est pas tous les jours qu'il peut montrer au « chef » sa ville. Cette ville qu'il a conquise, en plannier du MSI, l'ancien parti de la flamme tricolore, il y a trois ans. Mais cela est une autre histoire, antérieure aux escortes officielles

de carabinieri, à la « droite de gouvernement », aux cravates Hermès et aux ravioles électoraux. Antérieurement, au baptême-exorcisme d'Alliance nationale, à Foggia, près de Rome, au congrès de janvier 1995, où l'on s'est efforcé de noyer, pêle-mêle, les derniers rejets naufrageurs du fascisme et le MSI.

Pour l'heure, Gianfranco Fini mange. Et entre deux bouchées, reçoit les mille et un cadeaux inutiles d'usage, serre les mains, sourit, cligne de l'œil : les contraintes du métier. A côté de lui, en tailleur blanc, Daniela, sa femme, a l'air bien las. Lui ne semble pas se ressouvenir de ses longues stations debout sur tous ces podiums, où il explique, depuis le matin, que contrairement à la gauche qui a perdu « toute initiative sur le terrain social », l'Alliance nationale, elle, est une droite « solidaire », qui n'oubliera personne, dans cette Campagne qui bat des records de chômage et de criminalité. Ce qui ne l'empêchera pas, dans quelques jours d'expliquer au Nord, si riche, qu'il abaissera les impôts. Contradiction ? Non, encore contraintes du métier.

Peut-être est-il inquiet de savoir que la criminalité organisée, qui, aux législatives de 1994, avait fortement parlé sur Forza Italia, le parti allié de Silvio Berlusconi, est tentée cette fois, par certains candidats d'AN dans le Sud ? Ce qui lui a valu de tenir un discours très ferme à Afragola, un haut-lieu camorriste à la périphérie de Naples, avant de prendre deux candidats entre quatre yeux pour qu'ils fassent cesser les équivoques. La « propriété », là où les vieux partis politiques (démocrates-chrétiens et socialistes en premier lieu) avaient sombré dans la corruption et dans la collusion mafieuse, c'est le capital moral d'AN : pas question d'y toucher. Peut-être est-il agacé par ces sondages sous le manteau (leur publication est interdite depuis le 1^{er} avril) qui donnent le centre-gauche légèrement en tête ?

Rien ne transparaît. Bronzé - moins que Silvio Berlusconi, le chef officiel de la coalition -, son blazer à carreaux fondus impeccable, l'air frais, disponible, il sourit et il mange. Et il a grand appétit, Gianfranco Fini, surtout de pouvoir. A quarante-quatre ans, c'est normal. Et la région, pour qui sait y faire, est une merveilleuse *giungla*, ce gîte napolitain riche et croquant à la fois, divin à déguster. La mairie de Naples est allée au populaire maire PDS Antonio Bas-

solino, mais il y a tout le reste : l'héritage des « vice-rois » déchu, socialistes et démocrates-chrétiens, qui régnaient en Campanie. Déjà AN a conquis la présidence de la région, avec Antonio Rastrelli.

Il ne se ménage pas, Gianfranco Fini, ce matin au grand hôpital Cardarelli, le plus important du Mezzogiorno, qui domine la ville, il a encouragé les médecins dans leur lutte, non contre la maladie, mais contre la gestion déplorable de la santé, qui fait de Naples une cité du tiers-monde sur le plan sanitaire. C'était justement un de ses thèmes qui ont le plus enrichi les ex-« vice-rois », tel ce ministre de la santé libéral, Francesco De Lorenzo, qui touchait des commissions jusque sur les spots télévisés antisida, et l'un de ses adjoints, Oino Poggolini, qui lui, garnissait ses coussins de billets de banque.

Dans le « couple » qu'il forme avec Silvio Berlusconi, il joue les modérés, mais imprime les idées fortes

Mais AN assure avoir la solution, et le président de la région Rastrelli expliquera sous les applaudissements le « plan sanitaire » conçu par ses services : « Ce qu'ils ont dit en vingt-cinq ans, nous l'avons déjà en partie relevé, nous la droite de gouvernement, en huit mois. » Le reste de la journée sera à la hauteur du début : grande fête populaire à Salerno en soirée (« AN est près des jeunes »), et surtout débat à Bénévent sur le vote catholique qu'AN convoite. N'est-elle pas encouragée par une bonne part de l'aristocratie « noire » de Rome qui reçoit les « ex-camerati » fascistes dans ses salons.

A quoi pense-t-il, Gianfranco Fini, avec ce petit sourire de connivence qui ne le quitte plus, comme pour dire : « Vous avez vu un peu le chemin parcouru ? » De fait, il y a seulement quatre ans, le petit MSI, héritier au lendemain de la guerre du parti fasciste interdit, sortait rarement de son ghetto politique, et de ses 7 % de suffrages maximum. Sinon, comme ce fut le

cas en 1992, pour le soixante-dixième anniversaire de la « marche sur Rome », pour défilé, bras tendus « à l'ancienne », dans la capitale. Aujourd'hui, AN, dont le siège aséptisé propose hôtesse et gadgets, fête avec les 21 % et est devenu un des trois plus grands partis, sinon le plus grand, avec Forza Italia, qu'il dévore « de l'intérieur » dans la coalition de droite, et le Parti démocratique de la gauche.

A quel il doit-il ? à Silvio Berlusconi sans doute, qui, aux législatives de 1994, en manque d'alliés, a tendu la main à Gianfranco Fini, mais surtout à Fini lui-même. L'élève a dépassé le maître, et il fait très attention à ce que cela ne se voie pas, car il est trop tôt encore pour penser au pouvoir à la première personne. Mieux, c'est lui, dans le « couple », qui imprime les idées les plus fortes (la campagne pour le présidentielisme par exemple), mais il joue les modérés, et quand Silvio s'empare, Gianfranco, pondéré et secourable, intervient : « Il ne parlait pas sérieusement. »

« Transformiste, opportuniste », disent certains militants, qui ont mal digérés à Foggia, la motion qui disait « l'antifascisme a rétabli la démocratie en Italie ». « Un vrai leader, plein de charisme », rétorquent les autres, qui ont vite compris que le pouvoir, avec un professionnel pareil, est à portée de main. Très habile, habile en tout cas, il a placé, sans bruit, ses hommes à chaque petite charnière disponible du pouvoir. En attendant, après avoir été traité comme un pestiféré en Europe, il y a deux ans, il donne des conférences à Oxford, à Paris, et rencontre Bill Clinton. A Bologne la « rouge », sa ville natale, la moitié des jeunes disent mieux vouloir voter pour son parti. Comment est-ce possible ?

Il s'en expliquera sur un coin de table. « Au début, on ne nous connaissait pas. A l'étranger, on disait : « Quelle horreur : le patron des télévisions et le chef des négociations au pouvoir ensemble ! » Mais avec beaucoup de travail et de patience, ceux qui sont de bonne foi ont compris. Ensuite, on nous a cherché des modèles à tout prix : Le Pen, Aznar, Kohl, Chirac... Mais nous sommes un parti sans aucun équivalent en Europe : une droite populaire, sociale, avec certaines valeurs spirituelles. » Et de son petit sourire malin, il ajoute : « Un mouvement respectable en somme. »

Marie-Claude Decamps

EUROPE : PRIORITÉ A L'UNION SOCIALE ET POLITIQUE

Un appel de 51 personnalités européennes

L'Europe se trouve placée devant des décisions décisives pour son avenir, la première en date étant la Conférence inter-gouvernementale (CIG). Or, l'accumulation des difficultés économiques, sociales, environnementales dans les différents pays européens alimente les inquiétudes, les réticences et les oppositions aux processus de construction européenne, particulièrement celui de la monnaie unique. Au-delà, en liaison avec les bouleversements politiques survenus sur le continent et dans le monde, c'est le sens même de cette construction, le projet poursuivi, qui font question. Nombreux sont ceux qui ont le sentiment que n'émerge plus de tout cela qu'une logique destructrice des garanties et acquis sociaux, au seul bénéfice de la rentabilité de l'argent, et des groupes financiers.

Profondément marqués à la construction d'une Europe unique, nous venons à lacer une mise en garde devant la gravité de cette situation. La volonté d'atteindre une zone européenne de libre-échange, dépourvue de pouvoirs régulateurs et ouverte à une concurrence sauvage, peut se conjuguer avec l'enfermement de nos pays dans des logiques strictement nationales. Cela conduirait au déclin des peuples européens et à la désintégration de l'Europe, à la montée des vieux démons agressifs, dans un continent réduit à un rôle subordonné dans la nouvelle donne mondiale.

Nous venons donc lancer un appel pressant et solennel. Nous sommes favorables à une Communauté forte, pourvue d'un projet de développement humain et écologique viable concourant à la fraternité des peuples. L'Union sociale et politique des nations, riche de leur diversité, ne doit pas être remise à plus tard ; elle doit donner sens à l'Union économique et monétaire. Par-delà nos différences de position sur la monnaie unique, nous nous accordons sur l'urgence d'initiatives politiques pour établir des régulations sociales et publiques sur le grand marché et défendre solidement des objectifs de progrès de nos sociétés.

Car il y a urgence à inverser les priorités. Urgence à promouvoir l'emploi et stabiliser les conditions de vie par des politiques économiques, sociales et écologiques communes prenant appui sur une concurrence maîtrisée, sur des instruments de coopération, de solidarité et de dissuasion de la spéculation, sur le développement du service public au d'intérêt général. Il y a urgence à donner une nouvelle dimension démocratique aux institutions et aux pratiques communautaires, à les réaligner pour qu'elles puissent jouer leur rôle politique d'impulsion, de régulation et d'équilibre. Une avancée des droits des pouvoirs de contrôle des citoyens et des acteurs sociaux est pour cela absolument nécessaire. Cela peut et doit être la tâche de la CIG.

Si les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités, il n'y aura d'Europe que si les peuples, les opinions publiques, les forces de progrès humain dans leur diversité en font leur propre affaire. Dans cet esprit, nous appelons toutes celles et ceux qui se sentent concernés à se rencontrer, à débattre, à se concerter, à proposer, en bref à faire entendre leur voix. Nous pensons que ce travail pourrait conduire à une importante initiative dans les mois à venir. Nous prendrons à cet effet tous les contacts possibles.

Signataires :

Aelvert Magda, député européen, Belgique ; Agha Numa, député européen, Irlande ; Ahmed Gila, député, Allemagne ; Amato Andrea, président de l'IMED, Italie ; Anderson Jan, député européen, Suède ; Banks Tony, député, Grande-Bretagne ; Barros Moura, député européen, Portugal ; Blandin Marie-Christine, présidente du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, France ; Brand Jean-Pierre, député-maire de Montreuil, France ; Castellina Luciana, député européen, Italie ; Charzat Michel, maire du XX^e arrondissement de Paris, France ; Fernandez Baye Francisco, directeur de la revue *Mémoires* nous, universitaires, Espagne ; Pierron Charles, président du Forum alternatives européennes, France ; Fuchs Gérard, membre du Bureau national du Parti socialiste, France ; Grus Andrea, européenne, Espagne ; Hecquet Pierre, secrétaire national du Parti socialiste, France ; Hissel Heidi, député européen, Finlande ; Hermier Guy, député, France ; Herzig Philippe, député européen, France ; Hindley Michael, député européen, Grande-Bretagne ; Holm Ulf, député, Suède ; Hori Peter, ancien député, Allemagne ; Huss Jean, membre de la Chambre, Luxembourg ; Jacot Fleur, universitaire, conseiller municipal de Lyon, France ; Krebs-Dorffler Wolfgang, député européen, Allemagne ; Larsson Dag, premier adjoint au maire de Stockholm, Suède ; MacMahon Hugh R., député européen, Grande-Bretagne ; McKenna Patricia, député européen, Irlande ; Montero Manuel, secrétaire général de la FID, Espagne ; Moscorri Pierre, secrétaire national du Parti socialiste, France ; Negt Oskar, sociologue ; O'Donnell Jim, *Démocrate Left*, Irlande ; Pissani Edgardo, France ; Ploger Elke, secrétaire d'Etat du Land de Basse-Saxe, Allemagne ; Poignant Bernard, maire de Quimper, France ; Rallin Jack, sénateur-maire d'Aubervilliers, France ; Ravard Bernard, historien, directeur de la revue *Confluences-Méditerranée* ; Roth Claudia, députée européenne, Allemagne ; Ruffolo Giorgio, député européen, Italie ; Schreiber Elvira, députée européenne, Allemagne ; Steffen Barbara, présidente groupe des Verts, Land NRW, Allemagne ; Sterner Christian, député, Allemagne ; Tamajo Gloria, députée européenne, Italie ; Treinin Bruno, responsable du programme de la CGIL, Italie ; Van Velzen Wim, député européen, Pays-Bas ; Volmer Ladger, député, Allemagne ; Van Lancker Anne, député européen, Pays-Bas ; Viveres Patrick, vice-président d'Europe 99, France ; Woyner Dominique, conseillère régionale, France ; Wainwright Hillary, directrice *Red Pepper*, Grande-Bretagne ; Wissmann Gilbert, directeur revue *M*, France ; Wolf Frieder Otto, député européen, Allemagne.

Pour vous joindre à cet appel : FORUM ALTERNATIVES EUROPEENNES, 44, rue de Paradis 75010 Paris. Tél. : (1) 44-83-93-40 Fax : (1) 44-83-93-39

السلامة العامة

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 20 AVRIL 1996 / 5

Certaines élections

ne se déroulent pas

à cause de la situation

La situation de la République centrafricaine est telle que les élections ne peuvent pas avoir lieu. Le gouvernement a déclaré que les élections ne pourront pas se dérouler dans les conditions nécessaires à leur crédibilité. Les élections ont été reportées à une date ultérieure.

Le franc CFA sera lié à l'euro

N'DJAMENA. Le franc CFA et le franc comorien seront liés à la monnaie unique européenne comme ils le sont au franc français, lorsque l'euro se substituera à celui-ci, a indiqué le communiqué publié, jeudi 18 avril, à N'Djamena (Tchad) à l'issue de la réunion des ministres des finances des pays de la zone franc. Les ministres français Jean Arthuis et Jacques Godfrain ont rassuré les pays africains sur les conséquences du passage à la monnaie unique : les accords existants entre la France et les pays de la zone franc sont compatibles avec le traité de Maastricht, et la France ne se désengage pas. « Demain comme aujourd'hui, nos mécanismes de coopération monétaire pourront demeurer exactement les mêmes », a déclaré M. Arthuis. Rien dans le traité ne permet que les partenaires européens puissent imposer d'élargir les mécanismes de coopération à d'autres pays. « Par ailleurs, les ministres ont souligné que « tous les mécanismes soient mis en œuvre pour que la dette des pays les plus pauvres n'entrave pas leur développement ». Ils se sont engagés à « poursuivre l'effort d'assainissement et de libéralisation entrepris afin de mettre les économies de la zone en mesure de faire face à d'éventuels retournements des cours des matières premières et d'assurer l'autonomie des États ». (AFR)

pourvoir d'un ex-fasciste assa

Le pouvoir d'un ex-fasciste assa... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

le couple

Le couple... (Texte partiellement visible)

les modérés,

les modérés... (Texte partiellement visible)

les fortes

les fortes... (Texte partiellement visible)

Des soldats centrafricains se mutinent pour leur solde

BANGUI. Une centaine de militaires centrafricains qui réclamaient le paiement d'arriérés de leur solde, se sont mutinés, jeudi 18 avril, à Bangui. Ils ont parcouru la ville en tirant des coups de feu et ont assiégé pendant deux heures l'immeuble de la radio, où se trouvaient le chef d'état-major et le ministre de la défense qui les ont assurés que « leur revendication a été prise en compte par le président Ange-Félix Patassé ». A la tombée de la nuit, la situation redevenait plus calme, les mutins s'étant dispersés. On ignorait, vendredi matin, si cette mutinerie a fait des victimes. Depuis de nombreux mois, se multipliaient les manifestations de fonctionnaires réclamant le paiement de leurs arriérés de salaires, mais c'était la première fois que des militaires se joignaient au mouvement. La France « suit très attentivement » la situation à Bangui, a indiqué le ministre des affaires étrangères, en précisant que « les ressortissants français se trouvent en sécurité » et que « la sécurité de l'aéroport est assurée par les forces françaises qui sont stationnées à Bangui ». La République centrafricaine est l'un des pays du continent où la France maintient un important détachement militaire. (AFR)

Le franc CFA sera lié à l'euro

N'DJAMENA. Le franc CFA et le franc comorien seront liés à la monnaie unique européenne comme ils le sont au franc français, lorsque l'euro se substituera à celui-ci, a indiqué le communiqué publié, jeudi 18 avril, à N'Djamena (Tchad) à l'issue de la réunion des ministres des finances des pays de la zone franc. Les ministres français Jean Arthuis et Jacques Godfrain ont rassuré les pays africains sur les conséquences du passage à la monnaie unique : les accords existants entre la France et les pays de la zone franc sont compatibles avec le traité de Maastricht, et la France ne se désengage pas. « Demain comme aujourd'hui, nos mécanismes de coopération monétaire pourront demeurer exactement les mêmes », a déclaré M. Arthuis. Rien dans le traité ne permet que les partenaires européens puissent imposer d'élargir les mécanismes de coopération à d'autres pays. « Par ailleurs, les ministres ont souligné que « tous les mécanismes soient mis en œuvre pour que la dette des pays les plus pauvres n'entrave pas leur développement ». Ils se sont engagés à « poursuivre l'effort d'assainissement et de libéralisation entrepris afin de mettre les économies de la zone en mesure de faire face à d'éventuels retournements des cours des matières premières et d'assurer l'autonomie des États ». (AFR)

AFRIQUE

■ **ÉRYTHÉE** : le couple français arrêté en mars vient d'être libéré, a annoncé, jeudi 18 avril, le Quai d'Orsay, en précisant que le gouvernement français « remercie le gouvernement érythéen de la décision qu'il a prise ». Etienne et Monique Forget, soixante et cinquante-cinq ans, avaient été interpellés lors d'une escale sur une île de l'archipel des Hailah, dont l'Erythrée et le Yémen se disputent la souveraineté (Le Monde du 19 avril). Ils étaient accusés d'espionnage pour avoir pris des photos dans ce secteur considéré comme zone militaire par l'Erythrée. (AFR)

■ **MAROC** : le ministre français de l'intérieur, Jean-Louis Debré, est arrivé, jeudi 18 avril, à Rabat pour participer, vendredi, à la réunion des ministres de l'intérieur de la Méditerranée occidentale, consacrée à la « lutte contre le trafic de drogue » dans la région. (AFR)

ASIE

■ **SRI-LANKA** : l'armée a engagé, vendredi 19 avril, une nouvelle offensive contre les rebelles tamouls dans le nord de l'île, a annoncé un porte-parole militaire. Attendue depuis plusieurs mois, l'opération déclenchée vendredi vise des secteurs de la péninsule de Jaffna et de la région de Kilinochchi qui échappent toujours au contrôle de l'armée en dépit de la chute, en décembre dernier, de la ville de Jaffna. (Reuters)

■ **SINGAPOUR** : un ressortissant britannique a été pendu à l'aube, vendredi 19 avril, à la prison de Changi, à Singapour. John Martin, qui était âgé de trente-six ans, avait été reconnu coupable de l'assassinat, en mars 1995, d'un touriste sud-africain de trente-trois ans, Gerard George Lowe, avec qui il partageait une chambre d'hôtel. (AFR)

EUROPE

■ **SERBIE** : Paris a réclamé une large autonomie pour le Kosovo, province du sud de la Serbie peuplée à 90 % d'Albanais de souche. Michel Barnier, ministre chargé des affaires européennes qui recevait, jeudi 18 avril à Paris, Ibrahim Rugova, président de la Ligue démocratique du Kosovo, a souligné qu'« un règlement négocié sur le Kosovo, fondé sur l'octroi d'un statut de large autonomie dans le cadre des frontières internationales de la RFY (Serbie et Monténégro), était la clé de la stabilité dans les Balkans ». (AFR)

■ **IRLANDE DU NORD** : le Sinn Féin a exclu tout cessez-le-feu de l'IRA sans changement d'attitude de Londres et de Dublin. Michel McLaughlin, président du Sinn Féin, a déclaré que l'Armée républicaine irlandaise (IRA), répondait au premier ministre britannique John Major, qui avait demandé, mercredi, que celle-ci mette un terme à ses attentats, pour associer le Sinn Féin aux négociations prévues pour le 10 mai. (AFR)

■ **RUSSIE** : Le directeur adjoint de la banque russe Izonmoudny a été assassiné, jeudi 18 avril, à Moscou. Alexandre Pozdnyakov est le trente-septième banquier assassiné en deux ans. Aucun de ces meurtres n'a pu être élucidé par la police. (AFR)

PROCHE-ORIENT

■ **ARABIE SAOUDITE** : le leader islamiste saoudien Mohamed Al-Masari a été autorisé, jeudi 18 avril, par le gouvernement britannique à rester quatre ans au Royaume-Uni avec possibilité de renouveler éventuellement son autorisation de séjour. Cette décision risque d'engendrer les relations entre Londres et Ryad qui avait fait savoir à la Grande-Bretagne que si elle continuait à héberger le dissident, les relations commerciales entre les deux pays risquaient d'en souffrir. (AFR)

ÉCONOMIE

■ **GRANDE-BRETAGNE** : la hausse des prix a été de 0,4 % en mars, a indiqué jeudi 18 avril l'Office des statistiques nationales (0,5 % sans les crédits immobiliers). Sur douze mois, la hausse reste de 2,7 % en glissement (2,9 % sans les crédits immobiliers). (AFR)

■ **Le nombre de chômeurs a diminué de 25 700 en Grande-Bretagne au mois de mars, ramenant le taux de chômage à 7,8 % contre 7,9 % en février : c'est le niveau le plus faible enregistré depuis près de cinq ans dans le pays. (AFR)**

■ **UKRAINE** : Le Fonds monétaire international versera 900 millions de dollars à Kiev au cours de l'année 1996, a annoncé, jeudi 18 avril, son directeur, Michel Camdessus. Ce nouveau crédit stand-by (de confirmation) remplace celui dont l'octroi avait été suspendu en raison des faibles progrès de la stabilisation économique dans le pays. (APR)

Tandis que Moscou accueille le sommet du G7 les atrocités se poursuivent en Tchétchénie

Médecins sans frontières dénonce les agressions contre les civils

Alors que les chefs d'Etat et de gouvernement occidentaux étaient attendus vendredi 19 avril à Moscou pour un sommet consacré à la sécurité

nucléaire, plusieurs voix s'élevaient pour dénoncer la poursuite des atrocités en Tchétchénie, où les forces russes continuent de s'en prendre à la

population civile. Une embuscade tendue mardi par les indépendantistes a fait des dizaines de morts parmi les soldats russes.

MOSCOU

de notre correspondant
Alors que le président russe, Boris Eltsine, accueille à Moscou, vendredi 19 et samedi 20 avril, le sommet du G7 sur la sécurité nucléaire, les violences se poursuivent en Tchétchénie. Les forces russes y subissent de lourdes pertes, tandis que les militants des droits de l'homme et les organisations humanitaires dénoncent les atrocités qu'elles commettent. Dans la capitale russe, tous les organes de sécurité sont sur les dents dans la crainte d'un nouveau coup d'éclat des indépendantistes. Malgré les affirmations officielles, malgré de timides ouvertures politiques du côté tchétchène, la guerre fait toujours rage dans le Caucase. Le président Eltsine a eu beau déclarer mercredi qu'en Tchétchénie « il n'y a pas de guerre avec usage de l'aviation et de l'artillerie », le représentant russe à l'ONU a eu beau répéter jeudi que « les opérations militaires ont été

arrêtées le 31 mars », les combats se poursuivent, avec des bombardements russes et des pillages d'artillerie contre les villages. Les forces russes subissent toujours de lourdes pertes. Le bilan d'une embuscade tendue mardi par les indépendantistes au sud de la Tchétchénie à une colonne blindée russe a dû être révisé à la hausse. Il est officiellement passé de 26 soldats russes tués et 52 blessés à 53 morts et 52 blessés. Citant des sources militaires russes anonymes, la chaîne privée russe NTV a fait état de 93 morts et 54 blessés. Malgré ces combats acharnés, le chef d'état-major des indépendantistes, Aslan Maskhadov, sans doute l'un des hommes les plus populaires de Tchétchénie, a tendu la main à Moscou. « Il ne faut pas demander à cor et à cri la souveraineté totale, l'indépendance absolue », a-t-il déclaré dans un entretien publié jeudi par la Nezavisimaya Gazeta. « La différence entre ma position et celle du pré-

sident Doudaev est que je suis contre les déclarations radicales », a-t-il ajouté, en se prononçant pour des négociations avant le départ de l'armée russe. Cependant M. Maskhadov a jugé qu'il ne voyait pas, pour l'instant, de possibilité d'ouverture de négociation en raison de la poursuite de l'offensive russe.

■ **CRIME CONTRE LA NATION** ■
Soulignant que depuis l'annonce du « plan de paix » de Boris Eltsine « les intimidations et les agressions répétées contre la population » civile se sont poursuivies en Tchétchénie, l'organisation humanitaire Médecins sans frontières a lancé un cri d'alarme lors d'une conférence de presse jeudi à Moscou. Dans une lettre aux leaders du G7, MSF leur demande de considérer que « la guerre en Tchétchénie a dépassé le stade d'une affaire interne et [qu'] elle constitue aujourd'hui une crise internationale ». « La population civile, les

hôpitaux, les écoles, les mosquées sont pris pour cibles », a déclaré le directeur de MSF, Eric Goemaere, ajoutant que « les droits humains internationaux sont continuellement violés » en Tchétchénie et que « les organisations humanitaires se voient systématiquement refuser l'accès aux populations civiles ». A Genève, devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, l'ex-dissident et parlementaire russe Sergueï Kovaliev a affirmé que le nombre et la gravité des violations des droits de l'homme en Tchétchénie - massacres et bombardements et mitraillages des civils, tortures dans les centres russes de filtration, exécutions sommaires - étaient « sans précédent en Russie depuis les répressions de masse de l'ère de Staline ». M. Kovaliev a estimé qu'il « ne s'agit pas d'une opération de police contre des terroristes », mais d'un « crime contre une nation ».

Jean-Baptiste Naudet

« Renoncez donc à vous présenter, candidat Eltsine ! »

BANDEROLES, rencontres avec « l'opinion publique », « accueil hospitalier » et « habitants généreux » : c'est dans le plus pur style brejnevien que le président Boris Eltsine a effectué, mardi 16 et mercredi 17 avril, une tournée électorale dans les régions de Krasnodar et Stavropol au sud de la Russie. Mais à peine avait-il mis le pied hors de sa limousine Zil à Krasnodar, centre administratif d'une région agricole et jadis prospère, que les remarques aigres pleuvent : « Faites en sorte que nous vivions ici comme on vit à l'étranger », lui lance une femme. « Ça va tout de même pas recommencer comme en 1917 ! », crie une autre. La foule agite des pancartes aux slogans hostiles : « Il faut jurer Eltsine et sa bande ! » ou « Eltsine ! Tu passeras, ton propre peuple ! ». Un peu plus tard, c'est le dialogue avec les vétérans qui tourne au fiasco. Invité, avec d'autres, à serrer la main du candidat-président, l'ancien combattant Alexandre Jikharev lance à brûle-pourpoint : « Renoncez donc à vous présenter !... Nous élirons quelqu'un de plus jeune... (..) vous avez fait tant de mal au peuple ! ».

A Boudennovsk, petite bourgade du Caucase

nord située à 150 kilomètres de Grozny et théâtre, l'année dernière, d'une spectaculaire prise d'otages par un commando tchétchène, Boris Eltsine a pourtant tenté de donner le meilleur de lui-même. « C'est sur ce cheval que je conduirai la Russie toujours plus avant ! » s'est-il écrit en recevant, des mains d'un groupe de cosacs en uniforme de parade, un étalon du nom d'Oudalof (« hardi »). Après avoir promis « la fin de la crise » ainsi que des crédits à l'usine chimique locale, Stavropolmer, qui employait autrefois 70 % des actifs de la ville et dont la production a, depuis novembre 1995, totalement cessé, le président a déclenché des fous rires nerveux dans l'assemblée en déclarant que le conflit tchétchène « était aujourd'hui terminé ». (AFR)

■ **ERREUR GROSSIÈRE** ■
Tel n'est pas l'avis du ministre russe de la défense, Pavel Gratchev, qui, en visite dans l'Oural le même jour, répondit à un journaliste de Radio-Liberté le questionnant sur la durée de la guerre en cours : « Elle n'est pas près de finir. Je peux vous l'affirmer ! » Puis, recommandant à la

ronde la « lecture d'ouvrages historiques sur les guerres du Caucase au XIXe siècle », le général a lâché : « Ça n'est que par l'extermination totale que nous pourrions remettre de l'ordre dans ce pays. Malheureusement, les opérations que nous menons actuellement peuvent durer longtemps et n'apporter aucun résultat. » Son propos se trouva confirmé quelques heures plus tard par l'annonce, à la chaîne de télévision NTV, de la mort de quatre-vingt-trois soldats russes tombés dans une embuscade à Chatof, village situé à 50 kilomètres de la capitale tchétchène et théoriquement « pacifié ». Le tout « à cause de l'erreur grossière d'un commandant », selon le commentaire développé par la télévision. C'est également « par erreur » qu'un bombardier stratégique russe, en route vers le sud de la Tchétchénie, largua ce jour-là une bombe... à proximité d'un dortoir de travailleurs émigrés d'origine yougoslave, employés à des travaux de reconstruction dans la région, causant la mort d'un policier ingouche et blessant huit ouvriers.

Marie Jégo

Pacte pour l'emploi en Belgique

BRUXELLES

de notre correspondant
Le gouvernement belge (social-chrétiens et socialistes) et les partenaires sociaux (FEB, CSC et FGVB) se sont mis d'accord, jeudi 18 avril, sur un pacte pour l'emploi visant à réduire le chômage de moitié d'ici à l'an 2000. Cet accord de principe conclu les consultations commencent le 12 février - alors que le chômage atteignait officiellement le taux de 14,5 % - pour essayer de concilier création d'emplois et assainissement des finances publiques (Le Monde du 14 février). A l'initiative du premier ministre, Jean-Luc Dehaene, patronat et syndicats ont accepté le principe d'une « norme salariale » en vertu de laquelle, à partir du 1er janvier 1997, les revenus du travail ne pourront pas évoluer plus vite en Belgique que chez ses trois principaux partenaires européens : Allemagne, France et Pays-Bas. Des augmentations de salaire seront possibles mais dans des limites bien circonscrites. En contrepartie, le patronat s'engage à « redistribuer le travail », notamment en « modulant la fin de carrière ». A partir de cinquante-huit ans, la pré-retraite deviendra pratiquement un droit. La retraite à taux plein devrait être acquise dès cinquante-cinq ans pour les ouvriers du bâtiment ou les travailleurs de nuit. Pour sa part, le gouvernement s'engage à relancer la consommation, à encourager l'investissement et à « promouvoir le capital à risques ». Le plan doit être approuvé par la base des syndicats ; des accords interprofessionnels et conventionnels sectoriels seront alors négociés.

Jean de la Guérivière

Les nouveaux amateurs de Bourgogne



Retrouvez le temps de vivre

Quelques jours en bateau

Bienvenue à bord ! en famille ou entre amis, pour une semaine ou un week-end, les nouveaux amateurs partent en croisière sur près de 1.200 kilomètres de rivières et de canaux. Certainement la meilleure manière de découvrir la Bourgogne côté jardin, au rythme du courant paisible de la Saône, de la Seine ou de l'Yonne, du Canal du Nivernais, du Canal de Bourgogne ou du Canal du Centre. A deux pas de Paris ou de Lyon, à l'écart de la foule, devenez capitaine d'un bateau confortable. Pour louer les amures, un simple appel suffit.

LA BOURGOGNE

Tél. : (03) 80 42 13 42 / Fax : (03) 80 42 13 41

CONSENSUS La réunion du comité de suivi des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, jeudi 18 et vendredi 19 avril, devrait permettre l'émergence prochaine

d'une « solution consensuelle » entre Jacques Lafleur, président du RPCR, et Rock Wamytan, président du FLNKS. ● LE GOUVERNEMENT, par la voix d'Alain Juppé, a souhaité

qu'un accord global, politique, institutionnel et économique » soit trouvé avant la fin de l'année. Le premier ministre a accepté deux des revendications des indépendant-

tistes : la reconnaissance du fait colonial par la France et le soutien de l'Etat au projet d'implantation d'une usine de traitement du nickel dans le nord de la Nouvelle-Calédonie.

● UN NOUVEAU STATUT serait mis en place, dotant le territoire d'une large autonomie sur le modèle polynésien. Il pourrait impliquer une modification de la Constitution.

Le FLNKS et le RPCR s'approchent d'un accord en Nouvelle-Calédonie

La réunion du comité de suivi des accords de Matignon a failli échouer après la publication d'un « projet d'accord » contesté par une partie du FLNKS. M. Juppé a promis un « geste », qui pourrait prendre la forme d'excuses publiques de la France pour la colonisation du territoire

L'UN, PUIS L'AUTRE, ont descendu en souriant le perron de l'hôtel Matignon. Jacques Lafleur, député (RPR) et président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), et Rock Wamytan, président du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), avaient toutes les raisons de croire, jeudi 18 avril en fin d'après-midi, que la recherche d'une « solution consensuelle » pour la Nouvelle-Calédonie n'était pas loin d'aboutir. Quelques instants plus tard, le ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques Peretti, l'a confirmé en langue diplomatique : « Nous avons esquissé des contours de la solution consensuelle ».

Le matin même, pourtant, dans un hôtel proche de l'église de la Madeleine, à Paris, où ils ont leurs habitudes, plusieurs membres de la délégation du FLNKS avaient eu la désagréable surprise de découvrir, sur leur plateau de petit déjeuner, un projet de « contribution à l'élaboration d'un accord-cadre sur l'évolution statutaire de la Nouvelle-Calédonie », signé par quelques-uns des leurs et publié par *Le Figaro* du 18 avril. Ce texte indique, notamment, que « les parties (le FLNKS et le RPCR) conviennent que le consensus ne pourra être atteint qu'en reconnaissant à la Nouvelle-Calédonie une identité propre au sein de l'ensemble français ».

Dans une telle hypothèse, le nouveau statut ne pourrait pas être remis en cause pendant au moins trois mandats des assemblées provinciales, soit dix-huit ans au minimum. Il reviendrait, alors, au congrès du territoire « d'apprécier le moment où les populations intéressées de Nouvelle-Calédonie seront à même d'exercer leur droit à l'autodétermination, conformément à la Constitution française ».

JEU DE PASSE-PASSE

La réaction est immédiate. Dès 9 heures, Richard Kaloï, premier vice-président de l'Union calédonienne (UC), composante majoritaire et modérée du FLNKS, alerte *Le Monde* pour indiquer qu'il n'était pas au courant. « Je n'accepte pas qu'on vende le pays de cette façon », ajoute-t-il. Pendant trois heures, les quinze membres de la délégation indépendantiste se réunissent pour savoir qui a pu parapher un tel document. Quelques-uns d'entre eux menacent de

boycotter la réunion du comité de suivi des accords de Matignon. Le président du FLNKS, M. Wamytan, assume la responsabilité du texte, qu'il présente comme un document interne et dont il regrette la publication.

Le « scoop » du *Figaro* a été apporté par Alain Peyrefitte, ancien ministre du général de Gaulle, membre de l'Académie française, sénateur (RPR) de Seine-et-Marne et président du comité éditorial du quotidien. Celui-ci a bénéficié de l'aide de son ancien collègue de l'Assemblée nationale, M. Lafleur, qui, jouant de ses bonnes relations avec les plus modérés des dirigeants indépendantistes, a voulu brusquer le cours des choses. Ce jeu de passe-passe, risqué, entre les deux parlementaires du mouvement néogaulliste n'a été, en tout cas, que fort peu prisé au gouvernement.

REFORME CONSTITUTIONNELLE ?

Le premier ministre veut aller vite, en effet, dans le règlement de la question calédonienne. En recevant, jeudi soir, les deux délégations, M. Juppé a exprimé le vœu qu'un accord global, politique, institutionnel et économique » soit

trouvé avant la fin de l'année. Au quel cas le référendum prévu pour 1998 par les accords de Matignon pourrait être avancé d'un an afin de ne pas interférer avec les législatives et de redonner plus vite confiance aux investisseurs étrangers.

Dans son intervention, Alain Juppé a même répondu favorablement à deux préoccupations majeures des indépendantistes : la reconnaissance du fait colonial par la France et le soutien de celle-ci au projet d'implantation d'une usine de traitement du nickel dans le nord de la Nouvelle-Calédonie.

Sur le premier point, M. Juppé a accepté le principe d'une « réconciliation entre la nation française et la Nouvelle-Calédonie et, plus particulièrement, avec son peuple d'origine », les Kanaks. « Il nous faut réfléchir aux mots et aux gestes de cette démarche, a-t-il précisé. Elle nécessitera l'intervention des plus hautes autorités de l'Etat ». En clair, au moment opportun et selon des modalités qui restent à définir, le président de la République pourrait aller lui-même présenter les regrets, voire les excuses de la France au peuple colonisé de « Kanaky ».



A propos du nickel, le premier ministre a confirmé, sans le nommer, la volonté du groupe canadien Falcon Bridge, en liaison avec la SMSP, d'installer une usine de raffinage du minerai au nord de la Grande Terre. Il s'agit là d'un investissement très important, de l'ordre de 800 millions de dollars, susceptible de favoriser le rééquilibrage économique de la Nouvelle-

Calédonie. Le soutien de la puissance publique, a expliqué M. Juppé, « appellera des arbitrages relatifs à l'utilisation du domaine minier car, très légitimement, les investisseurs potentiels demandent des garanties d'approvisionnement sur une durée compatible avec l'amortissement de leur investissement ». Afin de rester maître du jeu et de pouvoir garantir des res-

sources en minéral suffisantes au futur investisseur, M. Juppé a précisé qu'il avait « décidé d'interrompre le processus de privatisation de l'entreprise Eramet-SLN », principal opérateur du traitement du nickel en Nouvelle-Calédonie.

Ces concessions ont eu le mérite d'apaiser les tensions qu'avait fait naître, dans la matinée, la publication inopinée du projet d'accord-cadre. Elles contribuent à convaincre les indépendantistes que le gouvernement ne veut pas maintenir la Nouvelle-Calédonie dans un état de dépendance économique. Les propositions institutionnelles, qui consistent notamment à donner aux élus la maîtrise du pouvoir exécutif territorial, sont, par ailleurs, de nature à rassurer le camp loyaliste. Elles indiquent, en effet, que la Nouvelle-Calédonie s'achemine, sans trop encore utiliser le mot, vers un statut de large autonomie, comparable à celui que le député (RPR) Gaston Flosse vient d'obtenir pour la Polynésie. A ce propos, M. Juppé n'a pas exclu l'hypothèse d'une nouvelle réforme de la Constitution.

Jean-Louis Saux

Le nickel, enjeu de négociations

NOUMÉA

de notre correspondant

« Il serait d'un haut intérêt d'étudier plus complètement les gisements du nickel en Nouvelle-Calédonie, et de voir si l'industrie ne saurait point tirer parti de ce matériel », écrivait en 1867 un jeune ingénieur, du nom de Jules Garnier. Au cours de prospections méticuleuses dans la chaîne montagneuse qui couvre tout le centre de l'île, ce minéral de découvrir d'importants gisements de ce minerai oxydé qui allait prendre par la suite le nom de garniérite et marquer l'histoire moderne de la Nouvelle-Calédonie.

La mine à ciel ouvert du Plateau, à Thio, sur la côte est du territoire, est exploitée sans interruption depuis plus d'un siècle. Pour la première fois, la semaine dernière, le syndicat des producteurs de minerai - dont fait partie la Société minière du Sud Pacifique (SMSP), propriété de la province du Nord à majorité indépendantiste - a fixé unilatéralement un nouveau tarif appliqué à ses clients japonais à partir du samedi 20 avril. Le dernier grand « boom », de 1968 à 1972, avait entraîné l'arrivée de 15 000 Tahitiens, Wallisiens et métropolitains, attirés par la perspective de gagner vite de l'argent dans l'extraction ou le transport du minerai.

Ce fut une période de gains faciles, souvent réinvestis à l'étranger, en l'absence de préoccupations écologiques : c'était le règne du « chacun

pour soi », que les Kanaks vécurent en spectateurs non invités.

Lorsque, en octobre 1990, au nom du rééquilibrage voulu par les accords de Matignon, le député (RPR) Jacques Lafleur, président de la province du Sud, vend, pour 99 millions, ses mines de nickel à la province du Nord dirigée par le FLNKS, c'est un coup de théâtre. Les Kanaks accèdent enfin à la principale richesse de l'île. En cinq ans, Raphaël Pijod, le jeune directeur kanak de la SMSP, et son équipe vont hisser la société au premier rang des exportateurs de minerai du territoire, avec, en 1995, 70 % du marché de la garniérite, le minerai le plus riche.

20 À 25 % DES RÉSERVES MONDIALES

Depuis 1990, la SMSP a racheté un autre extracteur, renouvelé son outil industriel, ouvert un nouveau centre d'extraction et constitué un important domaine minier, dont les réserves sont estimées à 15 millions de tonnes. La compagnie emploie directement ou indirectement près de 700 personnes et a investi dans plusieurs projets touristiques ou agricoles.

La SMSP est ainsi devenue le bras économique du mouvement indépendantiste. Elle entend désormais transformer sur place le minerai, ce qui, d'après ses calculs, multiplierait le chiffre d'affaires annuel du minerai calédonien par quatre, et le porterait à plus de 3 milliards. « Non seulement

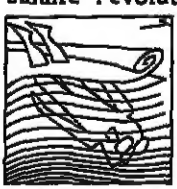
une telle usine nous rendrait moins dépendants du colt du fret et des variations de la marmite japonaise, explique avec passion M. Pijod, mais elle nous permettrait de bénéficier à plein de la valeur ajoutée lors de la transformation du nickel ». Soutenu par l'ensemble des maires du Nord de la Nouvelle-Calédonie, toutes tendances politiques confondues, et, plus récemment, par M. Lafleur, le directeur de la SMSP est prêt de toucher au but : après avoir longuement plaidé sa cause - encore récemment, avec le président (FLNKS) de la province du Nord, Léopold Jorédié, auprès du ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques Peretti -, M. Pijod a obtenu que le gouvernement se déclare jeudi favorable à « l'implantation dans le Nord de la Nouvelle-Calédonie d'une usine produisant du nickel ».

Parallèlement, le géant canadien Inco, « numéro un » mondial du nickel, continue les études de faisabilité d'un énorme complexe industriel intégré à Goro, dans l'extrême Sud. Les réserves de la biterne (à faible teneur en nickel, mais qui contient également du cobalt) du domaine minier qu'Inco a racheté au Bureau des recherches géologiques et minières (BRGM) sont estimées à quelque 165 millions de tonnes. Au total, la Nouvelle-Calédonie possède environ 20 à 25 % des réserves mondiales de nickel.

Franck Madoeuf

Le mirage de l'indépendance

DANS UNE PHRASE qu'il jugea par la suite malheureuse, le président du FLNKS, Rock Wamytan, a déjà souligné de façon spectaculaire l'évolution des indépendantistes de Nouvelle-Calédonie : « Le FLNKS ne demande pas l'indépendance, le FLNKS demande que l'Etat français



ANALYSE

puisse donner au peuple kanak la possibilité d'exercer son droit à son émancipation et à sa souveraineté », avait-il déclaré, le 15 février à Nouméa (*Le Monde* du 16 février). M. Wamytan vient de récidiver en acceptant l'idée que la Nouvelle-Calédonie puisse avoir « une identité propre au sein de l'ensemble français ». Si les mots ont un sens, il s'agit là d'autonomie et non d'indépendance.

Telle qu'elle se dégage d'une contribution écrite en date du 29 décembre 1995, la position officielle du FLNKS est quelque peu différente : « Seule l'indépendance peut avoir des perspectives de développement durable pour le pays et, à l'inverse, les statuts transitoires alimentés par un état d'assistanat entretenu ne font que retarder, en les exacerbant, les aspirations démocratiques et anticolonialistes (...). Le destin de la Nouvelle-Calédonie dans la France n'appelle pas d'un nouveau statut et reste synonyme de statu quo pour les enfants de cette terre ».

Confrontés dans les trois provinces du territoire à l'exercice du pouvoir, la plupart des dirigeants indépendantistes mesurent en fait la difficulté qu'il y aurait à faire vivre, dans deux ans seulement, un Etat véritablement indépendant. Mais ils ne savent comment le dire à leurs compatriotes. D'une part, en dépit des progrès accomplis dans le domaine de la formation, la communauté mélanésienne souffre d'un manque cruel de cadres. Le rééquilibrage économique, explicitement prévu par les accords de Matignon du 25 juin 1988, n'a pas encore permis, d'autre part, d'améliorer sensiblement la vie quotidienne des Mélanésiens. De surcroît, les indépendantistes sont minoritaires et, compte tenu de la stabilisation de la partie européenne du corps électoral, on estime qu'ils le resteront vraisemblablement jusqu'aux années 2020. Dès lors, à quoi bon se presser ?

En d'autres termes, la Nouvelle-Calédonie ne serait pas encore mûre pour l'indépendance. L'un des derniers bulletins de l'Union calédonienne indiquait du reste

que « le slogan d'indépendance kanak et socialiste a été adopté à un moment de l'histoire de notre lutte, sans que lui ait été donné un véritable contenu ». Les responsables actuels du FLNKS sont davantage intéressés par de substantiels transferts de compétences, étant entendu que la police, la défense, les relations extérieures resteraient pour une longue période du ressort de l'Etat français. La formule de l'Etat-associé, avancée par l'Union calédonienne, a cependant été rejetée par le premier ministre, dans la mesure où elle « s'inscrit dans une logique préalable d'indépendance, difficilement compatible avec les limites et les contraintes du consensus entre les communautés calédoniennes et l'Etat ».

Sur le plan économique, les plus radicaux des indépendantistes, notamment le Parti de libération kanak (Palika) et l'Union des syndicats de travailleurs kanaks et exploités (Ustke), souhaitent recouvrer la maîtrise complète du sous-sol, c'est-à-dire de tout le nickel. Outre la nature du lien avec la France, c'est l'un des piliers de la négociation actuelle. Pour le gouvernement, le contrôle des ressources minières ne passe pas forcément par la propriété.

Jean-Louis Saux

Le fruit de la méthode Rocard

LIONEL JOSPIN a réagi vivement, jeudi 18 avril à Nice, à un article d'Alain Peyrefitte dans *Le Figaro* du même jour, selon lequel la tuerie de la grotte d'Ouvéa, le 5 mai 1988, aurait été « une provocation dressée contre le gouvernement de M. Chirac à l'époque ». Le premier secrétaire du PS a rétorqué qu'il s'agissait au contraire d'une « méthode utilisée délibérément par le gouvernement de Jacques Chirac et le ministre Bernard Pons pour tenter de mobiliser les Français extrémistes de l'opinion ». Il a rendu hommage au rôle de Michel Rocard dans la conclusion des accords de Matignon de l'été 1988.

Ce printemps-là, la Nouvelle-Calédonie est au bord de la guerre civile. Le 22 avril, deux jours avant le premier tour de l'élection présidentielle où Jacques Chirac, premier ministre, affronte François Mitterrand, un commando du FLNKS a attaqué la brigade de gendarmerie de Fayoué. Quatre gendarmes sont tués, vingt-sept pris en otage. Entre les deux tours, l'armée donne l'assaut à la grotte d'Ouvéa, où le commando détient vingt-trois otages. Deux agents de la DGSE sont tués, dix-neuf indépendantistes meurent aussi pendant ou après l'assaut.

L'ordre d'assaut a été donné par Jacques Chirac et son ministre délégué aux DOM-TOM, Bernard Pons. François Mitterrand, informé, n'a pas mis son veto. Le 10 mai, Michel Rocard devient premier ministre. Dès le 15, il annonce l'envoi, pour un mois, d'une mission de paix coordonnée par le rocardien Christian Blanc, aujourd'hui à la tête d'Air France. Le 15 juin, Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou se retrouvent dans le bureau de M. Rocard. Une séance décisive de négociations, non annoncée afin de ménager l'effet de surprise, s'engage le samedi 25 juin. Le dimanche à 4 heures du matin, un accord est conclu. Les « accords de Matignon » ont entraîné un processus que n'interrompra pas l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou, le 4 mai 1989. Le traitement de ce dossier, inspiré d'une logique que résumait M. Rocard d'une formule - « la décolonisation sans changement de souveraineté » - restera l'exemple le plus réussi de sa « méthode ».

Jean-Louis Andreati

Samedi
20 avril

France 3
Paris
Ile-de-France

à 11 h 50

TÉMOINS
Le magazine de Paris - Ile-de-France

Michel
ROCARD

sera interrogé par

Jean-Jacques CROS (France 3)

et

Michel NOBLECOURT (Le Monde)

France 3
Paris
Ile-de-France

Le Monde

سكنا عن العمل

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 20 AVRIL 1996 / 7

Le gouvernement veut faire adopter la loi de programmation militaire avant la fin juin

Alain Juppé a confirmé que la réforme du service national découlerait des choix budgétaires

Devant la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, Alain Juppé et Charles Millon ont coupé court aux critiques sur le cale-

drier de la réforme de la politique de défense et sur le décalage entre l'examen de la loi de programmation militaire et celui de la réforme du

service national. La loi de programmation sera présentée au conseil des ministres le 13 mai et préfigurerait le service national rénové.

Les sénateurs repoussent l'« amendement buvette »

La proposition visant à autoriser la vente d'alcool dans les stades a été rejetée, après un vif débat, par le Sénat

ADOPTÉ NUTTAMMENT par les députés, mardi 19 mars, l'amendement visant à autoriser les associations sportives, à l'exclusion des clubs professionnels, à vendre de l'alcool dans les stades a été repoussé par les sénateurs, jeudi 18 avril, à la demande du gouverne-

sident de la commission des affaires sociales. « Vous faites preuve d'une réelle discrimination à l'encontre des spectateurs », a lancé François Lesein (RDSE, Aisne) à l'intention des « opposants » au texte adopté à l'Assemblée. « Selon vous, ce seraient des irresponsables, incapables de connaître leurs limites, et pour lesquels le plaisir d'un verre se confondrait avec celui de l'ivresse », a-t-il ajouté.

Toutes les formations politiques étaient divisées. Charles Metzinger (PS, Moselle) a cherché par tous les moyens à convaincre ses collègues : « Et si on interdisait l'alcool jusque dans la buvette du Sénat ? »

« SANTÉ PUBLIQUE » « Pour des raisons évidentes de santé publique, il n'est pas opportun qu'une telle disposition soit maintenue », a expliqué Hervé Gayraud, secrétaire d'Etat chargé de la santé. Statistiques à l'appui, M. Gayraud a rappelé aux sénateurs que la surconsommation alcoolique touche tous les milieux. « Il est criminel d'associer le sport, l'alcool et la convivialité », a ajouté M. Huriet, avant d'avancer un argument qui a fait bondir les tenants de l'amendement buvette : « Il n'y aura pas de lobby pour ou contre le sport, mais un lobby des défenseurs du sport et un lobby des défenseurs de l'alcool ».

M. Fourcade a pris la précaution de demander un scrutin public sur l'amendement de suppression présenté par le gouvernement, afin que « chacun prenne ses responsabilités vis-à-vis de notre jeunesse ». L'amendement a été adopté par 173 voix contre 116. Une majorité de sénateurs centristes et RI se sont montrés favorables à l'autorisation des ventes, de même qu'une minorité dans les rangs RPR et socialistes, alors que les communistes se sont majoritairement abstenus.

Jean-Baptiste de Montvalon

« Pâte humaine »

Pour mieux défendre son calendrier, Charles Millon a avancé deux arguments, devant le Sénat. D'une part, il a plaidé que le vote de la loi de programmation militaire est impératif, en juin, pour préparer, cet été, le projet de budget de la défense pour 1997. D'autre part, le ministre de la défense a rappelé que la professionnalisation de l'armée et la suppression d'une quarantaine de régiments auront des conséquences familiales importantes. « C'est de la pâte humaine que l'on manie », a plaidé M. Millon, en souhaitant que les chefs de corps puissent annoncer, dès l'été, aux intéressés les changements d'affectation ou les départs éventuels.

budget de la défense ». Le président du groupe socialiste, Claude Estier, s'est clairement placé dans l'hypothèse d'un service volontaire. « Le choix est-il encore ouvert entre volontariat et obligation ? Nous n'en sommes plus là », a-t-il déclaré, avant de préciser : « Si on va dans le sens du volontariat, la vraie question est de savoir qui financera les missions de cohésion sociale et de coopération internationale du service national, puisque le ministre de la défense ne prendra en charge que les missions liées à la sécurité... »

Gérard Courtois

EN CONCENTRANT sur trois jours ses auditions sur l'avenir du service national, la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat s'était imposé d'aller rapidement à l'essentiel. Le premier ministre et le ministre de la défense, entendus jeudi 18 avril par les sénateurs, ont contribué à circonscrire la réflexion. Certes, Alain Juppé a expliqué aux sénateurs que « le gouvernement attend beaucoup de la réflexion » engagée par les deux assemblées et dans le pays. Il a assuré que « rien n'est encore arrêté » en ce qui concerne le service national. Mais, qu'il s'agisse des options possibles ou du calendrier, le premier ministre a clairement tracé le plan de marche du gouvernement et du Parlement.

Tout d'abord, il a rappelé que « le service national n'a plus de raison d'être, dans sa forme actuelle, dans le contexte stratégique » qui a conduit le président de la République à faire le choix de la professionnalisation de l'armée. En second lieu, M. Juppé a nettement affirmé que « le service national est au service de la politique de défense et non l'inverse ». Le projet de loi de programmation militaire (1997-

2002) en cours d'élaboration a notamment pour objet d'organiser le passage de l'armée de conscription à l'armée professionnelle. Et il a ajouté : « Les orientations qui seront retenues pour le service national ne remettront pas en cause cette perspective fondamentale », avant d'insister : « La part que pourrait prendre le ministère de la défense au financement du nouveau service national sera identifiée dans le projet de loi et son contenu pourra être précisé avant le vote de la loi, en fonction des conclusions du débat ».

ARRÊTER SA POSITION

M. Juppé et M. Millon ont coupé court aux critiques venues tant de l'UDF que du PS sur le décalage entre l'examen de la loi de programmation et celui de la réforme du service national. M. Millon a fixé un calendrier rigoureux : le projet de loi de programmation sera présenté au conseil des ministres, puis transmis au Parlement, le 13 mai. Au même moment devra s'achever le débat local sur l'avenir du service national, engagé à l'initiative des maires. Le gouvernement entend disposer, le 25 mai, de l'ensemble des conclusions de ce débat local, ainsi

que des deux rapports élaborés par la mission d'information de l'Assemblée nationale et par la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat. A la fin mai, a assuré M. Millon, le gouvernement sera en mesure « d'arrêter sa position » sur la rénovation du service national et de « tenir compte de cette décision », lors de l'examen de la loi de programmation au Parlement, dans le courant du mois de juin. Le projet de loi sur le service national découlera, à l'automne, de ce cadrage général, comme les textes en préparation sur les réserves, les mesures d'accompagnement des restructurations des industries de défense, ou encore les mesures d'incitation au départ des officiers et sous-officiers en surnombre dans le nouveau format des armées.

Dans une large mesure, la loi de programmation préfigurerait donc les contours du futur service national. Hélène Luc, présidente du groupe communiste, a bien résumé l'hypothèse d'un service civil, pour mieux défendre l'idée d'une armée « citoyenne ». Son homologue du groupe centriste, Maurice Blin, tout en admettant le caractère inéluctable de la professionnalisation, s'est inquiété de l'« énorme changement culturel » de cette réforme. Mais la plupart des sénateurs ont pris acte de la mutation annoncée. Bertrand Delanoë (PS, Paris) l'a exprimé sous forme de boutade. « Je suis prêt à prendre le parti, je crois que le choix est fait. Ce que le gouvernement proposera au Parlement d'adopter, ce sera le service volontaire », a-t-il déclaré, sans être véritablement dément par le ministre de la défense.

Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine) a été plus direct : « Il y a un accord général sur le caractère solidaire de l'organisation actuelle du service national. Je ne comprends donc pas bien pourquoi on envisage

La mission Séguin prend le pouls des recrues à Epinal

de notre envoyé spécial

« Un atôme de perplexité ». C'est en ces termes que Philippe Séguin, qui préside la mission d'information de l'Assemblée nationale sur le service national, a résumé l'impression des neuf députés qui l'ont accompagné, jeudi 18 avril, à Epinal, la ville dont il est le maire, pour prendre le pouls des appelés. Mission quasiment impossible que de partir ainsi à la rencontre de ce que peuvent penser des recrues vosgiennes et les sous-officiers chargés de les former au 1^{er} régiment de tirailleurs et au 18^e régiment de transmissions. « Nous sommes ennuyés et torturés », confiait après coup Georges Durand, député UDF de la Drôme et colonel de réserve, devant tant d'opinions contradictoires. Mais le courant est passé. Pourtant, ce n'était pas gagné d'avance.

Globalement, les majors, adjudants-chefs et adjudants ont profité du passage des députés dans leurs casernements pour exprimer en chœur que les appelés acquièrent véritablement les automatismes du combattant au bout de six mois seulement. « A ce stade, dit l'un, on arrive à une troupe qui commence à avoir de la gueule. » Un autre parle d'un « minimum viable ». Rentré de Yougoslavie, un sous-officier d'active se félicite de la qualité des conscrits volontaires pour cette mission. Plus fataliste sans doute, celui-là, que le président de l'Assemblée nationale sonde sur un abandon éventuel de la conscription, dit : « Je pense que les jeux sont faits. Je le regretterai. Tout le monde sait qu'on peut nous faire avaler ce qu'on veut. Nous, on le subira, on s'adaptera. »

LOUANGES ET RÉCRIMINATIONS

Chez les appelés, le ton est sensiblement plus discordant. Au début de ces face-à-face, les recrues hésitent. C'est lent à démarrer. Puis le dégel survient. Le rapporteur de la mission, Olivier Darnaud (UDF, Bouches-du-Rhône), lâche : « On est enrhumé ». Alors, c'est un flot de récriminations, d'appréciations balancées, de propos qui s'annulent, d'aveux déconcertants, voire de louanges aux armées.

Parmi les récriminations, les classiques « on perd son temps », « les travaux d'intérêt général (sous-entendu, les corvées) sont une plaie », ou encore cette critique d'un serviteur de char : « On n'a pas d'essence, pas de recharges, des munitions au compte-gouttes, les chars tombent en panne. » Parmi les appréciations plus mesurées, celles qui reviennent souvent : « On découvre des trucs passionnants »,

« on apprend à regarder les autres, à respecter les règles », ou encore cet aveu d'un secrétaire bac+2 : « On n'a pas la meilleure place en compagnie de combat ».

Des propos qui s'annulent, ce sont par exemple ceux de deux secrétaires comptables au même régiment. L'un avoue : « J'ai pas mal de travail », et le second perd son temps. Enfin, les louanges. « L'armée est une instance de socialisation, concède celui-là, pour ceux qui sont paumés ou trop couvés. » Un autre renchérit, mais il est aspirant : « Le service militaire ? On en fait ce qu'on veut. Il ne faut pas le subir. » Cet autre encore, qui est sergent : « On acquiert des valeurs morales, on apprend la hiérarchie, le fonctionnement d'une institution. Le peloton d'élève sous-officier, on en sort finalement toujours avec un plus ».

La mission parlementaire s'est aussi transportée au centre social du quartier de la Vierge, où deux « éducateurs militaires » - c'est leur titre - qui sont originaires d'Epinal effectuent un service civil auprès des adolescents et des anciens harkis. Tous deux admettent qu'ils puissent être jaloux par ceux qui vivent en caserne, loin de chez eux. Tous deux encore supposent que, dans le cadre de la réforme des armées, il faudrait « inciter » - c'est-à-dire encourager par un prêt amélioré - toute forme d'un service civil qui pourrait devenir volontaire. A l'hôtel de police d'Epinal, le maire et ses collègues de la mission ont retrouvé des appelés qui servent comme policiers auxiliaires. Sept des huit jeunes présents voulaient déjà entrer dans la police. C'est une pré-embauche.

Devant autant de points de vue pour le moins dissemblables, les députés, qui ont entendu et contourné d'entendre les avis souvent divergents des experts civils et militaires invités au Palais-Bourbon, sont un peu désarçonnés. L'un d'eux prévoit : « Le Parlement n'est pas sorti de l'auberge. » A l'appel du gouvernement, quatorze débats publics sur le service national ont déjà été organisés par des maires dans les Vosges. L'idée qui progresse est double. On est pour le maintien d'un service national obligatoire, avec une formule pour la défense du territoire (« afin de garder la maison une fois que les professionnels seront allés », dit le délégué militaire départemental) et pour l'acceptation d'un temps donné à la nation. Mais, dans ce cas, il doit être court et obligatoire. Sinon, il n'y aura pas grand monde.

Jacques Isnard

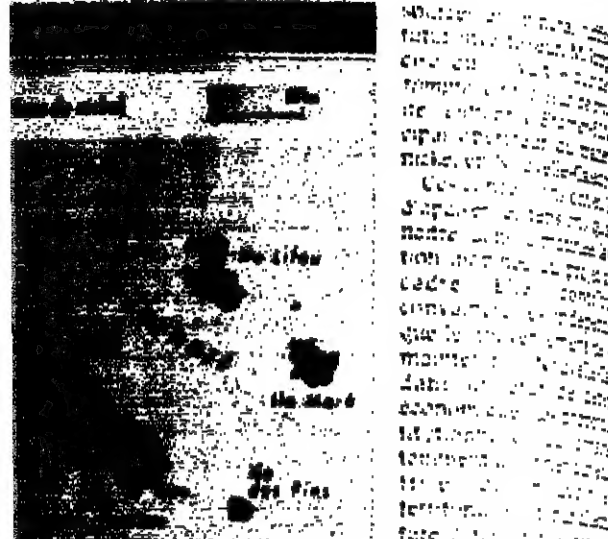
Le fruit de la métho Rocard

Le fruit de la métho Rocard, c'est la méthode de travail qui a permis à Jean Rocard, ministre de l'Enseignement supérieur, de mener à bien la réforme de l'enseignement supérieur. Cette méthode, basée sur la participation et la concertation, a été mise en œuvre dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur. Elle a permis de réaliser des réformes importantes, telles que la création de l'Université de la Méditerranée, la réforme de l'enseignement de la philosophie, et la mise en place de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur.

Le fruit de la métho Rocard, c'est la méthode de travail qui a permis à Jean Rocard, ministre de l'Enseignement supérieur, de mener à bien la réforme de l'enseignement supérieur. Cette méthode, basée sur la participation et la concertation, a été mise en œuvre dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur. Elle a permis de réaliser des réformes importantes, telles que la création de l'Université de la Méditerranée, la réforme de l'enseignement de la philosophie, et la mise en place de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur.

UN NOUVEAU STATUT sera en place, dotant le territoire d'une large autonomie sur le mode de répartition des pouvoirs. Il pourrait impliquer une modification de la Constitution.

en Nouvelle-Calédonie
le projet d'accord contesté par une partie de la France pour la colonisation du territoire



Le projet de la loi relative à la Nouvelle-Calédonie, a expliqué M. Juppé, « suppose des arbitrages importants ». L'adoption de la loi relative à la Nouvelle-Calédonie, a expliqué M. Juppé, « suppose des arbitrages importants ». L'adoption de la loi relative à la Nouvelle-Calédonie, a expliqué M. Juppé, « suppose des arbitrages importants ».

Le projet de la loi relative à la Nouvelle-Calédonie, a expliqué M. Juppé, « suppose des arbitrages importants ». L'adoption de la loi relative à la Nouvelle-Calédonie, a expliqué M. Juppé, « suppose des arbitrages importants ».

Le projet de la loi relative à la Nouvelle-Calédonie, a expliqué M. Juppé, « suppose des arbitrages importants ». L'adoption de la loi relative à la Nouvelle-Calédonie, a expliqué M. Juppé, « suppose des arbitrages importants ».

Le projet de la loi relative à la Nouvelle-Calédonie, a expliqué M. Juppé, « suppose des arbitrages importants ». L'adoption de la loi relative à la Nouvelle-Calédonie, a expliqué M. Juppé, « suppose des arbitrages importants ».

L'Assemblée durcit le contrôle des saisies immobilières

Les députés veulent éviter que les logements des emprunteurs défectueux soient vendus à bas prix

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, jeudi 18 avril, deux propositions de loi du groupe RPR, qui doivent encore être examinées par le Sénat. La première vise à renforcer la protection des victimes de saisie d'une résidence principale, en leur permettant, notamment, de contester le niveau souvent très bas de mise à prix de leur logement. La seconde, soutenue par le ministre délégué au logement, Pierre-André Pélissol, propose de corriger une anomalie qui pénalise les acquéreurs de logements anciens. Ces derniers sont, paradoxalement, comme l'a souligné l'auteur de la proposition, Gilles Carrez (RPR, Val-de-Marne) « mieux protégés lorsqu'ils achètent leur automobile ou un appartement que lorsqu'ils font l'acquisition de leur logement ».

Les accédants à la propriété le découvrent, en effet, souvent trop tard et à leurs dépens : dans leur majorité, les actes de vente ne

comportent aucune mention de la surface du bien acquis. Mieux, la plupart reproduisent une clause exonérant le vendeur de toute garantie en la matière. Les députés souhaitent rendre obligatoire, dans tout acte de vente, sous peine de nullité, la mention de la surface habitable du logement. En cas de manquement, l'acquéreur aurait trois mois pour invoquer la nullité. Il pourrait, s'il constatait que la surface réelle de son logement est inférieure de 5 % à la surface figurant dans l'acte de vente, exiger de son vendeur, dans un délai d'un an, une diminution de prix en proportion. Pour M. Carrez, qui a souligné que certains acheteurs découvraient après coup des différences de surface pouvant aller jusqu'à 20 % de celles annoncées, la proposition de loi adoptée par l'Assemblée est de nature « à moraliser les transactions et, en amont, les petites annonces immobilières ».

C'est surtout la moralisation des ventes par adjudication qui a mobilisé les députés. Adoptée pratiquement sans contestation de l'opposition, la proposition défendue par Jérôme Bignon (RPR, Somme), rapporteur de la commission des lois, est en fait la synthèse de trois textes présentés successivement en mai 1993, juin 1994 et mars 1996 par trois députés RPR, Charles Miossec (Finis-

tère), Gérard Hamel (Eure-et-Loir) et Michel Péricard (Yvelines). Dans certaines régions, l'effondrement du marché immobilier a des effets dramatiques pour les ménages qui, parce qu'ils ont perdu leur emploi et ne peuvent plus honorer le remboursement de leurs prêts, se font saisir leur logement. Comme l'a rappelé, jeudi, le garde des sceaux, Jacques Toubon, la chancellerie a engagé une réflexion d'ensemble sur le sujet, mais qui n'a pas abouti.

Le texte du RPR suggère de traiter sans tarder les situations les plus urgentes. Il comprend cinq articles et défend deux grands principes. Le débiteur devrait être mieux informé de ses droits de saisie de la commission de surendettement lorsqu'un commandement lui est adressé. Il devrait aussi pouvoir contester le montant fixé pour la mise à prix de son logement par ses créanciers. Actuellement, la mise à prix du logement vendu aux enchères après saisie est fixée par les seuls poursuivants. Or, ces derniers, le plus souvent, se préoccupent davantage du montant de leur créance que du prix du marché. Pour limiter cet effet, les députés demandent que la personne saisie puisse transformer la vente de son logement en vente volontaire. Dans le cas d'un prix fixé par les créanciers jugé insuffisant, c'est le tribunal qui pourrait trancher après expertise.

Le seul amendement important a été présenté par Jacques Guyard (PS, Essonne). Reprenant une idée avancée dans une première mouture du texte par Michel Péricard (RPR, Yvelines), il proposait que, lorsque le montant du logement estimé par le tribunal est supérieur aux sommes restant dues par le débiteur, la vente ne puisse se faire à un prix inférieur au montant de la dette. « Nous n'allons pas, par un coup de baguette magique, accroître la valeur des biens des ménages en difficulté », lui a rétorqué le rapporteur de la commission, Jérôme Bignon. Il a été entendu et l'amendement socialiste a été rejeté.

Les députés proposent, enfin, d'améliorer les conditions d'aménagement de la dette restant due après une vente forcée, ce que réclament avec vigueur les associations de consommateurs. Ils souhaitent que le délai pendant lequel la personne saisie peut réclamer la suspension ou le rééchelonnement de sa dette ne soit plus fixé à un an, comme actuellement, mais puisse être invoqué à tout moment après la vente. Cela afin d'éviter que les établissements de crédit ne fassent valoir leurs droits qu'une fois le délai d'un an écoulé, ce qui est actuellement monnaie courante. Le ménage en difficulté n'a plus alors aucun recours.

Christine Garin

M. Jospin dénonce les « connivences » entre droite extrême et extrême droite

La direction du Parti socialiste en déplacement à Nice

Accompagné de six des dix-huit secrétaires nationaux, Lionel Jospin a inauguré, jeudi 18 avril à Nice, une nouvelle forme de déplacement de la direction du Parti so-

cialiste en province. Alors que le PS affirme avoir enregistré 17 000 nouveaux adhérents depuis juin 1995, M. Jospin veut imprimer un « nouveau style ».

NICE

de notre envoyé spécial

Sur l'air un peu guignolesque de « Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux », Lionel Jospin a fait son entrée, jeudi 18 avril au soir, sous le chapiteau du théâtre de verdure à Nice (Alpes-Maritimes). Il venait conclure, par un meeting, la première visite en province du secrétariat national du Parti socialiste. Une nouvelle formule de déplacement inaugurée dans une ville qu'il n'avait pas visitée durant sa campagne présidentielle – « oublia » dont avait déjà fait preuve, en 1981 et en 1988, François Mitterrand – et dans une petite fédération (600 adhérents) qui, selon la formule de Paul Cuturello, premier secrétaire fédéral, est « le terrain d'expérimentation de l'extrême droite et de la droite extrême ».

Devant un bon millier de personnes, chaleureuses et promptes à applaudir, M. Jospin a d'abord cherché à conforter une gauche qui « traverse des difficultés pour exister ». Et il a réservé l'essentiel de son propos à une dénonciation des « connivences » entre la majorité et le Front national. L'occasion était inespérée pour traquer le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine, dont Suzanne Sauvalgo, député (RPR) des Alpes-Maritimes, est rapporteur ; M. Jospin ne s'en est pas privé. « On nous décrit en matière d'immigration clandestine une situation plus catastrophique que ce qu'on nous disait quand nous étions au pouvoir en 1993 », a-t-il ironisé, en notant l'embarras du gouvernement et en se réjouissant que, dans la majorité, il y ait des « personnalités qui ont encore des réflexes républicains ».

Pour autant, M. Jospin voit à travers ce rapport la volonté de « créer un pont avec le FN pour des raisons électorales » et craint qu'il ne serve de « repoussoir » pour permettre ensuite à Jean-Louis Debré de présenter un avant-projet de loi s'inspirant du même esprit mais avec des mesures plus modérées.

« MESURES EFFECTIVES » S'il a rappelé que le PS devait encore préciser ses solutions sur l'immigration, M. Jospin s'est déclaré favorable à des « mesures effectives » contre l'immigration clandestine, qui « permettent des reconduites aux frontières ». Globalement, il redoute que l'« échec » du gouvernement et l'« écart » entre les discours de campagne de Jacques Chirac et l'action d'Alain Juppé qui, à son avis, décrédibilise « la » politique, n'entraînent une « nouvelle montée du Front national ».

M. Jospin s'est aussi appuyé sur la situation locale pour condamner ces « connivences » et récusé « les théories de front républicain ». Le premier secrétaire du PS s'en est

vivement pris au maire de Nice, Jacques Peyrat, en insistant sur les tentatives du RPR pour faire venir cet ancien responsable du FN, jusqu'au début de 1994, dans ses rangs. « Celui qui a accueilli aux côtés de M. Le Pen un ancien Waffen SS à Nice, (...) celui qui vient de confier les questions de sécurité à un ancien des commandos de l'OAS (Gilles Buscia), lequel se vante dans un livre d'avoir voulu assassiner M. Pompidou et d'avoir souhaité l'assassinat du général de Gaulle, peut-il être accueilli par ceux qui se prétendent les héritiers du gaullisme et du pompidolisme ? »

Durant cette journée où il a rencontré, en plein air, des jeunes, puis, dans un hôtel chic de la promenade des Anglais, des syndicalistes et enfin les secrétaires de section de la région, M. Jospin a invité le PS à réinvestir les quartiers populaires pour y reconquérir ceux qui « se sont laissés aller à un vote extrême et (...) qui (doivent regagner) leur famille, celle de la justice sociale et de la lutte contre le racisme et la xénophobie ». « C'est un crève-cœur pour moi de voir que des hommes et des femmes issus des milieux populaires peuvent voter pour le FN », a confié M. Jospin aux jeunes, en leur assurant qu'il fallait « combattre très clairement les idées du Front national (...) en particulier sur le terrain économique et social ».

Michel Noblecourt

La majorité s'oppose à M. Toubon sur le terrorisme

INTERVENANT trois jours après la publication du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration, l'examen en seconde lecture par les députés, jeudi 18 avril, du projet de loi antiterroriste n'a pas manqué de réveiller les passions dans l'hémicycle.

Venu défendre un texte qui rallonge la liste des infractions considérées par le code pénal comme des « actes de terrorisme », en faisant notamment tomber sous le coup de la législation antiterroriste « l'aide à l'entrée, à la circulation, ou au séjour irréguliers d'un étranger », Jacques Toubon s'est vu infliger un camouflet de la part des députés de la majorité.

Le débat s'est cristallisé autour de deux amendements. Lors de l'examen du texte au Sénat, jeudi 12 février, Robert Badinter (PS, Hauts-de-Seine) avait proposé de modifier la loi Pasqua afin que soient exemptés de poursuites pénales non seulement « le conjoint de l'étranger en situation irrégulière ou la personne qui vit notoirement en situation maritale avec lui » mais aussi ses parents en ligne directe et leurs conjoints, ainsi que ses frères et sœurs et leurs conjoints.

« INFORMATIONS DU PREMIER MINISTRE »

Evouant la nécessité de « prendre en compte de manière très précise, très étroite, les considérations humaines qui ont été soulevées par l'amendement du groupe socialiste », M. Toubon s'était déclaré favorable au principe d'une telle mesure, mais en la limitant à l'aide au séjour, et en refusant qu'elle s'applique aux conjoints.

Chose promise, chose due. A l'occasion de la seconde lecture à l'Assemblée nationale, le gouvernement a déposé un amendement visant à exclure des poursuites pénales les « ascendants ou descendants »

d'un étranger qui auraient facilité son séjour irrégulier, ainsi que son conjoint, sauf si « les époux sont séparés de corps ou autorisés à résider séparément ».

En présentant aux députés cette « modification inspirée par d'évidentes considérations d'équité et d'humanité », le garde des sceaux a souligné : « De telles dispositions sont à l'honneur des législateurs : pour être efficaces, il n'est nul besoin d'être systématique. Préférer, notamment en matière pénale, les législations équilibrées, permettant d'exercer la répression nécessaire, mais dans le respect absolu des principes qui fondent la République. »

La réplique est venue de Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois. Affirmant être « convaincu » qu'un projet de loi sur la condition des étrangers en situation irrégulière serait déposé « dans quinze jours » sur le bureau de l'Assemblée – « Je tiens mes informations du premier ministre », a-t-il précisé –, il s'est opposé à l'adoption de cet amendement afin de « ne pas bousculer les choses » et d'attendre un texte préparé par le ministère de l'Intérieur.

Après un long débat, la modification « humaine » indispensable, selon l'expression de M. Toubon, a été repoussée par la droite, seuls quelques députés de la majorité et les socialistes votant pour.

En revanche, les députés de la majorité ont adopté, et cette fois avec l'avis favorable du garde des sceaux, un amendement de Suzanne Sauvalgo (RPR, Alpes-Maritimes), rapporteur de la commission sur l'immigration clandestine. Il prévoit qu'une personne ayant acquis la nationalité française et qui est ensuite condamnée pour un crime ou un délit terroriste pourra être déchue de sa nationalité.

Jean-Baptiste de Montvalon

En Corse, la Cuncolta attend des signes d'« apaisement » de l'Etat

LES DEUX PRINCIPAUX dirigeants de la Cuncolta (vitrine légale du FLNC-canal historique), François Santoni et Charles Pieri, ont estimé, jeudi 18 avril, que la fusillade d'Ajaccio, qui a fait, mardi, deux morts – un policier du RAID et un nationaliste –, est une « bavure » policière. « Contrairement à ce qui a été affirmé par les autorités, je suis convaincu qu'il n'y avait pas de gyrophares sur les voitures de police et qu'aucun officier de police judiciaire n'a participé à l'opération avec les policiers du RAID », a affirmé M. Santoni. « Les Corse ont besoin d'être rassurés, pas inquiétés », a déclaré pour sa part M. Pieri, pour qui « l'Etat doit lui aussi montrer des signes d'apaisement, comme l'a fait le FLNC-canal historique en prolongeant [sa] trêve ». « Il y a en Corse un groupe de magistrats et de fonctionnaires de police qui s'opposent délibérément au processus de paix mis en place par le ministre de l'Intérieur », a ajouté François Santoni, qui a néanmoins ajouté que « le processus de paix est irréversible ».

DÉPÊCHES

■ SONDAGE : la majorité RPR-UDF l'emporterait si des élections législatives étaient organisées aujourd'hui, mais le PS confirmerait sa remontée et le FN pèserait sur le scrutin, indique un sondage réalisé par l'institut Ipsos du 5 au 13 avril, auprès de 1 799 personnes, pour Le Point du 19 avril.

■ DDASS : moins de 30 % du personnel des directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales a fait grève, jeudi 18 avril, pour protester contre la création d'agences régionales de l'hospitalisation (Le Monde du 6 avril). A Paris, les manifestants étaient 2 500, selon les organisateurs, 1 200, selon la police.

Les maires réclament une réflexion sur la responsabilité pénale des élus

JEAN-PAUL DELEVOYE, président de l'Association des maires de France et sénateur RPR, a proposé, jeudi 18 avril, « qu'une réflexion s'engage rapidement entre l'Etat, les magistrats, les journalistes, les élus et les citoyens pour remédier aux dysfonctionnements » concernant la responsabilité pénale des élus.

Voilà des mois que ces derniers dénoncent les condamnations dont ils font l'objet. Un des exemples les plus récents est la mise en examen, le 5 avril, de Michel Destot, maire (PS) de Grenoble, à la suite de la noyade de six enfants dans la rivière Drac, en décembre 1995 (Le Monde du 8 avril).

Il ne se passe pas une réunion d'élus sans que ce phénomène soit évoqué. Les maires se considèrent sous haute surveillance de la part d'une justice qui ne comprendrait rien à la façon dont ils peuvent exercer leur mandat. D'autant plus que les associations, notamment celles de défense de l'environnement, multiplient les plaintes pour atteinte au milieu naturel.

« La multiplication des condamnations est susceptible de tarir les vocations à la fonction de maire, ou d'entraîner des démissions en chaîne. Cela constitue une sorte de menace pour la démocratie locale », estime M. Delevoye. Son association affirme que ce phénomène explique pour une grande part le fait que 40 % des maires ne se sont pas représentés lors des élections municipales de juin 1995. Si de tels propos doivent être relativisés – les condamnations restent peu nombreuses selon le ministère de l'Intérieur –, il n'en reste pas moins que les mises en examen se sont accélérées ces derniers mois.

AGGRAVATION DES SANCTIONS

Les transferts de compétences, depuis la décentralisation, les lois sur l'environnement, les lois anticorruption et les nombreuses présidences de sociétés d'économie mixte ou d'associations ont accru les responsabilités des gestionnaires des collectivités locales et en ont fait des délinquants potentiels. Le nouveau code pénal a, par ailleurs, aggravé les sanctions qui peuvent leur être appliquées.

« Deux phénomènes se sont conjugués pour aboutir à la situation actuelle : d'une part, la responsabilité des maires s'est élargie au gré de l'augmentation de leurs pouvoirs ; d'autre part, les tribunaux retiennent plus souvent la responsabilité personnelle des élus », remarque Jean-Bernard Aubry, professeur de droit à l'université Paris-11.

Ce constat sur l'évolution de la justice est partagé par les avocats. « Les juges ont tendance à considérer les élus comme des chefs d'entreprise, des gens omniscients et omnipotents : l'élus est jugé responsable sans tenir compte des conditions dans lesquelles il agit », assure Régis de Castelnaud, avocat et président de l'Association française des avocats-conseils auprès des collectivités territoriales.

Une condamnation affecte particulièrement les élus : celle de négligence ou d'imprudence, dont les termes sont actuellement en discussion au Parlement (Le Monde du 23 février). Les élus soulignent le fait que leur fonction n'est pas professionnelle et qu'ils reçoivent peu de formation. Ils arguent, par ailleurs, du manque de moyens financiers dont ils disposent, pour justifier notamment le retard des décisions sur la sécurité des bâtiments publics.

Les maires sont par ailleurs concernés par la multiplication des « affaires », qui touchent le monde politique. « Ce qui est attendu du maire, c'est qu'il prenne des mesures efficaces pour apporter des solutions et assurer la sécurité. Mais, avec l'enchevêtrement des compétences, il n'est pas évident de discerner ce qui relève de celle du maire », observe Jean-Paul Gauzes, un autre avocat spécialiste de ce genre de dossiers.

Sylvia Zappi

Bonjour Manila.

L'Exposition du Printemps "Les Iles Philippines" vous invite à découvrir tous les charmes des Philippines d'hier et d'aujourd'hui, leurs traditions, leur artisanat. Laissez-vous séduire par une profusion d'objets typiques des trois périodes de son histoire, aux influences ethniques, espagnoles et américaines : poteries en terre volcanique, fauteuils en bois "molave" incrustés d'os, plats géants en fer galvanisé... "Mabuhay" au Printemps! ("Bienvenue" en philippin).

PRINTEMPS

DU 15 AVRIL AU 11 MAI
HAUSMANIEN, ITALIE, NATION, PARLY, BREST, LYON, ROUEN,
STP-SBORG, TOURS, ET VEZUY JUSQU'AU 4 MAI.

DROITS DES FEMMES

commandos anti-avortement que par l'insuffisance des moyens que les hôpitaux publics consacrent aux centres d'orthogénie. ● **MAL RÉMUNÉRÉS**, les praticiens qui v

sont employés doivent avoir une âme de militant. Les établissements publics étant débordés, les femmes continuent à devoir se rendre dans le secteur privé, dont

certains établissements pratiquent des avortements sans les déclarer.

● **CONFRONTÉS** aux actions des commandos anti-IVG, les tribunaux ont élaboré une jurisprudence qui

condamne clairement les atteintes à la loi Veil, même si les peines prononcées varient selon les jugements. Cette diversité entretient une impression de flou.

Le droit à l'avortement se heurte avant tout au manque de moyens

Difficultés de recrutement, statut précaire, les centres d'orthogénie sont en butte à de nombreuses difficultés matérielles. Plus que par l'action des commandos anti-IVG, l'application de la loi Veil de 1975 est affectée par cette pénurie de médecins

TROIS JOURS durant, du lundi 15 au mercredi 17 avril, aucune interruption de grossesse ni consultation n'a pu être pratiquée à l'hôpital Antoine-Bécère de Clamart (Hauts-de-Seine). Le centre d'orthogénie était en grève. Les patientes ont été renvoyées sur des établissements environnants, publics ou privés. C'était la première fois que ce service s'engageait dans un tel bras de fer avec la direction de l'hôpital. A l'origine du conflit, le manque d'infirmières : trois personnes sur cinq en congé-maladie, aucun renfort.

vice-présidente de la Ligue des Droits de l'Homme -, les deux mairies de la semaine passées au centre d'ITVG d'apparent à une activité militante. « C'est également le cas de la majorité des médecins des vingt-deux centres d'orthogénie de l'Assistance publique de Paris (AP). Peu considérés par l'administration, qui ne leur reconnaît ni congés payés ni ancienneté, sous-payés, révocables du jour au lendemain et sans perspective de carrière à l'hôpital, les médecins qui acceptent de fermer leur cabinet pour venir quelques demi-journées par semaine dans les centres d'ITVG doivent être réellement motivés. Tous ou presque ont le même âge, frôlant la cinquantaine.

élaboré un statut permettant à ces médecins d'avoir un véritable contrat avec l'hôpital. Les médecins intervenant sur le sida, les soins palliatifs et la douleur peuvent eux aussi en bénéficier. Mais l'application de ce dispositif est laborieuse. L'AP rechigne à l'accorder aux attachés des services d'orthogénie, craignant que le mouvement ne fasse tache d'huile.

Pour les femmes, ces problèmes de fonctionnement ont des répercussions immédiates. En Ile-de-France, un tiers seulement des avortements a lieu dans le secteur public, en raison de la saturation des hôpitaux, estime-t-on à la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac). Les patientes doivent attendre environ deux semaines pour un rendez-vous, a calculé le Mouvement français du planning familial (MFFPJ) : puis le délai de réexamen d'une semaine avant l'intervention imposé par la loi. Des séquences qui sont sans importance quand on sait que la législation impose un délai maximum de dix semaines pour une IVG.

HÔPITAUX SATURÉS

Ce statut permet de mettre fin à la précarité extrême des médecins vacataires des centres d'IVG en leur accordant un contrat de trois ans et en les indemnisant un peu mieux. La demi-journée serait rémunérée 450 francs, au lieu de... 220 francs actuellement, pour trois heures et demie de présence.

L'administration a zéglé au départ que seuls les médecins assurant cinq vacations par semaine puissent bénéficier de ce statut. Or il est impossible à un médecin libéral de fermer son cabinet cinq demi-journées par semaine, tempête le docteur Elie. « Ça veut dire qu'il a obtenu un poste de praticien hospitalier au centre d'orthogénie de l'hôpital Broussais. Des négociations sont en cours : l'AP serait prête à abaisser le seuil minimum à trois vacations par semaine.

« Dans certaines régions, les femmes doivent faire des dizaines de kilomètres avant d'arriver au seul centre en service », reconnaît Colette Galard, du MPFF. Confrontées à une pénurie de médecins, certains centres ferment pendant les vacances... » Le problème, c'est qu'aucun hôpital ne veut intégrer l'avortement dans son projet d'établissement, reprend Colette Galard. Ce n'est pas par hostilité à l'IVG, mais plutôt parce que ce n'est pas une priorité. »

Michèle Aulagnon

Un nombre sous-évalué

Le nombre d'avortements pratiqués en France est en diminution depuis le milieu des années 80. En 1993, on a pratiqué en France 166 800 IVG déclarées. Dix ans plus tôt, on en dénombrait 183 000. Mais d'après Chantal Baylo, chercheuse à l'Institut national des études démographiques (INED), ces chiffres restent fortement sous-évalués. Elle estime que les avortements effectivement pratiqués sont passés d'environ 260 000 entre 1976 et 1984 à 225 000 en 1993. « L'insuffisance de la réponse du service public à la demande d'IVG entraine des pratiques clandestines », explique Chantal Baylo. Cela signifie qu'un certain nombre de cliniques privées effectuent des avortements sans les déclarer. Les établissements publics ne sont pas en reste, puisqu'ils omettent de déclarer entre 11 et 14 % des actes pratiqués.

D'OCCUPATIONS de blocs opératoires en interventions des pompiers pour évacuer des militants enchaînés à des dispositifs de micro, les attaques des commandos anti-avortement ont bénéficié d'une importante publicité dans les médias, comblant les vœux de leurs instigateurs. Mais depuis l'application de la loi Neiertz de 1993 créant le délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse, ces commandos ont été attaqués en justice par les hôpitaux qui en ont été victimes. Depuis ces années procs, les commandos ont eu à répondre de Tours le 5 mai 1994, pas moins de treize jugements dont déjà été rendus en première instance et six affaires ont été jugées en appel. Une décision de la Cour de cassation du 31 janvier 1996 est venue compléter cet édifice.

d'être posée car, aux yeux du grand public, chaque procès débute dans un climat empoisonné par deux questions déterminantes : les magistrats qui siègent sont-ils des adversaires ou des partisans de la loi de 1975 dépenalisant l'avortement ? Les membres des commandos seront-ils condamnés ou relâchés ? Ces deux interrogations laissent planer un doute, celui d'un possible renversement de jurisprudence en faveur des membres des commandos qui défient la loi.

Juges ont créé un corpus cohérent.

A une exception près, en effet, toutes les décisions de justice rendues jusque-là ont abouti à la condamnation des actions de commandos. Seul le tribunal correctionnel de Paris a, le 4 juillet 1995, relaxé les membres d'un commando qui s'était introduit à l'intérieur du groupe hospitalier de la Pitié-Salpêtrière. Ce jugement avait suscité une forte émotion, et Jacques Toubou, ministre de la Justice, avait demandé au procureur

ce que le législateur s'est refusé à décider, à savoir que le *forus* est une personne juridique et dispose de tous les droits reconnus à la personne, explique-t-on au SAF. Cela aurait rendu l'IVG illégale dans son principe. »

naître » et donc une personne. Enfin, ils déclarent agir en état de légitime défense, pour le compte de cet embryon. « Les magistrats ont traité les prévenus comme des êtres responsables, dont les convictions sont certes respectables mais qui se sont placés hors la loi », explique M. Dhavernas. Les juges ont refusé de trancher là où le législateur ne s'était pas avancé, c'est-à-dire sur le statut de l'embryon.

**« Les prévenus
ont mené
une offensive pour
faire dire au juge
ce que le législateur
avait refusé »**

Cette mise en perspective des décisions de justice est d'autant plus intéressante que, le 15 mai, sera rendu l'arrêt de la cour d'appel de Lyon. Pourtant, la diversité des peines prononcées entretient une impression de flou. Certains tribunaux n'ont prononcé que de faibles amendes à l'encontre des membres des commandos ; d'autres les ont condamnés à des peines de prison ferme. A Paris, la cour d'appel a condamné les prévenus à des amendes allant de 2 000 à 10 000 francs. A Valenciennes, les peines prononcées le 15 janvier 1996 atteignent dix-huit mois de prison dont neuf avec sursis.

M. A.

A Annecy, le succès d'une structure autonome

ANNECY
de notre envoyée spéciale

l'hôpital d'Angey, l'envie, la barre du chic, domine la ville. Depuis le 27 sixième étage, la porte du centre rural est close à 8 heures. Ce commando anti-avortement s'était le service et avait occupé les lieux. D'a repris, mais cette attaque surpris traces. Paradoxalement, l'équipe se soude depuis cet événement, et le centre de planification et d'IVG est connue par tout l'hôpital. Jusque-là était surtout discrète. Alors que beaucoup de centres sont confrontés à des moyens et de recrutement, « à la-ba-tourne », raconte, envieux, un centre parisien.

Le 1^{er} juin 1995, au matin-là, j'ai été introduit dans le travail et j'ai laissé de l'existence du cabinet. La présence d'un coup d'autres problèmes de la ou moins, de responsable de l'onomas au sein de Férat, qui, au centre, et as-
 1975, l'hôpital
 lendemain, expli-
 gale. Le déli est
 Les problèmes
 qu'ailleurs. Paye
 quatre fois plus
 publique de Paris
 pression de faire
 pour l'insultable
 ce qui se recom-
 vient deux fois p
 jeune médecin q
 1990, ne se sent
 pas connu la p
 elle. Bien sûr, l
 taques des comm
 mais ce n'est pa
 de venir trava
 cabinet est asse
 locales, des IVG
 locales, et l'on a

que Catherine Perrière, secrétaire depuis 1984 et conseillère conjugué d'une semaine au maximum. »

QUATRE DEMI-JOURNÉES PAR SEMAINE

Les avantages de la formule sont indéniables. « Lorsque nous voulons investir dans un nouveau matériel, la décision ne dépend que de nous, reprend le docteur Férotin. De même, concernant le nombre de personnes qui travaillent dans le centre, nous sommes seuls juges. » Le centre est ouvert quatre

lendemain, explique Catherine le
de l'association depuis 1984 et
gale. Le défilé est d'une semaine
Les problèmes de recrutement
qu'ailleurs. Payés 880 francs l'
quatre fois plus que leurs confrères
publique de Paris -, les vacataires
pression de faire du bénévolat.
de de consultants médicaux, les
capacité reconnait Colette Ra
vient deux fois par semaine der
jeune médecin généraliste, instaur
1990, ne se sent pas l'âme d'un
pas connu la période avant le
l'âme. Bien sûr, lorsque je vois les m
taques des commandos, je crains
mais ce n'est pas ma motivation p
vie de venir travailler ici, en fait
cabinet est assez solitaire. On fait
fériques, des IVC et des échograph
locaux, et l'on a recours à la mé

« Perrière, secrétaire
conseillère conju-
nium maximum. »
« sont pas moindres
à demi-journée -
ures de l'Assistance
« n'ont pas l'im-
« C'est l'équivalent
aginé, donc c'est ac-
cuel, qui inter-
elle en deux ans. Cette
militante. Je n'ai
oi Veil, confesse-t-
multiplications d'au-
se remise en cause,
remière, j'avais en-
ce, car le travail en
des choses très dif-
des, des anesthésies
éthode médicamen-
ormaliser le travail
Le tableau n'est
is sa création, le
des médécins généra-
ne voulaient pas
toute. Mais surtout,
centre est toujours
être construit. Sur
entre avoir été ou-
servera son auto-
avoir une structure
connaît le docteur
« onctionner. »

M.A.

**Archipel de parures
et d'ornements.**

Egrainés au fil de l'exposition "Les Iles Philippines", mille et un objets de fêtes et de rites, ornements ethniques, précieux bijoux d'influence espagnole, vous conteront l'histoire de cet archipel extraordinaire: ceintures d'or, Santos sculptés dans l'ébène et l'ivoire, costumes en fibre d'ananas... Conférences et spectacles vous attendent sous la Coupole Haussmann, ainsi que de succulents mets venus tout droit des Iles Philippines.

PRINTERS

PRINTEMPS HAUSSMANN DU 13 AVRIL AU 11 MAI

Nouvelle information judiciaire dans l'affaire Gigastorage

LE GARDE DES SCEAUX, Jacques Toubon, a demandé, jeudi 18 avril, l'ouverture par le Parquet de Paris d'une information judiciaire contre X, à la suite de la diffusion sur Internet de pièces du dossier d'instruction de l'affaire Gigastorage (Le Monde du 19 avril). Cette information vise les infractions de « violation du secret professionnel, violation du secret de l'instruction » et de « révélation de secrets », ainsi que de « publication d'actes de procédure avant lecture en audience publique ». Une première information judiciaire avait déjà été ouverte le 12 avril à la demande de M. Toubon, après la publication dans nos colonnes d'une contre-enquête montrant que les critiques de Christian Proust, président du conseil général du Territoire de Belfort, mis en examen pour « escroquerie » et placé en détention provisoire quinze jours, ne sont pas sans fondement. Alors qu'il n'avait pas jugé bon de le faire dès la publication de ces critiques sur le comportement de la justice, le ministre de la justice a donné, jeudi, les mêmes instructions au procureur général de Nancy, visant des articles de l'Est républicain des 26 mars et 3 avril qui, eux aussi, reproduisent des parties de procès-verbaux.

3 878 étrangers reconduits à la frontière depuis le 1^{er} janvier

QUARANTE-NEUF MALIENS et dix-neuf Zaïrois en situation irrégulière ont été reconduits mercredi 17 avril dans leur pays d'origine par avion charter. Le ministre de l'Intérieur a précisé qu'il s'agissait de la seizième opération de ce type depuis l'arrivée de Jean-Louis Debré place Beauvau. Depuis le 1^{er} janvier, 519 personnes ont été reconduites à la frontière, contre 453 lors de la même période l'an dernier. En janvier, 1 056 personnes ont été reconduites à la frontière, contre 938 en janvier de l'année précédente. En février, 1 154 étrangers en situation irrégulière ont été expulsés contre 907 en février 1995. En mars, ce nombre s'est établi à 1 149 contre 950 en 1995.

DÉPÊCHES

■ **IMMIGRATION** : Etienne Pinte, maire (RPR) de Versailles, a rendu visite jeudi 18 avril aux « parents étrangers d'enfants français » en « grève de la faim » à l'intérieur de la cathédrale Saint-Louis depuis le 15 avril, et a demandé à la préfecture de « réétudier » les dossiers. M. Pinte, également député des Yvelines, a indiqué qu'il était intervenu auprès du préfet « pour lui demander d'ouvrir le dialogue avec le collectif d'associations qui soutient cette action ». « Il est impensable de séparer les enfants de leurs parents », a estimé M. Pinte. On doit avant tout partir du critère de l'enfant pour privilégier les possibilités légales de régularisation.

■ **DIVERS** : une des quatre personnes écrouées dans l'affaire du trafic d'armes de guerre anciennes mis au jour dans l'Ain (Le Monde du 19 avril) s'est suicidée, dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 avril, dans sa cellule de la maison d'arrêt de Villefranche-sur-Saône (Rhône). Ce clerc de notaire était considéré comme l'un des principaux instigateurs du réseau de collectionneurs démantelé par les gendarmes. Une quinzaine de personnes a été mise en examen et placée sous contrôle judiciaire.

■ **SIDA** : les Assurances du Crédit mutuel (ACM) ont été condamnées par le tribunal de Strasbourg à rembourser aux héritiers le solde d'un prêt accordé à un homme décédé du sida, a indiqué mercredi 17 avril l'assureur. Les ACM estiment que l'assuré avait menti sur son état de santé en remplissant le questionnaire d'obtention de prêt et en indiquant qu'il n'était pas malade. Selon sa famille, Michel, quarante-sept ans, était de bonne foi, car il n'était pas « malade » du sida au moment de la signature, mais seulement porteur sain du virus VIH. Le tribunal a estimé que, « encore actuellement, une personne séropositive peut ne pas déclarer la maladie ».

■ **TRADITIONALISTES** : la cathédrale de Reims restera fermée au pèlerinage de Pentecôte qui, du 25 au 27 mai, conduira cette année les fidèles de Mgr Lefebvre de Chartres à Reims où ils veulent célébrer le quinzième centenaire du baptême de Clovis. L'archevêché de Reims a fait savoir que « leur position par rapport à l'Eglise catholique ne [lui] permet pas de les accueillir en la cathédrale de Reims ».

Préfecture de la Haute-Loire
direction des actions
interministérielles
1^{er} bureau

Préfecture de la Loire
direction des relations
avec les collectivités locales
3^{ème} bureau

Conformément aux dispositions de l'arrêté interpréfectoral du 15 MARS 1996 le projet d'aménagement de la RN 88 itinéraire Firminy-le Puy-en-Velay sera soumis DU 17 AVRIL 1996 AU 31 MAI 1996 INCLUS aux formalités d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à l'attribution du caractère de route express à cette voie et à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de Monistrol-sur-Loire et Yssingeaux.

Pendant cette période, les dossiers d'enquête seront déposés en mairie de :

- Fraissinet et Firminy (dans le département de la Loire)
- la sous-préfecture d'Yssingeaux, en mairies de St-Ferréol d'Auroure, Pont Salomon, la Selve-sur-Semnon, la Chapelle d'Aurec, Monistrol-sur-Loire, St-Maurice de Lignon, Yssingeaux, Beaumoult, le Pertuis, Saint-Hostien, St-Etienne Lardreyrol, St-Pierre Eynac, Blavory, St-Germain-Laprade, Brives-Charensac, le Montell (dans le département de la Haute-Loire) où ils pourront être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Les observations pourront être consignées sur les registres ouverts à cet effet ou être adressées par écrit, avant la clôture de l'enquête, à M. Jean Sauron, président de la commission d'enquête, à la sous-préfecture d'Yssingeaux.

Cette commission désignée par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand est composée de M. Jean Sauron, président, ingénieur des TPE honoraire, de M. Pierre Granger, directeur de services techniques en retraite et de M. Jean-Claude Traulle, géomètre-expert.

La commission d'enquête ou un de ses membres siégera en mairies des communes suivantes :

- Fraissinet : le 22 avril 1996 de 13 h 30 à 17 h 30
- Firminy : le 29 avril 1996 de 13 h 30 à 17 h
- St-Ferréol d'Auroure : le 24 avril 1996 de 14 h à 17 h
- Pont Salomon : le 26 avril 1996 de 9 h à 12 h
- Monistrol-sur-Loire : le 30 avril 1996 de 13 h 30 à 16 h 30
- Saint-Maurice de Lignon : le 2 mai 1996 de 14 h à 17 h
- Yssingeaux : le 3 mai 1996 de 8 h à 12 h
- Beaumoult : le 15 mai 1996 de 8 h 30 à 12 h 30
- St-Pierre Eynac : le 20 mai 1996 de 10 h à 12 h
- St-Etienne Lardreyrol : le 20 mai 1996 de 14 h à 16 h 30
- Blavory : le 21 mai 1996 de 8 h à 12 h
- St-Germain-Laprade : le 21 mai 1996 de 14 h à 18 h
- le Pertuis : le 22 mai 1996 de 14 h à 17 h
- St-Hostien : le 23 mai 1996 de 14 h à 17 h
- Brives-Charensac : le 29 mai 1996 de 8 h à 12 h
- le Montell : le 29 mai 1996 de 16 h à 19 h
- à la sous-préfecture d'Yssingeaux : le 31 mai 1996 de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h

A l'issue de l'enquête, copie du rapport de la commission d'enquête sera déposée à la préfecture de la Loire, à la préfecture de la Haute-Loire, à la sous-préfecture d'Yssingeaux, et dans chacune des mairies concernées.

Toute personne intéressée pourra en demander communication.

Le Puy-en-Velay, le 15 mars 1996
Le Préfet de la Haute-Loire
Nicolas JACQUET

St-Etienne, le 15 mars 1996
Le Préfet du Département de la Loire
Jean DAUBIGNY

Les médecins de Seine-Saint-Denis refusent la restriction des soins aux immigrés clandestins

Les expériences d'aide médicale élargie sont un véritable succès

Les médecins de Seine-Saint-Denis qui, avec l'aide du conseil général, ont développé un remarquable système d'accès aux soins élargi aux

plus défavorisés, ont pour le moins mal accueilli les propositions de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine en

matière de santé. Selon eux, la mise en œuvre de telles mesures constituerait une véritable régression, dommageable pour la santé publique.

LE MONDE médical de Seine-Saint-Denis n'en est pas encore revenu. En découvrant, mardi 16 avril, les propositions de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine en matière de santé, les associations sanitaires et de médecins du département, les administratifs même, se sont demandés s'ils vivaient bien sur la même planète que ces parlementaires. Aide médicale réservée aux soins d'urgence ou aux risques de contagiosité, exclusion des traitements à moyen ou long termes, passage de trois à cinq ans de la durée de résidence en France ouvrant droit à l'aide médicale à domicile : certains jurent avoir « explosé de rage », d'autres s'être sentis « anéantis », les derniers s'être rassurés en pensant que « jamais ça ne passerait ». Tous, en tout cas, l'affirment : « Nous continuerons à soigner tout le monde car nous avons démontré que c'était la bonne voie à suivre ».

En élargissant l'accès à l'aide médicale, la Seine-Saint-Denis a, en effet, choisi, depuis 1993, un chemin radicalement contraire à celui préconisé par les députés. A l'époque, un amendement signé Simone Veil et Claude Malhuret venait de rétablir dans la loi Pasqua le droit à l'aide médicale hospitalière pour les personnes en situation irrégulière. Mieux, pour des raisons humanitaires mais surtout sanitaires, le texte accordait l'aide médicale à domicile aux étrangers à la seule condition qu'ils soient installés en France depuis plus de trois ans et qu'ils ne disposent pas de ressources suffisantes. Un droit nouveau, ouvrant l'accès gratuit aux médecins généralistes.

« Mais un droit minimum que chaque département pouvait améliorer », se souvient le docteur Philippe Denis, Responsable de l'action sanitaire au conseil général, il se souvient parfaitement de la décision prise alors par le département : « Nous avons tenté de raisonner avec rigueur. Sanitairement, c'était simple : on voyait revenir des pathologies comme la tuberculose, il fallait tout faire pour éviter la propagation de ces maladies. Economiquement, c'était plus compliqué ».

Les médecins départementaux en ont pourtant la certitude : à prendre la maladie à son début, on évite les complications et les hospitalisations, très coûteuses au système de santé. Encore faut-il le prouver. Ils sortent alors les statistiques, dressent des tableaux, analysent les résultats. Et découvrent que, bien que plus souvent malades, les bénéficiaires de l'aide médicale dépensent moins que les autres. Certes, ils coûtent plus cher au département, qui doit payer le ticket modérateur pour les assurés sociaux, et même l'intégralité des soins pour ceux qui ne disposent d'aucune couverture sociale.

LA PREMIÈRE ÉDITION du salon Humagora — manifestation consacrée au mécénat humanitaire — avait été surtout marquée, en avril 1994, par une promesse non tenue : Edouard Balladur, alors premier ministre, y avait annoncé l'élaboration d'un « programme national de lutte contre la pauvreté », qui n'a jamais vu le jour. Aujourd'hui, le gouvernement d'Alain Juppé travaille, on le sait, à un projet de loi contre l'exclusion, qui doit être, selon le calendrier prévu, présenté en mai au Conseil économique et social et en juin au Parlement.

Mais, peut-être parce que ce travail gouvernemental a pris du retard — le premier ministre n'a pas encore reçu l'avant-projet qui devait lui être soumis à la fin mars —, ni Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, ni Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration, n'ont fait allusion à cette future loi, lors de l'inauguration, jeudi 18 avril, de la deuxième édition d'Humagora — jusqu'au 20 avril au Palais des congrès, à Paris, ouvert samedi au grand public.

« Mais en comparant l'intégralité des frais de santé engagés, on s'est aperçu que cette catégorie, qui représente près de 5 % de la population, ne consommait que 3 % des dépenses. Alors nous avons choisi de faire le saut », explique le docteur Denis.

« Tout le travail de santé publique risque d'être anéanti »

Le conseil général fixe alors à un an de résidence en Seine-Saint-Denis le séjour nécessaire pour ouvrir droit à l'aide. La caisse primaire d'assurance-maladie embraye. Après huit mois de négociations, une convention est signée, en novembre 1994. Les bénéficiaires de l'aide médicale, jusque-là dévalant, avant chaque consultation, passer à la mairie chercher des bons de santé, voient leur parcours simplifié : une fois leurs droits ouverts, ils reçoivent dorénavant une série de vignettes qui colleront sur leur feuille de maladie après avoir consulté le médecin de leur choix. Finalement, la gestion spécifique par le conseil général. Oubliée, également, l'humiliante quête des bons au centre communal d'action sociale. Exclue, jennes privées du RMI, étrangers en situation irrégulière, tous seront soignés comme les autres.

Expérimenté en novembre et décembre 1994 à Saint-Denis et au Blanc-Mesnil, le système est généralisé à tout le département le 1^{er} janvier 1995. « On a senti le

changement, assure le docteur Gunther Wurm, généraliste à Drancy. Pas de façon spectaculaire, car l'essentiel de notre clientèle reste assez classique. Mais certaines personnes ont commencé à pousser d'elles-mêmes la porte du cabinet ».

« On a vu arriver des gens qui étaient soignés par Médecins sans frontières (MSF) ou qui attendaient d'être gravement malades pour aller à l'hôpital », précise Didier Ménard, médecin à la cité du Franc-Moisin, à Saint-Denis. La réussite semble aujourd'hui étonnante. Il y a quatre mois, le dispensaire de MSF a pu, après huit ans de services, fermer ses portes, en constatant que « les professionnels locaux avaient pris le relais ». Le nombre de bénéficiaires de l'aide médicale est passé, en deux ans, de 23 000 à 71 000, à l'intérieur desquels les étrangers en situation irrégulière sont restés 5 %. Comme prévu, les dépenses ambulatoire-médecine de ville — ont nettement augmenté. Mais, et c'est là la principale fierté du docteur Denis, « les dépenses hospitalières ont diminué ». A la CPAM, on est plus prudent, estimant qu'il est « encore trop tôt pour tirer une conclusion économique ». Mais on se réjouit d'avoir « contribué à faire reculer l'exclusion sanitaire ».

De quoi expliquer la surprise des professionnels de santé. Ils rigoleraient pas les tentations sécuritaires de certains maires présents dans la commission. « Mais nous ne pensions pas qu'ils seraient aussi stupides, soupire le docteur Ménard. Naïvement, on croyait que les débats de 1993 avaient épuisé la question. » Responsable de MSF-France, Noëlle Lanne ne décolère pas. « Oh ont-ils la tête ? », s'empare-t-elle. Comment peuvent-ils ne pas comprendre qu'une crise d'asthme, ça se règle en une consul-

tation et un spray, autrement dit 300 francs, mais que, si on ne fait rien et que ça devient un état de mal asthmatique, c'est dix jours de réanimation à 4 000 francs la journée ? Pour tout le reste de la population, on l'a compris : on a ouvert des centres gratuits et on évite des hospitalisations, ce qui fait gagner de l'argent. Mais pour les étrangers en situation irrégulière, on ne comprend toujours pas, on comprend même de moins en moins ».

Médecin à la cité de la Saussais, à Saint-Denis, Katia Toulotte est moins véhémement. Mais son inquiétude est la même : « Avec ces populations, toute une partie de notre travail consiste à les convaincre de se soigner. Par exemple, ne pas attendre d'avoir trois ou quatre motifs de consultation avant de venir. Pour elles, bien sûr, mais aussi pour la santé publique. Là, c'est tout ce travail qui risque d'être anéanti ».

Avec un résultat que tous pensent aléatoire en terme de dissuasion, tant ces familles sont habituées à vivre dans un état sanitaire déplorable. « Et puis, de toute façon, nous continuerons à les soigner, assure le docteur Wurm. MSF rouvrira son dispensaire, et nous on recommencerons à bricoler. Vous savez, les irréguliers ont toujours un frère, un cousin ou un ami en situation régulière. Il suffit de laisser la feuille de maladie en blanc. D'autres ne paieront pas du tout, ça ne sera pas nouveau. Ou alors on suspectera des maladies contagieuses. Une toux ? Risque de tuberculose. Et on les enverra à l'hôpital. Vous pouvez me dire ce qu'on aura gagné ? » En Seine-Saint-Denis, tout le monde médical se pose la même question.

Nathaniel Herzberg

Selon M. Mazeaud, le gouvernement pourrait déposer un projet de loi dans les quinze jours

LES RESTRICTIONS de l'accès aux soins pour les irréguliers ont concentré, jeudi 18 avril, une bonne partie des critiques contre le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine. La conférence des directeurs généraux de centres hospitaliers universitaires s'est ainsi déclarée opposée à « toute discrimination sanitaire ». L'idée de réserver les soins hospitaliers pour les irréguliers aux seules urgences et maladies contagieuses « remet en cause une valeur fondamentale des établissements de santé : la nécessité de délivrer à tous les patients, sans distinction, les soins qu'ils requièrent ». L'association Arcat-Sida a également condamné le rapport de la commission Philibert, de même que l'Union des jeunes avocats (UJA), qui dénonce « le refus de donner à l'étranger l'accès aux droits fondamentaux (...) alors qu'au même moment un accès aux soins gratuits est envisagé pour les animaux domestiques ».

Côté politique, le président du Sénat, René Monory (UDF), a réclamé que l'on traite les immigrants,

même clandestins, « de façon correcte ». Il a précisé que, s'il se félicitait qu'« il y ait un débat » sur le sujet, il « n'acceptait pas complètement » les mesures préconisées. Il faut « attaquer le vrai problème à la base en développant l'Afrique », a-t-il conclu, « soyons humains, raisonnables, pour ceux qui sont là ». Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, a trouvé « impensable qu'on puisse refuser les soins d'urgence » aux étrangers en situation irrégulière. Il a toutefois salué ce « bon » rapport et invité le gouvernement à prendre « vite » en compte « toutes ses propositions ».

A en croire Pierre Mazeaud, la vitesse devrait être au rendez-vous. Le président (RPR) de la commission des lois, qui s'est déjà déclaré hostile au rapport, a indiqué, jeudi, que le gouvernement allait déposer un projet de loi dans les quinze jours à venir. Il assurait tenir son information de Matignon. Vendredi matin, le cabinet du premier ministre jugeait un tel délai « irréaliste ».

Xavier Emmanuelli déplore la faiblesse du mécénat humanitaire

Organisé par l'Institut du mécénat humanitaire (IMH), ce salon est, comme l'a du reste souligné Xavier Emmanuelli, « actuellement le seul forum » permettant de réunir, sur le thème de la solidarité, des entreprises, des associations, des organisations internationales, des particuliers et les pouvoirs publics. Près de 200 exposants, dont de nombreuses entreprises d'insertion et la plupart des grandes associations de solidarité, y sont présents, répartis en trois « villages » : initiatives pour l'insertion professionnelle (création d'entreprises, services de proximité, accompagnement de chômeurs), initiatives pour la cité (enfance, santé, handicap, troisième âge, handicaps, etc.) et solidarité internationale (urgence, logistique et développement). Un espace IMH-entreprises favorise des entretiens avec les décideurs, une dizaine de conférences-débats ont été programmées et les organisateurs espèrent largement dépasser le chiffre de 10 000 visiteurs enregistré en 1994.

C'est que la finalité d'Humagora — bâtir des projets sociaux

concrets, notamment entre le monde industriel et le mouvement associatif — a grand besoin d'être encouragée. Au contraire du mécénat culturel et sportif, le mécénat humanitaire est peu développé dans notre pays et Xavier Emmanuelli l'a « déploré ». « A parler très franchement, a assuré, jeudi, le secrétaire d'Etat, je dois dire que l'histoire du mécénat humanitaire en France est l'histoire d'une déception ».

UNE PART INFIME

Sur 2 500 actions de mécénat menées en 1994, seulement 10,5 % ont, selon lui, relevé du domaine humanitaire, soit « moins de 6 % du total des montants consacrés par les entreprises au mécénat en général ». Soit, encore, 75,4 millions de francs, alors que le budget moyen d'une grande organisation non gouvernementale (ONG) est à lui seul de 200 millions de francs. « Cela signifie, a poursuivi M. Emmanuelli, que les entreprises ne soutiennent qu'une part infime des actions de solidarité menées par des associations. L'Etat et les collectivités locales sont les principaux bail-

leurs de fonds des associations avec 60 % du financement total. Les dons privés ne représentent que 7 %, dont la moitié est le fait des particuliers. Cette situation contraste vivement avec celle que l'on observe dans les pays anglo-saxons, où un réseau d'échanges très nourri existe entre les partenaires associatifs et le monde de l'entreprise ».

Pour tenter de combler cet écart, M. Emmanuelli prône « la constitution d'un socle de gros donateurs », avec, en contrepartie, des aménagements — actuellement soumis au Parlement — sur la fiscalité des dons, notamment le relèvement des plafonds de déductibilité. En particulier, les fondations qui créent les grandes entreprises sont, pour le secrétaire d'Etat, « des instruments qui facilitent la mise en place de partenariats ». Encore faudrait-il, a concédé M. Emmanuelli, simplifier le dispositif juridique et fiscal qui régit aujourd'hui la création (avec un minimum de 5 millions de francs) et le fonctionnement des fondations d'entreprises.

Michel Castaing

150

Le Saint-Denis refusent aux immigrés clandestins le droit de vote

Le maire de Draguignan de 1959 à 1984

Le maire de Draguignan de 1959 à 1984, Edouard Soldani, ancien président du conseil général du Var et ancien maire PS de Draguignan, est décédé, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, jeudi 18 avril, dans une clinique de la ville. Victime d'un anévrisme de l'aorte, il avait été gravement blessé à l'épaule; une transfusion sanguine lui avait été administrée. Il était âgé de 84 ans et souffrait d'une maladie de sa vie et d'un anévrisme de l'aorte. Il avait été admis à l'hôpital le 10 avril.

Le maire de Draguignan de 1959 à 1984, Edouard Soldani, ancien président du conseil général du Var et ancien maire PS de Draguignan, est décédé, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, jeudi 18 avril, dans une clinique de la ville. Victime d'un anévrisme de l'aorte, il avait été gravement blessé à l'épaule; une transfusion sanguine lui avait été administrée. Il était âgé de 84 ans et souffrait d'une maladie de sa vie et d'un anévrisme de l'aorte. Il avait été admis à l'hôpital le 10 avril.

Le gouvernement pourrait faire de loi dans les quinze jours

Le gouvernement pourrait faire de loi dans les quinze jours. Le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Joxe, a annoncé que le gouvernement envisageait de prendre une loi relative à l'immigration clandestine. Cette loi pourrait être adoptée dans les quinze jours.

Le mécénat humanitaire

Le mécénat humanitaire. Le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Joxe, a annoncé que le gouvernement envisageait de prendre une loi relative à l'immigration clandestine. Cette loi pourrait être adoptée dans les quinze jours.

DISPARITIONS

Edouard Soldani

Maire de Draguignan de 1959 à 1984

Edouard Soldani, ancien président du conseil général du Var et ancien maire PS de Draguignan, est décédé, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, jeudi 18 avril, dans une clinique de la ville. Victime d'un anévrisme de l'aorte, il avait été gravement blessé à l'épaule; une transfusion sanguine lui avait été administrée. Il était âgé de 84 ans et souffrait d'une maladie de sa vie et d'un anévrisme de l'aorte. Il avait été admis à l'hôpital le 10 avril.

André Bourguignon

Au service d'une psychiatrie plus humaine

André Bourguignon, professeur de psychiatrie, est décédé, à l'âge de 84 ans, jeudi 18 avril, dans une clinique de la ville. Il avait été admis à l'hôpital le 10 avril.

Légion d'honneur

Nous publions la liste des nominations, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au titre du ministère de la Défense dans le Journal officiel du dimanche 14 avril.

Les nominations, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au titre du ministère de la Défense dans le Journal officiel du dimanche 14 avril.

José Luis Aranguren

Un penseur du dialogue

Le philosophe José Luis Aranguren, décédé mercredi 17 avril à Madrid à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, était un des principaux penseurs de la vie intellectuelle espagnole de la seconde moitié du siècle. Son enseignement de l'éthique à l'université de Madrid, à partir de 1935, avait conduit à sa réputation de philosophe de la culture.

Mgr Jean Cuminal

Un évêque de la foi et de la morale

Mgr Jean Cuminal, évêque de Blois, est décédé, jeudi 18 avril, à Blois, à l'âge de soixante-trois ans, des suites d'une longue maladie. Né à Amiens le 2 avril 1923, il avait été ordonné prêtre en 1946 après des études au séminaire des Carmes à Paris.

Ordre national du Mérite

Nous publions la liste des nominations, promotions et élévations dans l'ordre national du Mérite parues au titre du ministère de la Défense dans le Journal officiel du dimanche 14 avril.

Les nominations, promotions et élévations dans l'ordre national du Mérite parues au titre du ministère de la Défense dans le Journal officiel du dimanche 14 avril.

UN CARNET DU MONDE

Naissances

M. Antoine CARO et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Mariages

Chères de nos deux sœurs, M. et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Glories et décès

Le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Leurs parents

José Luis F. DE ALBUQUERQUE, Mari B.M. DE ALBUQUERQUE, Rua Chico, 192/501, 20261-140 Rio Comprido, RJ, Brasil.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

DECES

Naissances

M. Antoine CARO et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Mariages

Chères de nos deux sœurs, M. et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Glories et décès

Le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Leurs parents

José Luis F. DE ALBUQUERQUE, Mari B.M. DE ALBUQUERQUE, Rua Chico, 192/501, 20261-140 Rio Comprido, RJ, Brasil.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

DECES

Naissances

M. Antoine CARO et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Mariages

Chères de nos deux sœurs, M. et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Glories et décès

Le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Leurs parents

José Luis F. DE ALBUQUERQUE, Mari B.M. DE ALBUQUERQUE, Rua Chico, 192/501, 20261-140 Rio Comprido, RJ, Brasil.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

DECES

Naissances

M. Antoine CARO et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Mariages

Chères de nos deux sœurs, M. et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Glories et décès

Le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Leurs parents

José Luis F. DE ALBUQUERQUE, Mari B.M. DE ALBUQUERQUE, Rua Chico, 192/501, 20261-140 Rio Comprido, RJ, Brasil.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

DECES

Naissances

M. Antoine CARO et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Mariages

Chères de nos deux sœurs, M. et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Glories et décès

Le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Leurs parents

José Luis F. DE ALBUQUERQUE, Mari B.M. DE ALBUQUERQUE, Rua Chico, 192/501, 20261-140 Rio Comprido, RJ, Brasil.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

DECES

Naissances

M. Antoine CARO et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Mariages

Chères de nos deux sœurs, M. et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Glories et décès

Le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Leurs parents

José Luis F. DE ALBUQUERQUE, Mari B.M. DE ALBUQUERQUE, Rua Chico, 192/501, 20261-140 Rio Comprido, RJ, Brasil.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

DECES

Naissances

M. Antoine CARO et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Mariages

Chères de nos deux sœurs, M. et M. Jean-Louis HEILBRONN, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Paul, le 1er avril 1996.

Glories et décès

Le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Leurs parents

José Luis F. DE ALBUQUERQUE, Mari B.M. DE ALBUQUERQUE, Rua Chico, 192/501, 20261-140 Rio Comprido, RJ, Brasil.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Un mariage

Un mariage, le 1er avril 1996, à 18 heures, l'église Saint-Sebastien, 266, rue Haddock-Lobbo, Tignes-RJ.

Michel Portal, l'absolu

CLARINETTISTE, compositeur, musicien jusqu'au bout. En même temps, le contraire de lui-même : Michel Portal, jazzman à temps plein, dynamiseur, cosmopolite, flambeur de formes, prêt à défaire pour recommencer. Dernière prestation : une improvisation très libre avec des acrobates, Chorus Circus (Bellemeuse bleue, le 16 avril). Avant-dernier acte : double jeu des gestes et des sons avec Carolyn Carlson. Dernier disque, le *Quintette pour clarinette et quatuor à cordes* de Mozart (avec le quatuor Cherubini, EMI 553 89-2). Pas une version de plus, plus qu'une version de référence. Une version qui claque, tient seule, droite et brisée, absolue, qui dit le fond de ce temps que nous vivons, incroyablement osée – sur des traits, des souffles, ou à l'ombre du souffle. Une version déchirante, ivre de lumière, brutalement acquise à sa mort. Une version de danger de violence, qui fait entrevoir la beauté du monde et sa disparition. « Mon métier, dit-il, ce n'est pas de gagner, c'est d'observer ce qui se passe, entre les gens, entre les musiques, entre les guerres, partout, tous les jours. »

Il faut une vie d'homme, un talent habité, son comptant de douleurs et d'éclats de rire, plus la chance, qui ne vient pas chaque matin, pour donner une version de cette ampleur. Portal réussit mieux en scène qu'en studio. Son besoin torero de l'acte, de la compromission, de l'affrontement, mise en jeu de l'échec comprise, s'y retrouve. « La Callas des clarinettes », « l'empereur des concertistes » – il n'est pas sûr qu'il goûte les images qu'il provoque. Mais elles sont là. Heureux d'avoir bien joué, oui, rayonnant, dès qu'il le sait, n'importe où, insensible aux diaspores d'or, soif de cristal et autres médailles (encore que...). « Vous savez, il y a toujours quelque chose en l'homme qui accepte la récompense. » ou alors parfaitement froid si ça s'est mal passé. Et puis malade, perdu d'angoisse et de colère, fou de malheur, pour un détail, un loupé, une rencontre hasardeuse, un malentendu.

Son souci n'est pas cette version du *Quintette* de Mozart (KV 581). Il sait. Son souci, c'est comment il le jouera demain, quel sort connaît son autre disque – de jazz, cette fois –, ou comment choisir une ancre. Il vient de réenregistrer ses musiques de films dans l'esprit du jazz, avec les meilleurs (L'abbé Caouette, de Joris Ivens, *Histoire de vent*, est le dernier son avant la fin de la musique. Ou le premier : juste après le vent).

Portal joue Brahms, fait du cirque et « choruse » à perte de souffle. Il revient de Berlin, de Budapest, de Sicile où il a joué classique, de Grenoble où il a improvisé sur images, de partout où l'on ne sait pas. Personne à connaître son calendrier, il part en clandestin, ne reste pas un jour sans jouer. On le lui reproche. Portal n'a rien d'un musicien éternel. Rien. C'est pas un jazzman qui s'essayerait au classique. Encore moins un classique qui s'amuse au jazz. Musicien. Totalemment musicien. On n'est jamais musicien à temps complet. Il l'est.

DÉPUIS cinquante ans (en scène il en paraît vingt de moins, et parfois cent de plus), il est musicien. « Un musicien, c'est un type qui enquête sur le temps qui va, qui témoigne, qui joue demain. Je ne vois pas ma vie sans la musique. Si on m'arrête de jouer, je n'ai plus d'existence. Il faut que j'aie du bout avec mes mots. J'ai horreur de refaire. Mai 68 m'a sorti d'un coup de la route ordinaire. J'ai rencontré des gens très durs, très fous, on ne m'a fait aucun cadeau. Mais la violence s'est gravée dans ma vie. »

Portal ne laisse personne tranquille. Surtout pas lui. Il peut être sublime dans un camping paumé du pays Basque, pour rien, pour personne, pour la cause, et décevant au Théâtre des Champs-Élysées. Nul enjeu, nul projet, aucune hiérarchie. La musique pure. La musique, si elle vient. Il ne joue pas de la musique : il joue pour voir si la musique vient ou non. Jamais de déception. On vérifie l'état du monde, le niveau de



conscience, la suite des événements, c'est tout. On le croit plaintif. Il est le conteur le plus comique. Il sait le malheur de près.

Cette permission prise en 68 (il a alors trente-trois ans), jamais démentie, vient de loin. Elle vient d'un lieu sans lieu, sans accroche, sans nostalgie, noyé dans le mouvement où vous place la vie. Son paysage d'enfance, c'est l'arrière-salle d'un café où sont alignés les cuivres de la batterie-fanfare que dirige le grand-père. La musique est sa langue maternelle. Le quartier est l'autre Bayonne : pas le Bayonne des Romains, de Vauban et des villas ; le Bayonne de l'autre côté du fleuve où l'on refait les juifs qui s'aventuraient à travers l'Adour ; le Bayonne du peuple, quartier Jean-Jacques-Rousseau sous la Révolution. C'est un quartier de commerces, de bistrot, d'artisans et de pêcheurs, bien borné par la gare, la synagogue, les chais et la prison (dite Villa-Charlin). Ajoutez les abattoirs et le groupe scolaire Jules-Ferry, sis en lieu et place où fut donnée en France la première corrida espagnole, pour Eugénie de Montijo (1853), vous aurez une idée du tableau. La seule école au monde qui sente le taureau.

Portal apprend la clarinette. Son père est fou de musique pour lui. Un Argentin débarque à Saint-Esprit (c'est le nom, maintenant),

Portal apprend le bandonéon. Il en joue comme personne. Dialogue avec Piazzola. Il dresse tous les saxophones, fait danser, à cheval sur un tonneau, à l'âge de huit ans, ne connaît qu'un outil, celui, quel qu'il soit, qui produit des sons ; qu'un désir, la fête, implicite ou pas ; qu'une exigence, la passion musicale. Même enfant, on le repère. On l'invite dans les quatuors de mélomanes, qu'il rejoint à vélo. Un mecène le fait monter à Paris. Un Nippon s'installe à Biarritz et dirige, le dimanche après-midi, dans la salle à manger, des symphonies entières, pour sa fille au violon, et lui à la clarinette : sans manquer une seule mesure (comptons !) qui ne prévienne ni violon ni clarinette. Peu de musiciens à être aussi aimés.

Portal est insatiable, égoïste, intransigeant. Il happe tous les musiciens qu'il croise, Marocains en transit, Ukrainiens inspirés, Roumains adroits au taragot, Ornette Coleman, gitans célestes, Archie Shepp, garçons coiffeurs, inventeurs de folies. On peut se repasser à l'infini ses huit mesures sur Pierre, de Barbara, comme on écoute Ornette, ou loin, sur Montségur, de Nougaro. C'est l'autre idée de la musique. Il est Portal jusqu'au bout à chaque fois. Il a tout fait du métier, balloche, variété, free-jazz, Boulez et Mozart. Ce

qu'il hait c'est, non pas les amateurs, mais la musique jouée en amateur. Lui qui peut faire pleurer de rire une tablée, une salle, un avion, il prend la musique au pied de la lettre. Sérieux à mort. Anxieux.

C'est aussi un bouffon magique. 68 est l'occasion d'une double prise de pouvoir. Il prend ses désirs pour des réalités. Avec Gioblot, Drouot et Alsina, ils forment un commando de choc, la revanche des interprètes, le New Phonic Art, version Che Guevara de la musique contemporaine. Avec Tusques, Tholot, Sunny Murray et Bernard Vitet, il rend la

me résigner. Bayonne est loin. Le territoire, c'est le terrain immédiat du jeu. Dans les années de conservatoire – premier prix de Paris, prix de Genève, prix de Budapest –, cumulé insouciant (« ce n'était pas difficile alors, j'y allais dans l'innocence, je jouais, point final. C'est après que ça devient horriblement compliqué. Au début, on joue la musique, puisqu'elle est là »), dans les années d'études, la nuit, il fait le bal. Les professeurs s'arrachent les anches. Portal mange ses lèvres, rudoie son son sans jamais le perdre, se disperse sans compter, joue pupitre au casino de Monte-Carlo, fait danser Ava Gardner,

« J'ai toujours cru à la musique comme ce qui peut sauver de tout, de l'ennui, de la tentation de mourir, de tout ; mais celui qui en joue vraiment en souffre »

France « free ». Jouer du jazz « à la manière de », ne l'intéresse pas. On dit qu'il n'en est pas capable. Il ne se pose même pas la question. Lubat, autre éternité des conservatoires, le relance sur une voie désacralisée : « Actuellement, dans l'improvisation, on cherche l'harmonie, le bien-faire, la religion. On veut du ficelé, du tressé, du construit, de l'édifiant, ce besoin d'aller au bout avec propriété, ce sentiment de propriété. On a la satisfaction d'avoir bien joué, comme on ferait une bonne action, ou on gagnerait un bon pognon. Ça ne colle pas à l'époque, à ses guerres, à sa complexité. Je fais les choses dans le désordre. Je fais dans l'impossibilité de les faire. Je ne peux pas

suit Tony Bennett ou Perez Prado, quitte le lycée pour swinguer dans les palaces de Madrid, n'oublie jamais Mozart, Brahms ou Stravinsky.

Le répertoire de la clarinette est court. C'est un choix. Pas seulement un choix d'argent, de soliste ou d'interprète. Pour lui, le tout est de savoir non pas quel musicien il veut être, mais quel musicien il est réellement. Sa « carrière » est la seule qui ressemble à ce point à une autofiction. S'il vient de signer une musique si intelligente (et discrète) pour le Michel Leiris de la collection « Un siècle d'écrivains », ce n'est pas par hasard.

L'amitié, la proximité de Diego Masson, sa perception qu'il croit

Insatiable, égoïste, intransigeant, ce Basque ne joue pas de la musique mais la vit jusqu'au bout. Du free-jazz à Mozart, de Boulez aux variétés ou au bal populaire

modeste des vrais enjeux de la littérature (de la vie, du politique), le désignent. Bayonne et le conservatoire sont loin. Pierre Boulez (« Domaines »), Stockhausen, Luciano Berio, Kagel, Donatoni (auteur d'une pièce sobrement intitulée Portal), tous l'écrivent comme favori. Partenaire plus qu'interprète : celui qui propose, qui suggère, qui livre, corps et âme liés, le son au compositeur. « Les racines, je les dirais plus en termes politiques qu'en style d'incitation à jouer. Le territoire, c'est l'instabilité : pas du côté des Indiens, mais du côté de l'animal. Si je me trouve dans une petite église romane qui me touche, une musique me viendra. New York induit des trucs très électriques. Parfois, je n'ai pas envie de rentrer à Paris qui ne me parle plus. »

Drôle de rapport à l'animal. Il les aperçoit de très loin, d'un oeil de chasseur ; les observe, invente leur histoire qu'il conte, irrésistible, à la Reiser, les destine. Drôle de rapport à l'appartement, jamais vraiment occupé. Drôle de rapport à la violence, son ombreuse conception de la haine, à la jeunesse qui ne le fait pas reculer devant l'échec. À la routine, sa hantise, qui le pousse vers les nouveaux venus, au-delà du bizarre, à la formule qu'il casse dès qu'elle marche. Parfois, il casse tout court, se fâche avec la terre entière. Dépense sans confort : à ce point d'archaïsme achevé, Portal est le plus promoteur des musiciens.

ON peut se figurer un monde privé de tout, de livres, de journaux, de cinéma, de théâtre, d'internet, mais on ne peut pas se figurer un monde sans musiciens. Impossible. Les musiciens sont ceux qui sauvent le monde de sa misère. « J'ai toujours cru à la musique comme ce qui peut sauver de tout, de l'ennui, de la tentation de mourir, de tout, mais celui qui en joue vraiment en souffre. »

Qu'est-ce qui a le plus changé dans le « métier » de musicien ?

« Moi... Vous imaginez, le type qui répondrait ça ? C'est moi qui ai le plus changé dans le métier, et qui s'en va... Ce qui change, à vingt ans, on n'y pense pas. Vers la cinquantaine, les gens disparaissent, se séparent, la solitude vient, ce n'est plus le vaste brassage de la jeunesse. La solitude se déclare, on cherche moins, c'est la vie, c'est ma vie, cette solitude, elle doit arriver. De là à dire que c'est une société qui change, il y a une marge. Pourtant, je sens une cassure. Je l'ai sentie en musique. J'envoie des messages sans écho, je sais qu'il y a une perte. C'est la quête de quelqu'un qui chercherait à communiquer et qui n'y arrive pas, ne sait pas pourquoi, c'est la marque politique de l'époque. Dans le jazz, la fracture est très nette. En classique, c'est différent, la socialité est autre, mais en jazz, je le sens plus que jamais. Je n'ai aucune idée du monde que cela annonce. Tout ce que je sais, c'est que je suis toujours aussi violent. Et que j'ai aimé la musique... Quel amour de la musique ! Ça, oui... qu'est-ce que j'ai pu aimer la musique... » On songe à Cortázar que rencontrait Portal – Portal musicien jusqu'au bout – et qui fait dire à Johnny (Charlie Parker) dans une bourrade à Miles Davis : « Ça, Miles, je suis en train de le jouer demain. » C'est exactement le cas.

Francis Marnand
Dessin : Marc Taraskoff

Plus de cohésion sociale pour plus de confiance

par Pierre-André Périssol

Il est de bon ton pour nos élites de souligner la compétitivité de l'économie française tout en renvoyant nos difficultés au manque d'adaptation de nos concitoyens aux défis économiques mondiaux. Cultiver ce complexe d'infériorité, c'est nier la réalité.

Je voudrais au contraire saluer les remarquables efforts que nos compatriotes ont consentis pour assumer les contraintes de la mondialisation. Je voudrais également souligner le prix : précarisation du travail, chômage, exclusion des jeunes, bref autant de fractures dénoncées par Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle.

Si ces fractures sont aujourd'hui aussi criantes d'injustice, c'est que l'Etat républicain, après les avoir réduites, a progressivement perdu sa capacité à préserver la cohésion sociale. En ne sachant pas ou en ne voulant pas engager les réformes indispensables, il a failli à sa mission. Il est vrai qu'il a été très affaibli par tous ceux qui ont tenté de « jeter l'Etat avec l'eau du bain ».

Lorsque les socialistes ont reculé devant les réformes, ils ont donné de l'action publique une image d'inefficacité et de gaspillage. Ils ont ainsi accouché de « l'Etat impuissant ».

Lorsque les ultra-libéraux ont présenté la collectivité comme la simple addition des intérêts individuels, ils ont tracé les contours d'un « Etat minimal ». Mais la politique ne saurait être un vaste marché où les places financières auraient le statut de grands électeurs.

Lorsque les populistes invitent à rejeter ceux qui servent l'Etat, ils montent les citoyens contre la République. C'est l'Etat qui, par l'usage technocratique de l'Etat, a celui qui a traversé toutes les

majorités, sait tout, même lorsqu'il se trompe, les populistes ont repris un slogan de leurs aînés des années 30 avec leur « gauche, droite, tous pareils » et tenté de réduire l'Etat en le mettant au service d'une chimérique « préférence nationale ».

La peur de l'avenir, le manque collectif de confiance, n'ont pu que croître. Ce n'est pas en assistant qu'on redonne confiance. Ce ne serait pas en menaçant de supprimer les mécanismes de protection qu'on dissiperait l'inquiétude.

Ce n'est pas en exploitant la peur qu'on la fait régresser.

Ce n'est pas en assistant qu'on redonne confiance. Ce ne serait pas en menaçant de supprimer les mécanismes de protection qu'on dissiperait l'inquiétude.

Ce n'est pas en exploitant la peur qu'on la fait régresser.

quétude. Ce n'est pas en exploitant la peur qu'on la fait régresser. Le retour de la confiance passe au contraire par la définition de ce que nous voulons et la prise de conscience que nous le pouvons.

Ce que nous voulons, c'est un projet commun qui vise à reconstruire une cohésion sociale en péril en refondant l'Etat républicain. Sans cohésion sociale forte, il ne saurait y avoir de confiance dans notre société, donc d'élan de notre économie et d'emplois. Notre sens de l'égalité nous fait refuser un modèle à l'anglo-saxonne où la prospérité des uns s'accompagne de la dégradation des

autres. Notre sens de la liberté nous fait rejeter une situation où le potentiel de tant d'hommes et de femmes est stérilisé. Notre idéal de fraternité ne peut accepter que l'homme ne soit pas au centre de notre projet politique.

La réaffirmation des droits fondamentaux à l'activité, à l'éducation, à la sécurité, à la protection sociale comme au logement constitue l'architecture de ce projet politique. Ces droits doivent fixer le cadre dans lequel chacun, à quelque niveau qu'il se

situe dans la société, pourra réaliser son projet. Il s'agit là de définir tout autant des devoirs que des droits, des engagements que des aïdes.

Cette politique de cohésion sociale renforcée, l'Etat doit en être le garant. Mais un Etat républicain qui tire son autorité de sa détermination à agir, sa légitimité de sa capacité à réformer, sa reconnaissance de la nature de son intervention fondée sur le dialogue et le contrat.

Plus de cohésion sociale comme cap, la réforme comme méthode, la réduction des déficits publics comme impératif, l'Etat humaniste comme cadre, c'est possible. Quand on le veut,

on le peut : la politique du logement menée depuis neuf mois, sous l'impulsion du premier ministre, le montre.

L'Etat est déterminé quand il réalise dans un temps record 20 000 logements d'urgence et d'insertion pour les plus démunis. Il est efficace quand il réformule des politiques publiques inadaptées. Sans alourdir la charge pour le contribuable, le prêt à taux zéro aide quatre fois plus de ménages, pour l'essentiel des jeunes aux revenus modestes. Il est ainsi possible de rendre une certaine espérance sociale à ceux qui « n'y croyaient plus » et de contribuer fortement au retour de la confiance.

L'Etat est le garant de la justice sociale quand il instaure un supplément de loyer de solidarité pour les locataires HLM les plus aisés.

Il redonne confiance dans la détermination du politique à défendre les faibles qu'il a touchés les intérêts des forts, quand il réquisitionne des locaux vacants. Il innove lorsqu'il ramène l'investissement locatif privé en ouvrant la formule de l'amortissement fiscal au logement.

La cohésion sociale comme facteur de confiance et de croissance, la réforme comme méthode, l'Etat humaniste comme cadre, voilà ce que nous a permis de poser les fondations du droit au logement. Voilà ce qui permettra à la majorité de couper l'herbe sous les pieds du populisme et d'attirer tous ceux qui préfèrent la justice sociale en actes plutôt qu'en mots, tous ceux qui veulent mettre la politique et l'économie au service de l'homme.

Pierre-André Périssol est ministre délégué au logement et maire (RPR) de Moulins.

Un Liban sud exsangue

par Dominique Eddé

Au nom de quoi l'armée israélienne peut-elle envahir un pays et jeter sur les routes, jour au lendemain, des centaines de milliers de réfugiés, imposer un blocus maritime à tous les ports, bombarder une ambulance pleine de femmes et d'enfants, tuer au passage des dizaines de civils et enfin frapper les infrastructures, en détruisant notamment deux centrales électriques qui venaient d'être refaites après quinze ans de guerre ? Au nom de quoi ? La réponse officielle, reprise en chœur

choix, pour nombre d'entre eux, que d'aller se réfugier sous le toit des organisations islamistes ? Ignore-t-on ou feint-on d'ignorer que ce parti diabolisé a gagné en quatre jours une popularité jamais connue auparavant ? Et combien de temps encore nous faudra-t-il subir l'ostensible désinformation de la télévision française, qui s'acharne à inverser l'ordre du malheur au point de s'inquiéter davantage de la sécurité des pilotes israéliens que de celles des gens qui reçoivent leurs bombes sur la tête ? Qui sert-on en trafiquant l'information de la sorte ?

Israël occupe 10 % du territoire libanais depuis 1978 et viole ici comme en Cisjordanie toutes les résolutions du Conseil de sécurité, à commencer par la -425, qui exige en vain depuis dix-huit ans son retrait inconditionnel du sud du Liban. Faut-il en conclure, une fois pour toutes, qu'Israël échappe à toutes les règles du droit international ? Que la défaite et l'humiliation du peuple libanais lui donnent le droit de le défaire et de l'humilier davantage ? Que le prix de la vie humaine est définitivement plus élevé d'un côté que de l'autre de la frontière ? Qu'Israël a le monopole de la douleur, de la peur et de l'insécurité ? Que le terrorisme est un phénomène exclusivement islamique ?

Qu'on ne s'y trompe pas : sous prétexte de sa sécurité, Israël est en train de vider de ses habitants tout le sud du Liban. Pour quoi faire ? Mon propos n'est pas de spéculer sur les calculs stratégiques des uns et des autres mais de poser une unique question : la paix n'est-elle pas autre chose qu'un rapport de forces entre une armée toute-puissante et des peuples à genoux ?

Veut-on sérieusement nous faire croire qu'Israël entend réellement frapper ou même affaiblir le Hezbollah en provoquant l'effondrement d'un demi-million de Libanais, qui n'auraient d'ailleurs d'autre

choix, pour nombre d'entre eux, que d'aller se réfugier sous le toit des organisations islamistes ? Ignore-t-on ou feint-on d'ignorer que ce parti diabolisé a gagné en quatre jours une popularité jamais connue auparavant ? Et combien de temps encore nous faudra-t-il subir l'ostensible désinformation de la télévision française, qui s'acharne à inverser l'ordre du malheur au point de s'inquiéter davantage de la sécurité des pilotes israéliens que de celles des gens qui reçoivent leurs bombes sur la tête ? Qui sert-on en trafiquant l'information de la sorte ?

Israël occupe 10 % du territoire libanais depuis 1978 et viole ici comme en Cisjordanie toutes les résolutions du Conseil de sécurité, à commencer par la -425, qui exige en vain depuis dix-huit ans son retrait inconditionnel du sud du Liban. Faut-il en conclure, une fois pour toutes, qu'Israël échappe à toutes les règles du droit international ? Que la défaite et l'humiliation du peuple libanais lui donnent le droit de le défaire et de l'humilier davantage ? Que le prix de la vie humaine est définitivement plus élevé d'un côté que de l'autre de la frontière ? Qu'Israël a le monopole de la douleur, de la peur et de l'insécurité ? Que le terrorisme est un phénomène exclusivement islamique ?

Qu'on ne s'y trompe pas : sous prétexte de sa sécurité, Israël est en train de vider de ses habitants tout le sud du Liban. Pour quoi faire ? Mon propos n'est pas de spéculer sur les calculs stratégiques des uns et des autres mais de poser une unique question : la paix n'est-elle pas autre chose qu'un rapport de forces entre une armée toute-puissante et des peuples à genoux ?

Dominique Eddé, libanais, est écrivain.

L'ordre nucléaire mondial commence par la libération d'Alexandre Nikitine

par Brice Lalonde

Le président de la République est à Moscou afin d'y évoquer la sûreté nucléaire avec les sept pays les plus industrialisés de la planète, et la Russie et l'Ukraine. Mais déjà l'approche de l'élection russe rend les délégations chancelantes et donne à Boris Eltsine l'apparence d'un moindre mal face aux extrémistes. Pourtant, c'est cet homme qui bombarde Grozny et emprisonne Nikitine.

Alexandre Nikitine, officier de marine à la retraite, est au secret à Saint-Petersbourg depuis le 6 février pour avoir travaillé avec les écologistes norvégiens sur les sources de pollution radioactive de la presqu'île de Kola, et il est vrai qu'il s'agit surtout des carcasses des anciens sous-marins de la flotte. Mais comment garantir la sûreté nucléaire sans disposer d'information sur les stocks nucléaires ? Comment prévenir de nouveaux Tchernobyl si les citoyens qui s'y emploient sont jetés

en prison ? La liberté est la condition de l'attention de l'écologie. Il faudrait suggérer au groupe des Sept (G7) que l'ordre nucléaire mondial commence par la libération de Nikitine.

L'ordre nucléaire mondial, c'est le thème de la rencontre au sommet. Et l'occasion d'un renverse-

ment complet de perspective. Jusqu'à présent, les techniques nucléaires ont été les outils du nationalisme. Elles ont accordé la puissance à ceux qui les maîtrisaient. Elles doivent désormais servir le mondialisme. Le nucléaire est trop dangereux s'il n'est pas géré collectivement. Chacun sait que des Etats cherchent à se doter de l'arme nucléaire en dépit

ment complet de perspective. Jusqu'à présent, les techniques nucléaires ont été les outils du nationalisme. Elles ont accordé la puissance à ceux qui les maîtrisaient. Elles doivent désormais servir le mondialisme. Le nucléaire est trop dangereux s'il n'est pas géré collectivement. Chacun sait que des Etats cherchent à se doter de l'arme nucléaire en dépit

du traité de non-prolifération. L'industrie du cycle de combustible en offre le moyen car il n'est pas de frontière sûre entre l'usage civil de l'atome et son emploi militaire. Des lors, un contrôle rigoureux de cette industrie et des matières qu'elle traite est indispensable.

Comment prévenir de nouveaux Tchernobyl si les citoyens qui s'y emploient sont jetés en prison ?

Encore récemment, et jusqu'en France, on présentait le plutonium comme une ressource d'avenir. L'expérience démontre qu'il faut s'en méfier comme de la peste et minimiser partout, en toutes circonstances, sa production et ses mouvements. C'est la mission de l'homme politique de faire entendre raison aux fanatismes modernes, même s'ils se dissimulent

sous les traits de l'ingénieur. L'ordre nucléaire appelle le zéro nucléaire. Le drame de Tchernobyl aura contribué à la chute de l'Union soviétique et à une coopération internationale accrue dans l'industrie nucléaire. Petit à petit apparaissent au royaume de l'atome la circulation de l'information, la séparation des pouvoirs, les évaluations indépendantes, bref la démocratie. Et petit à petit, la comparaison des normes, la formation des hommes et la pression des opinions conduisent à concevoir des réacteurs franco-allemands, des programmes européens, des équipes internationales, une conscience planétaire.

L'effet de serre est implacable. Entre l'effacement des énergies fossiles et le triomphe de l'énergie solaire, il me semble qu'une transition aura besoin pendant encore une ou deux générations de réacteurs nucléaires à la condition de ne pas livrer l'espèce humaine à la malédiction des rayonnements qui

dépasse sa perception, son entendement et, je le crains, ses moyens. C'est donc un nucléaire pacifié, robuste et modeste, ce n'est pas le rodéo technologique. La France est devenue experte en nucléaire. Ce n'était pas mon choix mais c'est ainsi, et il faut saluer toutes ces années de fonctionnement sans pépin d'un parc de cinquante réacteurs. La production n'est plus le défi, mais la sûreté, la confiance. Et la durée. Que l'on y songe : Tchernobyl n'était pas prévu, ni le désordre post-soviétique, ni la guerre en Europe, aux portes de nos frontières. La sûreté nucléaire réclame des hommes parfaits. J'ai peur que nous ne soyons pas parfaits.

Je plaide pour un réformisme nucléaire, un *aggiornamento* mondial. Et pour que mon pays mène l'affaire. La page des essais nucléaires, la France a le choix entre deux options : ou la complicité avec les Etats en mal de feu atomique, ou la quête ardente d'un nouvel ordre mondial. Je veux que

mon pays soit le chevalier blanc qui repare les torts de cette industrie, qui aide les autres pays, qui réponde aux appels des parents anglois par la palier d'un enfant à Kiev ou ailleurs. Je veux que mon pays s'occupe vraiment de la planète, ne glisse pas les déchets sous le tapis et distribue des compteurs pour mesurer la radioactivité dans tous les foyers près du baromètre et du garde-manger. Si le président de la République avait parcouru les environs de Tchernobyl, je suis persuadé que la nécessité de remettre de l'ordre dans le nucléaire lui serait venue à l'esprit. J'ai apprécié sa victoire contre la résignation en Bosnie, je le convie à faire triompher à nouveau la volonté des hommes sur le désordre nucléaire mondial, et l'espère qu'il rentrera à Paris avec Nikitine.

Brice Lalonde est ancien ministre, président de Génération Ecologie.

AU COURRIER DU « MONDE »

LES VRAIS FLÉAUX

L'encéphalite spongiforme est fort grave et fort rare, mais la viande de bœuf tue statistiquement bien davantage par sa teneur en graisse, dont tout le monde sait qu'elle est athérogène, qu'elle favorise et aggrave la maladie cardiovasculaire, qu'elle est responsable de la mort de centaines de milliers d'humains. On aurait pu en toute logique en prohiber la consommation, d'abord pour cette raison, mais tout risque ancien, en quelque sorte, s'événue et devient négligeable, ce qui en rend la prévention si difficile.

Vient-on sauver dans l'instant des milliers de vies ? Que l'on réunisse aussitôt les experts européens du cancer du poulmon ou de la traumatologie de la circulation

routièr... et appliquons leurs recommandations. Mais le politique à qui il appartient de prendre les décisions impopulaires est alors saisi de panique devant le danger qui domine pour lui tous les autres : celui de mort politique.

Jean Poujol, Nice

LA VIOLENCE A L'ÉCOLE

L'accord d'indemnisation rapide qui doit être conclu avec la MAIF (Mutuelle assurance des enseignants) me laisse quelque peu dubitatif. Je voudrais que l'on m'explique par quel mécanisme une meilleure indemnisation des enseignants conduirait les élèves à mieux respecter les professeurs ? Par contre, il me semble évident qu'une réparation rapide du préjudice matériel subi par un enseignant sera pour les chefs d'établissement un argument supplé-

mentaire fort pour inciter les enseignants victimes à ne pas déposer plainte auprès des services de police ou du procureur de la République.

René-Luc Meyer, Nancy

L'ÉTAT DE DROIT

Le 24 mars 1996, pour justifier l'expulsion et l'interpellation de 294 personnes du gymnase Japy et leur mise en rétention administrative à Vincennes en attente de reconduite à la frontière, Jean-Louis Debré nous déclare publiquement : « Accepter que la loi soit bafouée, c'est rejeter l'Etat de droit, c'est construire une société basée sur des rapports de forces, c'est-à-dire une société qui tourne le dos aux principes de la République » (Le Monde du 26 mars).

M. Debré semble ignorer, qu'au nom de l'Etat de droit et de la protection des principes fondamentaux

de notre droit, les juridictions judiciaires et administratives ont écarté l'application des lois Pasqua à de nombreuses reprises, en constatant en particulier des atteintes disproportionnées au droit à la vie familiale garanti par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Ensuite, M. Debré semble confondre ses nouvelles et ses anciennes prérogatives. Juge, il se doit d'appliquer la loi. Ministre et membre du gouvernement, M. Debré dispose d'un droit d'initiative des lois et ne saurait se réfugier derrière des dispositions législatives existantes. Sa décision est politique et non juridique, et sa position l'autorise à modifier des lois inéquitablement et manifestement contraires à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Yann Kerbrat, Paris

LES IMPÔTS DES UNS ET DES AUTRES

Retraités aisés, après avoir rédigé notre déclaration de revenus 1995, nous avons constaté que l'impôt à payer sera de 3 000 F environ inférieur à celui de 1994. Les revenus de ces deux années sont pratiquement les mêmes. La différence provient de l'emploi d'un salarié à domicile, car nous employons une femme de ménage, douze heures par semaine. Il y a un an, nous pouvions donc réduire de nos revenus 50 % des salaires et charges d'employé de maison, mais plafonnés à 26 000 F, soit 13 000 F de réduction. Cette année, ce plafond a été (merci ! MM. Balladur et Juppé) porté à 90 000 F, soit 45 000 F de déduction. Nous avons donc le droit (et nous en usons, bien sûr) de déduire 50 % de la totalité de notre dépense d'emploi

de cette personne, soit 16 175 F. Cette différence entre 16 175 F et 13 000 F représente donc les 3 175 F d'impôt que nous paierons en moins. (Nous aurons à régler un total de 8 278 F).

Aidant un de nos voisins à accomplir ses formalités, nous avons fait sa déclaration et calculé son impôt. Célibataire, salarié juste un peu au-dessus du SMIC, il va avoir à payer un peu plus de 3 000 F. Bien sûr, il n'a pas, en plus, les moyens d'utiliser les services d'une femme de ménage, le pauvre !

Alors que nous, qui disposons d'un total de retraites de près de 300 000 F par an, si nous avions employé un jardinier quelques heures par semaine, nous n'aurions pas d'impôt à payer.

Henry et Françoise Garret, Saint-Martin-du-Tertre, (Yonne)

Le Monde

ÉDITORIAL

La responsabilité d'Israël

CHACUNE aventure politique, chaque équipée militaire d'Israël au Liban, depuis vingt ans, n'a laissé derrière elle qu'un sillage de drames et, une fois les armes redevenues silencieuses, que le souvenir d'une grande amertume. De l'échec de la tentative d'alliance avec le chef maronite Béchar Gemayel à l'invasion « limitée » de 1978, de la « sale guerre » de 1982 jusqu'au retrait sans gloire de Tsahal - trois ans plus tard -, en passant par les horribles massacres de Sabra et Chatila perpétrés par des milices chrétiennes sous l'œil de l'occupant israélien, le Liban n'a jamais porté chance à l'Etat juif, ni contribué, c'est le moins qu'on puisse dire, à améliorer l'image de son armée comme de sa classe politique.

Ce constat historique se confirme une nouvelle fois, au lendemain du carnage de Cana. Comme il est de coutume en pareille circonstance, Israël et le Hezbollah se rejettent mutuellement le blâme. Les islamistes imputent à l'« ennemi sioniste » un « crime prémédité ». Jérusalem dénonce la perfidie du mouvement pro-iranien en l'accusant d'avoir utilisé des civils comme « boucliers humains ». Au-delà de cette polémique macabre, aux résonances fami-

lières au Proche-Orient comme ailleurs, une chose est sûre : Israël peut difficilement plaider l'ignorance des règles du jeu en vigueur dans cette région.

Il n'est pas douteux que le Hezbollah soit tenté, pour mieux se protéger des raids aériens, de se noyer autant que possible dans une population civile dont la sécurité n'est pas son souci majeur. Il est tout aussi clair que ces extrémistes, souvent fanatisés, qui ont fait de la lutte contre Israël leur raison d'être, multiplient depuis des mois les provocations, pour amener leur voisin aux surenchères et magnifier ainsi leur cause. Ils ont réussi depuis huit jours à attirer la riposte attendue. Poursuivant cette logique aveugle, ils ont remporté jeudi à Cana, au prix du sang, un second succès, en mettant l'armée d'Israël en position d'accusée.

Car - et c'est l'essentiel - rien ne peut, dans ce drame, disculper l'Etat juif de sa responsabilité politique et morale. « C'est une erreur », « Nous ne l'avons pas fait exprès », répètent à l'envi les dirigeants israéliens. L'argumentation est difficilement acceptable, de la part d'une armée, qui, depuis le début de ce conflit, vante, images à l'appui, la précision « chirurgicale » de ses bombardements. En choisissant pour cible une position de la Finil, Tsahal a pris un risque inadmissible, celui de massacrer des civils, devenus, de son fait, des réfugiés sans défense.

Même s'il précède - l'émission internationale aidant - la recherche d'un règlement diplomatique, le drame de Cana va rallumer contre l'Etat juif la soif de vengeance de tous les extrémistes hostiles au triomphe de la paix, comme le montre l'annonce par une mystérieuse « Organisation des opprimés » de l'exécution prochaine d'un aviateur israélien disparu depuis dix ans au Liban.

Valait-il vraiment la peine pour Israël d'en arriver là ? Car pendant ce temps, malgré tous les moyens militaires mis en œuvre, les roquettes Katioucha continuent de pleuvoir sur la Galilée.

DANS LA PRESSE

THE INDEPENDENT

Quelles que soient les raisons qu'a pu avoir Israël pour lancer ses attaques dans le sud du Liban, le massacre de Cana impose, pour des raisons à la fois morales et politiques, qu'il soit mis fin à cette fâcheuse campagne. Bombarder une base des Nations unies envahie de réfugiés civils, en tuant des dizaines de personnes, défie toute explication et toute excuse. Le bombardement de Cana a été une grosse erreur historique et stratégique. Israël ne peut qu'être diminué par ce massacre inutile. (...) Quelle que soit la cause de ce désastre, il découle directement du caractère disproportionné des attaques israéliennes dans le sud du Liban (...). M. Pénis estime que sa réélection est indispensable au processus de paix. Il a peut-être raison. Son assaut sur le Liban peut apparaître, de ce point de vue, comme une guerre au service de la paix. Mais la réalité est que le fragile tissu libanais se trouve déchiré, créant une plus grande instabilité dans la région. Au Moyen-Orient, le sang appelle le sang.

FRANCE INTER

Bernard Guetta

Ces morts de Cana, les libanais ne les avaient bien sûr, pas voulus. Seulement, elles sont là. Même quand on ne le veut pas, la guerre, c'est toujours et partout cette salade et insupportable saloperie et la seule conclusion qui vaille ce matin est qu'il faut arrêter ces combats au plus vite - les tirs du Hezbollah sur le nord d'Israël comme les rétroactions, disproportionnées, inacceptables, inimaginables et immatérielles de l'armée israélienne. Ces morts vont y aider. Il est choquant de le constater, gênant de le dire, mais ces morts devraient permettre de parvenir plus vite que prévu à une suspension des hostilités et, peut-être, à la conclusion d'un compromis sur le fond.

EUROPE 1

Alain Duhamel

Le carnage de Cana prouve au moins que tous les efforts en faveur d'un cessez-le-feu étaient non seulement légitimes mais urgents (...). Même si la France n'a ni les moyens ni l'autorité susceptibles de débloquent la situation, elle a pris des positions honorables, rapides et clairement identifiables. Elle a agi en faveur du processus de paix et, pour une fois, on n'a pas seulement entendu la voix américaine. L'émotion légitime soulevée par la tragédie de Cana balaye aujourd'hui les considérations diplomatiques. Celles-ci ressurgiront dès demain et la France aura tenu sa place.

Les inconnues de la réforme fiscale

Suite de la première page

Puisque le gouvernement fure de sa bonne foi, il faut pourtant prendre la question au sérieux : quels seront les prochains chantiers fiscaux ? En fait, l'un d'eux est connu : c'est celui qui tend à alléger le poids des cotisations sociales pour y substituer un prélèvement plus large, pesant moins sur le coût du travail. Lutte contre le chômage obligé, le projet ne sera guère critiqué, dans son principe, sinon dans ses modalités. Le deuxième volet du projet est, lui, autrement plus délicat. Le premier ministre a indiqué que son souhait était de planifier un retour progressif au statu quo ante. En clair, les hausses d'impôts décidées l'été dernier (majoration de deux points du taux normal de la TVA, surtaxe de 10 % au titre de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt de solidarité sur la fortune) devraient être annulées, selon un calendrier à déterminer. Mais comment cela sera-t-il possible ? La réduction des déficits publics risque d'être incompatible avec cet objectif.

De surcroît, dans le cas de la fiscalité sur le patrimoine, le gouvernement peut-il afficher pour seule ambition la baisse de l'impôt sur la fortune (ISF) ? Pour être conseiller régional RPR de la région Poitou-Charentes, M. de La Martinière a souvent fait entendre une voix discordante dans la majorité. Bien avant que le candidat Chirac ne stigmatisât un système favorable à « ceux qui s'enrichissent en dormant », il recommandait une profonde refonte de la fiscalité du patrimoine. Représentant au conseil la remarque du socialiste Dominique Strauss-Kahn, selon lequel « l'ISF tend à imposer les millionnaires et à exonérer les milliardaires », il ajoutait, en janvier 1991, dans le mensuel *Challenges*, que « la fiscalité du capital est extravagante » et déplorait un système de prélèvement faisant la part trop belle aux rentiers et organisant une « exonération sans limite de l'outil de travail ».

LE PATRIMOINE

Il est loin d'être certain, pourtant, que la commission de réflexion accouche de propositions en ce sens. Même si le taux global des prélèvements atteint 37 % pour les revenus d'activité et seulement 11 % pour ceux de la propriété, cette dernière question de la fiscalité du patrimoine n'est, semble-t-il, pas d'actualité.

Le troisième chantier fiscal que M. Juppé souhaite ouvrir, celui de la réforme conjointe de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG), est encore plus problématique. On connaît certes le schéma général : selon le premier ministre, le but de la réforme sera « d'alléger et de simplifier » ces prélèvements. Mais la directive n'en est pas vraiment une, car elle laisse en suspens les questions les plus décisives. On peut ainsi deviner que la commission exhumera la proposition de remise à plat des quelques 80 exonérations et abattements divers qui grèvent l'impôt sur le revenu.

Suggérera-t-elle de remettre en cause l'abattement de 20 % des salariés ? Dans un rapport publié à l'été 1995, un autre expert fiscal, Bernard Ducamin, qui assista M. de La Martinière, avait fermement exclu cette solution au motif qu'elle aurait pour effet « d'alléger relativement l'impôt payé par les re-

venus du capital au détriment des revenus du travail » ; on sait cependant, depuis la sortie du ministre des finances, Jean Arthuis, que cette tentation existe toujours.

Faut-il de plus réduire le nombre des tranches de l'impôt sur le revenu, déjà ramené par M. Balladur de 13 à 7 en 1994, au risque de transformer insensiblement ce prélèvement progressif en prélèvement proportionnel ? Faut-il abaisser les taux d'imposition, à commencer par le plus élevé (56,8 %), comme le souhaite M. Madelin et comme l'a souvent préconisé M. Juppé ? Contrairement aux recommandations du rapport Ducamin, mais conformément à des demandes constantes de la majorité, faut-il rendre la CSG déductible de l'impôt sur le revenu, ce qui désavantagerait les plus bas revenus ?

AMBIGUÏTÉ

Cette simple énumération des zones d'ombre de la réforme en gestation suffit à mettre en évidence l'ambiguïté de la démarche retenue par le gouvernement. Que celui-ci laisse à une nouvelle commission le soin de débroussailler le terrain et de lui suggérer des solutions techniques n'a en soi rien d'illogique, même si les placards de Bercy débordent de rapports fiscaux en tout genre. Qu'il ne lui fixe pas un cap précis est, en revanche, plus surprenant.

Toutes ces interrogations peuvent se résumer à une alternative aussi vieille que la fiscalité : selon les canons du libéralisme, faut-il alléger l'impôt et notamment celui qui pèse sur les « forces vives », pour stimuler l'économie ? Ou bien, version socialiste des choses, faut-il que l'impôt joue d'abord un rôle de redistribution ? Le gouvernement s'est pour l'heure gardé d'indiquer quelles seraient ses grandes priorités. Comme s'il avait soudainement perdu sa boussole fiscale. Tout juste le ministre délégué au budget, Alain Lamassouze, a-t-il récemment indiqué, « à titre personnel », qu'il était « très attaché à la notion de progressivité de l'impôt » (Le Monde du 23 mars). Mais, à droite, cette doctrine n'a jamais compté beaucoup d'adeptes, même si elle a valeur constitutionnelle.

Laurent Mauduit

Le magistrat rebelle par Philippe Bertrand



Le « modèle allemand » en état d'alerte

seulement en 1996, d'après les derniers chiffres publiés par le FMI. Un sentiment d'urgence se répand dans le pays. Si rien n'est fait pour redresser la barre à temps, l'Allemagne risque de rater le rendez-vous de la reprise amorcée pour le milieu de cette année et de laisser passer les échéances de la monnaie unique.

MAIGRES MARGES

Attaquer les déficits publics, réduire le poids des prélèvements fiscaux et sociaux, baisser les taux d'intérêt : telle est, en bonne logique allemande (on pourrait dire aussi « massachusettsienne »), la seule et unique méthode qui permettra de créer les conditions durables d'un redressement de l'emploi.

Certes, du côté de certains instituts économiques allemands et des syndicats, on dénonce vigoureusement cette approche macroéconomique qui n'est autre que celle de la rigueur, et on en appelle à un endettement supplémentaire pour lutter contre la crise. Il est vrai qu'en annonçant son intention de boucher un « trou » budgétaire de 50 milliards de marks à l'horizon de 1997, l'Allemagne risque à court terme de resserrer davantage encore les maigres marges de croissance disponibles.

Mais globalement, on constate qu'il existe un consensus en Allemagne pour accepter les contraintes de la « pensée unique » : même les syndicats ont consenti cette année à des augmentations de salaires très réduites. L'approche de l'austérité entraîne des choix de société difficiles : les Allemands vont devoir se serrer la ceinture. Depuis la rentrée des vacances de Pâques, pas un jour ne passe sans que de nouvelles mesures d'austérité soient annoncées, puis démenties, dans la cacophonie la plus générale. Une chose paraît sûre, cependant : cette fois, il va se passer quelque chose d'important.

Le plan d'austérité allemand doit être annoncé après le prochain sommet entre le chancelier Kohl et les partenaires sociaux, mardi 23 avril, à Bonn. Il s'agira, d'une part, de trouver les moyens de réduire le fameux « trou » budgétaire de 50 milliards de marks en 1997, mais aussi de profiter de cette remise à plat des finances de l'Etat pour passer au peigne fin le dossier des prélèvements obligatoires : impôts et cotisations de retraite, de maladie et de chômage.

Bu ce qui concerne les retraites, sur fond d'évolution démographique inquiétante, les Allemands

doivent à tout prix réformer leur système, dont le financement à long terme n'est pas assuré. D'où les réflexions en cours sur l'augmentation de la durée de vie active (notamment de soixante à soixante-trois ans pour les femmes), ou le rétrécissement de la période de référence retenue pour le calcul des points de retraite.

PAUVRETÉ GRANDISSANTE

Dans le domaine de l'assurance-chômage, des économies de 8 milliards de marks sont prévues. Diverses mesures de traitement social du chômage (du type travaux d'utilité collective) seront sacrifiées, au prix d'une pauvreté grandissante et du risque de l'exclusion.

Quant à l'assurance-maladie, pour baisser les cotisations, il faudra sans doute en passer par l'adoption d'un système de jours de carence pendant lesquels le salarié ne percevra pas d'indemnités journalières. On réfléchit également aux moyens de permettre à l'employeur de réduire le montant de l'indemnité salariale perçue par le salarié en cas de maladie (peut-être sur le modèle français : à 90 % du salaire brut pendant trente jours, aux deux tiers pendant les

trente jours suivants). Ce dossier est explosif : les syndicats ont annoncé qu'ils se mobiliseraient fortement en cas d'atténuation à ce qu'ils considèrent comme l'un de leurs plus précieux acquis sociaux. D'un autre côté, l'Allemagne se rend compte que son système de protection sociale, extrêmement confortable, n'a jamais été véritablement réformé.

Les chômeurs, les vieux, les familles, seront touchés par cet ensemble de mesures d'austérité. Le risque est de porter atteinte à la cohésion sociale du pays, et ce d'autant plus que le gouvernement allemand entend procéder à de nouveaux allègements fiscaux pour les entreprises. L'Allemagne, tentée par des solutions d'inspiration thatchérienne, joue-t-elle avec le feu ? C'est peu probable. Pour garantir à la fois le maintien de sa compétitivité économique et l'impératif de cohésion sociale qui est le sien depuis des décennies, Bonn se réservera sans doute toujours la possibilité d'augmenter ici et là tel ou tel impôt. Le chancelier Kohl a beaucoup réfléchi aux leçons des grèves françaises de décembre dernier, et saura s'y prendre pour éviter la catastrophe.

Lucas Delattre

سدا من الامن

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 20 AVRIL 1996

TAUX La Bundesbank a annoncé, jeudi 18 avril, une baisse d'un demi-point de ses deux principaux taux directeurs. Son taux d'escompte a été ramené de 3 % à 2,5 %, son plus

bas niveau historique, et son taux lombard a été réduit de 5 % à 4,5 %.

● **LES MARCHÉS** financiers ont bien réagi à cette décision. La Bourse de Paris a gagné, jeudi 18 avril, 0,52 % et celle de Francfort 0,45 %.

● **LE PRÉSIDENT** de la banque centrale allemande, Hans Tietmeyer, a justifié cette décision par « les perspectives favorables d'inflation ». Pour les

analystes, elle est destinée à venir au secours d'une économie allemande défailante. ● **LE GESTE** de la Bundesbank dégage l'horizon monétaire en Europe. Les banques cen-

trales des Pays-Bas, d'Autriche, de Belgique, du Danemark ont abaissé, jeudi, leurs taux directeurs. La Banque de France ne devrait pas se tenir à l'écart de ce mouvement.

La Bundesbank tente de relancer l'économie allemande

La banque centrale allemande a annoncé, jeudi 18 avril, une baisse d'un demi-point de ses deux principaux taux directeurs. Elle dégage ainsi l'horizon monétaire en Europe. La Banque de France ne devrait pas se tenir à l'écart de ce mouvement

APRÈS QUATRE MOIS de statu quo, la Bundesbank a annoncé, jeudi 18 avril, une baisse d'un demi-point de ses deux principaux taux directeurs. L'escompte, qui constitue le taux minimum auquel les établissements financiers allemands peuvent se refinancer auprès de l'Institut d'émission, a été ramené de 3 % à 2,5 %, son plus bas niveau historique. Le Lombard, taux plafond qui revêt une importance moindre en période de détente monétaire, a pour sa part été ramené de 5 % à 4,5 %. Enfin, le taux des prises en pension (REPO), qui détermine directement les rendements du marché monétaire outre-Rhin, n'a pas été modifié. Il reste fixé à 3,30 % pour les deux prochaines semaines, signe que la Bundesbank reste vigilante et qu'elle ne s'engage pas dans une politique de relance monétaire à tout va.

Le geste de la Bundesbank a été bien accueilli - sans enthousiasme excessif toutefois - par les marchés financiers. La Bourse de Francfort s'est appréciée de 0,45 %, jeudi, et celle de Paris de 0,52 %. Les rendements des emprunts à long terme se sont légèrement détendus, celui de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans passant de 6,60 % à 6,52 %. La monnaie allemande a pour sa part bien résisté. Après un court accès de faiblesse, jeudi après-midi, elle remontait vendredi matin à 1,5020 mark pour 1 dollar et 3,3940 francs. Cette fermeté du deutschemark constitue un sujet de déception pour la Bundesbank, qui avait espéré que son geste allait permettre de corriger la surévaluation de sa devise

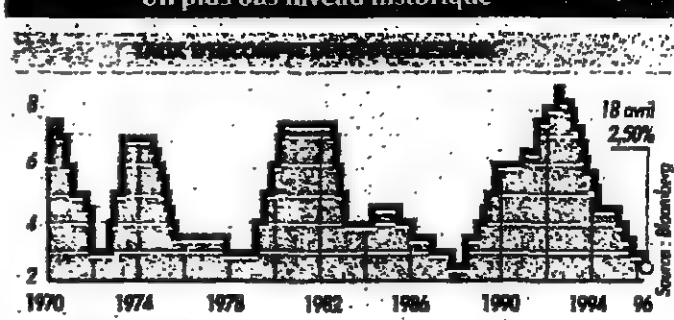
qui met à mal la compétitivité des entreprises allemandes. La décision de la Bundesbank, qui a mis fin à une longue période d'immobilisme monétaire outre-Rhin - le taux d'escompte et le taux Lombard étaient inchangés depuis le 14 décembre -, n'a pas constitué une véritable surprise pour les spécialistes. Depuis deux semaines, le président de la Bundesbank Hans Tietmeyer et le directeur des études économiques Omar Issing avaient, par de multiples déclarations, préparé les investisseurs à une action prochaine. Les experts du fonds monétaire international (FMI) avaient pour leur part estimé, mercredi 17 avril, qu'il existait encore une marge de détente monétaire en Allemagne.

ENVOIÉE DU CHÔMAGE

La Bundesbank a officiellement justifié son action par « les perspectives favorables d'inflation ». Hans Tietmeyer a observé que « les pressions sur les prix en Allemagne s'étaient généralement allégées et que les accords salariaux conclus récemment permettaient d'espérer que la stabilité des prix serait maintenue ». Il a également cherché à rassurer les investisseurs au sujet de la forte croissance de la masse monétaire. « La volatilité de la masse monétaire est un problème à court terme, mais ce n'est pas, pour la banque centrale, un problème pour la poursuite de ses objectifs à moyen terme ». L'agréat de monnaie M3, censé guider les décisions de la banque centrale allemande, a progressé de 12,2 % au mois de mars, soit bien au-dessus de l'objectif de progression, compris entre 4 % et

7 %, que s'est fixé la Bundesbank pour l'année 1996. Les économistes estiment toutefois que la baisse du taux d'escompte et du taux Lombard est d'abord destinée à venir au secours d'une croissance défailante. Elle confirme indirectement la gravité de la situation économique outre-Rhin. Selon les prévisions du FMI, la progression du produit intérieur brut (PIB) devrait être limitée à 1 % cette année en Allemagne. Ce déficit de croissance se traduit par une envolée du chômage (+ 300 000 nouveaux demandeurs d'emploi en quatre mois) et par une dérive des finances publiques (le déficit a atteint 3,6 % du PIB en 1995, au-delà du critère de 3 % exigé par le traité de Maastricht). Le geste de la Bundesbank peut aussi être interprété comme une façon de saluer l'ambitieux plan d'économies budgétaires (50 milliards de marks, 170 milliards de francs) annoncé en début de semaine par Bonn. L'assouplissement monétaire viendrait compenser une rigueur

Un plus bas niveau historique



Le geste de la Bundesbank confirme indirectement la gravité de la situation économique en Allemagne.

budgétaire accrue. Commentant la décision de l'Institut d'émission, le ministre des finances Theo Waigel a d'ailleurs salué l'initiative de la Bundesbank. Si elle a été motivée par des considérations d'ordre interne, la baisse des taux directeurs allemands n'en présente pas moins d'importantes conséquences sur

l'environnement monétaire en Europe.

DÉTENTE

Elle constitue une très bonne nouvelle pour l'avenir de la monnaie unique et contredit la thèse selon laquelle la Bundesbank, pour préserver son existence, chercherait à saboter l'édification de l'union

économique et monétaire européenne (UEM) en maintenant une politique monétaire trop restrictive. Sa décision dégage l'horizon monétaire en Europe. Le taux REPO, actuellement à 3,30 %, devrait progressivement se rapprocher du taux d'escompte, ce qui entretiendra pendant de longs mois une atmosphère de détente monétaire sur le Vieux Continent. Dès jeudi, les banques centrales d'Autriche, de Belgique, des Pays-Bas, du Danemark ont abaissé d'un demi-point leurs propres taux directeurs. La Banque de France ne devrait pas se tenir à l'écart de ce mouvement. L'Institut d'émission français pourrait toutefois agir avec moins d'empressement que ses homologues et attendre la prochaine réunion de son conseil, jeudi 25 avril, pour assouplir sa politique monétaire. Les analystes s'attendent à une baisse d'environ 0,25 % du taux des appels d'offres et du taux des prises en pension.

P-A.D.

Les marchés boursiers ignorent le ralentissement de la croissance mondiale

FRANCFORT et Londres battent des records historiques, Tokyo à son plus haut niveau depuis quatre ans, Wall Street résistante à la remontée des taux d'intérêt à long terme, Paris en progression de près de 12 % depuis le début de l'année : les opérateurs des marchés boursiers ne semblent guère accorder de crédit aux économistes qui prédisent un ralentissement du rythme de croissance de l'économie mondiale cette année. Selon les prévisions de la banque américaine Goldman Sachs, la progression du produit intérieur brut (PIB) dans l'ensemble des pays de l'OCDE devrait être limitée à 1,7 % en 1996 après 2,6 % en 1995 et 2,8 % en 1994. Au vu des données économiques, le bon comportement général des places boursières internationales peut apparaître paradoxal. Il cache également d'importantes disparités.

Wall Street a perdu la belle sérénité qu'elle affichait en 1995, lorsqu'elle volait de record en record. Si la Bourse new-yorkaise s'est appréciée de 9,83 % depuis le début de l'année, elle a fait preuve, au cours des dernières semaines, d'une grande fébrilité : l'indice Dow Jones de ses valeurs vedettes a cédé 171 points le 7 mars, 88 points le 8 avril, 75 points le 10 avril, 70 points le 17 avril.

ÉPARGNE NOUVELLE

Les craintes d'un retour de l'inflation, alimentées par la hausse des matières premières énergétiques et agricoles, et les tensions sur les taux d'intérêt à long terme qui en ont découlé, sont à l'origine de cette nervosité. Les investisseurs se souviennent que le krach d'octobre 1987 de la Bourse américaine avait été précédé par une remontée brutale des rendements obligataires. Toutefois, estiment les experts de la banque Indosuez : « Le krach tant attendu ne devrait pas se produire, même si l'on imagine mal que la Bourse américaine reprenne dans les prochains mois un sentiment aussi dynamique qu'en 1993. »

Paris bien placée

De toutes les grandes places boursières mondiales, Paris enregistre une des plus fortes progressions depuis le début de l'année :

1 - Francfort :	+12,50 %
2 - Amsterdam :	+11,99 %
3 - Paris :	+11,43 %
4 - Tokyo :	+10,31 %
5 - Madrid :	+9,75 %
6 - Stockholm :	+9,52 %
7 - Zurich :	+9,20 %
8 - New York :	+8,49 %
9 - Londres :	+3,56 %
10 - Milan :	+3,38 %

Source : Bloomberg

Wall Street semble protégée par l'engouement intact des ménages américains pour les placements boursiers, engouement reflété par l'afflux continu de capitaux dans les fonds mutuels, l'équivalent américain des SICAV. Leurs actifs cumulés ont dépassé pour la première fois 3 000 milliards de dollars (15 000 milliards de francs) à la fin du mois de février. La Bourse new-yorkaise est également soutenue par les bons résultats des entreprises américaines au premier trimestre. Le constructeur automobile Chrysler a annoncé un bénéfice net par action de 2,61 dollars quand les analystes anticipaient à 2,35 dollars. Citicorp, le groupe bancaire, a annoncé un bénéfice net de 1,75 dollar par action, contre 1,72 dollar prévu. Enfin, la société informatique IBM a enregistré un bénéfice de 2,48 dollars par action (2,41 dollars attendus).

DÉFAICTION POUR LES SICAV

Au Japon, la nette reprise de l'économie semble être le principal moteur de la hausse de la Bourse de Tokyo. Après plusieurs années de quasi-stagnation, l'économie nipponne devrait connaître un vif rebond en 1996. Selon les économistes de Merrill Lynch, le PIB nippon devrait progresser de 3,5 % après 0,5 % en 1995, aidé par la reprise du dollar face au yen (+ 36 % sur un an), qui favorise les exportations des entreprises japonaises. La hausse de l'indice Nikkei - 9,8 % depuis le début de l'année - contribue au redressement financier des banques japonaises, qui possèdent de très importants portefeuilles de valeurs mobilières. L'amélioration de l'état de santé du système bancaire japonais, à laquelle contribue également une politique monétaire extrêmement souple, est de nature à rassurer les investisseurs étrangers et à attirer les capitaux non résidents à la Bourse de Tokyo. Selon Goldman Sachs, l'indice Nikkei se situerait à 23 000 points dans un an.

Si, comme les japonais, les entreprises européennes bénéficient de la reprise du dollar, elles sont confrontées à un environnement économique nettement moins favorable. La croissance du produit intérieur brut devrait être limitée à 1,3 % en France cette année et à 1 % en Allemagne après respectivement 2,4 % et 1,9 % en 1995. Parallèlement, la révision à la baisse des perspectives de résultats des entreprises européennes se poursuit, selon le cabinet d'études Associés en finance. Les prévisions de bénéfices par action (BPA) pour 1996 ont été revues en baisse de 2,2 % au mois de mars.

Toutefois, « la stagnation de l'activité en Allemagne et en France est

déjà prise en compte dans les prix des actifs boursiers », estiment les spécialistes de la Caisse des dépôts. Les marchés boursiers européens devraient profiter, en outre, du maintien de politiques monétaires très accommodantes. La Bundesbank a annoncé, jeudi 18 avril, une baisse d'un demi-point de ses deux principaux taux directeurs. La diminution des rendements réduira le coût de financement des achats d'actions en même temps qu'elle diminuera l'attrait des titres à taux fixe. En France, en particulier, les SICAV actions, dont l'encours se si-

tuait à 255,4 milliards de francs fin mars, pourraient tirer profit d'une désaffection des ménages pour les SICAV monétaires (1 028 milliards de francs), qui rapportent désormais environ 4 %. Dans ces conditions, les analystes de la banque Indosuez voient l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris se situer dans un an à 2 210 points et l'indice DAX de la Bourse de Francfort à 2 750 points, soit des hausses respectives de 6 % et de 9 % par rapport à leurs niveaux actuels.

P-A.D.

COMMENTAIRE FAILLIBLE

La Bundesbank a longtemps joui d'une réputation inégalée sur les places financières. Les investisseurs étaient impressionnés par sa capacité à imposer la sagesse salariale aux partenaires sociaux et la rigueur budgétaire au gouvernement. Ils étaient admiratifs devant son aptitude à assurer à l'Allemagne une croissance sans inflationnisme et se montraient rassurés par son orthodoxie monétaire.

Le passé récent a terni cette image. Les salaires se sont envolés au début des années 90 outre-Rhin, tandis que les finances publiques ont dérapé. Pis, comme le soulignent les experts FMI, la politique monétaire exagérément restrictive que la Bundesbank a menée depuis plusieurs années est pour partie responsable de la crise que connaît l'économie allemande.

La Bundesbank n'a pas pris conscience assez vite que le ralentissement de l'inflation constituait un phénomène mon-

dial. Elle s'est entêtée à lutter contre un mal qui avait perdu de sa virulence, faisant souffrir inutilement les économies européennes. Que le Royaume-Uni ait ramené la hausse de ses prix à 2,7 % relative la victoire obtenue par la Bundesbank sur les tensions inflationnistes nées de la réunification allemande.

Prise à son propre piège du mark fort, qui a mis à mal la compétitivité allemande, la Bundesbank a trop tardé à compenser la surévaluation de sa devise par une baisse de ses taux directeurs. Tout au long de l'année 1995, elle s'était évertuée à répéter que les difficultés économiques de l'Allemagne n'avaient rien à voir avec celles du Japon, et qu'il n'y avait aucune raison pour elle de mener une politique monétaire aussi souple que l'Institut d'émission nippon. Elle s'y résout alors même que son indicateur fétiche, l'agréat monétaire M3, s'envole. Ses erreurs d'hier forcent aujourd'hui la Bundesbank à troubler son image de reine de l'orthodoxie.

Pierre-Antoine Delhommeaux

L'ECLAIRAGE TECHNIQUE-ECLATEC S.A.

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 30.302.000 Francs

Siège social : 163, avenue Galliéni - 93179 BAGNOLET
RCS BOBIGNY B 352 031 843

AVIS PREALABLE A LA MISE EN VENTE DE TITRES NON RECLAMES

Aux termes d'une délibération en date du 26 février 1996, le

Directoire :

A décidé, conformément aux dispositions de l'article 266-1 de la loi du 24 juillet 1966 et aux articles 205-1 et 205-2 du décret du 23 mars 1967, la mise en vente aux enchères publiques des titres non réclamés dans un délai de deux ans suivant la date de publication du présent avis.

Le Directoire demande aux ayants droits des titres non réclamés de faire valoir leurs droits dans ce délai de deux ans et les informe que la Société procédera à la vente à l'expiration du délai. A défaut de cette vente, les ayants droits ne pourront plus prétendre qu'à la répartition en numéraire du produit net de ladite vente, qui sera tenu à leur disposition, pendant dix ans, à un compte bloqué ouvert dans les livres du CREDIT LYONNAIS.

A compter de cette vente, les titres anciens non présentés ou les anciens droits aux distributions ou attributions seront en tant que besoin annulés et leurs titulaires seront dessaisis de leurs droits sur ceux-ci.

Le Directoire.

Ecureuil Trimestriel

SICAV OBLIGATIONS FRANÇAISES POUR COMPLETER VOS REVENUS CHAQUE TRIMESTRE

Cliôture de l'exercice comptable 1995

Le conseil d'administration de la Sicav, réuni le 27 février 1996, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 29 décembre 1995. Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 24 avril 1996.

Montant des acomptes trimestriels en 1996

Le revenu trimestriel par action est de 34 F net pour les versements de février, mai, août et novembre 1996.

Performances au 29.12.1995 (dividendes nets réinvestis)

+ 10,60 Sur 1 an + 48,53 Sur 5 ans

Politique de gestion

Ecureuil Trimestriel a pour objectif d'offrir chaque trimestre un revenu élevé, régulier et connu à l'avance. Tout en maintenant une exposition prudente aux variations du marché, sa gestion a su bénéficier de la forte progression des cours des obligations en 1995 et offre sur 5 ans, durée moyenne de placement conseillée, une performance intéressante.

Valeur de l'action au 29.03.96 : 1 952,42 F

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.

CAISSE D'ÉPARGNE

Je m'inscris

Marseille-Vienne

Lille-Barcelone

Paris-Düsseldorf

Paris-Stuttgart

Bordeaux-Munich



CITROËN XM, la première voiture où le confort est pensé comme un élément de sécurité.



CITROËN préfère **TOTAL** Modèle présenté XM V6-24. * Tarif conseillé du 31/03/96. AM 96.

Vous auriez
si vous

Les roues, à l'arrière, sont
à l'avant, à l'arrière, à l'arrière
à l'arrière, à l'arrière, à l'arrière
à l'arrière, à l'arrière, à l'arrière

142 francs pour une
pour le passage de la ligne
à l'arrière, à l'arrière, à l'arrière

هكذا بين الامثل

LE MONDE / SAMEDI 20 AVRIL 1996 / 17

**Vous auriez l'air moins marqué par les kilomètres
si vous rouliez en Citroën XM.**

Sur la route, il existe un danger majeur, un danger qui vient de l'intérieur : la fatigue du conducteur. C'est pourquoi Citroën a conçu la XM avec sa suspension exclusive qui supprime mieux qu'aucune autre les vibrations de la route, principales causes de la fatigue au volant. L'ergonomie de son espace intérieur permet d'optimiser votre position de conduite, donc votre confort, donc votre vigilance. Ce qui fait de la Citroën XM la première voiture où le confort est un élément de sécurité.

A partir de 165 600 francs* pour votre confort et votre sécurité, la Citroën XM est équipée en série de la climatisation, des airbags Citroën conducteur et passager, de la direction assistée avec volant réglable en hauteur et en profondeur et du siège conducteur à hauteur réglable. Informations clientèle sur le 3615 Citroën (1.29 F/mn) ou au 36 63 90 00.

Les frictions sectorielles (photo, assurances, semi-conducteurs) ont perdu de leur importance

abordés lors de la visite du président américain à Tokyo. Bill Clinton a quitté la capitale nipponne jeudi 18 avril.

Philippe Pons

Les problèmes qui subsistent ne doivent en tout cas pas porter ombrage aux retrouvailles américano-japonaises: une réunion à la chambre de commerce américaines à Tokyo où, en présence du secrétaire au commerce, Mickey Kantor, des orateurs devaient faire part de leurs réserves sur le futur des échanges commerciaux et l'état de la déréglementation au Japon, a été inopinément fermée aux médias. Du «*matraquage*», Washington passe à l'harmonie affichée et «*célèbre l'une des plus fructueuses relations bilatérales de l'histoire*».

Philippe Pons

de salaire

l'amendement voté par la CFDT lors de son congrès à Montpellier en 1995, qui préconise le recours à une loi-cadre pour arriver à une 32 heures, la FGMM revendique aussi une loi-cadre. Elle se fixe quatre ans pour atteindre les 32 heures. Par le second amendement, elle se donne comme but d'atteindre la réduction du temps de travail, sans perte de salaire. Enfin, un amendement a été voté

pour critiquer l'appréciation positive faite par la FGMM du plan Juppé sur la Sécurité sociale. La Fédération approuve désormais les « intentions » du plan Juppé et non plus les « mesures » de ce plan, marquant un virage par rapport à la position défendue par la direction de la FGMM jusqu'ici.

Alain Beuve-Méry

COMMUNIO

Je tiens à remercier les dirigeants de la SODEXHO, qui nous ont fait une proposition d'une grande qualité, avec le souhait qu'ils respecteront la volonté qui a toujours été la leur de ne pas faire obstacle aux choix du management de l'entreprise EUREST FRANCE.

Francis Mackay, Chief Executive de COMPASS Groupe PLC a ajouté : "Nous nous félicitons du choix d'EUREST FRANCE qui rejoint ainsi sa famille naturelle. COMPASS mettra à la disposition d'EUREST FRANCE, ses ressources dans les domaines financiers, marketing et branding. Je partage donc la confiance et l'enthousiasme de Philippe Durand-Daguin et de ses équipes, quant aux perspectives de développement d'EUREST FRANCE dans un cadre de continuité et de sérénité, et les assure pour le futur de mon total soutien".

■ **JAPON** : la police nipponne a procédé à une première arrestation dans le cadre de l'affaire des « jusens », ces sociétés de financement de l'immobilier dont la liquidation coûtera au minimum 35 milliards de francs aux contribuables nippons. Le PDG de la société Sueno Kosan, l'un des plus gros emprunteurs auprès des sept « jusens », aurait été arrêté et écroué le 18 avril.

[illegible]

La Compagnie générale des eaux signe un exercice de transition

Jean-Marie Messier va être nommé président

Après une perte nette de 3,7 milliards de francs en 1995, le futur président promet « un résultat net largement positif en 1996 ». Le groupe va se concentrer sur

l'eau, la production d'énergie et les télécommunications. Les secteurs de la propriété et des transports vont bénéficier d'une nouvelle autonomie.

OFFICIELLEMENT, les comptes 1995 de la Compagnie générale des eaux sont encore, pour la dernière fois, l'œuvre de son président, Guy Dejouany. Mais ils portent déjà la marque de son successeur désigné, Jean-Marie Messier : ronds dans la forme mais fermes sur le fond.

La première année de travail de Jean-Marie Messier, en tant qu'administrateur-directeur général, a été consacrée aux dossiers les plus explosifs pour la Générale des eaux. Et 1995, avec une perte nette de 3,7 milliards de francs, restera comme « une année exceptionnelle de transition dans l'histoire du groupe ». Dès 1996, Jean-Marie Messier promet « un résultat d'exploitation proche de celui de 1994, soit 3,7 milliards, et un résultat net largement positif ».

Le nettoyage a commencé en priorité par l'immobilier. Tous les engagements du groupe dans le secteur ont été étudiés. L'immobilière Phénix a été liquidée. Les 500 filiales immobilières du groupe, jusqu'alors sans grand contrôle, ont été fusionnées au sein d'une seule entité, la Compagnie générale d'immobilier et de services (CGIS). Au passage, les responsables en délicatesse ont été éliminés. L'addition de cette réorganisation s'élève à 7,2 milliards de francs de provisions exceptionnelles pour 1995, après 3 milliards en 1994.

Les déboires inattendus de la filiale CBC en Allemagne (500 millions de francs de pertes) ont conduit Jean-Marie Messier à adopter la même attitude pour la branche BTP de la Générale des eaux (1,1 milliard de francs de pertes en 1995). CBC a ainsi été retirée de la Bourse et tous les dossiers du pôle sont vérifiés. La restructuration, qui doit voir le jour

dans quelques mois, se fera comme dans l'immobilier et marquera aussi la fin de la volonté d'expansion du groupe dans le secteur.

Pour Jean-Marie Messier, la cause est entendue : la Générale des eaux n'a plus les moyens financiers de se disperser dans une multitude de métiers. Définissant le groupe « comme une firme internationale moyenne », malgré ses 163 milliards de francs de chiffre d'affaires, il entend le recentrer sur trois axes majeurs : l'eau et la production d'énergie, qui doivent se développer sur les marchés internationaux, et les télécommunications. Même dans ces métiers prioritaires, la liberté d'action qui était laissée aux responsables a disparu. Tous ont été pris de faire un ménage vigoureux dans leurs actifs.

RECHÈCHES EN ORDRE

L'an dernier, le groupe, hors immobilier, a ainsi réalisé 5,3 milliards de francs de désinvestissement. Parallèlement, les investissements ont été ramenés à 18,1 milliards de francs, contre 24,8 milliards en 1994.

Les désengagements devaient s'accroître cette année. Le groupe va également poursuivre la rationalisation de ses filiales cotées. Depuis le 1^{er} janvier 1995, la CIP et la Siche ont été retirées de la cote, la CBC fait l'objet d'une offre de retrait. Jeudi 18 avril, Jean-Marie Messier a par ailleurs annoncé le lancement d'une offre publique d'échange sur les actions de la CGEA, la filiale propriété et transport du groupe (à raison de 11 actions CGE contre 5 actions CGEA, soit une prime de 20 %).

Autre remise en ordre, les règles de fonctionnement internes, comme celles en vigueur pour les contrats, ont été radicalement changées. Désormais, les métiers de l'eau doivent privilégier les contrats d'exploitation simple plutôt que les concessions, trop gourmandes en investissements. Dans la production d'énergie, le groupe, qui jusqu'alors faisait cavalier seul, s'est allié, en février dernier, avec la maison de courtage japonaise Marubeni pour assurer son développement international.

Ces modifications traduisent un véritable changement de culture. Habitée à vivre sur le « cash-flow » généreux de la distribution d'eau, la Générale des eaux évoluait dans une logique de rendement différé, sans trop se soucier ni de son endettement ni de ses engagements pris sur l'avenir.

Seul le secteur des télécommunications échappe à cette loi d'airain. En plein développement, il a capté l'an dernier 5 milliards d'investissement. En 1996, un tiers des

Jean Peyrelevade met en avant les progrès du Crédit lyonnais

Le président de la banque publique a annoncé une poursuite du recentrage et de l'organisation par métiers afin de « muscler sa capacité commerciale et concurrentielle »

AFIN de répondre aux critiques du gouvernement qui demandait, au début du mois, au Crédit lyonnais « d'aller plus loin » dans ses restructurations, au lieu d'attendre des aménagements au plan de sauvetage, Jean Peyrelevade, le président de la banque publique, a voulu démontrer, jeudi 18 avril au cours d'une conférence de presse, le chemin parcouru. Un « constat d'étape » qui avait été fait quelques heures auparavant devant 800 cadres supérieurs.

Les critiques les plus vives du ministère de l'économie avaient porté sur les réductions de coûts et d'effectifs, « qui ne se voient pas beaucoup de l'extérieur ». M. Peyrelevade a précisé que la banque avait réduit en 1995 ses coûts sur un rythme bien plus rapide que les autres banques. La diminution des frais généraux (13 % par an, soit 1 milliard de francs) devrait se prolonger avec un peu plus de 1 milliard d'économie en 1996.

Concernant les réductions d'effectifs, le président du Lyonnais affirme que « si, économiquement, nous pourrions aller plus vite, so-

cialement, nous ne le pouvons pas ». L'objectif principal de M. Peyrelevade est de « muscler sa capacité commerciale et concurrentielle ». Ainsi, la vocation de banque de particuliers en France est confirmée, mais une adaptation plus fine des services aux catégories de clientèle sera opérée afin d'améliorer la rentabilité d'exploitation. La banque publique devrait également développer rapidement des services de banque par téléphone.

DÉMENTI

Le Crédit lyonnais entend persévérer dans les secteurs où il est en pointe, comme le financement de projets et d'actifs, les activités sur les marchés d'actions, le métier de banque de grandes entreprises, le métier de traitement des flux (mouvements de trésorerie, encaissement...) et la gestion d'actifs pour compte de tiers. Dans des domaines jugés beaucoup moins rentables, comme celui de banque des PME, l'activité restera cantonnée à la France et à quel-

ques pays européens (Italie, Allemagne...). Enfin, le président du Crédit lyonnais a démenti toute tentative de « dissimulation » lorsque la banque publique a placé au Luxembourg, dans une structure opaque, le groupe de casinos Emeraude (Le Monde du 18 avril). M. Peyrelevade a précisé que le montage final de cette opération avait été réalisé en avril 1995, alors que le consortium de réalisation (CDR) chargé de vendre les actifs de la banque publique était encore sous l'égide de la banque. « Pendant cette longue période, pour des raisons évidentes, je n'avais pas envie en tant que banquier d'avoir des casinos en gestion directe », a expliqué M. Peyrelevade.

C'est la raison pour laquelle le Crédit lyonnais a créé une société écran en commandite. « A partir de septembre, j'ai moi-même expliqué à M. Rouger le montage, et il est aujourd'hui propriétaire de la société qui possède ces casinos », a-t-il ajouté.

E. L.

Les chiffres de l'exercice 1995

- Seul le chiffre d'affaires progresse de 3,4 %, à 163 milliards de francs.
- Le résultat d'exploitation chute de 54 %, à 1,7 milliard de francs. Sans l'immobilier, le résultat d'exploitation aurait progressé de 3 %, et de 10 % en excluant en plus les télécommunications.
- Le résultat financier est déficitaire de 3,4 milliards de francs (contre 2,2 milliards l'an dernier), sous l'effet notamment d'une augmentation de l'endettement net (53,8 milliards de francs, contre 47,6 milliards).
- Au total, le résultat net plonge dans le rouge, avec une perte de 3,7 milliards de francs, contre un résultat positif de 3,3 milliards l'année précédente.

Les chemins de fer néerlandais confirment leur retour à la rentabilité

AMSTERDAM de notre correspondant Si le rythme est plus proche du tortillard que du TGV, il n'en reste pas moins que les Nederlandse Spoorwegen (NS), les chemins de fer néerlandais, sont sur la voie du redressement financier. Alors que 1992 s'était soldé sur le déficit record de 192 millions de florins, les NS n'ont eu de cesse de remonter la pente. Ils sortaient du rouge en 1994 en affichant un bénéfice net de 76 millions (230 millions de francs). L'an dernier, celui-ci s'est monté à 98 millions de florins. D'autres signaux passent du rouge au vert. Le résultat d'exploitation est passé de 361 à 485 millions de florins, malgré la baisse de la subvention gouvernementale, fixée l'an dernier à 120 millions et cette année à 60 millions, et devant disparaître complètement en l'an 2000, conformément au contrat de plan dominant l'autonomie financière aux NS. Par ailleurs, la rentabilité de la branche voyageurs a augmenté, malgré une légère baisse du nombre d'usagers : 14 milliards de voyageurs annuels

au kilomètre. Les grandes gares, plus accueillantes, abritent de plus en plus de boutiques.

Rob den Besten, président des NS, se garde bien cependant de crier victoire. La compagnie va ainsi investir en cinq ans 4,5 milliards de florins, notamment pour attirer plus d'usagers et en finir avec les retards jugés trop fréquents par les clients et par la direction. Les NS doivent aussi s'atteler au rétablissement de la branche fret, dont la rentabilité est faible : un résultat d'exploitation de 8 millions de florins pour un chiffre d'affaires de 372 millions.

Rentabilité, telle est l'autre priorité de Rob den Besten. Celle-ci se monte pour 1995, à 3 % environ. Le président des NS souhaite atteindre 10 %, entre 2002 et 2005 : « Alors nous serons intéressants pour les investisseurs ». Rob den Besten souhaite à terme introduire la compagnie en Bourse, « mais je ne peux pas encore dire exactement quand et quel pourcentage sera mis sur le marché ».

Alain Franco

Dans les Agences France Télécom jusqu'au 30 avril 96

990 F TTC

ERICSSON GSM



Ericsson Lisa 9242 : maintenant, son prix est aussi petit et léger que lui.

France Telecom

■ À TOKYO, vendredi 19 avril, après trois séances consécutives de repli, l'indice Nikkei a gagné 71,34 points à 21 883,84 points, soit une progression de 0,33 %.

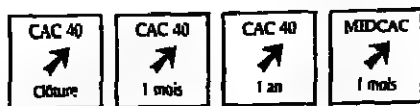
■ L'OR a ouvert en baisse vendredi 19 avril sur le marché international de Hongkong, à 390,20-390,50 dollars l'once contre 391,25-391,55 dollars la veille à la clôture.

■ LA PIÈCE D'OR sud-africaine Kruggerand sera cotée à partir du 26 avril sur le marché parisien. Les transactions porteront sur une quantité minimale de cinq pièces.

■ LA BUNDESBANK a abaissé jeudi d'un demi-point ses taux directeurs, ramenant le taux d'escompte à 2,50 % et le Lombard à 4,50 %, leur plus bas niveau depuis décembre 1987.

■ LA FRANCE a donné jeudi l'assurance que le franc CFA restera lié au franc français après le passage à la monnaie unique européenne en vertu du traité de Maastricht.

LES PLACES BOURSIÈRES



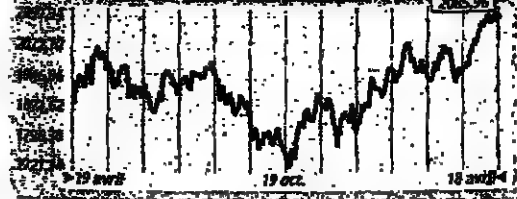
Prises de bénéfice à la Bourse de Paris

DES PRISES DE BÉNÉFICE pesaient vendredi 19 avril à la Bourse de Paris. En hausse de 0,09 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure et quart plus tard un repli de 0,24 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises affichaient en moyenne une baisse de 0,27 % à 2 080,26 points.

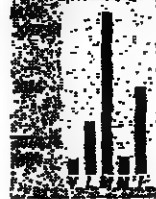
Les intervenants notent que l'indice CAC 40 bute toujours sur le seuil des 2 100 points qu'il ne réussit pas à franchir depuis plusieurs semaines. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires qui avoisine les deux milliards de francs dont 1,4 milliard de francs sur les valeurs de l'indice CAC 40.

Les résultats 95 et les perspectives 96 des groupes annoncés actuellement continuent à rythmer le marché. L'annonce d'une hausse de 22,33 % des résultats au premier trimestre de Roussel Uclaf entraîne une progression de 3,9 % du titre au plus haut de l'année à 1 247 francs. Sidel montrait de 5,4 %, se retrouvant ainsi en tête des hausses à 1 246 francs dans un

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours



marché de 22 000 titres. La Générale des eaux gagnait 3,8 % à 548 francs après l'annonce de Jean-Marie Messier à la tête du groupe de services. On notait éga-

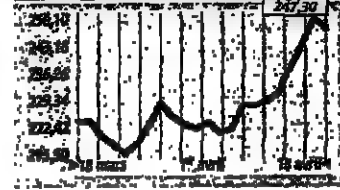
lement la baisse de 4 % du Crédit lyonnais et le recul de 4,4 % de Guillebert après l'annonce d'une hausse de 9,2 % des résultats de 1995.

Schneider, valeur du jour

LE TITRE Schneider a fait l'objet d'une attention particulière jeudi 18 avril à la Bourse de Paris. Plus de 2,6 millions de titres ont été traités, dont plus d'un million sous la forme d'applications. La plus importante a porté sur un bloc de 750 000 titres à 247 francs, et plusieurs de 100 000 titres ont été réalisés. L'action a terminé la séance à 247,30 francs, en repli de 1,12 %.

Pour les intervenants, qui relèvent que Cheuvreux de Virieu et DB Bourse sont très actifs sur la va-

Schneider sur un mois



Petite reprise à Tokyo

APRÈS trois séances consécutives de baisse modérée, la Bourse de Tokyo a renoué avec la hausse, vendredi 19 avril. L'indice Nikkei a gagné 71,34 points, à 21 883,84 points, soit une progression de 0,33 %.

La veille, trépidée entre la publication des résultats de sociétés et une remontée des taux d'intérêt à long terme après la publication du rapport de la Réserve fédérale de Philadelphie, Wall Street a terminé à l'équilibre. L'indice Dow Jones a gagné 1,81 point, soit 0,03 %, à 5 551,74 points. La publication par McDonnell Douglas, Sears et Bell Atlantic de résultats meilleurs que prévu pour le premier trimestre a compensé l'impact négatif de la tension sur le marché obligataire provoqué par le rapport de la FED, qui a ravivé les craintes d'ac-

célération de l'inflation. En Europe, la Bourse de Londres a terminé sur un gain de 0,4 %, l'indice Footsie s'appréciant de 15,1 points, à 3 820,7 points. Après un début de séance hésitant, la Bourse de Francfort a terminé en hausse, stimulée par la baisse d'un demi-point des taux directeurs de la Bundesbank. L'indice DAX a gagné 0,45 % à 2 535,52 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 18/04	Cours au 19/04	Var. %
Paris CAC 40	2080,26	2080,26	+0,09
New York DJ	5551,74	5551,74	+0,03
Tokyo Nikkei	21883,84	21883,84	+0,33
Londres FT100	3820,7	3820,7	+0,4
Francfort DAX	2535,52	2535,52	+0,45
Bruxelles C20	896,25	896,25	+0,28
Amsterdam AEX	1724,94	1724,94	+0,07
Madrid IBEX 35	351,37	351,37	+0,35
Stockholm OMX	1480,48	1480,48	+0,4
Londres FT30	2847,20	2847,20	+0,80
Hong Kong Hang S.	10909,30	10909,30	+0,49
Singapour Straits	2387,22	2387,22	+0,67

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	18/04	19/04
Alcoa	64,50	64,12
American Express	47	47,87
Allied Signal	37,63	36,75
AT & T	60,75	61,37
Bristol-Myers	14	14
Boeing	87,30	87,30
Caterpillar Inc.	65,25	67,75
Chevron Corp.	55,50	56
Colgate	79,50	80,12
Disney Corp.	62,87	62,50
Du Pont Nemours & Co	63,62	63,62
Eastman Kodak Co	74,50	72,75
Exxon Corp.	81,87	83,50
Gen. Motors Corp.	54,50	54
Gen. Electric Co	79,25	78,25
Goodrich & Rubber	51	50,50
IBM	108,37	105,25
Intl Paper	40,62	40,50
J.P. Morgan Co	81	80,75
Mc Don Douglas	90,62	87,87
Merck & Co Inc.	61,25	60,37
Minnesota Mining & Mfg	64,62	64,62
Philip Morris	89,50	89,75
Procter & Gamble Co	84,37	84
Sears Roebuck & Co	51,87	52,25
Teaco	84,37	85,12
Union Carb.	48,75	48,25
Unilever	110	110,12
Westinghouse Electric	18,62	18,62
Woolworth	18	17,87

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

	18/04	19/04
Allied Lyons	5,04	5,08
Barclays Bank	7,43	7,48
B.A.T. Industries	5,94	5,10
British Aerospace	6,80	6,87
British Airways	5,57	5,57
British Gas	2,40	2,39
British Petroleum	5,80	5,85
British Telecom	3,79	3,72
B.T.A.	3,17	3,19
Canary Wharf	5,11	5,08
Canary Wharf	0,72	0,71
Porta	3,70	3,50
Glaxo	8	7,95
Grand Metropolitan	4,48	4,40
Guinness	4,71	4,65
Hanson Plc	1,86	1,97
Imperial Chemical	7,10	7,10
Legal	7,10	6,99
Marl & Spencer	4,30	4,31
National Westminster	6,31	6,38
Peninsular Oriental	5,28	5,28
Rover	7,77	7,73
Saatchi & Saatchi	1,30	1,30
Shell Transport	8,73	8,76
Smith Barney	6,42	6,44
Tate and Lyle	4,91	4,95
Unilever Ltd	12,07	12,08
Zaruka	19,34	19,47

FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30

	18/04	19/04
Allianz Holding N	2662	2665
Basf AG	421,30	419,10
Bayer AG	310,90	312,10
Bayer AG	37,50	37,28
Bayer AG	45,35	45,45
BMW	629	633
Commerzbank	336,30	334
Continental AG	26,20	26,18
Daimler-Benz AG	832,50	832
Deutsche Bank	350,50	351
Deutsche Bank AG	89	89
Deutsche Bank AG	74,85	75
Dresdner Bank AG	39,40	39,33
Henkel AG	393,50	393,75
Hoechst AG	318	312
Karstadt AG	581	578
Karstadt AG	499	498
Linde AG	964	959
DT. Lufthansa AG	250	244,80
Man AG	420	424
Mannesmann AG	359	354,30
Metalgesellschaft	30,95	31,50
Reuscher AG	424	420,50
Rohr	61,80	60,20
Schering AG	114,65	115,30
Siemens AG	824,50	824,50
Thyssen	282,20	281,70
Veba AG	77,38	77,30
Wag	601	598,50
Wella AG	737	744

New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Francfort, Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX



Hausse du Matif

LE CONTRAT notional du Matif a ouvert en hausse vendredi 19 avril. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin gagnait 10 centimes à 122,46. La veille, le Matif avait salué la baisse des taux directeurs allemands, progressant de 40 centimes à 122,36. Le maintien par la Bundesbank de son taux de prise en pension à 3,30 % a été interprété par les marchés comme sa volonté

d'agir par étapes, laissant une marge pour de nouveaux gestes. Le geste de la Bundesbank, suivi par plusieurs banques centrales européennes, ouvre la voie à une nouvelle baisse de taux de la Banque de France lors de la prochaine réunion de son conseil, le 25 avril. Jeudi, la Banque de France a maintenu son taux d'appel d'offres, qu'elle avait réduit de 0,10 point (à 3,70 %) la semaine passée.

Le franc cédait très légèrement du terrain vendredi 19 avril, au cours des premières transactions interbancaires, notamment face au deutschemark. La devise allemande s'appréciait à 3,3942 francs contre 3,3905 francs la veille. Le dollar, également orienté à la baisse, s'échangeait à 5,0970 francs, 1,5020 deutschemark et 106,80 yens contre respectivement 5,1160 francs, 1,5080 DM, et 107,08 yens jeudi soir.

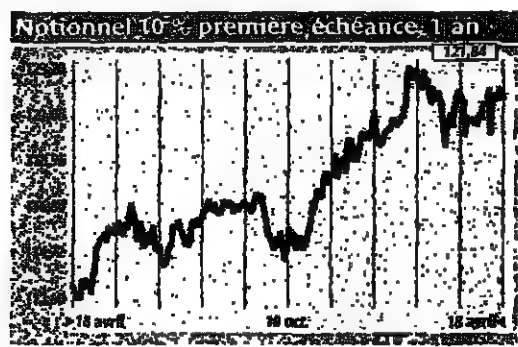
LES MONNAIES



Léger recul du franc

La veille, le franc français avait gagné du terrain après la baisse surprise d'un demi-point des taux de la Bundesbank, donnant ainsi une marge à la Banque de France pour assouplir ses taux la semaine prochaine, geste que recommandait jeudi le Fonds monétaire international. Le dollar avait profité brièvement de la baisse des taux allemands, repassant la barre des 1,51 DM, mais il s'est replié en fin de journée.

La veille, le franc français avait gagné du terrain après la baisse surprise d'un demi-point des taux de la Bundesbank, donnant ainsi une marge à la Banque de France pour assouplir ses taux la semaine prochaine, geste que recommandait jeudi le Fonds monétaire international. Le dollar avait profité brièvement de la baisse des taux allemands, repassant la barre des 1,51 DM, mais il s'est replié en fin de journée.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 18/04	Taux au 17/04	Indice des prix
Taux 1 an	3,80	3,59	7,39
Taux 3 ans	3,31	3,45	7,17
Taux 5 ans	3,08	3,12	8,30
Taux 10 ans	0,75	0,86	10,73
Taux 30 ans	0,47	0,54	4,75
Taux 50 ans	0,19	0,23	6,82

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 18/04	Taux au 17/04	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,46	5,43	100,34
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,02	6,02	100,39
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,38	6,39	100,80
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,61	6,60	100,62
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,24	7,24	100,58
Obligations françaises	6,86	6,86	100,77
Fonds d'Etat à TME	-1,71	-1,71	100,88
Fonds d'Etat à TRE	-1,31	-1,36	100,57
Obligat. franc. à TME	-1,15	-1,08	100,10
Obligat. franc. à TRE	+0,18	+0,16	100,16

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	3,8750	3,8750	3,8750	3,8750
1 mois	3,85	3,85	3,85	3,85
3 mois	3,85	3,85	3,85	3,85
6 mois	3,85	3,85	3,85	3,85
1 an	3,85	3,85	3,85	3,85
PIBOR FRANCS				
Pibor Franc 3 mois	3,8750	3,8750	3,8750	3,8750
Pibor Franc 6 mois	3,8750	3,8750	3,8750	3,8750
Pibor Franc 9 mois	3,8750	3,8750	3,8750	3,8750
Pibor Franc 12 mois	3,8750	3,8750	3,8750	3,8750
PIBOR EURO				
Pibor Ecu 3 mois	4,5208	4,5208	4,5208	4,5208
Pibor Ecu 6 mois	4,5208	4,5208	4,5208	4,5208
Pibor Ecu 9 mois	4,5208	4,5208	4,5208	4,5208
Pibor Ecu 12 mois	4,5208	4,5208	4,5208	4,5208

MATIF

	échéance 18/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %						
Jul 96	234533	121,84	122,58	121,78	122,36	
Sept 96	612	120,54	121	120,50	121,02	
Déc 96	152	119,26	119,38	119,26	119,50	
Mars 97						
PIBOR 3 MOIS						
Jul 96	53289	95,82	95,82	95,81	95,89	
Sept 96	26790	95,71	95,72	95,68	95,89	
Déc 96	10675	95,65	95,72	95,51	95,70	
Mars 97	5681	95,67	95,67	95,28	95,43	
ECU LONG TERME						
Jul 96	2630	90,96	90,96	90,78	90,78	
Sept 96						

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	échéance 18/04	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Avril 96	27731	2072	2104	2070	2072	
Mai 96	4540	2071	2071	2067	2071	
Juin 96	774	2071	2071	2067	2071	
Sept 96	355	2070	2070	2067	2070	

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	cours 18/04	cours 17/04	achat	vente
DEVOISES				
Allemagne (100 DM)	339,280	340,135	327	338,135
Ecu	6,5500	6,5500	62,615	62,615
Euro (100 F)	16,5155	16,5155	15,9500	15,9500
Belgique (100 F)	309,4200	309,4200	309,4200	309,4200
Italie (1000 L)	3,3685	3,3685	3,3685	3,3685
Danemark (100 kr)	87,8900	87,8900	87,8900	87,8900
Irlande (100 p)	8,0020	8,0020	7,9900	7,9900
Gde-Bretagne (1 L)	7,2280	7,2280	7,3000	7,3000
Grèce (100 drach.)	2,1140	2,1140	1,8500	1,8500
Subite (100 lrs)	75,9200	75,9200	69	69
Suède (100 kr)	416,6500	416,6500	409	409
Norvège (100 kr)	78,6700	78,6700	72,7000	72,7000
Autriche (100 sch)	48,2380	48,2380	46,7000	46,7000
Espagne (100 pes.)	4,0720	4,0720	3,7600	3,7600
Portugal (100 esc.)	3,3050	3,3050	2,9500	2,9500
Canada 1 dollar ca	3,7751	3,7751	3,4800	3,4800
Japon (100 yens)	4,7508	4,7508	4,4700	4,4700
Finlande (mark)	107,8200	107,8200	101,5000	101,5000

L'OR

	cours 18/04	cours 17/04
Or fin (le barre)	64300	64200
Or fin (en lingot)	64750	64650
Once d'Or Londres	391,10	390,50
Pièce française (20F)	371	370
Pièce suisse (20F)	370	370
Pièce Union lat (20F)	372	370
Pièce 20 dollars us	2465	2460
Pièce 10 dollars us	1600	1440
Pièce 50 dollars can	2280	2400

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL Le Paris-Saint-Germain s'est qualifié pour la finale de la Coupe des vainqueurs de coupes en battant, jeudi 18 avril au Parc des Princes, le Deportivo La Corogne

(1-0) en demi-finale retour, c'est-à-dire sur le même score qu'au match aller. ● LES PARISIENS rencontreront en finale, le 8 mai à Bruxelles, l'équipe autrichienne du Rapid de

Vienne, qui s'est qualifiée facilement sur son terrain en écrasant le Feyenoord de Rotterdam (3-0) après avoir obtenu le résultat nul (1-1) à l'aller. ● CETTE FINALE est la pre-

mière de l'histoire du club après trois échecs en demi-finales ces dernières années, mais l'objectif fixé par le dirigeant du PSG pour la saison n'est pas pour autant atteint. Il

reste à gagner ce premier trophée international qui permettrait au club de la capitale de hisser ses résultats sportifs au niveau de sa puissance économique.

Paris-SG se qualifie pour la première finale européenne de son histoire

Victorieux du Deportivo La Corogne (1-0), les joueurs de Luis Fernandez affronteront, le 8 mai à Bruxelles, le Rapid de Vienne, qui a éliminé le Feyenoord de Rotterdam dans l'autre demi-finale

ELLES POUVAIENT enfin chanter l'air du grand soir. Et le match fini, le Parc n'entendait plus qu'elles. Les tribunes laissaient enfler leur joie. D'Autueil à Boulogne, elles avaient à cœur de les lâcher, ces mots tant et tant retenus, la petite phrase magique et pleine de promesses. « On est en finale », hurlait en écho leur gigantesque voix. Enfin la finale. Enfin ce moment espéré à l'aube de chaque saison parisienne, attendu pendant vingt-cinq ans, pleuré mille et une fois dans l'ombre d'un ultime faux pas, d'une partie ratée de justesse, dans la désolation d'un mauvais résultat qui claquait la porte au nez des rêves.

La chronique du football et ses abruptes statistiques retiendra qu'il aura fallu trois demi-finales consécutives au Paris-Saint-Germain de Canal Plus pour atteindre le nirvana du ballon rond. Cette fois, ça y est ! Le PSG la tient, cette finale européenne. Plus besoin de se trotter les yeux. Ce sont bien les hommes de Luis Fernandez, les grognards de cette dernière campagne commencée à l'automne, qui hantent le 8 mai à Bruxelles disputant la Coupe des coupes au Rapid de Vienne. Sur les pelouses des quatre coins de l'Europe, ils ont gagné ce droit d'être les premiers, d'attacher à leur nom un beau brin d'histoire du club.

L'âge et la nostalgie venus, ceux des tribunes se souviendront encore. C'était Patrice Loko. Youri Djorkaeff. Bernard Lama. Ral. Et dix autres encore, ancrés à jamais dans leurs mémoires de supporters.

Parce qu'ils avaient réussi là où d'autres grands noms avaient échoué. Ils avaient fait ce que n'avaient pu faire les Safet Susic ou Mustapha Dahleb, enfants chéris des trépassés.

En ce temps lointain, les grincements n'auraient plus la parole. Il faudrait oublier qu'en ce jeudi 18 avril l'adversaire n'était pas un grand d'Europe, ni même d'Espagne. Que le Deportivo La Corogne semblait traîner sur le terrain tous les maux d'un club dont les joueurs n'aiment plus l'entraîneur, qui, lui-même, ne leur fait plus confiance. Que Bebeto, la vedette brésilienne, ne ressemblait plus qu'à un pâle cousin de l'attaquant inspiré de la dernière Coupe du monde. Que le match avait été étouffant et le football étié.

Il faudra se rappeler que, pour un soir, les Parisiens s'étaient convertis à l'âpre vertu des matches de

combat et de calcul. Qu'ils avaient ouvert une brèche dans le discours offensif de leur entraîneur. Bref, qu'ils avaient finalement compris ce qui fait les bons Européens, ceux dont la conviction s'étend d'efficacité, qui ne cèdent jamais au romantisme du ballon.

À L'ÉCONOMIE

Pour éliminer La Corogne, les joueurs du PSG ont fait ce qu'il fallait. Ni plus, ni moins. Forts de leur but d'avance acquis au match aller, une fois vaincus les crispations d'une première mi-temps sous tension, ils ont suivi leur adversaire à la trace. Pas d'envoie. Pas de folle inutile. Une touche d'inspiration sur le dribble et la passe de Youri Djorkaeff qui offrait le but à Patrice Loko (59^e) ; pour le reste, du football gestionnaire. Le mot revenait dans la bouche de plusieurs Parisiens invités à donner leur point de vue sur

la partie. « On a gagné en rigueur et en concentration », disait par exemple, Alain Roche. « On ne s'est jamais affolé. On a géré notre avance. »

Ce jeu à l'économie a permis d'écartier le dilemme qui s'était installé dans les esprits avant la rencontre. Fallait-il attaquer ou défendre ? Parier sur l'avance conquise en terre espagnole ? Ou faire comme si de rien n'était ? Soudain, on se rappelait que l'équipe avait subi deux de ses éliminations en demi-finales face à des clubs italiens, la Juventus de Turin (1993) et le Milan AC (1995). Ce douloureux face-à-face avec des maîtres experts des matches européens portait-il enfin ses fruits ? Roche avouait y avoir gagné une meilleure faculté d'attention au détail, à ces petits riens du football qui provoquent parfois de grandes catastrophes.

Dans les dernières lignes droites que le printemps impose aux

coups d'Europe, l'art importe peu, et seule la victoire est belle. Michel Denisot a opté pour le langage le plus fleuri, histoire de se faire bien comprendre. « Je ne veux pas compter les œufs dans le cul de la poule », s'est exclamé le président délégué du Paris-Saint-Germain. La référence était choisie. Un dicton de son pays, le Berry. On devinait qu'il n'y regarderait pas à deux fois.

Qu'importe la manière et le trophée, une coupe d'Europe est une coupe d'Europe, et rien ne l'empêcherait de déguster son plaisir. Le PSG n'avait pas été conquérant. Soit. Mais, pour la première fois, il hissait son ambition sportive à la hauteur de son poids économique. Avec 260 millions de francs de budget annuel, Paris compte parmi les clubs les plus riches du Vieux Continent. Dernière Milan. Dernière Barcelone. Devant beaucoup d'autres. Et, pourtant, son palmarès européen demeure obstinément vierge. Ne pas se qualifier pour la finale eût été un grave échec, porteur de crise.

Dès le début de la saison, les dirigeants avaient fixé deux objectifs : gagner la Coupe d'Europe et redevenir champion de France. Aujourd'hui, tous deux restent d'actualité, et les espoirs pour le championnat s'enrichissent de cette qualification européenne. Les joueurs du PSG n'ont plus qu'à se débarrasser d'Auxerre et de Metz, leurs rivaux dans l'Hexagone, et à battre le Rapid de Vienne, dont ils ne savent rien, sinon qu'il a éliminé le Feyenoord de Rotterdam, un club réputé plus fort.

Les joueurs, prudents, disent se méfier de l'imprévu. Et d'eux-mêmes. Youri Djorkaeff se souvient

de la minutieuse préparation qu'il avait suivie avec Monaco en 1992. Il disputait, déjà, la finale de la Coupe des coupes aux Allemands du Werder de Brême. « Malgré cela, nous étions entrés sur le terrain les jambes coupées par le trac », explique le Parisien. C'est sans doute la raison de la mesure de ses coéquipiers jusque dans l'euphorie des vestiaires. Plusieurs d'entre eux s'attachaient à le rappeler : Coupe d'Europe ou championnat, rien n'est encore fait.

Pascal Ceaux

Le Rapid de Vienne impressionnant

Rarement favoris dans les pronostics, les Autrichiens du Rapid de Vienne n'ont éprouvé aucune difficulté à se qualifier pour la finale de la Coupe des coupes. Après avoir obtenu un étonnant match nul à Rotterdam à l'aller (1-1), les Viennois ont écrasé Feyenoord (3-0), jeudi 18 avril à domicile. Les joueurs du Rapid, pressés d'en finir, ont vaincu la marque par Carsten Jancker dès la deuxième minute. En pleine confiance, ils doublaient la mise juste après la demi-heure de jeu par Christian Strumpf (32^e), sur un service de Jancker. Celui-ci, meilleur joueur du match, inscrivait lui-même le troisième but, qui mettait définitivement les siens à l'abri (34^e). En moins d'une mi-temps, le Rapid se qualifiait pour la deuxième finale de Coupe des coupes, après celle perdue en 1985 face à Everton.

Les Bulls font battre le cœur de Chicago au rythme des records

CHICAGO de notre envoyé spécial

C'est un véritable coup de cœur qui est tombé sur Chicago, jeudi 18 avril. Un air chaud a soufflé toute la journée, pour la première fois de l'année, sur la « windy city », la cité du vent de l'Illinois. Toute la ville s'est jetée dans les rues pour ce retour du printemps et des Bulls. Le cœur de la métropole de sept millions d'habitants bat pour son équipe de basket. Depuis une semaine, les Chicago Bulls occupent la première page des journaux. En deux matches à l'extérieur, l'équipe a dépassé le plus haut record du championnat de basket nord-américain : soixante-dix victoires en une saison.

Jeudi soir, dans une salle de 23 000 places bourrée jusqu'aux cintres, Chicago a sagement fêté ses héros. Une atmosphère étrangement atone pour un match sans

autre enjeu que de porter encore plus haut le record : soixante et onze victoires à deux journées de la fin de la saison régulière. Les pauvres Pistons de Detroit ont fait les frais (110-79) de cette boulimie de succès. Le public, quasi exclusivement blanc dans un quartier noir d'abolitionnisme, a applaudi aux envois de Michael Jordan. Il a marqué ses trente points habituels en moins de deux quart-temps. Michael Jordan a expliqué après le match que « les choses sérieuses allaient recommencer la semaine prochaine, avec les play-off qui vont décider du titre ».

La véritable preuve d'amour de la ville pour les Bulls, on avait pu la trouver downtown dès mardi. Une longue file de retardataires désespérés faisait le tour d'un bâtiment en briques rouges, au carrefour des rues LaSalle et Illinois. Au bar du Michael Jordan's Restaurant, plusieurs dizaines de clients assistaient à la retransmission télévisée du match des Bulls contre les Bucks de Milwaukee, la ville voisine.

Cette victoire-là, celle du record, ne fut pas si facile à décrocher. Les

Bulls étaient menés d'une dizaine de points jusqu'au début du dernier quart-temps. « Ce qu'on aime chez les Bulls, c'est qu'ils ne s'avouent jamais vaincus », raconte un client. En pleine saison, alors qu'ils avaient cinq matches à jouer en une semaine, ils ont su remonter trente points contre Denver, avant de perdre dans les dernières secondes. Ici, on aime le courage. »

COMME DES FUREUX

Certains s'étonnent tout de même de cet acharnement à battre si tôt le record de 1972. « Pourquoi voulaient-ils si vite cette victoire, demande un autre client. Ils pouvaient déjà jouer presque tous leurs matches des play-off à domicile. Peut-être pour faire taire les sceptiques ? » Quelques spécialistes prétendent en effet que les Chicago Bulls ne sont pas la meilleure équipe de l'histoire du basket américain. Que les Lakers de la grande époque de Magic Johnson les auraient battus. « Jalouse », répond Jim Williams, responsable de la communication à la mairie de Chicago. Le championnat n'a jamais été aussi disputé

qu'aujourd'hui. Ces critiques nous semblent venir de villes qui veulent minimiser les exploits des Bulls. »

Les retombées économiques de l'équipe sont difficiles à chiffrer. La construction du United Center, pour 175 millions de dollars (près de 900 millions de francs) dans le West Side, à la place du vieux Chicago Stadium, a permis d'engager la rénovation d'un quartier délabré. Gerald Roper, le président de la Chambre de commerce, qui emmène les investisseurs aux matches, estime que chaque rencontre à domicile apporte environ 1 million de dollars à l'économie locale.

Les Bulls ont réussi à s'imposer dans une ville où cohabitent huit club professionnels. « Ce succès vient sans doute de leur formidable engagement dans la conquête des titres et des records », explique Philip Herish, journaliste au Chicago Tribune. Dans cette équipe, personne ne semble vouloir se mettre en avant. Et, à l'image de Dennis Rodman, ils savent défendre comme des fureux. Ils gagnent le respect de tous par le travail qu'ils fournissent. »

Après le triomphe historique

contre Milwaukee, un spectateur concluait : « C'est un bon exemple pour tous ici que la réussite des Bulls. Michael Jordan, c'est un peu comme un père de famille qui indique aux siens la bonne direction. » Personne à Chicago n'oserait trouver le moindre défaut au meilleur joueur de l'histoire du basket-ball. On rappelle son action dans les quartiers défavorisés de la ville : la création d'un club au nom de son père pour les jeunes en perdition. « Les gens peuvent s'identifier à lui, malgré les dizaines de millions de dollars qu'il gagne chaque année », explique Fred Mitchell, qui suit pour le Chicago Tribune la carrière de Michael Jordan, depuis l'arrivée de celui-ci à Chicago, en 1984. Il est maintenant un véritable ambassadeur de notre ville. »

COMBINAISON DE CARACTÈRES

Un héros dont la légende est sans doute pour toujours associée à Chicago, mais dont le contrat n'en vient pas moins à expiration à la fin de la saison. « Nous allons évidemment essayer de le retenir », explique Steve Schanwald, responsable du

développement de l'équipe. Mais nous devons également imaginer quelque chose de nouveau pour la prochaine saison. C'est comme cela que le basket quitte les pages sportives pour aller en première page des journaux. La magie de cette équipe vient certainement de la combinaison de caractères aussi différents. » Car le triomphe des Chicago Bulls est avant tout celui d'un trio magique. Michael Jordan et Scottie Pippen, qui ont vécu les trois titres de 1991 à 1993, et, depuis cette année, Dennis Rodman, dont les cheveux blancs n'ont pas fini de fasciner la ville. A preuve, ces incroyables embouteillages sur une autoroute d'accès à la ville, il y a un mois.

L'effigie de Dennis Rodman, peinte sur un immeuble de dix mètres de haut pour une marque de vêtements, retenait les badauds. Comme pour un hommage à celui qui a contribué aussi cette année à ne plus faire de Chicago la « cité du vent », mais la « ville des Bulls ».

Christophe de Chenay

David Stern installe la NBA à Paris

LE GRAND PATRON du basket professionnel américain était à Paris pour la finale à quatre du championnat d'Europe, à Bercy. David Stern est l'homme providentiel qui a réussi à redresser le championnat de la Ligue professionnelle américaine (NBA) en pleine crise au début des années 80, pour en faire une machine à remplir les plus grandes salles du pays plusieurs fois par semaine, et également le spectacle sportif le plus présent sur les écrans de télévision du monde entier (Le Monde du 14 juin 1995).

A Paris, il est à la recherche de locaux pour ouvrir un bureau de la NBA au cours des prochaines semaines. Après la Suisse et la Grande-Bretagne, les représentants du basket professionnel américain veulent pouvoir gérer eux-mêmes les retombées médiatiques et commerciales du championnat NBA en France. « Nous connaissons l'intérêt de la jeunesse de notre pays pour les vedettes comme Michael Jordan, Scottie Pippen, Shaquille O'Neal ou Magic Johnson,

explique David Stern. Il nous paraît normal de gérer directement les droits de télévision et les produits dérivés de notre championnat. »

Mais, alors que le championnat d'Europe des clubs vit ses dernières heures dans sa formule actuelle (Le Monde du 10 avril), David Stern dément les rumeurs qui évoquent le souhait de la NBA de s'investir dans l'organisation d'une Ligue des grands clubs européens. « Il est hors de question d'intervenir directement dans le basket européen. Nous laissons à la fédération internationale, aux fédérations et aux ligues nationales la responsabilité d'organiser leurs propres compétitions. » Il connaît le fossé qui sépare encore le jeu de la NBA de celui qu'il a vu à Bercy : « Le basket que l'on joue en Europe est certainement plus lent, moins spectaculaire que celui de notre championnat. Cela vient bien sûr de la priorité donnée à la défense par les meilleurs entraîneurs européens, yougoslaves en particulier. Mais votre philo-

sophie du jeu commence à changer, et l'équipe du CSKA Moscou a montré que vous saviez également pratiquer un jeu de passes, rapide et efficace. Malheureusement les Russes ont perdu contre le Panathinaïkos. »

David Stern ne justifie sa présence à Paris que par un seul but : le développement de la pratique du basket à travers le monde. « Plus il y aura de jeunes gens sur les playgrounds, plus ils auront envie de suivre les grandes équipes. Pour l'instant c'est la NBA qui fait rêver. Dans quelques années les équipes nationales auront le même succès. C'est vrai que nous n'arriverons sans doute jamais à faire du basket un sport plus populaire que le football, dit David Stern. Mais notre deuxième place derrière la plupart des grands sports nationaux sur tous les continents, que ce soit le rugby, le cricket, le baseball ou le hockey, nous permet d'être au bout du compte le sport le plus universel. »

C. de C.

ATHLÉTISME : la Fédération internationale (IAAF) et l'Union européenne de radiodiffusion (UER) ont signé, mardi 16 avril, à Munich, un contrat de six ans d'un montant de 200 millions de francs suisses (plus de 800 millions de francs) pour la couverture télévisée en Europe de tous les grands événements athlétiques (à l'exception des Jeux olympiques), de 1996 à 2001. L'accord concerne notamment les Championnats du monde en salle et en plein air de 1997, 1999 et 2001 et les finales en plein air et en salle - cette dernière est une nouveauté - du Grand Prix.

BASKET-BALL : Jean-Michel Sénégat a cédé sa place d'entraîneur du CSP Limoges à Vlado Djurovic, jeudi 18 avril. Promu à la place de l'israélien Zvi Sherf en janvier, Sénégalais qui restait à la disposition du club. Depuis 1988, Vlado Djurovic a successivement entraîné les clubs grecs de Panionios, Aris Salomonique et AEK Athènes. Il est le troi-

sième entraîneur du CSP depuis le départ de Bozidar Maljkovic.

SPORTS ÉQUESTRES : Hugo Simon et « E. T. » ont gagné jeudi 18 avril, la première épreuve de la finale de la Coupe du monde de saut d'obstacles à Genève. En 81 s 7, l'Autrichien a devancé le Brésilien Rodrigo Pessoa (Loro Piana Special Envoy) et le Britannique John Whitaker (Grannusch).

TENNIS : la Fédération internationale (ITF) ne souhaite plus que des villes moyennes accueillent des rencontres du groupe mondial de Coupe Davis. L'ITF regrette le choix de Limoges pour le quart de finale France-Allemagne disputé du 5 au 7 avril. Par ailleurs, en 1997, l'ITF mettra à l'essai dans certains groupes de deuxième division du « let » au service et l'autorisation de remplacer des joueurs le dernier jour, que le sort du match soit scellé ou non.

سكنى الى الامم

Les bonnes flûtes font les belles bulles

Les éléments chimiques en contact avec le verre, rouge à lèvres ou produit de rinçage, sont les ennemis de la mousse du vin de Champagne

Selon les spécialistes, la mousse serait pour le consommateur le premier critère de qualité d'un champagne. Un projet européen, auquel participe Moët et Chandon, vise à étudier la physico-chimie. Les protéines, peu concentrées dans les

vins de Champagne par rapport à la bière, exercent une action bénéfique sur la mousse. À l'inverse, les lipides, que l'on retrouve dans les rouges à lèvres notamment, peuvent entraîner des pertes de bulles. Le laboratoire de Moët et

Chandon s'est équipé d'un système de vision artificielle qui permet de mesurer en temps réel l'évolution de la mousse. De leurs observations, il ressort que le comportement de celle-ci est surtout déterminé par la qualité du verre.



L'aire d'appellation champagne, délimitée par la loi du 22 juillet 1927, est de 30 000 hectares autorisés, dont 23 000 sont actuellement plantés. Le vignoble s'étend pour l'essentiel sur le département de la Marne (montagne de Reims, côte des blancs, vallée de la Marne). Trois cépages sont presque exclusivement autorisés : le chardonnay, dont les raisins sont blancs (plus de 20% des surfaces plantées), le pinot noir et le pinot meunier, dont les raisins sont noirs (plus de 80%).

l'action des protéines sur l'aptitude à mousser. Dans les vins de Champagne, les concentrations en protéines sont de plusieurs centaines de fois inférieures à celle de la bière. Les chercheurs

du laboratoire d'œnologie de Moët et Chandon, à Épernay (Marne), n'en ont pas moins confirmé que leur « moussabilité » (la capacité d'un liquide à encapsuler du gaz) leur était fortement corréée. Une perte infime de protéines – quelques milligrammes par litre – suffit ainsi à faire chuter la production de mousse, d'environ 50 %.

De la même façon qu'elles stabilisent les mousses de blanc d'œuf, ces macromolécules exercent probablement leur bénéfique action en enrobant les bulles, qu'elles protègent ainsi des déformations et de la fusion avec les bulles voisines. Il n'en va pas de même des lipides, bien au contraire. Selon leur concentration, leur structure chimique et

leur état moléculaire, ces acides gras peuvent se révéler mortels pour la mousse. Si les élégantes voient ainsi leur champagne s'affaiblir plus vite que celui de leurs compagnons, qu'elles n'y voient aucun signe de sexisme : seul leur rouge à lèvres est en cause, dont les acides gras très hydrophobes sont aux bulles récalcitrantes.

Pour mieux comprendre ce qui se passe dans une coupe de champagne, les chercheurs d'Épernay se sont équipés d'un système de vision artificielle qui permet de mesurer en temps réel l'évolution de la mousse. Grâce à lui, ils ont monté une expérience fondée sur deux critères : l'ordre du remplissage des verres (à raison de six par bouteille) et la qualité des contenants (six verres provenant du même lot). Trois variables ont été prises en compte : le temps d'apparition de la collerette, sa largeur après trente secondes, la hauteur de mousse après dix secondes. D'où il ressort que le comportement de cette dernière est déterminé, pour l'essentiel, par la qualité du verre.

Mais attention : ce n'est pas tant la forme du verre qui se révèle primordiale, ni même sa composition chimique ; c'est son « état de surface ». Entendez par là les milliers de microparticules qui peuvent y rester accrochées et qui détermineront, à l'égouttement, la répartition et la taille des bulles. Si le produit de lavage de votre lave-vaisselle n'aggrave pas trop la situation, il n'en va pas de même du produit de rinçage, « dont l'histoire s'écrit sur le verre et casse la mousse ». À bannir, donc, de l'entretien de vos flûtes, ainsi que le torchon cotonneux qui agira – en mal – sur la dispersion des bulles.

Catherine Vincent

Du cyberspace à l'espace sidéral

Le Net-scope offre aux amateurs une promenade cosmique grâce à son télescope robotisé

SAN FRANCISCO

correspondance

Ceux que les étoiles passionnent ont tout intérêt à se brancher sur Internet. Les instruments d'observation directe que peuvent offrir un individu, une école ou une université sont toujours décevants. Par contre, n'importe quel cybernaute peut maintenant demander à un télescope automatisé et doté de caméras d'observer les étoiles ou les planètes de son choix. Il se passe de choses à la frontière du cyberspace et de l'espace sidéral.

Le télescope a d'abord permis l'observation à distance. Le « robot-scope » a rendu possible l'automatisation des tâches et le couplage à des instruments hautement sophistiqués (un progrès réservé à un tout petit nombre de savants). Le Net-scope permet à tous les cybernautes d'épier l'univers en gardant le nez sur l'écran de leur ordinateur à condition qu'il soit connecté au World Wide Web.

Sur fond de nuit sidérale, la page d'accueil du programme d'astrophysique de l'université de Californie à Santa Barbara est attrayante. Il suffit d'un clic pour qu'une « roulette californienne » d'un nouveau genre montre au hasard des images de l'univers. Les amateurs peuvent entreprendre une promenade interactive et illustrée. Les plus calés peuvent tester leurs connaissances en répondant à vingt questions dont : « Si vous regardez le soleil depuis le pôle sud, de quel côté va-t-il ? ».

Le plus fascinant est de demander au télescope de prendre des photos précises. Il s'agit d'un Celestron de 14 pouces de diamètre, couplé à une caméra dotée de microprocesseurs capables d'enregistrer la position et l'intensité d'un seul photon (mais pas la couleur). Toute personne souhaitant une prise de vue spécifique remplit un formulaire en ligne et reçoit la photo quelques jours plus tard. Chacun peut télécharger le logiciel nécessaire pour voir les images dans des conditions optimales.

Galaxies, supernovae et autres astéroïdes sont maintenant à la

portée de tous les écrans. « Notre seule règle est de donner la priorité aux écoles », explique le professeur Shea A. Lovan, coresponsable du projet. Le programme a satisfait des demandes d'Angleterre, de Pologne, d'Israël, de Russie et d'Inde. Les manuels sont en anglais, mais des traductions sont en projet.

Limitation transitoire, le format des images empêche de suivre sur le Web ses opérations en direct. « C'est un problème que j'espère résoudre dans un avenir proche », explique Shea Lovan. « La dernière photo prise sera convertie en format GIF et rendue accessible sur la page d'accueil en temps réel », précise-t-il. On pourra ainsi toujours voir ce que le télescope vient d'observer pendant qu'il prend la vue suivante. Bientôt, il sera possible d'observer les savants comme un chat, perché sur leur ordinateur. Le centre de recherche du mont Wilson (Pasadena, Californie) s'apprête à installer des caméras dans ses labos. Deux images prises en direct seront visibles en même temps sur le Web. L'une montrera ce qui se trouve sur l'écran de l'ordinateur du centre et la seconde montrera les déplacements du télescope.

Rien n'interdit d'imaginer qu'une étudiante ardéchoise puisse bientôt diriger de son école, ou de chez elle, un robot-scope situé sur une sonde spatiale, très loin dans l'espace sidéral.

Francis Pisanil

fpisanil@aol.com

* Trois télescopes sont aujourd'hui accessibles au public via Internet :

- Université de Californie à Santa Barbara :

<<http://www.deepspace.ucsb.edu/>>

- Université d'Iowa : <<http://lfnfmo.physics.uiowa.edu>>

- Université de Bradford, en Grande-Bretagne : <<http://www.telescope.org.rtd/>>

Seules les écoles peuvent utiliser le télescope du mont Wilson, en se connectant directement par modem à un BBS au numéro suivant :

19-1-818-354-0629. Mt. Wilson :

<http://cmckc.jpl.nasa.gov/TIE/TIE_index.html>

- Global Network of Automated Telescopes fournit une liste de coordonnées : <<http://www.csn.net/~jls2/gnat/>>

Le mythe de la petite cuillère

Pour en revenir au contenant premier : il faut enterrer une fois dans le goulot d'une bouteille entamée ralentit le dégazage du champagne. L'assés – et troubles ? – de s'entendre sans cesse poser la question, les services techniques du CIVC (Centre Interprofessionnel des vins de Champagne) l'ont récemment soumis à l'épreuve de l'expérimentation.

Publiés dans le *Vigneron champenois*, leurs résultats sont sans appel : la petite cuillère, en argent ou non, ne change rien à l'affaire. Seuls les bouchons stoppeurs parviennent à limiter les pertes d'effervescence du champagne entamé. La meilleure solution, bien sûr, restant de terminer la bouteille.

Les céramiques techniques cherchent de nouvelles applications

Stimulés par la concurrence, les métaux résistent bien à l'offensive

UN MATÉRIAU résistant à l'usure et à la corrosion, le tout à haute température. Lorsqu'un besoin industriel s'exprime ainsi, les céramiques techniques ont de bonnes chances d'apporter la solution. Malheureusement, cela n'arrive pas souvent. Au milieu des années 80, elles faisaient partie de ces matériaux miracles auxquels on prédisait des croissances vertigineuses. Dix ans plus tard, les blocs moteurs sont toujours en métal et les céramiques se contentent des joints de pompe à eau et de quelques soupapes. « Stimulés par cette concurrence potentielle, les métaux ont fait des progrès importants », constate Pierre Deny, président du Syndicat des industriels des céramiques techniques (SIC) et PPG de Céramiques et Composites (C&C).

Cette entreprise de 83 personnes (36 millions de francs de chiffre d'affaires en 1995) illustre bien les problèmes économiques et techniques rencontrés par la céramique dans ses applications mécaniques (structure, étanchéité, frottement...). Créée en 1985 par Rhône-Poulenc à Bazet (Hautes-Pyrénées), elle a été rachetée par ses cadres en 1993. Pierre Deny s'attend à décaler des bénéfices d'ici un ou deux ans. Pour y parvenir, l'entreprise va investir 12 millions de francs sur trois ans, dont la moitié consacrée à la création de nouveaux produits. Début avril, elle a bénéficié d'une subvention de 1,8 million de francs dans le cadre d'une convention du Fonds de développement des PME (FDPME).

DES POMPES AUX BLINDAGES Pour démontrer les qualités mécaniques de la céramique – et, en particulier, du carbure de silicium (SiC), dans lequel elle s'est spécialisée –, C&C a conçu, pour la première fois, un produit complet, la pompe Atmo. Fonctionnant par entraînement magnétique, cette dernière vise les applications de transfert de liquides agressifs. Sans

fuïte, sans corrosion, sans risque de contamination, sans échauffement et sans abrasion, cette première pompe tout céramique devrait offrir une durée de vie quasi illimitée. De quel enthousiasme les utilisateurs, particulièrement dans l'industrie chimique.

Les fabricants de pompe, eux, pourraient voir les choses autrement. Paradoxalement, la céramique souffre parfois de ses qualités : les produits inusables effraient les industriels. D'où la dé-

Space et le CNES (Centre national d'études spatiales). Mais, « dans ces domaines, les marchés sont toujours ponctuels », note Pierre Deny, qui estime que le débouché le plus prometteur se trouve dans l'équipement chimique. D'où les espoirs mis dans la pompe Atmo.

PROCESSUS D'ÉLABORATION

En attendant, C&C réalise une bonne part de ses ventes avec une pièce plus modeste : la bague d'étanchéité de pompe à eau pour

Un marché en croissance

Selon une récente étude du cabinet de conseil Arthur D. Little, le marché mondial des céramiques techniques a atteint 10,5 milliards de dollars (32,5 milliards de francs) en 1992. En l'an 2000, il pourrait grimper à 21,7 milliards de dollars (108,5 milliards de francs). En 1993, les applications électroniques (ferrites, substrats et boîtiers, piézo-électrique, résistances, condensateurs) ont représenté 70 % du marché. Les céramiques structurales monolithiques et composites se partageaient 3,3 milliards de dollars (16,5 milliards de francs). Mais, alors que le taux de croissance devrait se limiter à 2 à 5 % l'an pour l'électronique, il atteindrait 10 à 15 % dans le secteur des céramiques de structure. Les applications de ces dernières, très éclatées, comportent les supports de pots catalytiques (4 milliards de francs en 1992), les revêtements (2 milliards), les pièces d'usure (2,5 milliards), les pièces thermochimiques (1,5 milliard) et les outils de coupe (375 millions). L'industrie française des céramiques techniques a réalisé un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs en 1994.

Le marché de C&C, qui n'exclut pas de se transformer en fabricant de pompe par le biais d'une filiale si personne ne s'intéresse à la licence de l'Atmo.

Les autres domaines explorés ne se heurtent pas aux mêmes difficultés. Les blindages pour véhicules militaires légers ou fourgons de transfert de fonds tirent profit de leur résistance associée à un poids nettement inférieur à celui de l'acier. Cette légèreté est également précieuse dans les applications spatiales. C&C travaille sur des miroirs de télescope embarqués sur des satellites pour des mesures de rayonnement. Ces travaux sont financés en partie par des contrats avec Matra Marconi

automobile. Tous les nouveaux moteurs de Renault en sont équipés, ce qui représente la moitié des deux millions de pièces produites dans l'année par C&C. Serge Rakowicz, directeur général, précise que le prix de revient d'une bague ne dépasse pas les 3 francs. « Le plus difficile, c'est de convaincre les bureaux d'études d'adapter le dessin de leurs pièces aux caractéristiques des céramiques », explique-t-il. Ainsi, la simple modification d'un angle vif qui n'est pas indispensable ou de la valeur d'une tolérance qu'il est possible de réduire a souvent des conséquences importantes. « Les changements dans la conception des pièces peuvent engendrer jusqu'à 40 % d'économies

Michel Alberganti

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

PROFESSEUR
MARC GENTILINI

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE
AVEC
FRANCK NOUCHI (LE MONDE)
ET
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 912

HORIZONTALEMENT

1. On voit que les partis vont s'en mêler. - II. Induit un léger sourire. Rejoint le Tibre sous un autre nom aujourd'hui. - III. Saint en Italie. Frisé. - IV. Leste. Demandés dans les tavernes. - V. Mît en bon ordre. Il est plus correct d'en faire sur le champ. - VI. S'il vous a tenté, il faudra passer à la caisse. Refroidi. - VII. Certains la regrettent. Beaucoup plus importants au féminin mais moins comestibles. - VIII. Un assaut qui attend une riposte. Conduira la répression. - IX. Prêt à être habité. Homme d'église. - X. Son importance en était la cause. Blanc dans le milieu. - XI. Fient des coupures.

SOLUTION DU N° 911

Horizontalement
1. Délibérations. - II. Ilotage. Ecrou. - III. Rocaille. Ides. - IV. Egal. tude. OLE. - V. Cilles. Lues. - VI. Te. Elevons. DC. - VII. Out. Isère. Pat. - VIII. Isard. Réclame. - IX. Reliefs. Terme. - X. Escarpolettes.

Verticalement
1. Directoire. - 2. Elogieuses. - 3. Local. Talc. - 4. Italie. Ria. - 5. Bal. Elider. - 6. Eglise. FR. - 7. Relu. Verso. - 8. Elora. - 9. Te. Eumecte. - 10. Id. Es. Let. - 11. Ordos. Part. - 12. Noël. Dammé. - 13. Suspectes.

VERTICALEMENT

1. Facilité sous l'empire du I. - 2. La dernière de la liste. Il travailla sur les vaccins. - 3. Eclairant. - 4. Groupes très confinés. Encore un

peu d'enfance. - 5. Possessif. Roi. Il n'est plus sans tache. - 6. Pour une société étrangère ou pour l'acheteur français. Irrégulier. - 7. Fait un riche effet aux lumières. Alerte. - 8. Libéré ou étendu. Pronom. - 9. Cogne ou touche légèrement. Halo. - 10. On ne peut plus précieux. - 11. Affirmait autrefois. Poisson. S'ouvre et se ferme. - 12. Apportent ce qui est substantiel.

SOLUTION DU N° 911
Horizontalement
1. Délibérations. - II. Ilotage. Ecrou. - III. Rocaille. Ides. - IV. Egal. tude. OLE. - V. Cilles. Lues. - VI. Te. Elevons. DC. - VII. Out. Isère. Pat. - VIII. Isard. Réclame. - IX. Reliefs. Terme. - X. Escarpolettes.

Verticalement
1. Directoire. - 2. Elogieuses. - 3. Local. Talc. - 4. Italie. Ria. - 5. Bal. Elider. - 6. Eglise. FR. - 7. Relu. Verso. - 8. Elora. - 9. Te. Eumecte. - 10. Id. Es. Let. - 11. Ordos. Part. - 12. Noël. Dammé. - 13. Suspectes.

VERTICALEMENT

1. Facilité sous l'empire du I. - 2. La dernière de la liste. Il travailla sur les vaccins. - 3. Eclairant. - 4. Groupes très confinés. Encore un

ANACROISÉS (R)

Problème n° 913

HORIZONTALEMENT

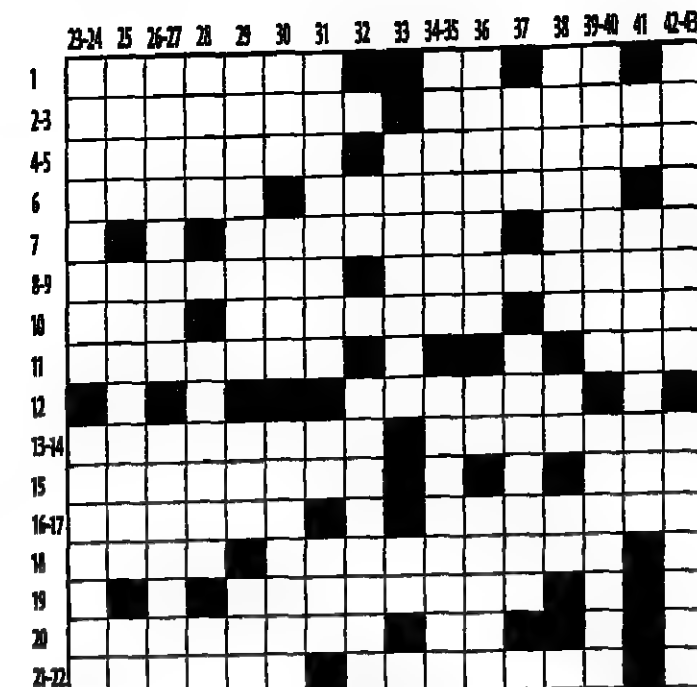
1. FILOPS. - 2. ACENNUUX. - 3. CEOPSU (+1). - 4. AELRUV. - 5. AERSSV (+1). - 6. ADENOST. - 7. ENOPRRU. - 8. ACENRU (+2). - 9. EEGINST (+1). - 10. EEEILRR. - 11. AEESSSS. - 12. EEEFSS. - 13. ADGILUUV. - 14. ENPRSTU. - 15. INNOSU (+2). - 16. ABEEMS (+1). - 17. AGIRSS. - 18. AEHIIMNT+S (+1). - 19. AAAIPSSV. - 20. DEENNRTU. - 21. ESSSSU. - 22. EEEINST.

VERTICALEMENT

23. AAEGLPS. - 24. DEEGNSU (+1). - 25. AAEIMSTV. - 26. AACINORS (+1). - 27. BDIOORS. - 28. AANSSU. - 29. EEEIPNRS (+2). - 30. EEEIOST (+1). - 31. DEORSSU (+1). - 32. ACEFIST. - 33. AEEIIMN. - 34. EERRSSU. - 35. AEGIMSTT. - 36. EEEORSS. - 37. AEIMNRT (+5). - 38. DIOORRT (+1). - 39. AAEINRTU (+1). - 40. AEINOSU (+1). - 41. AAEIGIPPR. - 42. EEEIRSSS. - 43. ENPSSU.

SOLUTION DU N° 912

1. QUALIFIE (LIQUEFIA). - 2. CURABLE (BACLEUR CABLEUR). - 3. URTICANE. - 4. NAGEAT (AGNATE). - 5. ENRAIES (ARSENIE). - 6. ANIMAT (IMANAT MANIAT MATINA AIMANT). - 7. NESCAFE. - 8. SAVANTE (ENVASAT EVASANT). - 9.



SNIFFE. - 10. TOISSASSE. - 11. ENKUNE. - 12. ROUSTIR. - 13. ODOMETRE. - 14. TAILLEUR (ILLUTERA TREUILLA). - 15. NOTIONS. - 16. ELUSSENT. - 17. RASSIES (RASSIES SARISSE). - 18. CELLADE. - 19. VIAGER (VAIGRE). - 20. ESPERER (REPERES). - 21. RANGERA (ARRANGE). - 22. MENERAI (MARINEE...). - 23. TAISEUX. - 24. QUENOTTE. - 25. TOREENT (OTERENT). - 26. TRACASSA. - 27. ATRESIE, occlusion d'un canal naturel (ASTERIE RETAISE

Michel Charlemagne et Michel Duguet

ÉCHECS

Etude n° 1685

MÉMORIAL EUWE

(Amsterdam, 1996)

Blancs : V. Topalov.

Noirs : G. Kasparov.

Défense sicilienne.

1. d4	c5	21. f4g6	Ten6 (f)
2. C5f	d6	22. P7f7	Dm7 (g)
3. d4	Pe4d4	23. C7f7	Re7 (f)
4. C4d4	C5f	24. P4g5	C4b7 (g)
5. C5f	af	25. T4-gf	f4b6
6. P4f4 (f)	d6	26. f4g5	P4g6
7. P4f5	Cb-7 (f)	27. D4d4 (v)	P4g6
8. f4	C5f	28. T7-f4 (v)	P4f7
9. P4d4 (v)	Cp4d4 (v)	29. T4-f7	P4f7
10. P4f7	af	30. T4-f7	P4f7
11. D4b5 (v)	af	31. T4b1	b4 (v)
12. D4b5 (v)	Dm7 (g)	32. b4	b4 (v)
13. D7f5	C5f (f)	33. D7f5 (v)	P4f7
14. C4d4 (f)	D7f5 (v)	34. R4b2	P4f7
15. P4d5 (v)	af (v)	35. R4b2	R4f7
16. P4d5	T4d4 (v)	36. T4b1	R4f7
17. C4b1	f6 (v)	37. T4b1	T4b1
18. C7f1	T4b1	38. R4b1	T4b1
19. R4b1 (v)	g6	39. Dm4f	R4b1
20. C4b1	T4f7 (v)	40. af	R4b1 (v)

سكنى من الرحيل

AGENDA

LE MONDE / SAMEDI 20 AVRIL 1996 / 25

BRIDGE

Problème n° 159
PAS DE CHUTE
OBLIGATOIRE

Soleil sauf de la Bretagne
aux Pays de Loire

SAMEDI, sur le sud de la Bretagne et les Pays de Loire, les nuages seront nombreux toute la journée avec parfois une petite ondée. Sur le nord de la Bretagne et la Basse-Normandie, le ciel sera le plus souvent très nuageux avec de rares éclaircies. Le vent de sud soufflera à 50 km/h en rafales près des côtes.

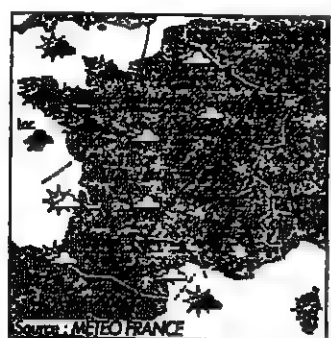
De l'Aquitaine au Centre, à l'Île-de-France et à la région Nord,

malgré quelques passages de nuages élevés, la journée sera bien ensoleillée. Le voile nuageux sera parfois un peu plus dense sur le Sud-Ouest. Sur le Languedoc-Roussillon, les nuages bas présents le matin laisseront place à de belles éclaircies l'après-midi. Sur le golfe du Lion, le vent d'autan soufflera à 80 km/h en rafales l'après-midi. Sur le reste du pourtour méditerranéen, les Alpes et le Nord-Est, le soleil brillera largement toute la journée.

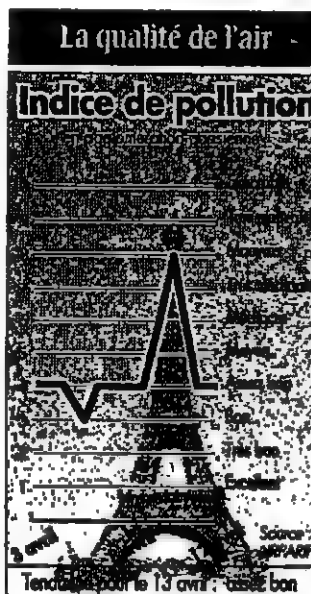
Les températures minimales seront douces avec 7 à 11 degrés en général sur le pays. L'après-midi, le thermomètre marquera 18 à 21 degrés au Nord et 22 à 24 degrés au Sud.

Dimanche, de la Bretagne aux Pays de Loire, les nuages resteront nombreux toute la journée avec une petite ondée locale. Sur l'Aquitaine, le ciel deviendra plus nuageux l'après-midi avec quelques ondées sur les Pyrénées. Du pourtour méditerranéen aux Alpes du Sud, les nuages deviendront abondants l'après-midi avec des ondées. Le vent d'autan soufflera fort. Sur le reste du pays, le ciel sera le plus souvent voilé par des nuages élevés, mais l'impression de beau temps prédominera. Les températures maximales avoisineront 18 à 23 degrés au Nord et 19 à 24 degrés au Sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 20 avril vers 12h00



BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 11 avril. Elles nous sont communiquées par Ski France, l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Hansmann, 75008 Paris. Tél.: (1) 47-42-23-32), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel: 36-15 code EN-MONTAGNE. Ou sur Internet, code: <http://www.ski-france.fr>

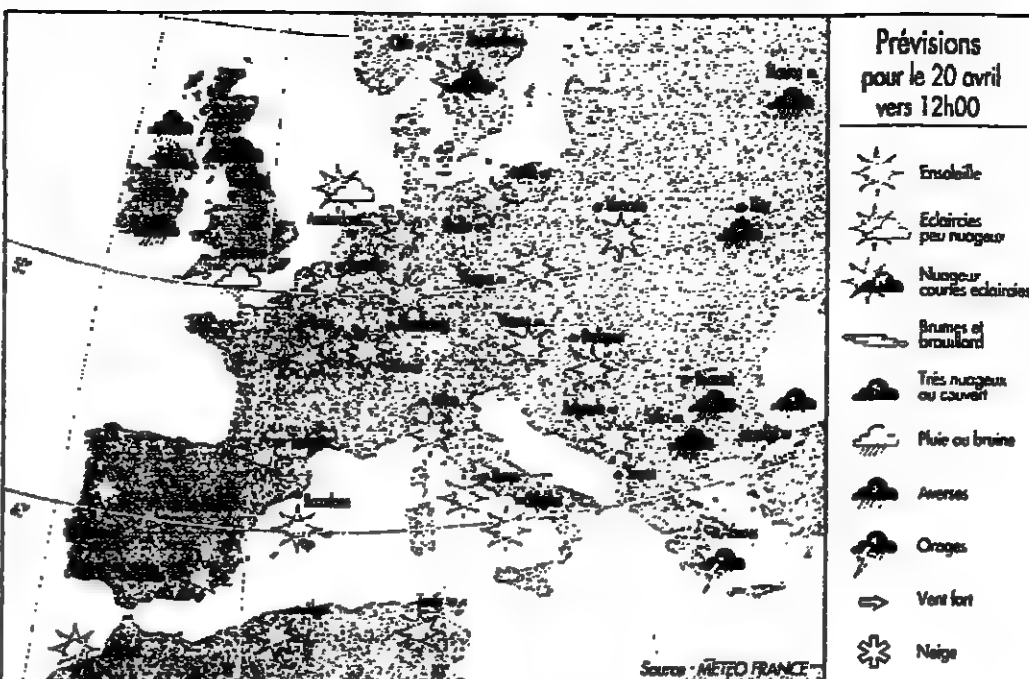
Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAUOIE
Avoriaz: 25-155; Les Carroz-d'Aranches: 02-212; Chamonix: 00-212; Châtel: n.c.; La Chusaz: 00-130; Combloux: n.c.; Les Contamines-Montjoie: 00-100; Plaine: 05-215; Les Gets: 00-050; Le Grand-Bornand: 00-75; Les Houches: n.c.; Megève: 00-065; Morillon: n.c.; Morzine-Avoriaz: n.c.; Prax-sur-Lys-Sommand: 05-30; Prax-sur-Arly: n.c.; Saint-Ger-

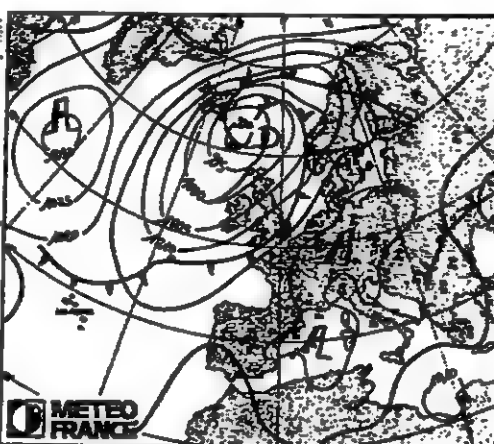
vais: 10-070; Samoëns: 00-215; Thollon-les-Mémeins: n.c.

SAVOIE
Les Allions: 0-070; Les Arcs: 36-180; Arches-Beaufort: 0-165; Aussois: 00-40; Bessans: 15-30; Bonneval-sur-Arç: n.c.; Le Corbier: 05-80; Courchevel: 0-97; La Tania: n.c.; Crest-Voland-Colegnon: 0-45; Flumet: n.c.; Les Karellis: n.c.; Les Menuires: 16-130; Saint-Martin-de-Belleville: 10-130; Méribel: 5-65; La Norma: n.c.; Notre-Dame-de-Bellecombe: n.c.; La Plagne: 05-190; Pralognan-la-Vanoise: n.c.; La Rosière 1850: 15-95; Saint-François-Longchamp: n.c.; Les Salles: 50-80; Tignes: 85-170; La Toussuire: 10-20; Val-Cenis: 20-150; Valfréjus: 00-080; Val d'Isère: 40-095; Valloire: 15-60; Valmeinier: 0-60; Valmorel: 15-80; Val-Thorens: 35-180.

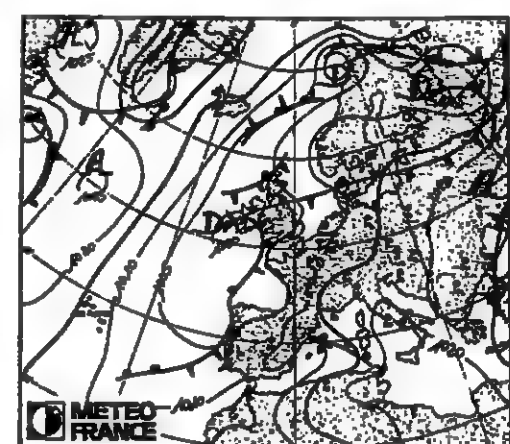
DAUPHINÉ-ISÈRE
Alpe-d'Huez: 25-300; Alpe-du-Grand-Serre: n.c.; Auris-en-O-



TEMPÉRATURES	GRANVILLE	206	TOURS	154	CHICAGO	2311	LISSONNE	3342	FREETOWN	3913
du 18 avril	LILLE	178	STRASBOURG	173	COPENHAGUE	173	LONDRES	1410	RABAT	2214
max/min/minima	LYON	174	ALGER	193	DAKAR	2617	LOS ANGELES	1913	RIO DE JANEIRO	206
	MARSEILLE	228	DUBLIN	177	DUBLIN	2616	LUXEMBOURG	177	ROME	206
	NANTES	164	ATHÈNES	163	FRANCOFORT	194	MADRID	179	SAN FRANCISCO	179
	PARIS	179	BANGKOK	2628	GENÈVE	175	MARRAKECH	3213	SANTIAGO	2210
	PERPIGNAN	216	BARCELONE	189	HANOI	2624	MEKKO	2201	SEVILLE	2913
	POINTE-A-PITRE	3121	BELGRADE	178	HELSINKI	4-1	MONTRÉAL	6-1	STOCKHOLM	182
	RENNES	169	BERLIN	225	KHONGKONG	2784	MOSCOW	7-2	SYDNEY	189
	ST-ETIENNE	166	BOMBAY	3225	ISTANBUL	1	MUNICH	181	TENERIFE	2518
	STRASBOURG	186	BRASLIA	189	JAKARTA	3124	Nairobi	2515	TOKYO	1811
	TOULOUSE	176	BRUXELLES	189	JEERUSALEM	1	NEW DELHI	4024	TUNIS	179
			BUCAREST	152	RIYAD	157	NEW YORK	167	VARSOVIE	171
			BUDAPEST	209	SINSHASA	3022	PALMA DE M.	245	VENISE	216
			BUENOS AIRES	1	LE CAIRE	2214	PERIN	1910	Vienne	195
			CARACAS	1			PRAGUE	193		



Situation le 19 avril, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 21 avril, à 0 heure, temps universel

PHILATÉLIE

Madame de Sévigné

LUNDI 29 AVRIL, La Poste mettra, en vente générale, un timbre à 3 francs M^e de Sévigné (1626-1696). Ce timbre est émis dans la série « Europa », commune à une trentaine de pays européens, ayant cette année pour thème les femmes célèbres. Ainsi, par exemple, l'Allemagne a choisi d'honorer Paula Modersohn-Becker (1876-1907) et Käthe Kollwitz (1867-1945), artistes peintre et sculpteur; Guernsey, Elizabeth II et la princesse Anne; Saint-Marin, Mère Teresa, etc.

M^e de Sévigné est déjà apparue sur des timbres de France (1950) et de Monaco (1976).

Au format vertical 22 mm x 36 mm, le timbre, dessiné par Louis Briat, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante.

P. J.

★ Vente anticipée les 27 et 28 avril à Strasbourg, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à l'Hôtel du département, place du Quartier-Blanc; vente anticipée les 27 et 28 avril, aux bureaux de poste temporaires dotés de timbres à date sans mention



« premier jour » au Musée de la poste, 34, boulevard de Vauparad, Paris-15^e; au Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris-3^e; à Bussy-le-Grand (Côte-d'Or), au château de Bussy-Rabutin; à Grignan (Drôme), au château; à Vitry (Me-et-Villaine), au Centre social, 27, rue Notre-Dame; vente anticipée le 27 avril, le matin, aux bureaux de poste de Strasbourg-Marsellaire, Strasbourg-Fonderie, Paris-Louvre RP, Paris-Séguir, Vénaray-Les-Landes, Grignan et Vitry (boîtes aux lettres spéciales).

Vente de prestige

DEPUIS 1975, date à laquelle il succède à Maurice Jamet, négociant en philatélie depuis 1946, Jean-François Baudot organise des ventes de timbres. Le cinquantenaire de l'entreprise lui donne l'occasion de diffuser le catalogue (superbe) d'une vente sur offres de plus de 3 000 lots, clôturée le 29 avril. Cette vente s'ouvre sur une collection des colonies françaises comprenant des pièces remarquables: n° 42A du Cameroun (cote 125 000 F), prix de départ 65 000 F; Côte des Somalis, n° 31A, 10 c sur 25 c noir et bleu oblitéré (départ 70 000 F); Saxe, n° 17A, 3 marks violet (115 000 F). Monaco n'est pas en reste avec des essais de surcharges sur bloc de 15 du premier timbre de poste adrienne et mention « Bon pour tirer » (400 000 F).

Du côté des classiques de France, noter un imprimé affranchi par deux moitiés du n° 1 provenant de deux timbres différents (150 000 F), un 20 c bleu Cérés non émis surchargé 25 c en rouge, pièce unique provenant de la collection Ferrari (500 000 F), deux « ballons montés » de la guerre de 1870 à 150 000 et 200 000 F. Plus moderne, un bloc de la Marianne de Dulac unique (n° 693 Ca), sans fillet d'encadrement et légende « Libération de Paris » sur une seule ligne est coté 100 000 F.

L'étranger n'est pas oublié, avec des lettres exceptionnelles (rien à moins de 100 000 F) de Suisse, des Etats de l'Eglise ou de l'île Maurice

★ Maison Jamet, J.-F. Baudot, 24, rue de Gramont, 75002 Paris. Tél.: (1) 42-96-51-12.

IL Y A 50 ANS DANS
le Monde

Paris, capitale
de la musique

LE CONSEIL municipal de Paris est saisi par deux de ses membres, MM. Robert Bétolaud et André Thirion, d'un projet qui intéresse au plus haut point la vie musicale du pays. Vouloir profiter de la tenue à Paris de la conférence de la paix, MM. Bétolaud et Thirion proposent d'organiser « une saison musicale d'été pendant laquelle nos grandes associations symphoniques seraient connaître au monde, dans le cadre qui les a inspirés, tous les trésors de la musique française, classique et moderne ». Et, à cet effet, ces associations recevraient de la Ville une subvention annuelle dont le total atteindrait vingt-trois millions.

Il est certain que les conditions actuelles sont favorables: de longtemps encore les festivals musicaux de Salzbourg ne pourront reprendre, et l'Allemagne ne pourra non plus avoir plusieurs années faire revivre les centres musicaux qui, chaque été, attirent de nombreux touristes.

Le moment est donc bien choisi pour que la France se décide à demander à ses trésors musicaux le profit matériel et le bénéfice moral qu'elle a négligés jusqu'alors.

Nous n'avons jamais eu de « politique musicale », alors que nos voisins ont toujours su mettre en valeur les richesses léguées par leurs compositeurs. On vient de citer l'Autriche et l'Allemagne; mais l'Italie avait le *maggio fiorentino*, la Suisse ses festivals de Zurich et de Lucerne, son théâtre du Jorat, sa fête des vigneronnes. (...) Il est temps de comprendre que la musique peut être une source de prospérité point négligeable. Nous vivons à une époque où nous n'avons pas le moyen de faire de « l'art pour l'art ».

René Dumesnil
(20 avril 1946.)

PARIS
EN VISITE

Dimanche 21 avril

- DU QUARTIER CARDINET-JOUFFROY à celui des musiciens (60 F), 11 heures, sortie du métro Wagram (Vincent de Langlade).
- MARAIS: le quartier de la place des Vosges (50 F), 11 heures, sortie du métro Saint-Paul (Claude Marti).
- FAUBOURG SAINT-JACQUES: couvents et jardins (55 F), 14 h 30, sortie du RER Port-Royal (Europ exip).
- LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSSE (55 F - prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Daru (Paris et son histoire).
- LE JARDIN ET LES SERRES D'AUTEUIL (35 F), 15 heures, 1 bis, avenue de la Porte-d'Auteuil (Ville de Paris).
- LE PARC DE BERCY (35 F), 15 heures, sur les pelouses face au Centre américain (Ville de Paris).
- LE QUARTIER DE LA TOUR DE NESLE et le rue Visconti (50 F), 15 heures, sortie du métro Pont-Neuf (Résurrection du passé).

LES SERVICES
DU Monde

Le Monde 40-65-25-25
Télématique 3615 code LE MONDE
CompuServe: 36 53 81 22
Adresse Internet: <http://www.lemonde.fr>
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-28-06-56
CD-ROM (1) 44-08-78-50
Index et microfilms: (1) 40-65-29-33
Films à Paris et en province: 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 film)
est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN: 0395-2037
Imprimerie du Monde: 12, rue M. Gaudouin, 94852 Ivry-Cedex.
PRINTED IN FRANCE.
1994
Président-directeur général: Dominique Alday
Directeur général: Gérard Moreau
Directeur commercial: Gilette Peyrou
133, avenue des Champs-Élysées
75403 Paris Cedex 08
Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

MUSIQUE C'est la dernière tendance musicale en vogue qui vient, bien sûr, de Grande-Bretagne. Au sommet des hit-parades arrivent des airs langoureux, sirupeux, inspirés

des musiques de films, de piano-bar, d'ascenseurs et de galeries marchandes, une musique facile à écouter. D'où son nom : « easy listening ». ● CE MOUVEMENT de mode

se double d'une manière de vivre, de se vêtir. Le printemps, dit-on, sera lounge, nom emprunté aux salons d'hôtels où se répand ce style de musique. Les loungers s'habillent fa-

çon années 50, et boivent des cocktails qu'on croyait démodés. ● LES PLUS CÉLÈBRES GROUPES contemporains s'inspirent de cette musique contribuant à réhabiliter aussi des

compositeurs subtils de formation classique et souvent méprisés par les puristes : John Barry, Henry Mancini, mais aussi Michel Legrand, Ennio Morricone et Francis Lai.

La vogue de l'« easy listening » réhabilite la musique des années 50

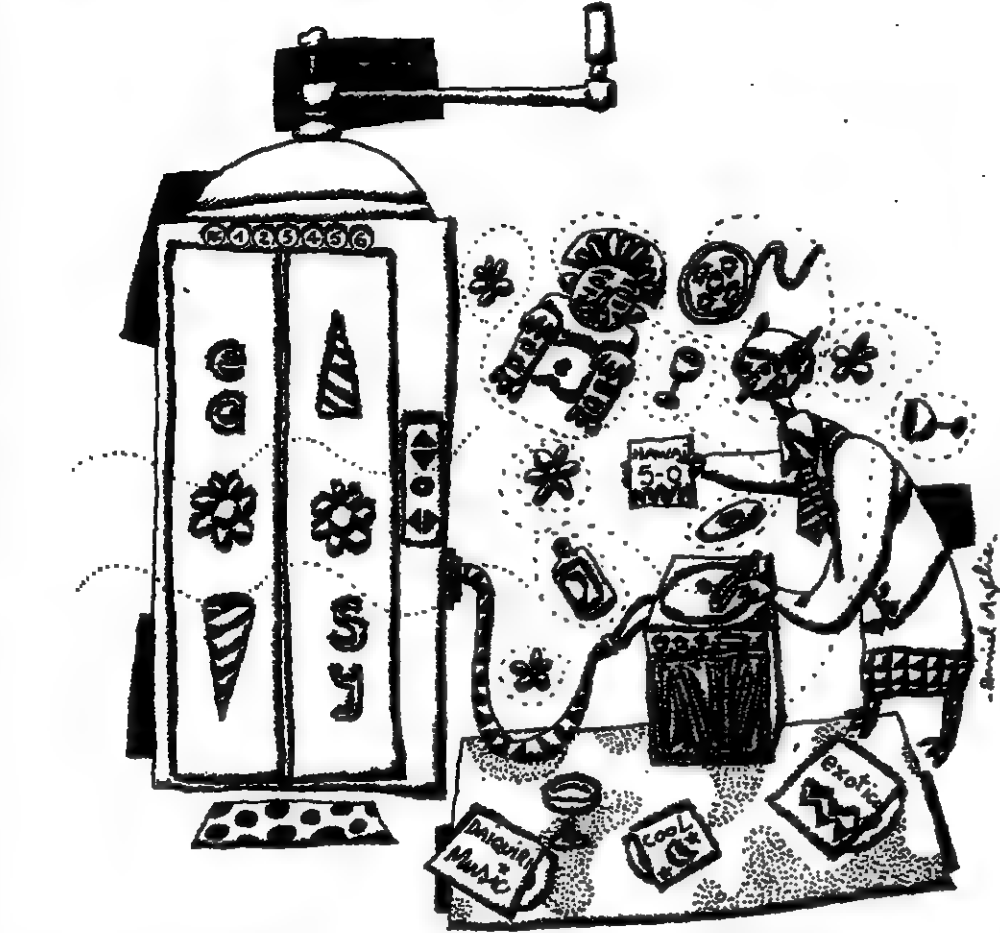
Venue de Grande-Bretagne, cette mode « facile à écouter » remet au goût du jour des sons et des rythmes destinés jusqu'à présent à servir de fonds sonores. Elle permet aussi de redécouvrir des compositeurs de musiques de films et de feuilletons comme John Barry, Henry Mancini, ou Michel Legrand

LE PETIT MANUEL du parfait « branché » indique que le printemps sera lounge. Devinez-vous membre de la cocktail nation ? Vivez-vous au rythme de l'easy listening ? Résumons. Depuis quelques mois, les nuits londoniennes – puisque c'est encore là que ça se passe – s'habillent de couleurs pastel et bruisent de musiques d'ascenseur. Chez Madame Jojo, au Smashing ou au City Cheese, nouveaux temples de la cocktail culture, des jeunes gens posent en costumes *fités*, chemise pame ou robe rose, siroient du daiquiri en fumant des menthol, comme si leur vie défiait sur fond de générique de « Chapeau melon et bottes de cuir ».

Sur les bords de la Tamise, mais aussi à New York, Paris ou Tokyo, on les a surnommés les loungers, de lounge, ces salles de bar au confort un peu désuet, souvent bercées de « musiques d'ambiance ».

SÉRÉNADÉS POUR ASCENSEURS

Derrière leurs platines, des disc-jockeys – Martin Green, Patrick Whitaker, James Karminsky sont actuellement les plus en vogue – distillent des atmosphères adéquates en piochant dans la discothèque de leurs parents. Dans les années 50-60, il était courant de réorchestrer les tubes de l'époque en des versions instrumentales « faciles à écouter » en musique de fond, idéales sérénades pour lounge et garden parties, pour supérieures et ascenseur. Ces enregistrements joyeusement kitsch fournissent la base de ce qu'on appelle l'easy listening, mais cette famille musicale est un genre source-tout. A l'initiative de ces disc-jockeys, instables fouteurs, et grâce à l'effet de mode, des dizaines de compilations rassemblent aujourd'hui des artistes aussi divers que Michel Legrand, Quincy Jones, Ray Davies, Antonio Carlos Jobim, Henry Mancini, Burt



DESIGN DANIEL ARIZZI

Bacharach, Serge Gainsbourg, Yma Sumac, Francis Lai, Esquivel ou Martin Denny. Des bandes originales de films et de feuilletons, des mélodies influencées aussi bien par le rock, le jazz, la pop, la bossa nova, la musique symphonique, l'exotisme synthétique ou la science-fiction. De la *musak* et des vrais chefs-d'œuvre.

Quels points communs dans cette diversité ? Une patine désuète ?

Une apparente légèreté ? L'avantage surtout de ne rendre de compte à aucun dogme puriste, de se moquer de la crédibilité du rap ou de la rock'n'roll attitude. Dans quelques semaines sûrement, les *nightclubbers* seront passés à autre chose, mais au-delà du caractère forcément éphémère du mouvement, on aura peut-être décrypté des aspects plus profonds du phénomène, de vraies audaces et des

effets pervers. Il y a quelques semaines, Mike Roberts, chef d'orchestre des Mike Flowers Pops – douze musiciens apparemment plus habitués aux bars des palaces qu'aux salles de concerts – s'est retrouvé par surprise en haut des hit-parades. Costume étiré, perruque blonde et sourire naïf, ce Britannique a donné au manifeste rock du moment, le *Wonderwall* d'Oasis, le *swing* pailleté de l'*elevator music*.

La réhabilitation de compositeurs injustement méprisés

AU CŒUR de la cocktail nation, il est une contrée particulièrement fréquentée, celle de la musique de film. Pas n'importe laquelle, il va sans dire : l'easy listening à l'oreille sélective et préférentielle, aux compositions grandioses de Tiomkln ou Hermann, les charmes vaporeux d'un John Barry ou d'un Henry Mancini. Une fois encore, il est difficile de discerner ce qui vaut à ces musiciens l'honneur d'être élevés soudainement au rang de héros. Qu'ont donc en commun le compositeur des *James Bond* (John Barry), le musicien attitré de Blake Edwards (Henry Mancini), l'auteur de *Mission Impossible* (Lalo Schiffrin), le partenaire de Jacques Demy (Michel Legrand) – noms auxquels il faudrait ajouter

ceux d'Ennio Morricone, Nino Rota et, plus tristement, Francis Lai ? Sans doute, ces qualités mêmes qui leur ont valu – et leur valent encore – le mépris des beaux esprits et la ferveur des amateurs : légèreté, grâce, indolence. Loin des savantes partitions symphoniques de leurs prédécesseurs formés en Europe centrale (Steiner, Tiomkln, Korngold...), ces musiciens imposent, dans les années 60, un univers musical privilégiant l'élégance et la simplicité, et ouvert sur les sons à la mode.

Véritable buvard, un Henry Mancini s'imprègne de tous les courants en vogue, notamment la bossa nova et les rythmes brésiliens. La plupart d'entre eux sont issus du jazz : John Barry a démarré comme trompettiste au sein d'un groupe à succès avant de faire carrière au cinéma. L'Argentin Lalo Schiffrin, venu à Paris se former auprès de Messiaen, scandalisait ses professeurs en allant s'encanailler dans les clubs de jazz de Saint-Germain. Tous en concevront des partitions qui, pour l'essentiel, tirent leurs pulsations langoureuses du jazz West Coast.

UN CERTAIN ART DE VIVRE

Epris de sonorités suaves et exotiques, les adeptes de l'easy listening ont aussi amplement de quoi se satisfaire chez ces auteurs. Orfèvre du son, Michel Legrand a toujours émaillé ses compositions de subtilités instrumentales, déroulant de douces volutes orchestrales (*L'Affaire Thomas Crown*) ou tâchant de retrouver la pâte rutilante d'un Ravel (avec Jacques Demy). Henry Mancini donne ses lettres de noblesse au piano-bar ou à la guitare hawaïenne. Le plus grand maître en la matière restant incontestablement John Barry, qui, outre qu'il a donné à la musique de film ses plus belles mélodies, a su les enrober de couleurs toujours renouvelées. Du cymba-

lum de *Vendetta* à l'harmonica de *Midnight Express*, ses expérimentations ont fortement marqué les esprits et continué d'être à l'origine du culte que lui voue par exemple le groupe Portishead (dont le premier album comporte quelques compositions plus baroques que nature) ou John Zorn.

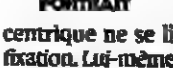
Peu importe que les noms de ces musiciens soient rarement associés à des chefs-d'œuvre du septième art. Lalo Schiffrin semblait courir après le film de seconde zone (sa popularité tient, pour l'essentiel, à ses génériques pour les feuilletons télé, *Mission Impossible* et *Mannix*) et John Barry a plus souvent travaillé avec Richard Lester qu'avec des maîtres avérés.

Pour les *easy listeners*, leur musique a une vertu plus rare : elle renvoie à des images où un certain art de vivre était de rigueur. Quel des partisans de cette mode ne voudrait pas ressembler à Claudine Longet, sursautant *Nothing to Lose* devant les invités de l'inénarrable *Party de Blake Edwards* (musique d'Henry Mancini) ? Lequel ne tient pas pour un modèle d'élégance et de raffinement Audrey Hepburn, entonnant *Moon River* du même Mancini dans le film *Breakfast at Tiffany's* ? Sûrement pas Morrissey en tout cas, l'ex-chanteur des *Smiths*, qui fit en 1994 une reprise surprenante de ce *Moon River*.

Jacques-Emmanuel Fousnaquer

Bertrand Burgalat contre la « beauferie rock and roll »

QUAND CE JEUNE HOMME de l'ombre passe à la lumière, on s'étonne à peine de ses faux airs de Gainsbourg, période dandy sixties d'un *swinging London* fantasqué. Bertrand Burgalat, la trentaine entamée, connaît par cœur l'œuvre du créateur de *Melody Nelson*. Mais cette personnalité ex-



centrique ne se limite pas à cette fixation. Lui-même producteur et arrangeur, aussi original qu'ignoré du grand public, Bertrand Burgalat voit aujourd'hui sa cote monter brutalement. Grâce au succès du premier album de Valérie Lemerrier – sa dame à la ville –, dont il a composé toutes les musiques, et parce que son profil, jusque-là atypique, le met en phase avec les tendances du moment.

En dix ans, son parcours lui aura permis d'assumer sans mal son fétichisme rétro comme ses envies de

modernité, son goût de l'easy listening comme de la techno. Avec Lailbach, groupe slovène à l'humour sulfureux, il passera à la moulinerie d'un rock martial et industriel quelques-unes des plus célèbres mélodies de la musique populaire. Il tiendra en France enregistré avec Jad Wio un album de glam-rock sexy et une reprise du grand Serge (Contact), partira dans un squat à Bruxelles bricoler avec Samy Bimbach des miniatures électroniques sous le nom de Guesome Twosome, travaillera avec Louis Philippe et Dominique Dalcan, soucieux de concilier comme lui les raffinements d'une « variété » millésimée et les nouvelles technologies. Engagé l'an passé par l'Australien Mick Harvey pour s'occuper des adaptations en anglais de seize chansons de Serge Gainsbourg pour l'album *Intimacy* Mon, il se continuait avec son maître et ressortait de l'expérience, libéré de cette tutelle.

Chanté par l'éthérée des Visiteurs, le simple *Golfe* mes frères passe aujourd'hui sur toutes les ondes. Si l'ensemble de l'album Valérie Lemerrier chante n'est pas aussi réussi que ce titre à succès – trop de textes anodins et une voix limitée –, le disque confirme l'éclectisme de Burgalat, ses goûts d'œil fûtés et une culture musicale sans a priori. Sur les photos de pochette, on voit Valérie Lemerrier en robe jaune citron, en chemisier rose bonbon, brandissant une trompette qui pourrait appartenir à Georges Jouvin. Le producteur a, semble-t-il, converti l'actrice à sa vieille passion pour l'easy listening.

« PAS DE HÉRIÉRARCHIE »

Il explique ses aller-retour entre passé et futur. « Je fais les disques que j'ai envie d'entendre. J'essaie de sortir de cette alternative qui veut qu'on reste fixé sur le passé, ou qu'on fasse comme si rien n'avait existé avant nous, comme si on devait tout inventer. Dans chaque genre de musique, il y a des choses qui me touchent. Je ne fais pas de hiérarchie. Cette vogue de l'easy listening me gêne un peu.

même s'il y a des choses que je trouve plaisantes, j'aime cette remise en cause de la beauferie rock and roll. Mais de là à parler de cocktail nation... Un des charmes de cette musique vient aussi de sa naïveté, de sa modestie, de sa banalité. A partir du moment où on conceptualise cela en en faisant un truc glamour, on va vers de grosses déconvenues. Les mêmes personnes qui me disaient, il y a six mois, « la jungle, c'est formidable », m'invitent aujourd'hui à des cocktail parties ».

Pour Bertrand Burgalat, l'intérêt de l'easy listening correspond à la philosophie qu'il se fait de la musique pop. « Ce qu'il y a de formidable dans la pop, c'est son apparence frivole. Ça ne dure que trois minutes, ça n'a pas la prétention de changer la planète, mais parmi toutes les musiques produites au XX^e siècle, c'est peut-être là qu'on trouve les choses les plus profondes et les plus touchantes. »

S.D.

Discographie

● *Compilations : This Is Easy* (Import Virgin), *The Sound Gallery* (EMI), *The Sound Spectrum* (Castle, 5050), *The Easy Project : 20 loungecore favourites* (Sequel, 5050), *Inflight Entertainment* (Barclay), *Cocktail Mix vol 1-3* (Rhino), *Shaken Not Stirred* (Rykko, Harmonia Mundi).

● *Albums : Martin Denny, Exotica-The Best of* (Rhino), Esquivel, *Space Age Bachelor Pad Music* (BMG), *The Jerry Moss Symposium* (Sequel, 5050), *Sounds Orchestral, Cast Your Fate To The Wind* (Sequel, 5050), *The Mike Flowers Pops, Wonderful* (Barclay), *Combustible Edison, Scaphopodic* (Labels Virgin), *The Divine Comedy, Casanova* (Labels Virgin), *Katerina, Mes mauvaises fréquentations* (Rosebud, Barclay), *Valérie Lemerrier, Valérie Lemerrier chante* (Tiscat, BMG).

LES TRIOMPHE
DU 10 AU 28 AVRIL 1996
DE RUSSIE A PARIS

NINA ANANIACHVILI
avec le BALLET DU KIROV
CHISELLE
24 avril

ORCHESTRE, CHŒURS ET SOULISTES DU
NOUVEL OPERA DE MOSCOU
Dir. : EUGÈNE KOLBOV

ROSSINI
extraits d'opéras
et de musiques sacrées
26 avril

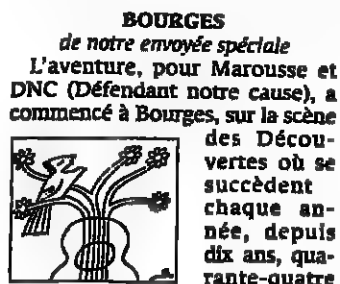
MARIE STUART
OPERA DE DOMIZETTI
27 avril

RUSSIE
Théâtre des Champs-Élysées
49 52 50 50

Les « découvertes » du Printemps de Bourges s'insurgent et revendiquent

Distingués en 1995, les groupes Marousse et DNC ont enregistré leur premier disque. Retour sur scène

A côté des vedettes-locomotives du Printemps de Bourges, les groupes et chanteurs débutants tentent leur chance sur la scène des « Découvertes », tremplin offert depuis dix ans aux espoirs de la chanson française. Les lauréats se voient offrir l'occasion d'enregistrer leur premier disque. Ce fut le cas, en 1995, des rockers alternatifs de Marousse et des rappeurs de DNC. Ils sont de retour à Bourges.



BOURGES
de notre envoyée spéciale
L'aventure, pour Marousse et DNC (Défendant notre cause), a commencé à Bourges, sur la scène des « Découvertes » où se succèdent chaque année, depuis dix ans, quarante-quatre groupes et artistes, sélectionnés parmi 1 600 candidats par les vingt-quatre antennes régionales et européennes du Printemps. Elle s'est poursuivie par un album, enregistré grâce aux accords conclus en 1994 entre EMI et le Printemps de Bourges, afin d'offrir à une (ou deux) révélation l'occasion de passer au disque. Les premiers bénéficiaires ont été le groupe breton les Clam's en 1995.

Le label « Découvertes » a été conçu « comme un laboratoire », explique Mustapha Terki, responsable de ce « tremplin ». Il s'agit de publier un second album du même artiste. Invités au Printemps en deuxième année, sur une « vraie » scène cette fois, DNC et Marousse ont donc troqué leur position de challenger contre celle de talent à confirmer.

« Nous avons l'obligation de progresser, de changer, c'est un peu flippant », explique Marina, la jeune chanteuse de Marousse, groupe créé en 1993. Marina a de l'énergie pour dix. Elle est la sœur de Santi, le batteur, qui fut aussi celui de la Mano Negra de 1987 à 1994. La musique de Marousse s'inspire d'ailleurs de l'électrisme du rock sudiste inventé par Manu Chao et ses comparses. Salsa ou valse, influences hardcore ou reggae, punk ou trash, tout est pré-

texte à l'ivresse, à la restauration de l'esprit d'un rock alternatif coloré que l'on pensait mort et enterré. En scène, le groupe ressemble à une grosse boule jetée à toute allure sur un mur de sons. Encore trop compact, trop massif, il ose de jolis coups derrière Marina (chant, saxo, harmonica), par exemple une reprise précipitée de *Just a Little Beat*, d'Aretha Franklin. Contre les faux-darcs et les ripoux, Marina (auteur des textes encore fragiles, avec son amie Axten) et sa bande s'insurgent. Ils refont le Tour de France cycliste à coups de décibels, promettent à la planète de la plumer, sur l'air de l'alouette...

« PAS DE GHETTOS »
Le groupe DNC ne vient pas du même monde : ils font du rap, musique des quartiers, pour ne pas dire des ghettos. Ce groupe lyon-

nais rappelle que « l'attaque est encore la meilleure défense », avant de lancer leur mot d'ordre : « Découvrir nos contrées » (DNC). De nouvelles contrées musicales, où le rap latin et alangui, spécialité française, flirte avec des mélodies arabesantes, du raggamuffin insulaire (la Réunion) ou la voix soul de Lindah, qui, au côté de Sister K, tient la dragée haute aux garçons (Master Jeff et Stan). Cette mixité dynamique fait de DNC un groupe prometteur. Comme les rappeurs sénégalais de Positive Black Soul, ils ont compris que la scène n'était pas qu'un passage à l'acte, à parcourir à grandes enlambées en lançant les bras au moment où les basses explosent.

Au contraire du rap très revendicatif d'Assassin, invité à Bourges en première partie des Américains Cypress Hill - militants pro-cannabis virulents -, d'autres, tels Siffo, Fabe, ou Mellowman affirment plutôt le droit à la réussite des exclus du confort moderne. Devant une France qui « s'offense des jeunes qui pensent » (Fabe), ils se proposent de réparer l'injustice qui leur est faite (« Qui vivra verra, verra qui donc s'en sortira » - Fabe, dans *Fabe défend ses frères*).

Ni Fabe ni DNC n'ont envie des caricatures de banlieue. Ils voudraient simplement être eux-mêmes au milieu des autres. C'est ce qu'une centaine de participants de l'opération Cité rock, qui depuis six ans mobilise des jeunes des banlieues, ont demandé à Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, en visite à Bourges le 18 avril. « Ne formez pas de ghettos avec des projets trop « banlieue », lui ont-ils dit en substance. Ouvrez-nous les scènes nationales et les conservatoires de musique. »

Véronique Mortaigne

Banlieues bleues confirme ses choix et ses positions

Les quatre semaines de jazz dans la Seine-Saint-Denis sont un succès

LA TREIZIÈME ÉDITION de Banlieues bleues aura donc bien été une réussite. Artistiquement comme en termes de fréquentation. Jacques Boncompagni, le directeur de cette manifestation consacrée au jazz, ne serait pas allé jusqu'à l'affirmer à quelques jours du premier concert le 20 mars, mais il sentait que cette année allait être une

bonne année. Mieux, les orientations, une manière de défendre des choix, le déroulement et la spécificité nomade de Banlieues bleues se trouvent confirmés. Lundi 15 avril, dans sa quatrième semaine, Banlieues bleues avait déjà dépassé ses prévisions optimistes de fréquentation : la plupart des concerts ont fait salle pleine, et notamment certains soirs « difficiles ». Que ce mouvement accompagne une programmation ouverte à pas mal d'aventures n'est pas indifférent.

Après avoir connu des éditions légèrement plus longues, Banlieues bleues a été ramenée à quatre semaines (du 20 mars au 18 avril), son rythme idéal, qui permet que l'enchaînement de soirées réparties sur quatorze villes de la Seine-Saint-Denis conserve sa densité. On se laisse emmener par un mouvement, des rebondissements. Certains festivals - ce que n'est pas tout à fait Banlieues bleues - ont du mal à maintenir ces envies plus de deux jours consécutifs.

Autre élément de satisfaction, les « premières parties ». Parfois avec des décalages flagrants, elles ont souvent été des surprises enthousiasmantes. Ainsi le Mecanum de Pierre Bastien, cet orchestre-machine construit à partir de pièces de Meccano, dont le traicteur ludique venait contraster avec la noieure du Klic-Clique du chorégraphe Mark Tompkins. Et l'ovation qui a laissé ahuri le trio du batteur Christophe Marquet. Culotté ça, un trio emmené par un jeune batteur avant la formation de John McLaughlin, dont l'un des membres est Elvin Jones, maître tambourinaire, comme le sont Max Roach ou Tony Williams dans l'histoire du jazz.

Tiens, les filles sont à nouveau de sortie. On le constate ici de manière marquée. Il faudra voir dans les mois qui viennent si d'autres lieux sont dans les mêmes dispositions. Souvent plus critiques, tout aussi savantes que les garçons, elles disent aussi plus facilement « ça m'a plu » ou « ça ne m'a pas plu ».

Sylvain Sicler

Un « Sacre du printemps » symbolique triomphe à Pékin

Sept ans après Tiananmen, l'Orchestre national de France séduit un public de plus en plus averti

PÉKIN

de notre correspondant
Voilà trente ans, commençait la Grande Révolution culturelle prolétarienne chinoise, épisode historique aux manifestations dramatiques et ahurissantes. L'une d'elles fut de priver un peuple entier, le plus nombreux de la Terre et l'un des plus riches en civilisation, de toute musique étrangère (hormis la mélodie de *L'Internationale*). Si les violences durèrent trois ans, la punition musicale, elle, dura plus de dix ans. Il fallut attendre quelque temps après la mort de Mao Zedong en 1976 pour pouvoir entendre à nouveau en public *L'Hymne à la joie*.

On comprend que, dans de telles conditions, probablement personne parmi les six mille spectateurs qui peuplaient, mercredi 17 avril, le Palais du peuple, n'ait boudé son plaisir malgré les conditions un peu particulières dans lesquelles s'y produisait l'Orchestre national de France (ONF), première formation symphonique française à jouer en Chine depuis plus de trente ans. On comprend en outre pourquoi c'est faire une erreur de calcul que de critiquer des artistes venus apporter une bouffée d'air du grand large harmonique dans une atmosphère encore raréfiée sur ce plan. C'est seulement maintenant en effet que les musiciens chinois commencent à retrouver une partie des moyens - financiers, mais aussi d'environnement culturel - nécessaires à l'épanouissement d'une certaine sensibilité.

En Chine, l'embryon qui en existait au milieu du siècle avait déjà été pénalisé par l'alliance politique de Pékin avec Moscou. L'école soviétique devint la seule référence, rendant un son poussiéreux aggravé par la piètre qualité des instruments disponibles. Tout cela fut balayé par l'holocauste culturel maoïste. On alla, alors, jusqu'à casser les poignets de pianistes. Les danseurs subirent des déboires similaires. Le dernier film du réalisateur underground Zhang Yuan, *Les Fils*, montre en cinéma-vérité la vie quotidienne d'un ancien danseur étoile déchu pour raisons politiques, qui a plongé dans l'alcool. Il fait, évidemment, problème pour les censeurs.

Depuis quinze ans environ, les artistes chinois ont retrouvé un certain contact avec le monde extérieur. L'ONF a été précédé ici par plusieurs très grandes formations américaines, allemandes, autrichiennes, israéliennes, toutes ovationnées. Certes, le régime de Pékin n'a pas vraiment fait dans la dentelle pour accueillir l'ONF et récupérer son profit - croit-il - les retombées du prestige. Le Palais du peuple, monstruosité architecturale, symbole d'un pouvoir qui y

réunit tous les ans ses « députés » à la botte, est un lieu aussi propice au plaisir musical qu'un complexe sidérurgique. Service de sécurité imposant, ambiance de moisie idéologique fixée dans l'étoile rouge colossale du plafond...

Et, pourtant, Martha Argerich, Charles Dutoit et leurs cent vingt complices ont su créer du bonheur musical pour les mélomanes chinois. Elle, par l'incroyable naturel avec lequel elle sert sa perfection technique au piano et les coups d'œil gourmands vers l'orchestre en plein *Concerto n° 1 de Liszt*. Lui, avec ses moulinets des bras qui parfois font s'inverser les lois de la pesanteur. Un bon peu dans les *Tableaux d'une exposition*. Pas beaucoup dans *La Mer* (mais Debussy en Chine, c'est une longue histoire pas souvent réussie). Et de manière plus décisive pour un *Sacre du printemps* emblématique compte tenu de l'environnement politique. Il y a sept ans, au pied du bâtiment, commençait en effet le drame du « printemps de Pékin » qui se conclut par le massacre de Tiananmen. Rien ne permet d'accuser les enthousiastes qui hurlaient, du balcon, de puissants « *Hao !* » (Bravo !), d'avoir oublié cet épisode sanglant. Au contraire, ils manifestèrent plutôt contre le repli culturel que le gouvernement a alors voulu imposer.

UN TROISIÈME BIS

On peut regretter dans pareil contexte que l'ONF manque quelque peu de cet éclair de joie qui anime d'autres formations. Car le public chinois - qui n'est plus, en la circonstance, très politiquement sur le volet, mais essentiellement composé d'amateurs avertis et de quelques officiels également sensibles à la musique - attend ce petit vent de folie qui le commence à gouter. Cela se sent quand ce public parvient à imposer un troisième bis à un service de sécurité pressé de ramener les lumières et de faire évacuer la salle.

Mais c'est plutôt le deuxième de ces bis, un air chinois, qui donnait son sens à l'affaire, et dont il faut décoder le succès. La ritournelle est - affaire de goût encore - la grande majorité des compositions chinoises produites en vingt-cinq ans. Mais le morceau, intitulé *La bonne nouvelle de Pékin est arrivée dans la région frontalière*, est aujourd'hui compris par les intéressés comme l'annonce de la fin de la révolution culturelle : enfin, on allait respirer. En l'occurrence, la bonne nouvelle arrivait... à Pékin, place Tiananmen.

Francis Derron

■ **CINÉMA** : le réalisateur allemand Volker Schlöndorff a renoncé à présenter *Le Roi des Aulnes* au festival de Cannes, qui se déroulera du 9 au 20 janvier prochain. Le montage n'a pu être terminé à temps. Le film est adapté du roman de l'écrivain français Michel Tournier, avec l'acteur américain John Malkovich dans le rôle principal. Doté d'un budget d'environ 80 millions de francs, il a été tourné en Pologne, à Paris et aux studios de Babelsberg. Palme d'or à Cannes en 1980 avec *Le Tambour*, Volker Schlöndorff dirige également les studios de Babelsberg.

■ **ART** : la collection *Paléocratie* entre définitivement au Louvre. Les pièces d'argenterie du célèbre orfèvre Louis-Victor Poulforcat, achetées en 1955 par l'armateur grec Stavros Niarchos pour le Louvre, sous réserve d'usufruit, vont être définitivement versées dans les collections du musée après la mort du mécène. Celles-ci ont été exposées à plusieurs reprises, la dernière fois en 1994. Parmi ces objets, le goblet d'or d'Anne d'Autriche, l'aignière de Lebrun (1677), le grand plat aux armes des Lescapopoulos, de Besnier (1721), le confiturier de la reine Hortense ou les plats à déjeuner au chiffre de Bernadotte, roi de Suède.

■ **MUSIQUE** : le mandat de Jean-Louis Tournier à la présidence du directoire de la Société des auteurs, compositeurs, éditeurs de musique (Sacem) a été renouvelé pour « une durée indéterminée », a annoncé jeudi 18 avril le président du conseil d'administration de la Sacem, le compositeur Gérard Calvi. Le mandat, de M. Tournier, soixante-six ans, président de ce directoire depuis 1992, après avoir été de 1961 à 1992 directeur général de la Sacem, expirait le 31 janvier 1998. La Sacem a tenu à conserver à la tête de son administration un expert en matière de droits d'auteur, à l'heure où les autoroutes de l'information posent des problèmes encore non résolus dans ce secteur.

■ **FESTIVAL** : le « French May », quatrième festival artistique et culturel de Hongkong, verra la création de l'opéra-bouffe d'Offenbach *La Vie parisienne*, mis en scène par Michel Gils, et dirigé par Alain Paris, chef d'orchestre et producteur de Radio France. Le festival accueillera également l'intégrale des films de Robert Bresson. Le « French May » a été lancé en 1993 par le consul général de France à Hongkong, Laurent Aublin. Il est financé par le ministère français des affaires étrangères et par un grand nombre d'entreprises françaises actives à Hongkong et en Chine.

ANNALES DU C.E.S.E.R.E
Directeur : Pierre Vaydat
Université Charles de Gaulle-LILLE III
Centre d'études supérieures et de recherches sur
les relations ethniques et le racisme

N°10
**Le Barbare,
le Primitif,
le Sauvage**

origine sémantique du mot Barbare /
le Barbare et la tragédie grecque /
entre Grecs et Barbares / la Germanie
de Tacite / le Barbare chez les Romains
du V^e s. / le cas Childéric / tableaux du
Tupinamba / l'historiographie juive
et le Barbare / le Barbare dans l'idéologie
allemande / le primitif et l'originaire

Le numéro : 90F (ch. à l'ordre de l'agent comptable LILLE III)
Centre de gestion des revues
B.P.149 - 59 653 Villeneuve d'Ascq cedex
Tél : 20.41.64.67

musique des années 50

destinés jusqu'à présent à servir de fondement à John Barry, Henry Mancini, ou Michel Legrand.

... et doivent des cock-
... LES
... GROUPES contem-
... de cette musique
... à réhabilitier aussi des
compositeurs subtils de la
classique et souvent mé-
... John Barry, Hen-
... mais aussi Michel
... Morricone et Francis

... de notre envoyée spéciale
L'aventure, pour Marousse et DNC (Défendant notre cause), a commencé à Bourges, sur la scène des « Découvertes » où se succèdent chaque année, depuis dix ans, quarante-quatre groupes et artistes, sélectionnés parmi 1 600 candidats par les vingt-quatre antennes régionales et européennes du Printemps. Elle s'est poursuivie par un album, enregistré grâce aux accords conclus en 1994 entre EMI et le Printemps de Bourges, afin d'offrir à une (ou deux) révélation l'occasion de passer au disque. Les premiers bénéficiaires ont été le groupe breton les Clam's en 1995.

... de notre envoyée spéciale
L'aventure, pour Marousse et DNC (Défendant notre cause), a commencé à Bourges, sur la scène des « Découvertes » où se succèdent chaque année, depuis dix ans, quarante-quatre groupes et artistes, sélectionnés parmi 1 600 candidats par les vingt-quatre antennes régionales et européennes du Printemps. Elle s'est poursuivie par un album, enregistré grâce aux accords conclus en 1994 entre EMI et le Printemps de Bourges, afin d'offrir à une (ou deux) révélation l'occasion de passer au disque. Les premiers bénéficiaires ont été le groupe breton les Clam's en 1995.

... de notre envoyée spéciale
L'aventure, pour Marousse et DNC (Défendant notre cause), a commencé à Bourges, sur la scène des « Découvertes » où se succèdent chaque année, depuis dix ans, quarante-quatre groupes et artistes, sélectionnés parmi 1 600 candidats par les vingt-quatre antennes régionales et européennes du Printemps. Elle s'est poursuivie par un album, enregistré grâce aux accords conclus en 1994 entre EMI et le Printemps de Bourges, afin d'offrir à une (ou deux) révélation l'occasion de passer au disque. Les premiers bénéficiaires ont été le groupe breton les Clam's en 1995.

CLASSIQUE

DIALOGHI VENETIANI
L'héritage
de Monteverdi (I)Œuvres de Scarlatti, Piccini, Marini,
Kapsberger, Cavalli, Castelli, Uccellini,
Merula, Rossi, Piccinini et Monteverdi
Ensemble La Fenice

Le goût du duo vocal né à Ferrare du *Concerto delle Dame* n'a pas gagné que les héritiers du madrigalisme. Fort de l'expérience du *colla parte* qui double le chant à l'unisson, la pratique instrumentale imita bientôt ces dialogues savants et promut le *concerto* (concert à bouquin), perçu comme le plus proche de la voix humaine, comme le violon, qui acquit ainsi ses premières lettres de noblesse. C'est dire l'intérêt de ce programme original qui marie les échos de la cour de Mantoue et les fastes vénitiens, révélant des musiciens effacés comme les *standards* de la basse obstinée et proposant, usage courant alors, l'interprétation instrumentale de motets monteverdians. La virtuosité élégante de Jean Tubéry et de ses complices rend justice à ces pages d'une vitalité et d'une invention qui restituent l'émotion et de la grâce des duos vocaux du premier XVII^e siècle. Comme l'éditeur indique qu'il s'agit d'un premier volume, on attend avec intérêt la suite de ces « révélations ».

Philippe-Jean Catinchi
★ 1 CD Ricercar RIC 157 142.ALBAN BERG
3 Orchestersätze op. 6
3 frühe Lieder Der WeinAnne Sofie von Otter (mezzo-soprano),
Orchestre philharmonique de Vienne,
Claudio Abbado (direction)

Les premiers Berg d'Abbado à la tête de l'Orchestre symphonique de Londres ont longtemps fait référence – et contiennent de le faire qu'il lui adienne. D'autant que ces nouvelles gravures ne « doublonnent » qu'une fois avec les précédentes, le temps d'un *Opus* moins engagé peut-être

La révolution de Charlie Haden commence demain

Réédition du premier enregistrement du Liberation Music Orchestra

CE DISQUE a été enregistré les 26, 27 et 28 avril 1969. Ce disque est un manifeste. Ce disque est un contre-disque qui prend son temps et sa juste vitesse. Ce disque est un disque du temps où l'on croit à la musique. Sa réédition est un moment de la vie. Un moment de guérison. Un élan. Le temps ne fait rien à l'affaire. Le temps est tout. Le temps est ce qui fait vivre. Ce disque est une légende, un chant d'amour. Le nom du contrebassiste Charlie Haden s'étale comme un tag sur un mur de New York (briques rouges, ombres de midi). Les treize corps qui composent l'image, treize musiciens, treize êtres qui ont changé les vies, sont beaux, serins, apaisés.

Carla Bley, belle comme le jour, et Charlie Haden, digne et assuré, tiennent de part et d'autre une banderole de manifestants. En noir sur fond rouge, on lit le nom de l'orchestre, le titre du disque, l'appel du manifeste, la beauté de l'existence : Liberation Music Orchestra. Le générique est un générique hollywoodien pour peu que le « Che » et le sous-commandant Marcos eussent envahi Hollywood : Haden (longs solos lyriques, plaintes enlevées), Perry Robinson (clarinette), Gato Barbieri (le leader tiers-mondiste de l'époque au ténor rauque), Dewey Redman

(saxophoniste que son fils Joshua finira par rendre célèbre), Mike Mantler (trompettiste et organisateur), Roswell Rudd (trombone de tous les coups), Bob Northern (cor), Sam Brown (guitare), Paul Motian (percussions), Andrew Cyrille (batterie), Carla Bley (piano mais aussi arrangements) et Howard Johnson (tuba, énorme). Devant, un jeune homme assis aux deux flûtes : Don Cherry.

Ce disque est une fête sur un principe très simple. Il consiste à prendre des thèmes originaux (très peu) ou des chants révolutionnaires (beaucoup) et quelques moments d'histoire (voix lointaines collées, montées, rapportées, de chants de la guerre d'Espagne par exemple) et à les traiter de la façon la plus ouverte possible, la plus libre, l'incantatoire, mouvementée, directe. C'est du jazz, et ce n'en est pas. C'est le comble du jazz.

ASCENSIONS

Il y a des introductions aux amplexes d'opéra, des crises comme n'en connaît que l'amour, des ascensions vers un désir collectif dont Coltrane avait signalé la voie sans donner la recette, des échos du malheur du monde, le tout changé en

violence gaie, heureuse, gorgée, pleine. Il y a aussi des moments de sérénité douloureuse (*Song For Che*), que tous les bassistes du monde ont un soir essayé de reconstruire.

Ça sonne comme une musique ivre, une musique de cirque, une fanfare dans la cordillère des Andes, une *banda* de Pampelone qui rentre dans la joie de la nuit, l'harmonie qu'on aimerait entendre à l'entêtement d'un sage, le premier air que l'on veut faire découvrir à un enfant. C'est une musique naïve, qui se chante, se fredonne et se siffle, c'est le son d'une époque où les gens ont cru qu'ils pouvaient faire de la musique ensemble, c'est de la musique jouée demain. On ne s'étonne pas que la dernière génération des nouveaux venus tende l'oreille vers cette libération. Encore un effort, camarades !

C'est l'âme. On a remis les mistres, la fumette nostalgique et les plans qui fonctionnent bien. C'est demain. La musique commence demain. Liberation Music Orchestra.

Francis Marmande

★ 1 CD Impulse ! 11882-2. Distribué par MCA-EMM.

JAZZ

TONY COE
La tournée du Chat

Dans le numéro de mai du mensuel *Rock & Folk*, Valérie Mercier, la comédienne et dorénavant chanteuse-égérie *Frenchy* du « facile à écouter », pose au milieu de pochettes de disques. L'on voit, à ses pieds, des enregistrements des Melody Four, soit Lol Coxhill, Steve Beresford et Tony Coe. Les trois Britanniques étaient à la mode et ne le savaient pas. En revanche, pas de *Tournée du Chat* du même Tony Coe, enregistré en 1981 et 1982 au début des disques Nato, à une époque où le producteur Jean Rochard posait souvent son magnétophone dans des lieux de concerts. Et

pourant, si la notion de « facile » devait devenir l'unique critère – ce qui, il est vrai, est à craindre dans sa version industrielle –, ces prises réalisées à l'université de New York, à Dunois (Paris) et à la chapelle de Villedieu (Chantenay-Villedieu) auraient leur place. Bien sûr, ce facile est passé par la musique contemporaine (*The Jolly Corner*) – dans les intervalles, le spectre timbral – et dans l'improvisation libre, moins raisonnée, plus orgiaque (*Makoko*). Bien sûr. Mais question swing, sonorité – de plaisants aigus au saxophone aux graves sauges de la clarinette –, idées (en solo *Vive la Chantenay*) et sens mélodique (toute la musique de Coe), le « Chat » Tony – ici avec Alan Hacker, Robert Cornford, John Lindberg ou Violetta Ferri – s'écoute justement on ne peut plus facilement.

S. St.
★ 1 CD Nato 777 709. Distribué par Harmonia Mundi.

ROCK

MARK EITZEL
60 Watt Silver Lining

Peu de chanteurs dans le rock savent ouvrir leur cœur comme Mark Eitzel. A la tête d'American Music Club, il aura fait de l'exaltation du spleen un art de vivre. Mais on sentait parfois cet écorché vif à la voix profonde embarrassé par la pesanteur du collectif. Le groupe s'est finalement séparé et Eitzel, ouvrant désormais en solitaire à San Francisco, a trouvé dans cet échec une nouvelle plénitude. On pénètre dans ce premier album solo (si l'on excepte un enregistrement en public sorti il y a quelques années) comme dans un cabaret au petit matin. Dans le lieu

déserté après des heures de dé-banche, seuls sont restés un pianiste, un batteur fatigué et un chanteur qui berce sa guitare sèche d'un timbre voilé par les cris d'une nuit blanche. Parfois, une trompette flûte en sourdine cette superbe mélancolie. Plus qu'un grand mélodiste, Mark Eitzel est un *soul singer* blanc et enivré. Mais ses prières murmurées, magnifiées par l'épure instrumentale, vous saisissent comme le plus accrocheur des refrains. *No Easy Way Down*, *Saved*, *Cleopatra Jones* sont parmi les nombreux sommets du chef-d'œuvre de ce perdant magnifique.

S. D.
★ 1 CD Virgin 7243 8 41404 2 7.

CHANSON

MALICORNE

Complétant la réédition des albums de Gabriel Yacoub par Boucherie Productions, voici une réjouissante compilation de titres enregistrés par le groupe Malicorne dans la deuxième moitié des années 70, auxquels s'ajoutent une nouvelle version de *Les filles sont volages*, une chanson traditionnelle qui, arrangée par Gabriel Yacoub, figurait dans le premier album de Malicorne, en 1974. Marie et Gabriel Yacoub, Hugues Decourson et Laurent Vercambre tressent des toiles de voix solides et gracieuses, tirent de l'oubli des chansons anciennes ou des compositions inspirées de thèmes régionaux, maçonnières ou populaires. Polyphonie et recherche vont de pair avec l'idée magique du monde qui donnait à Malicorne sa dimension moderne-moyenneuse. On y trouvera également le *Prince d'Orange*, extrait de l'album *Pierre de Grenoble*, enregistré par Pierre et Marie Yacoub en 1973.

V. Mo.
★ 1 CD Acoustica/Boucherie Productions BP9291.

GUILLAUME PAYEN

Dangerusement

Dans la veine de la chanson blues, Guillaume Payen exploite une voix à mi-chemin entre le vibrato et les graves éraillés. Cet amateur de guitare acoustique ne dédaigne pas les violons joliment arrangés (*Transparent*, un thème que ne renierait pas Michel Jonasz, *Dure journée*, où le quatuor à cordes a des consonances à la William Sheller). Ses chansons rappellent que l'on peut s'aimer puis ne plus se voir, tomber dans un incompréhensible brouillard intime. Guillaume Payen a ses vertiges (de l'amour, *Dangerusement*), ses obsessions (la distance), il en vient à se répéter, négligeant alors les tempos et les orchestrations, quitte à les tailler à la hache dans le bon vieux rock d'opérette mille fois entendu (*Comme une évidence*), avec break et coup de tambour en fin de phrase.

V. Mo.
★ 1 CD EMI 836087-2.MUSIQUE
DU MONDELOBI TRAORÉ
Ségu

Avec une guitare faite de bric et de broc, dans la moiteur des bars de Bamako, Lobi Traoré s'est forgé une légende. Au départ, à Ségu, sa ville natale, située à 200 kilomètres de la capitale, il a dû jouer de toutes les audaces pour pouvoir s'exprimer. Son père ne cessait de lui rappeler que, n'étant pas griot, il n'avait pas à toucher à la musique. Malgré les foudres paternelles, Lobi Traoré a fini par devenir l'un des personnages-clés du paysage musical malien. Son compatriote Ali Farka Touré, guitariste chanteur fort apprécié dans le cercle des amateurs de musiques du monde, avait produit son précédent album, *Bamako* (Buda Musique). Sur deux titres, ici, il glisse sa guitare. Si, à l'évidence, on peut déceler un lien de parenté entre les sobres ballades bluesy de Lobi Traoré et celles de son prestigieux parrain, la musique de Ségu n'en possède pas moins une fibre totalement originale. Elle s'exprime d'une manière crue, immédiate, et, quand les voix s'emballent sous le galop des percussions, révèle ce qu'elle a de plus indompté.

Patrick Labesse
★ 1 CD Cobalt 09275-2. Distribué par Melodie.

Julia ROBERTS John MALKOVICH

Après "Les Liaisons Dangereuses" le nouveau film de STEPHEN FREARS

"UNE HISTOIRE D'AMOUR, BELLE ET ÉTRANGE."
— POSITI —

"UNE SENSUALITÉ PRIMAIRE ET ANIMALE, DONT L'ÉROTISME SURPREND."
STUDIO : ★★

"FEROCE ET ROMANESQUE."
PREMIÈRE : ★★

"FASCINANT."
LE POINT

"STEPHEN FREARS PARVIENT À NOUS MARQUER AU PLUS PROFOND."
LES CAHIERS DU CINÉMA

Mary Reilly

LE 17 AVRIL

RFM

Patrick POIVRE d'ARVOR

Dimanche 21 avril
13h - 14h

SUR NOSTALGIE

avec Éric REVEL

dans SANS PARTI PRIS

NOSTALGIE
C'est pour toujours

Tout le cinéma

Europe 1 Communication s'exporte bien

Alors que sa station ne parvient pas à doper son audience en France, Europe 1 Communication a réussi son implantation à l'étranger, notamment à l'est et en Chine

« NOTRE BUT n'est pas d'implanter frénétiquement nos draps partout dans le monde mais de penser une stratégie à long terme et d'optimiser nos positions », Martin Brisac, directeur général d'Europe 1 Communication (ED1), filiale du groupe Europe 1, répète la phrase à l'envi. Pour le groupe Europe 1, il ne s'agit pas d'être présent dans le monde entier, mais d'être efficace dans la douzaine de pays où il a choisi d'être présent.

Décidée dans les années 1989-

1990, alors que le marché national de la radio subit une réglementation limitative, la politique d'internationalisation du groupe d'Europe 1 Communication suit deux grands axes : l'implantation se fait toujours sous forme de participation capitalistique, Europe ayant le statut d'opérateur. Le choix des implantations s'effectue quant à lui selon trois critères : dans les pays où l'économie se développe, là où la part de marché de la radio est en hausse, et où a lieu une réglementation. Installé en Europe de l'est, en Europe occidentale et en Asie, le groupe Europe 1 est aujourd'hui partenaire de près de vingt programmes radio.

En Europe de l'est, ED1 réalise un chiffre d'affaires cumulé de 150 millions de francs (soit plus du cinquième du marché publicitaire radio global en Europe centrale et orientale). ED1 vient d'ouvrir Radio 1 à Budapest (Hongrie), station qui vient ainsi rejoindre les sept autres déjà installées en Russie, en Pologne, en République tchèque, en Slovaquie et en Rou-

manie. En Europe occidentale, ED1 poursuit son développement en Espagne avec le réseau Top, et en Allemagne où, avec son partenaire Frank Otto et la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT), ED1 participe au lancement de la première radio « news-talk » allemande. Ce nouveau projet porte désormais à cinq le nombre de radios auxquelles participe ED1 dont le chiffre d'affaires cumulé, dans cette zone, atteint les 100 millions de francs.

En Asie, ED1 se concentre surtout sur le marché chinois. Après avoir signé un accord de société commune avec une radio publique chinoise à Shanghai, ED1 a récidivé en acquérant via sa filiale BEAT, 70 % de la première société de production de programmes radio et de régie de Canton. Deux ans après les premiers accords signés, ED1 est présent dans les trois principales métropoles chinoises. Il y réalise au total 10 millions de francs de chiffre d'affaires.

Hormis l'exportation de son savoir-faire français à l'étranger, l'implantation internationale constitue un laboratoire pour le groupe Europe 1 Communication en France. La première station « News Talk » lancée en Allemagne par ED1, station pour laquelle Jacques Lehn envisage un format centré sur l'information et l'interactivité (*Le Monde* du 12 avril).

Véronique Cauhapé

Le groupe Hachette prévoit une hausse de ses résultats en 1996

HACHETTE Filipacchi Presse prévoit une hausse sensible de ses résultats pour 1996, malgré une conjoncture publicitaire incertaine. Mais le groupe devrait bénéficier de la décade du prix du papier et de la hausse du dollar. Ces deux postes ont affecté les comptes de 1995. La hausse de 40 % du prix du papier a coûté 230 millions de francs à Hachette Filipacchi Presse (HFP). La baisse du dollar a entraîné une baisse de 304 millions de francs du chiffre d'affaires et de 40 millions de francs du résultat d'exploitation.

La partie presse d'Hachette est composée de deux groupes : Filipacchi Médias (*Paris-Match*, *Paris-Week*, etc.), coté en Bourse et détenu majoritairement par Frank Ténor et Daniel Filipacchi, et Hachette Filipacchi Presse (*Elle*, *Télé 7 jours*, etc.), détenu à 66 % par Matra-Hachette et à 34 % par Filipacchi Médias. Les deux groupes réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 10,6 milliards de francs.

Le chiffre d'affaires de Filipacchi Médias est en léger recul, à 1,509 milliard de francs, contre 1,532 en 1994, mais le résultat d'exploitation connaît un fort rétablissement, de 22,9 à 82,9 millions de francs, dû à une forte amélioration de la partie presse. « Il y a eu des efforts sérieux de gestion, notamment sur *Paris-Match* », a reconnu Gérard de Roquemaurel, vice-président d'HFP en présentant les résultats, jeudi 18 avril.

Toutefois, les activités radio du groupe (SkyRock) ont affiché une perte de 10 millions de francs,

conséquence des baisses d'audience en 1994 et de la mauvaise année publicitaire 1995. Le groupe est décidé à « faire évoluer la stratégie en matière de radio », en cherchant avec le régisseur Europe 1 des moyens d'améliorer les résultats. M. de Roquemaurel a déclaré qu'il n'excluait pas de « rechercher d'alliances » dans ce secteur.

QUATRE PROJETS

Le chiffre d'affaires d'Hachette Filipacchi Presse passe de 8,77 à 9,14 milliards de francs, mais son résultat d'exploitation est en recul, à 619 millions de francs contre 699 en 1994, dû à la hausse du prix du papier et à la baisse du dollar. Ainsi, le résultat de la presse magazine internationale passe de 513 millions à 387 millions de francs. Le résultat net, part du groupe, s'établit à 341 millions de francs contre 382 millions en 1994.

Pour 1996, le groupe veut accentuer son développement international, mais envisage des lancements en France. « Quatre projets sont relativement avancés », a annoncé M. de Roquemaurel, parmi lesquels une version française du magazine espagnol *Qua*, proche de *Ça m'intéresse*, un magazine féminin, un journal thématique de télévision, un projet avec Christophe Dechavanne. Le groupe envisage aussi d'améliorer la rentabilité de la presse quotidienne régionale et envisage, autour du *Provençal*, « des alliances avec [ses] voisins de Nice et de Montpellier ».

Alain Salles

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jérôme Monod

A LA SUITE de la publication dans nos éditions dotées à avril d'un article intitulé « France Télécom occupe les câbles-opérateurs de ne pas avoir répercuté ses baisses de tarifs », Jérôme Monod, président de la Lyonnaise des eaux, nous écrit :

Voire article met gravement en cause les câbles-opérateurs français, et en particulier la Lyonnaise des eaux [qui] entend apporter les rectifications suivantes :

1. La baisse de la redevance consentie par France Télécom ne constituait pas un cadeau aux câbles-opérateurs, mais trouvait sa contrepartie dans une option accordée à France Télécom lui permettant de détenir 15 % de l'activité plan câble de la société Lyonnaise communications et de sa filiale plan câble. France Télécom a d'ailleurs

levé l'option et a renforcé à cette occasion sa participation dans le capital de Lyonnaise communications en novembre 1995.

2. Afin de favoriser le développement de l'industrie du câble, et en dépit de la contrepartie produisant exclusivement à France Télécom, Lyonnaise communications, filiale concernée de la Lyonnaise des eaux, a largement répercuté sur les abonnements la baisse de la redevance consentie par France Télécom sur la période de 1992 à 1994, puisque l'abonnement au service de base est passé de 163 francs TTC à 135 francs TTC. Il convient de préciser que l'augmentation des tarifs d'abonnement pratiquée chaque année par Lyonnaise communications depuis 1992 a toujours été nettement moins importante que

l'augmentation de la redevance de France Télécom et ceci malgré l'enrichissement de l'offre de programmes avec l'apparition de nouvelles chaînes. Pour 1996 par exemple, le coût de l'abonnement au service de base a augmenté de 3 francs TTC, de 149 francs à 152 francs TTC, alors que France Télécom augmentait parallèlement sa redevance de 9 francs TTC par abonné et par mois.

Il est regrettable de constater la publication d'un tel article mettant aussi gravement en cause les câbles-opérateurs, la veille du conseil des ministres appelé à étudier le projet de loi de réforme des télécommunications qui pourrait notamment ouvrir la concurrence sur le marché des services téléphoniques, jusqu'à présent réservé à France Télécom.

TF 1

13.00 Journal, Météo, Traffic info.
13.35 Femmes. Magazine.
14.00 Les Feux de l'amour. Feuilleton.
14.25 Dailys. La preuve.
15.25 Haval police d'Etat. La preuve vivante.
16.30 Les Nouvelles Filles d'Aché. La musique adoucit les mœurs. Série.
16.30 Une famille en or. Jeu.
17.05 Rick Hunter, inspecteur choc. Série.
18.00 Sydney Police. Poursuivons. Série.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, La Minute hippique, Traffic info.

20.50

UNE FEMME DANS MON CŒUR
Téléfilm de Gérard Marx, avec Pierre Arditi, Michèle Larqué (95 min).
Une adolescente tombe amoureuse de l'ancien ami de sa mère.

22.25

ÇA VA PLUTÔT BIEN
Magazine présenté par Mireille Schenker. Invités : Antoine de Caunes, Smal, Muriel Robin, Patrick Poivre d'Avant, Jean-Pierre Coffe, Dick Rivers, Nicolas Hock, Véro Agnès, Olivia Ariano, Alexandra Kazan (85 min).
23.50 Le Médicament de l'adultère. Série.
0.45 Journal, Météo.

1.00

L'Odyssée sous-marine du commandant Cousteau. 2.35 et 3.40. 4.15 TFI nuit. 2.45 Enquêtes à l'italienne. 4.50 Musique. 5.05 Histoires naturelles.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

19.30 Journal (RTBF).
20.00 Fort Boyard.
21.30 Itinéraire d'un gourmet. Invités : Tim Roberts, Steven Collins, Tom Selleck.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Taratata (France 2 du 1449h).
23.50 Alice.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 500 nations. (148) Wounded Knee : la fin d'une époque.
21.25 Musique en tubes.

France 2

12.59 Journal, Point route. 13.50 Derric. La bicyclette. Série.
14.50 Le Renard. La coupe de feu. Série.
15.50 et 5.30 La Chance aux chansons. Claydeman et les chansons.
16.25 Des chiffres et des lettres. Jeu.
16.55 Quoi de neuf, docteur ? Si on déménageait à Washington ? (1/2) Série.
17.25 C'est cool. Série.
Lois des yeux.
18.05 Les Bons Gènes. Jeu.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.55

LES FAUX MÉDICAMENTS
Téléfilm d'Alain-Michel Blanc, avec Fabrice Michard, Solal Vialon (105 min).
En Afrique noire, francophone, un médecin découvre un trafic de quinine contenant des excipients mortels.

22.40

BOUILLON DE CULTURE
Magazine présenté par Bernard Pons. La force de l'amitié. Invités : Jean Lacouture (Monographie à venir), Michel Ruffard, à propos de son film, Le Forçat (65 min).
23.45 Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. Europe : Sociale, ébène-Is (150 min). 790613
0.35 Journal, Bourse, Météo.
1.00 Cynnaquique.

Championnats du monde à San Juan (Porto Rico) (110 min). 83025100

4.00 34 heures d'infos. 4.35 Livet. 4.55 Les Gens du Bœuf. 6.05 Dessin animé.

France 3

13.40 Beau Fixe. 14.30 La croisière s'amuse. Série.
15.20 Questions au Gouvernement. En direct du Sénat. L'avenir du service militaire.
16.10 Doug. Dessin animé.
16.40 Les Mitikoums. 17.45 Le passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. Traité du débutant de Jean Prévert.
18.55 La 19-20 de l'information. 19.08. Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.45 Consomag.

20.50

THALASSA
Magazine présenté par Georges Perraud. Les forçats d'Elmina (60 min).
Au large des côtes ghanéennes, les pêcheurs travaillent au rythme du régime, se donnant ainsi le courage d'accomplir d'épuisantes journées.

21.50

FAUT PAS RÊVER
Magazine présenté par Sylvain Augier. Invité : Mariella Norimann. Eddy-Unit : Las Vegas ; Madagascar : les princes de la forêt ; France : les chevaliers de la souffrance (60 min).
22.50 Journal, Météo.
23.20 Régimes. (55 min). 8862384
0.15 Capitain Café. Avec Tonton David, Miossec, Lilicab et Odileu (55 min). 3148100

1.10 Dynastie. 1.55 Musique Graffiti. Musique populaire. La Prison, par l'Orchestre d'Albéniz, éd. Andros Koumbis, chant, dir. Mikis Theodorakis (20 min).

1.85 Music Planet. Magazine. Pink Floyd, d'Andros Schneider (rediff.). 2.20 Court-circuit. National Achievement Day. Court métrage britannique de Ben Hopkins (1995, N. 18-007, 30 min). 1224890

France Supervision

20.00 L'Été des grands créateurs. 20.30 Taratata. 21.50 A la recherche de la 7^e merveille du monde. 22.40 Marathon. 23.35 Joseph Mustacchi dit Georges Moustaki. 0.25 Concert : Georges Moustaki. Enregistré à Alexandrie (80 min). 82862865

Ciné Cinéfil

20.30 Le Désordre. Film de Pierre Brasseur (1963, N. 95 min). 1494677
22.05 Eché à Borgia. Film de Henry King

La Cinquième

13.30 Attention santé. 13.35 Dér. 14.10 Quelle école demain ? Commission de réexamen sur l'école. La fonction enseignante. 15.30 Le Roi Minos. 16.30 Le Réseau des médus. 16.35 Rhinô. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Affaires publiques. La Commission de Bruxelles. Documentaire. 18.15 Les Clefs de la nature. Denis : une colle moutante. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Lucrèce Borgia, fille de Satan. Documentaire de Jean-Pierre Beltrand (60 min).
20.00 Reportage. Les cent jours de Iwaszewski, le nouveau président polonais (90 min).
20.30 et 1/2 Journal.

20.45

SA VIE À ELLE
Téléfilm de Romain Couplé, avec Sabrina Jaulou, Séphora Hayman (60 min).
Quatrième épisode de la collection Les Années lycée. Cette fois-ci nous sommes en 1995. La vie scolaire et familiale d'une adolescente d'origine algérienne est perturbée par son désir soudain de porter le voile islamique.

22.05

GRAND FORMAT : UN BOULOT DE FLICS, VOYAGE DANS LA POLICE AMÉRICAINE
Documentaire de Fred Prose (120 min). 7220722
Le réalisateur, Fred Prose, lui-même ancien policier, a suivi la police américaine du quotidien. 0.05 Joel-Peter Witkin, l'image indélébile. Documentaire de Jérôme de Missolz (60 min). 4494800

Le photographe contemporain américain, Joel-Peter Witkin est connu pour ses clichés noir et blanc aux mises en scène extrêmement baroques et souvent morbides.

1.85 Music Planet. Magazine. Pink Floyd, d'Andros Schneider (rediff.). 2.20 Court-circuit. National Achievement Day. Court métrage britannique de Ben Hopkins (1995, N. 18-007, 30 min). 1224890

23.00

Mission impossible. Le paradis (90 min).

Canal Jimmy

20.30 Les Envalementiers. Conférence au sommet. 21.20 M.A.S.H. 21.50 Destination séries. 22.20 Chronique macabre. 22.25 Dream On. Pas de printemps pour Tappac. 22.55 Seinfeld. La carrière. 23.40 Country Box. 0.10 La Semaine sur Jimmy. 0.20 New York Police Blues. Épisode n° 44 (45 min).

Eurosport

20.25 Football. En direct. Championnat de France D2 : 36^e journée : Calciatori-Mantova (125 min). 7082250
23.30 Monster Truck. 23.50 Fichtes. 0.00 Course de camions. (130 min).

M 6

13.25 Divorce par baille. Téléfilm de Charles Corré (95 min). 9884542
Un industriel engage un détective privé pour supprimer sa femme qui demande le divorce.
15.05 Deux flics à Miami. 16.30 Hit Machine. Variétés. Filles à papa. Série. 17.30 L'Étalon noir. Série. 18.00 Models Inc. Série. 19.00 Code Quantum. Série. Au deuxième coup de minuit. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 et 0.55 Raybe de Tunisie. 20.05 Notre belle famille. 20.35 et 0.10 Capital 6. Magazine.

20.45

FLASHBACK, LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE
Magazine présenté par Laurent Boyer et Yves Lecoq (145 min). 1597422
Laurent Boyer nous propose sa vision de ce qui symbolise le mieux les États-Unis.

23.10

AU-DELÀ DU RÉEL, L'AVENTURE CONTINUE
Série. La nouvelle génération (60 min). 9884322
Un chercheur vient de mettre au point une formule qui devrait permettre à l'humanité de se prémunir contre toutes les formes de maladie. Mais sa découverte sera-t-elle bien utilisée ?

0.20 Sexy Zap. Magazine (35 min). 4717810

1.00 Best of GROOVE. Musique. 2.30 Razzie. Magazine. 2.35 Culture rock. Magazine. 3.50 Jazz 6. Magazine. 4.45 Hot Forme. Magazine. 5.35 Turbo. Magazine (90 min).

Canal +

11.45 Flash d'information. 11.10 Christian Clavier. L'interview portrait. (60 min). 7263871
12.10 Surprises. ► Et clair jusqu'à 15.45. 12.30 La Grande Famille. 13.45 Les Complices. Film de Charles Seyer (1994, 115 min). 1973384
15.40 Sous le charme. Documentaire (27 min). 7870807
16.10 Mes meilleurs copains. Film français de Jean-Marie Poiré (1989, 107 min). 4183880
18.00 Le Dessin animé. ► En clair jusqu'à 20.35. 18.24 Help ! Série. 18.35 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

CRACKER
Téléfilm. Un souvenir de Hildebrandt, de Tyn Pysell (120 min). 983600
D'abord écarté par la police, Fitzgerald se lance sur la piste d'un criminel dont le mobile semble être le racisme.

23.00

UNE FEMME FRANÇAISE
Film de Régis Wargnier (1994, 95 min). 8670638
0.35 La Vengeance du Sarrasin. Film de Piero Pieroni (1959, 96 min). 4731461
2.15 Sans aucune défense. Film de Martin Campbell (1991, v.o., 104 min). 2882708

4.00 Meurtres et orgueilleux. Film d'Asma El-Balri (1991, v.o., 92 min). 3846181

Les films sur les chaînes européennes RTBF 1

20.50 Psa très catholique. Film de Tonia Mardahl (1993, 105 min). Avec Andromède. Comédie.

RTL 9

22.40 La Vérité noire. Film de Claude Malot (1984, 100 min). Érotique. 0.35 Cette sacrée gamine. Film de Michel Bodroff (1955, 85 min). Avec Brigitte Bako. Comédie.

TSR

20.40 Affaires privées. Film de Mike Figgis (1989, 120 min). Avec Richard Gere. Policier. 23.45 Toutes pelles confondues. Film de Michel Deville (1991, 100 min). Avec Jacques Dutronc. Policier.

Radio

France-Culture

20.30 Radio Archipel. Il n'est pas une fois, ou quand on a bouffon. 21.32 Black and Blue. Cery Mulligan (2). 22.40 Nuits magiques. Vous y pensez, mais y a-t-il ? (4). 0.05 Du jour au lendemain. Dans l'attente de Jean-Christophe Robert. 0.50 Code. Jean-Philippe Goulet. Petites formes données au temps du passé (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). La Saison du plus fou (4). 1.39. La civilisation de l'espace musulmane ; 2.32. La Méditerranée et le monde méditerranéen ; 3.39. De Bagdad à Cordoue : l'histoire de la philosophie arabe (1) ; 4.27. Voyage au pays des Muses (1) ; 4.55. Poésie sonore sur les pas de Cracé ; 6.14. Le Cal Saver. André Delaunay.

France-Musique

20.00 Concert franco-allemand. Donné en direct du Parkhaus Halberstadt à Sarrebruck et émis simultanément sur les Radios de Leipzig et Berlin, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarrebruck, dir. Richard Hickox. A Time Three Wes, suite sur des airs populaires anglais op. 90, de Brissen ; Concerto pour piano et orchestre op. 27 n° 3, de Mozart ; Pulchella, de Stravinsky. 22.00 Soliste. Robert Casadesu. 22.30 Musique pluriel. Péronières pour deux guitares et douze cordes, de Talm, par la Formation de chambre du nouvel Orchestre philharmonique ; A Little Threnody, pour cor anglais seul, de Matthews ; Cycles de de Mey.

23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Dvorak, Liszt.

0.06 Jazz Club. Charlie Parker, au club Kawano de Washington, au Storyville de Boston et à Manhattan enregistré en 1953. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Roméo et Juliette, symphonie dramatique op. 17, de Berlioz, par le Chœur et l'Orchestre de Paris, dir. Daniel Barenboim.

22.40 Archives. Yehudi Menuhin, violon. Sonate n° 9 pour piano et violon A. Kreutzer op. 47, de Beethoven. Mephistoph Menuhin, piano ; Concerto pour violon et orchestre op. 31, de Saint-Saëns, par le London Symphony Orchestra, dir. Gaston Poulet ; Sonate pour violon et piano n° 3 op. 25 dans le style populaire roumain, d'Enesco. Menuhin Menuhin, piano, 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

■ On peut voir.

■ ■ Ne pas manquer.

■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Outrances

par Pierre Georges

L'HISTOIRE, ces jours-ci, est tragique et s'écrit en lettres de sang au Proche-Orient. Voilà bien pourquoi le reste de l'actualité apparaît à tout le moins secondaire. Parfois même singulièrement décalé.

Prenons par exemple certains élus de la majorité française qui ne cessent de pratiquer, verbalement, la politique du sabre de bois. Surenchères répressives, moulinets verbaux, propositions tonitruantes. Il en est qui perdent, hélas, bien des occasions de se taire. Sur tout et tous, ils manifestent une opinion, excessive de préférence. Ils suggèrent des solutions, inapplicables par nature. Et ils brandissent des menaces, vaines par définition.

Immigration, clandestine ou pas, délinquance, ordinaire ou juvénile, enseignement, en péril ou non, ils ont leurs mots à dire. Et à dire le plus fort possible. L'essentiel n'est pas forcément d'être écoutés, mais entendus. C'est un peu le règne de la commission tournaillienne, du dire plutôt que du faire et, souvent, de la vocalise de tréteaux.

Le fait n'est pas nouveau. Les majorités de poids deviennent souvent des majorités d'enfure verbale. C'est même leur vieille et principale caractéristique que de voir leurs ultras, de caractère ou d'occasion, pratiquer la fuite en avant. Y compris au détriment de leur propre cause et de leur propre camp.

Un exemple, l'exemple même d'une outrance de comportement sur un sujet sérieux. Jacques Myard, député RPR des Yvelines, vient de déclarer la guerre aux Pays-Bas. Au motif que ceux-ci pourraient être en quelque sorte, selon le mot du sénateur RPR Paul Masson, auteur d'un rapport sur le sujet, « un narco-Etat sur le sol européen ».

Bien. Le sujet est effectivement

sérieux. Autant que l'accusation est grave. Il mérite des discussions d'Etat à Etat, de gouvernement à gouvernement. Et que l'on sache, elles ont lieu. Or que propose dans un vrai-faux mouvement d'indignation le député des Yvelines ? Ni plus, ni moins, le boycottage par les consommateurs français de tous les produits néerlandais. C'est évidemment outrancier, irréaliste, totalement contraire aux régies de l'Union européenne, et de surcroît dangereux pour le commerce national.

Il n'empêche ! Jacques Myard persiste et fait signer. Selon lui, et avec lui, quatre-vingt-seize parlementaires ont paraphé cet appel au boycottage. Des parlementaires, « ayant tout des citoyens, comme moi », précise-t-il dans un entretien au *Figaro*, vendredi 12. Doc, et il n'est pas question de nier le problème, des gens bien placés pour constater « les ravages provoqués par la drogue ».

D'origine néerlandaise ou non. Mais il reste évidemment que l'initiative de ces parlementaires, même à usage choc dans les circonscriptions, est excessive. Ne pouvant supposer que près d'une centaine d'élus français se croient sérieusement en pouvoir et en devoir de provoquer une guerre commerciale avec le royaume d'Orange, cet appel commun semble bien être ce qu'il est : une provocation en réponse à une situation jugée provocatrice.

La manœuvre est un peu grosse et un peu dangereuse. Alguillon plutôt que postillon, ce groupe des quatre-vingt-seize « va-t'en-commerce » feint d'ignorer qu'il pourrait être pris au mot. Notamment à la Haye et en ce pays où l'on ne plaisante justement pas avec le commerce.

Cette chronique reprendra dans notre édition du lundi 29 avril datée 30 avril.

Le PDG d'Auchan retire de la vente un livre de M. Konopnicki sur le FN

GÉRARD MULLIEZ, PDG DU GROUPE AUCHAN, a fait retirer de ses magasins le livre *Les Filles noires*, de Guy Konopnicki (éd. Denoël), consacré au Front national (FN). La direction de cette chaîne de grandes surfaces explique, dans un communiqué diffusé jeudi 18 avril, que ce retrait « est justifié par la mise en cause inadmissible de Gérard Mulliez au travers d'insinuations mensongères ». M. Konopnicki, écrivain et conseiller régional d'Ile de France, qui qualifie ce geste de censure, cite, dans un communiqué, deux « remarques » de son livre pouvant être à l'origine de l'affaire. La première « souligne l'évolution de l'ancien député poujadiste Jean-Marie Le Pen qui semble bien avoir délaissé la défense des petits commerçants, au bénéfice de quelques relations dans la grande distribution. Gérard Mulliez s'est-il senti concerné ? » demande-t-il en précisant que « la seconde remarque se trouve dans un chapitre consacré aux sympathies que le FN rencontre dans certains milieux patronaux, par le biais des filières intégristes et traditionnelles ».

La famille Mitterrand réclame 1,850 million de francs au Dr Gubler

DANS LE CADRE DE L'ASSIGNATION déposée par la famille Mitterrand contre les éditions Plon et le Dr Claude Gubler, éditeur et auteur du livre, *Le Grand Secret*, sur la maladie de l'ancien président de la République (Le Monde du 11 avril), Danielle, Gilbert, Jean-Christophe Mitterrand et Maxime Pinget réclament 1,850 millions de francs de dommages et intérêts. Chacun des quatre plaignants réclame 250 000 francs au titre du préjudice lié à la diffusion des quarante mille exemplaires vendus la veille de l'interdiction du livre et à la publication d'extraits dans la presse, 200 000 francs le sont à titre de réparation du préjudice passé. L'affaire, qui devrait venir devant le tribunal de grande instance le 11 septembre, est la suite de la procédure engagée par la famille Mitterrand qui avait demandé l'interdiction du livre du Dr Gubler. « Cette demande vise à empêcher que les auteurs gagnent de l'argent avec ce livre. Dans le cas où ils obtiendraient gain de cause, l'épouse et les enfants de François Mitterrand feraient probablement don de cette somme à des œuvres », estime M^e Georges Klejman, avocat de la famille Mitterrand.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 19 avril, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES	
Tokyo Nikkei	21812,50 -0,02 +10,14	Cours au 18/04	Var. en % Var. en %
Hong Kong Index	10909,30 -0,49 +9,11	1804	1704 fin 95
Tokyo Nikkei sur 3 mois		Paris CAC 40	2085,96 +0,52 +11,43
		Londres FT 100	3813,90 +0,22 +3,37
		Zurich	1744,59 - - +14,08
		Milan MIB 30	968 - -4,17 +6,12
		Frankfurt Dax 30	2527,14 +0,12 +12,12
		Bruxelles	1719,85 -0,37 +10,27
		Suisse SMI	1396,33 - -4,20
		Madrid Iboex 35	351,37 +0,31 +9,77
		Amsterdam CDS	363,20 -0,49 +12,97

Tirage du Monde daté vendredi 19 avril 1996 : 495 554 exemplaires

Des policiers massacrent à la mitrailleuse vingt-trois paysans sans terre en Amazonie

Le président du Brésil affirme que « cette fois » les auteurs de la tuerie « seront jugés »

RIO DE JANEIRO de notre correspondant

On comprend pourquoi la police brésilienne s'est emparée des cassettes enregistrées par une équipe de télévision qui suivait, mercredi 17 avril en début de soirée, la manifestation de mille cinq cents paysans sans terre dans l'Etat amazonien du Para. Les journalistes venaient de filmer le pire massacre dont aient été victimes, ces dernières années, les paysans errants qui, un peu partout au Brésil, campent le long des routes, à la recherche de terres à occuper. Au moins vingt-trois manifestants, dont un enfant de trois ans, ont été tués à la mitrailleuse par un bataillon de la police militaire spécialisée dans les opérations de maintien de l'ordre.

Plusieurs centaines de familles s'étaient installées, depuis le début

de l'année, aux abords d'une vaste propriété en friche située à 700 kilomètres au sud de Belém, capitale du Para et port d'entrée de l'Amazonie. Des négociations étaient en cours avec l'Inra, l'agence fédérale chargée de la réforme agraire, afin que ces terres soient redistribuées. Le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre, un organisme qui a déjà une longue histoire, proche à la fois des partis de gauche et de l'alle progressiste de l'Eglise, était à l'origine de cette action.

Lassés d'attendre une réponse positive de l'Inra, les paysans décidaient, mercredi, d'organiser une marche sur Belém. Ils bloquaient tout d'abord la principale route qui relie le sud du Para à la ville. Après de longues palabres avec des émissaires du gouverneur du Para, ils acceptaient de libérer la chaussée et de rester sur les bas-côtés. En

échange, le gouverneur leur promettait une cinquantaine d'autocars pour leur éviter la fatigue d'une marche de 700 kilomètres. En réalité, il leur envoyait un détachement de deux cents policiers militaires.

Selon les témoins, les manifestants se trouvaient sur les accotements de la route lorsque les policiers sont arrivés et ont tenté de les disperser avec des gaz lacrymogènes. Les paysans ont riposté en lançant des pierres et des morceaux de bois. Très rapidement les policiers ont ouvert le feu à la mitrailleuse. La version policière est évidemment différente. Les « sans terre » auraient agressé d'emblée les policiers, un de leurs dirigeants s'en prenant à un sergent, ce qui aurait provoqué l'« affrontement ». Aucun policier n'a été cependant blessé par balle, et le colonel qui

commandait le détachement a été démis, jeudi, de ses fonctions.

Le président du Brésil, Fernando Henrique Cardoso, dans une déclaration tout à fait inhabituelle à la télévision, a estimé, jeudi, que « ce qui s'était passé au Para était inacceptable » et a mis directement en cause les forces de l'ordre. « Rien ne justifie que des policiers se mettent à tirer sur des personnes qui manifestent leurs opinions », a-t-il dit. Il a envoyé sur place son ministre de la Justice.

Une enquête va être ouverte et, affirme le président, « cette fois-ci » les auteurs du massacre « seront jugés ». Cela n'a pas été le cas lors d'autres affaires de ce genre, notamment lors de la précédente tuerie, en août, dans l'Etat du Rondônia, qui avait fait onze morts.

Dominique Dhombres

L'abbé Pierre soutient les aberrations négationnistes de Roger Garaudy

AU COURS d'une conférence de presse donnée jeudi 18 avril, Roger Garaudy - contre lequel le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a déposé une plainte pour infraction à la loi Gayssot, réprimant la négation des crimes contre l'humanité - a révélé, avec son défenseur, M^e Jacques Vergès, le nom de quelques-unes des personnes dont il a obtenu le soutien pour cette affaire, qui doit être plaidée jeudi 25 avril : parmi celles-ci figurent le père Michel Lelong, l'essayiste Jean Ziegler, ainsi que l'abbé Pierre.

Roger Garaudy avait, à la fin de 1995, publié chez l'éditeur négationniste La Vieille Taupe *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, un ouvrage dans lequel il mettait violemment en cause le procès de Nuremberg et soutenait qu'aucune réhabilitation n'avait été apportée aux « historiens critiques » - c'est-à-dire aux négationnistes - présentés comme des chercheurs injustement persécutés (Le Monde du 31 janvier). « Ces silences, ces persécutions, ces répressions contre une histoire critique des crimes hitlériens, reposaient sur des prétextes purement diffamatoires et mensongers », disait-il ; « jusqu'ici, l'on n'a donné, même à des artistes d'un grand talent et d'une

parfaite bonne foi, que des chiffres arbitraires et faux ».

A ce qu'il appelle une « mystification » ont contribué, selon M. Garaudy, la littérature et le cinéma - dont le film *Shoah*, de Claude Lanzman, qualifié d'« interminable navet », et le *Journal* d'Anne Frank, qu'il juge, comme l'historien négationniste britannique David Irving, « apocryphe », tout cela pour le plus grand profit du « sionisme tribal ». Pour M. Garaudy, le terme « génocide » - il préfère parler de « pogrome » - est inapproprié à ce que les juifs ont subi du fait du régime nazi : « Le mot a donc été employé à Nuremberg de manière tout à fait erronée puisqu'il ne s'agit pas de l'extermination de tout un peuple, comme ce fut le cas pour les « exterminations sécrées » des Amalécites, des Cananéens et d'autres peuples encore », dont parle le livre biblique de Josué.

Cette référence au livre de Josué, on la retrouve dans la lettre de soutien écrite par l'abbé Pierre et rendue publique par M. Garaudy. « Mais avec Josué je découvrais, dit l'abbé Pierre, (car, conté des siècles après l'événement), comment se réalisait une véritable "Shoah" sur la "Terre promise" ». « De ton

nouvel livre, écrit-il encore dans cette correspondance longue de cinq pages, il n'est impossible de parler avec tous les soins que réclame non seulement son sujet fondamental, mais aussi l'étonnante et éclatante érudition, scrupuleuse, sur laquelle chaque propos se fonde, comme j'ai pu le constater en le parcourant. Autour de moi, quelques personnes dont les exigences et la compétence sont grandes et qui l'ont entièrement lu me disaient l'importance de ce qu'elles en ont reçu. Il faut tout faire, et je m'y emploie, pour que bientôt des historiens vrais, de la même passion du vrai que la tienne, s'attachent à en débattre avec toi ».

Quant au père Michel Lelong, il écrit à Roger Garaudy : « Au lieu de vous exclure et de vous marginaliser, les "intellectuels" et les "médias" de notre pays devraient vous convier à participer au nécessaire et libre débat sans lequel notre société occidentale restera enfermée dans une "pensée unique" aussi stérile que partisane. » Jean Ziegler se dit pour sa part « scandalisé par le procès » qui est fait à M. Garaudy.

Nicolas Weil

Régine et son fils menacés de prison pour une cigarette sur un vol d'American Airlines

POUR UNE CIGARETTE, la chanteuse Régine et son fils, Lionel Rotage, risquent jusqu'à vingt ans de prison et une amende de 250 000 dollars (plus de 1 million de francs). Privés de leurs passeports, mais laissés en liberté, ils étaient, jeudi 18 avril, placés sous la garde du vice-consul de France à Boston (Massachusetts), Denis Matton, en attendant qu'un juge décide, vendredi 19, de leur éventuelle inculpation et mise en détention préventive. Régine, accompagnée de son mari, de son fils et de la fille de ce dernier, effectuait la liaison Paris-Miami sur un vol d'American Airlines.

L'affaire commencée quand Lionel Rotage a voulu fumer une cigarette, et que le personnel de bord l'a rappelé au règlement. L'ancien rédacteur en chef de l'édition française de *Rolling Stone*, puis de la revue économique *Challenges*, a, selon le témoignage d'un steward, mal pris la chose, déclarant : « Je me fous de la loi. Je vais rester ici à fumer, même si ça ne vous plaît pas. » Le steward menaçant d'en référer au commandant de bord, Lionel Rotage aurait répliqué : « Faites ça, et je vous descends ». Après une bousculade, le commandant Richard Lesley décidait de se poser d'urgence à Boston et de remettre les perturbateurs à la police. Régine l'aurait alors suivi dans le cockpit « en faisant des déclarations obscènes », selon le FBI. « La dernière fois que quelqu'un m'a dit ce que je devais faire, c'était quand les nazis occupaient Paris », aurait-elle ajouté.

Le prion de la tremblante du mouton pourrait être transmis par des mites

UN GROUPE de chercheurs américains et islandais annonce dans le prochain numéro du *Lancet* (daté du 20 avril) avoir découvert que différentes mites présentes dans les herbages et le foin peuvent être des vectrices de l'agent transmissible non conventionnel (ou prion) responsable de la tremblante du mouton. Cette maladie neuro-dégénérative étant proche de l'encéphalopathie spongiforme bovine, ces auteurs estiment que ces acariens pourraient jouer un rôle dans l'actuelle épidémie britannique de la « vache folle ».

Une telle extrapolation est critiquée par plusieurs spécialistes français des maladies humaines et animales dues au prion. Identifiée depuis plus de deux siècles et connue pour être transmissible depuis les années 20, la tremblante du mouton (ou scrapie) est présente sur les cinq continents où elle sévit parfois - en Grande-Bretagne notamment - avec une fréquence très élevée. Comme toutes les affections dues à des prions, elle ne peut être traitée et demeure à bien des égards mystérieuse. L'une des questions les plus troublantes est celle concernant les voies de contamination entre les troupeaux. De nombreux travaux ont ainsi été conduits pour déterminer ce qui, dans l'environnement, pourrait être le facteur de contamination. Cette maladie est relativement fréquente en Islande où, en dépit de nombreux efforts, il n'a toujours pas été possible de l'éradiquer.

L'équipe dirigée par Henryk M. Wisniewski (Institut de l'état de New York pour la recherche fondamentale), et Richard I. Carp (Institut de pathologie expérimentale de l'université d'Islande), a, dans un premier temps, recueilli différentes mites connues pour être très présentes dans le foin

donné pendant plusieurs mois de l'année aux moutons islandais. Ces mites ont été recueillies à proximité immédiate de cinq fermes dont les troupeaux sont atteints de tremblante. Elles ont ensuite été injectées selon différentes modalités à des souris de laboratoire.

Au total des extraits de ces acariens ont été injectés dans le cerveau ou la cavité abdominale de soixante et onze souris. Après une incubation d'environ un an, dix d'entre elles ont présentées les symptômes cliniques de la tremblante du mouton. Les chercheurs ont ensuite pu retrouver les traces de la présence du prion pathologique responsable de la tremblante dans chacun des cerveaux de ces dix souris. Pour les auteurs de ce travail de tels résultats, même s'ils doivent encore être considérés comme préliminaires, permettent de penser que « les acariens pourraient servir de vecteur à la tremblante. Il est possible que des agents de la tremblante se reproduisent dans les acariens, ce qui veut dire que les acariens pourraient servir de réservoir ».

Le fait que des acariens puissent être vecteurs d'agent pathogènes pour l'animal n'est pas en soit une nouveauté. C'est la première fois, en revanche, que l'on dispose d'éléments permettant de penser qu'ils pourraient jouer un rôle de réservoir et de vecteur d'un prion. Pour les spécialistes interrogés par *Le Monde*, ce travail, a priori non critiquable, devra être reproduit et détaillé avant que l'on puisse affirmer de manière définitive que la tremblante du mouton peut être la conséquence d'une contamination de l'animal à partir de la consommation par ce dernier d'acariens contaminés.

Ces mêmes spécialistes contestent la conclusion des auteurs dans le *Lancet* qui soulignent

que les mites du foin sont peut-être à l'origine de la poursuite de l'épidémie britannique de la « vache folle » après l'interdiction des farines d'origine animales dans la consommation des bovins. « Au terme d'une rédaction rigoureuse et cohérente, cette conclusion à l'apparence d'une phrase rajoutée à la dernière minute nous ont-ils confié. Dans la crise internationale actuelle due à la maladie de la « vache folle » et compte-tenu du prestige du *Lancet*, évoquer de la sorte, sans aucun élément scientifique, une telle hypothèse, n'est ni sérieux ni acceptable. »

Jean-Yves Nau

Vient de paraître

AIDES DROIT et SIDA
Guide juridique
L.G.D.J.

3^{ème} édition - 1996
en librairie 100 F

L.G.D.J.

le nucléaire et l'homme

صكرا في الامن

rent à la mitrailleuse ns terre en Amazonie

« les auteurs de la tuerie » seront jugés »

Le gouvernement leur propose une démission d'autorité pour leur éviter la fatigue d'un mandat de 100 millions. En réalité, il leur propose un détachement de deux cents policiers militaires.

Dans les années, les militaires ont tenu leur rôle. Les accusations de la presse lorsque les policiers ont été tués ont été traitées de la même manière. Les journalistes ont été traités de la même manière. Les journalistes ont été traités de la même manière.

Dominique Drouot

s négationnistes de Roger Garaudy

Le négationnisme est une idéologie qui nie le rôle de l'homme dans l'histoire. Elle est basée sur la négation de la responsabilité humaine. Elle est basée sur la négation de la responsabilité humaine.

Quant à Roger Garaudy, il est un négationniste. Il nie le rôle de l'homme dans l'histoire. Il nie la responsabilité humaine. Il nie la responsabilité humaine.

Nicolas

la tremblante du mouton re transmis par des mites

Le mouton est un animal très sensible. Il est très sensible aux maladies. Il est très sensible aux maladies. Il est très sensible aux maladies.

Jean-Paul

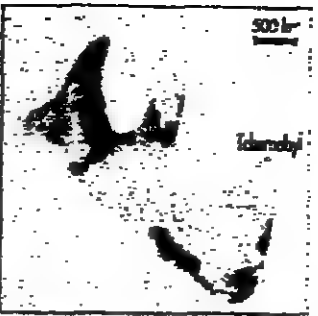
**DROIT
et
SIDA**

Guide juridique



**LES IRRADIÉS
DE TCHERNOBYL
ENTRE CANCER ET DÉSPOIR**
Le bilan réel de la catastrophe
est encore impossible à établir
page II

**LA BIÉLORUSSIE
PLEURE
SES TERRES PERDUES** page III



**SOUS SON SARCOPHAGE,
TCHERNOBYL
FAIT TOUJOURS PEUR**
Les réacteurs qui fonctionnent encore
ne sont pas plus fiables que celui
qui a explosé
page IV

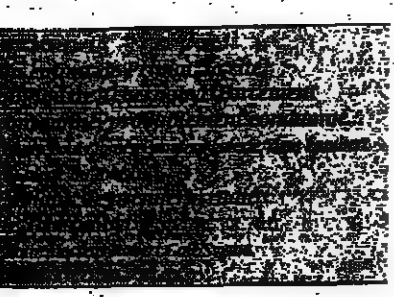
**VOYAGE À L'INTÉRIEUR
D'UNE CENTRALE
NUCLÉAIRE RUSSE** page V

**DES DÉCHETS
RADIOACTIFS
QUI DÉBORDENT**
Aux États-Unis comme
en France, on est
à la recherche
d'une solution
d'enfouissement
après traitement
page VII

Le Monde L'APRÈS - TCHERNOBYL



Le nucléaire et l'homme



EN finira-t-on un jour avec Tchernobyl ? Dix ans après l'explosion du réacteur numéro 4 de la centrale ukrainienne, le 26 avril 1986, le vrai bilan n'est toujours pas possible à établir. On sait seulement qu'il sera dramatique et que le nombre des victimes de cancers va s'allonger au cours des décennies à venir.

Au-delà de la contamination des terres et des hommes, la catastrophe apparaît comme un événement exceptionnel, une de ces fractures de l'histoire où soudain la conscience collective bascule. Par son ampleur réelle autant que par sa projection dans l'imaginaire, elle justifie l'angoisse confuse de l'opinion vis-à-vis de ce qui dépasse son entendement. Avec le nucléaire, n'est-on pas allé trop loin, tel Prométhée cherchant à dérober le feu de l'enfer ? Faut-il à tout prix réveiller les atomes ? En fait, c'est le crédit du nucléaire comme énergie du futur et source de nouveaux progrès qui est remis en cause.

Désormais, dans la plupart des pays industrialisés, à l'exception notable de la France et du Japon, l'opinion refuse de vivre avec la peur que Tchernobyl continue à incarner. Les programmes nucléaires sont gelés. Obscurantisme ? On peut en effet toujours rétorquer que les accidents de chemin de fer n'ont pas disqualifié la machine à vapeur et que c'est grâce à celle-ci et malgré ceux-là que la civilisation s'est bonifiée.

Il n'empêche : malgré le haut niveau de sûreté de la plupart des centrales, en particulier françaises, le risque existe. Aucun expert, aujourd'hui, ne peut exclure un nouvel accident, en particulier sur certains réacteurs d'Europe orientale et de Russie. La leçon de Tchernobyl, mais aussi de Three Mile Island, est claire et elle a été reçue cinq sur cinq par l'opinion mondiale : l'imprévu est possible ; l'impossible n'est pas exclu.

D'autant que, dans l'état actuel des connaissances, on ne sait pas quoi faire des milliers de tonnes de déchets radioactifs. En effet, dans le sol ces résidus qui ont parfois une durée de vie de plusieurs dizaines de

milliers d'années ? C'est peut-être la seule solution mais à qui peut-on faire croire que les conditions de sécurité géologique et politique d'aujourd'hui resteront les mêmes au cours des siècles prochains ? La géologie prospective est une science qui n'existe pas. Pas plus que la prévision politique à long terme. Le temps de l'homme n'est pas celui de l'atome.

Le nucléaire civil possède cependant un atout de taille qui, paradoxalement, est d'ordre écologique. Il produit une énergie propre. A la différence des énergies d'origine fossile (charbon, pétrole et gaz), l'énergie nucléaire ne dégage aucun gaz polluant, ni surtout de gaz carbonique, principal responsable de l'accroissement de l'effet de serre et d'une modification climatique globale dont l'humanité aurait à souffrir gravement.

Entre ces deux risques, catastrophe nucléaire ou catastrophe climatique, ne serait-il pas souhaitable que l'humanité invente un autre choix ?

Jean-Paul Besset

L'ACCIDENT Dix ans après l'explosion du réacteur numéro 4 de la centrale ukrainienne de Tchernobyl, le 26 avril 1986, le bilan réel de la catastrophe n'est toujours pas éta-

bli. Parmi les 4 millions de personnes vivant dans les zones contaminées, on constate une augmentation des cancers de la thyroïde et on s'attend à plusieurs mil-

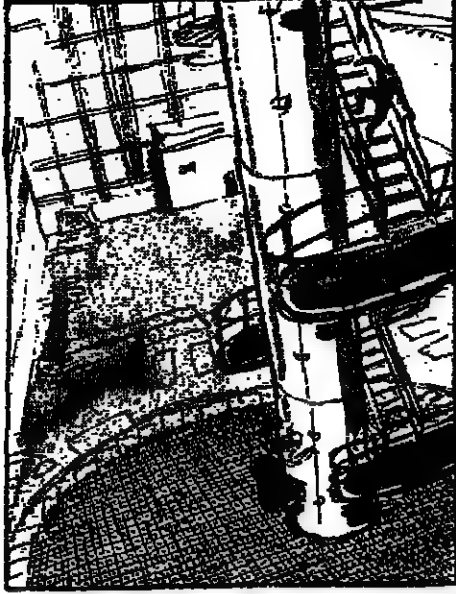
liers de décès dans les années à venir. De surcroît, un stress profond s'est emparé des populations en Biélorussie et en Ukraine. ● EN REVANCHE, le passage du nuage ra-

dioactif sur l'Europe occidentale, en particulier en France, ne semble pas avoir provoqué de conséquences sanitaires graves, ni de dégâts écologiques irréversibles. Il a cepen-

dant posé le problème de l'information des populations. ● C'EST L'AGRICULTURE qui a payé le plus lourd tribut à l'accident, surtout en Biélorussie.



26 avril 1986, 1 h 22 mn 30 s. L'équipe du réacteur n° 4 prend soudainement conscience que la situation lui échappe. La puissance du réacteur qui fonctionne à bas régime augmente anormalement.



1 h 23 mn 40 s. Le chef d'équipe déclenche le système d'arrêt d'urgence. Des vibrations et des coups de bélier secouent alors le bâtiment du réacteur. Au lieu d'arrêter la réaction en chaîne, cette manœuvre ne fait que l'amplifier. En quelques secondes, la puissance est multipliée par cent. Le réacteur explose, soulevant comme une plume une dalle de 2 000 tonnes.



Les irradiés de Tchernobyl entre cancer et désespoir

L'ampleur des décès dus à l'accident reste incertaine. Seule vérité, dix ans après : les gens souffrent et meurent

MIEV et MINSK
de notre envoyé spécial
En 1986, l'image forte symbolisant la catastrophe de Tchernobyl était celle d'un pompier, rendu chauve par une irradiation aiguë, qui attendait la mort dans l'ambulance verdâtre d'une chambre stérile de l'hôpital numéro 6 de Moscou. Dix ans plus tard, le héros martyr peut être remplacé par un enfant.

Sacha, par exemple, un gamin de onze ans rencontré à la clinique du professeur Evgeny Demidchik, à Minsk (Biélorussie). Une blessure en voie de cicatrisation barre sa gorge, trace d'une ablation de la glande thyroïde subie quinze jours plus tôt. Dans quelques jours, si tout va bien, il pourra rejoindre ses parents, son village contaminé et sa petite copine opérée elle aussi, il y a peu, dans le même service.

Seul dans le pays à traiter les cancers de la thyroïde, l'établissement du professeur Demidchik a vu défiler 424 enfants comme Sacha depuis la catastrophe. La plupart venaient de la région biélorusse de Gomel, située à quelques 150 kilomètres au nord-est de Tchernobyl, directement touchée par le panache radioactif issu de la centrale accidentée. De l'autre côté de la frontière, Vladimir Babeschko, directeur de l'Institut de radiologie de Kiev, précise, quant à lui, que « 542 enfants et adolescents » ukrainiens ont été opérés d'un cancer de la thyroïde. Ce genre de tumeur se soigne heureusement assez bien. Il n'en a pas moins provoqué – selon les statistiques officielles – la mort de

quatre enfants. Dans des conditions normales, le cancer de la thyroïde est très rare chez l'enfant : le professeur Demidchik n'en a enregistré que sept dans son établissement entre 1976 et 1985 (aucun ne provenait de la région de Gomel). Ces quatre décès sont donc attribuables sans conteste aux suites de la catastrophe. Plus précisément, à l'ode radioactif absorbé par ces enfants et fixé par leur thyroïde. Tout le monde en convient. Une unanimité rare. Pour la plupart des autres décès, même chez les grands irradiés, la responsabilité des rayonnements et de la contamination par les radioéléments fait l'objet de chauds débats entre experts.

« PRIME DE CERCUEIL »

Les épidémiologistes estiment que la catastrophe pourrait provoquer 6 000 à 17 000 morts par cancer dans les soixante ans à venir sur l'ensemble de la population de l'ex-URSS. Mais ces prévisions ne tiennent pas compte de l'augmentation des maladies les plus diverses observées par tous les spécialistes. A l'opposé, Greenpeace se fonde sur les affirmations d'un médecin ukrainien pour affirmer que 60 000 décès ont déjà été enregistrés parmi les 360 000 « liquidateurs » de ce pays qui ont participé à la lutte contre l'incendie de la centrale et au nettoyage de la « zone interdite ». Un chiffre qualifié de « fantaisiste » par le porte-parole de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Et pourtant, si l'on en croit les gens, tout le monde est malade. En

Biélorussie et en Ukraine, les deux Républiques les plus touchées, toute conversation aboutit inévitablement sur l'évocation d'un ami ou d'un voisin mort « d'une maladie de cœur », voire « d'une faiblesse pulmonaire », évidemment due à l'accident. Du moins rhume à l'infarctus en passant, bien sûr, par les cancers (qui, comme partout, représentent

Pripiat, la cité fantôme

Pour héberger les employés de la centrale et leurs familles, les autorités soviétiques avaient bâti une ville nouvelle, Pripiat, qui abritait quarante-huit mille personnes. Elle a dû être intégralement évacuée. Dix ans plus tard, les cubes de béton sont toujours là, plus lépreux que jamais. Les murs s'effritent, les toitures coulent et les abords des immeubles sont envahis d'arbres qui poussent entre les dalles et soulèvent les trottoirs. La cité, autrefois « fastueuse », est à l'abandon total et entièrement close de barbelés. Sur les murs, des habitants venus en pèlerinage ont peint : « Pripiat est ma patrie », « C'est ici chez moi ». Mais ils ont dû repartir, car nul n'est autorisé à y séjourner. Qu'advient-il de cette ville fantôme ? « Nous ne pouvons pas laisser les choses en l'état, car les immeubles vont tomber et remuer la poussière radioactive », explique Youri Kostenko, le ministre de l'environnement et de la sûreté nucléaire. Mais il ne sait pas du tout quoi faire. Une seule chose est sûre : Pripiat ne sera plus jamais habitée.

L'une des premières causes de mortalité, les habitants ont tendance, consciemment ou non, à tout attribuer à Tchernobyl.

Le mari de Svetlana était monteur électricien à Tchernobyl. Après l'accident, il a travaillé durant plusieurs semaines à la remise en état des réseaux détériorés par l'incendie. Depuis, affirme-t-elle, « des maux de tête incessants l'ont rendu invalide à 100 % ». « Deux

ans après la catastrophe, ma vision de loin s'est détériorée », renchérit sa fille, une étudiante de vingt ans, suffisamment fine mouche, cependant, pour sourire quand on lui rappelle que l'apparition d'une myopie à douze ans n'est pas forcément signe d'irradiation.

Il faut comprendre. Dans les conditions économiques très difficiles que vivent les habitants de

d'être malade pour bénéficier de ces privilèges, il peut être judicieux de le parier.

Reste que l'on constate effectivement « une augmentation régulière de toutes les maladies », souligne Angelina Nyagu, présidente de l'association des médecins de Tchernobyl. Et notamment des troubles cardiovasculaires, digestifs ou neurologiques, des dysfonctionnements du système immunitaire et endocrinien et des diabètes. On peut l'expliquer, selon elle, par le stress dû à la catastrophe, aux déplacements de population, à la peur de la contamination. S'y ajoute, depuis 1990-1991, une détérioration brutale des conditions de vie causée par l'effondrement de l'ex-URSS. « L'ensemble de ces facteurs crée un état psychologique très grave, parfois proche de la névrose, qui provoque l'apparition de maladies psychosomatiques et aggrave fortement l'état de santé des gens », explique le docteur Nyagu. Les taux de mortalité et de natalité s'en ressentent nettement.

RELATION TROUBLANTE

Le même phénomène s'observe chez les liquidateurs. Ces derniers, dit-elle, « ont l'impression que leur vie est finie ». Ils boivent et fument beaucoup, tombent dans la dépression. Paradoxalement, « les traumatismes, les suicides et l'intoxication alcoolique sont devenus pour eux la cause principale de décès, alors que partout ailleurs (Occident compris) ce sont les cancers et les maladies cardiovasculaires qui viennent au premier rang ». Angelina Nyagu n'hésite pas, ce-

pendant, à évoquer d'éventuels effets directs des radiations ou de la contamination dans l'apparition de ces maladies. Cette opinion va à l'encontre de l'opinion majoritaire chez les spécialistes, qui estiment généralement que les radiations ne provoquent, à faibles doses, que des cancers. Pourtant, au service de neurologie qu'Angelina Nyagu dirige à l'Institut de radiologie de Kiev, des chercheurs ont mis en évidence une relation troublante entre le niveau d'irradiation reçu et certains troubles neurologiques. Le même genre d'observation peut être fait pour certaines maladies cardiovasculaires, souligne Denis Mathé, conseiller scientifique à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire français. Il devient difficile, dans ces conditions, d'écarter le seul stress.

Seule certitude : les gens souffrent et meurent, victimes des conséquences conjuguées et insaisissables de deux « accidents » : Tchernobyl et l'effondrement de l'ex-URSS. « La perestroïka, en 1986, puis l'indépendance de l'Ukraine, en 1991, furent deux événements historiques et politiques positifs et d'une importance considérable. Mais leur premier effet fut de plonger notre peuple dans une longue période de mendicité intégrale », explique Ilya Likhtarev, directeur de l'Institut ukrainien de protection contre les rayonnements. L'URSS totalitaire pouvait fournir des aliments sains à la population et la soigner. Nos pays démocratiques n'en ont pas les moyens.

Jean-Paul Dufour

Des conséquences réduites en France

LE GOUVERNEMENT français a récemment rendu public un document de synthèse riche de nouvelles informations médicales quant aux conséquences de Tchernobyl en France. Contrairement à ce qui avait été soutenu à l'époque, il est aujourd'hui bien établi que le « panache » radioactif a en partie touché la France. Celui-ci n'a cependant pas eu de conséquences graves sur l'environnement et la santé de la population.

IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Cet impact est calculé à partir des traces retrouvées de différents radioéléments : l'iodure 131, le Césium 137 et le Césium 134. Les retombées observées de ces radioéléments ont surtout concerné les régions Rhône-Alpes, Alsace, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur, Auvergne et Corse. « Le 6 mai, la radioactivité artificielle de l'air et l'exposition au rayonnement gamma ambiant avaient pratiquement retrouvé leurs valeurs antérieures à l'accident de Tchernobyl, y compris dans le sud-est de la France. »

En dépit de ces données à priori rassurantes, certaines denrées alimentaires ont montré des concentrations radioactives non négligeables (le lait de chèvre et de brebis, les céréales), sans que ces concentrations ne dépassent toute-

fois les normes acceptables. C'est ainsi qu'aucun produit n'a dû être retiré du marché pour des raisons sanitaires. L'exemple du thym et des noisettes, connus pour concentrer naturellement les radioéléments, est de ce point de vue significatif. « Sur l'ensemble des échantillons de thym analysés, 70 % présentaient des activités significatives en Césium 134 et 137. Mais il aurait fallu consommer plus de 80 kilogrammes de ce thym en une année pour dépasser la limite annuelle d'ingestion en Césium. La plus forte activité sur des échantillons de noisettes a d'autre part été relevée sur des produits importés. »

RETOMBÉE SANITAIRE

L'exposition au rayonnement ionisant peut, outre certaines malformations congénitales, conduire à l'apparition de cancers de la thyroïde et de certaines leucémies. Une étude menée par le Centre international de recherche sur le cancer de Lyon, montre que le cancer de la thyroïde est en nette augmentation dans notre pays, l'incidence entre 1975 et 1995 étant multipliée par 5,6 chez les hommes et par 2,6 chez les femmes. Toutefois, les études complémentaires tendent à démontrer que cette augmentation est, en fait, constante au cours des vingt dernières années, progressant à un rythme régulier identique

avant et après 1986. En Lorraine, six cas de cancer de la thyroïde ont été enregistrés entre 1988 et 1994 pour une population de 500 000 enfants de moins de quinze ans. Dans la région PACA-Corse (834 000 enfants), seize cas ont été diagnostiqués depuis 1986 sans qu'on puisse les mettre en relation avec le nuage.

En ce qui concerne les leucémies, les autorités gouvernementales expliquent que les résultats d'une étude internationale actuellement en cours montrent une faible augmentation de l'incidence entre 1980 et 1991, la distribution géographique de ces maladies n'amenant à conclure à aucune liaison avec Tchernobyl. Enfin, au chapitre des malformations congénitales, les résultats d'un dispositif de surveillance européen auquel ont participé neuf pays de l'Europe de l'Ouest – dont la France – concluent à l'absence d'effet accident de Tchernobyl. « Au total, le recul de dix ans permet aujourd'hui d'affirmer sans ambiguïté que l'accident de Tchernobyl n'a, dans notre pays, aucune conséquence sanitaire mesurable. Les données épidémiologiques sur lesquelles reposent ces conclusions sont confirmées par celles recueillies par d'autres pays européens, chez lesquels les retombées ont été parfois plus sensibles. »

Jean-Yves Nau

Polémiques autour d'un nuage baladeur

C'EST LA SUÈDE qui, la première, dès le 27 avril 1986, décèle une radioactivité anormalement forte dans son atmosphère. Les Suédois vont prendre immédiatement des mesures radicales, notamment en faisant abattre par précaution des milliers de rennes dont la viande risque d'être impropre à la consommation (cet animal se nourrit de lichens qui concentrent la radioactivité). La montée du nuage vers le nord épargne Kiev, la capitale de l'Ukraine, et ses 3 millions d'habitants.

Les heures et les jours suivants, les échappées radioactives balayent la Biélorussie et la Pologne, puis la Roumanie et la Bulgarie, et enfin tout le sud de l'Europe (Grèce, Italie, Suisse, Autriche et Allemagne du sud). En France, le nuage se présente le 30 avril dans le quart sud-est, où la pluie dépose les radionucléides au sol. Le lendemain 1^{er} mai, c'est le Nord-Est qui est touché, et surtout la Lorraine. Les jours suivants, le panache va flotter au-dessus de toute la moitié Est de la France, s'arrêtant notamment au-dessus du massif alpin et de la Corse, jusqu'au 6 mai.

Que font les autorités françaises ? Alors que la principauté de Monaco est déjà en alerte et que les autorités allemandes recom-

mandent à la population de ne consommer ni salade ni épinards cueillis dans les jardins, le SCPRI (Service central de protection contre les rayonnements ionisants) adresse un communiqué aux agences de presse annonçant l'arrivée du nuage la nuit du 30 avril. Le communiqué, « compte tenu du faible niveau de la radioactivité », ne s'accompagne d'aucune consigne de précaution. Les Alsaciens, étonnés que leurs voisins allemands prennent des mesures immédiates alors que rien ne se fait en France, ironisent sur le nuage « qui a eu le bon goût de s'arrêter à la frontière française ».

CRAINTE GÉNÉRALISÉE

Dès lors, les commentaires du professeur Pellerin, directeur du SCPRI, perdent toute crédibilité, quand bien même la panique observée dans les pays voisins apparaît disproportionnée. Tout le monde soupçonne alors le SCPRI, qui dépend du ministère de la santé, d'être complice du CEA et des « nucléocrates ».

La crainte s'installe dans toute l'Europe. Les Turcs ne peuvent plus écouler leur thé ou leurs noisettes de la mer Noire. Les Polonais n'osent plus manger leur miel. Les Norvégiens s'affolent en apprenant qu'un renne abattu à l'est du pays avait un taux de césium de 98 500 becquerels par kilo. Et les

autorités helvétiques restent intraitables en maintenant l'interdiction de la pêche dans le lac de Lugano, car la chair de certains poissons atteint 4 450 becquerels par kilo (la norme européenne est alors de 600 becquerels).

Au début de 1988 cependant, l'Agence pour l'énergie nucléaire, qui dépend de l'OCDE, rend public un rapport qui confirme que les Européens de l'Ouest « n'ont vraisemblablement pas reçu une dose d'irradiation sensiblement supérieure à la dose annuelle naturelle » et que les effets potentiels du nuage sur la santé (cancers et anomalies génétiques) « n'augmenteront pas de manière perceptible dans la population ».

En France, l'Institut de protection et de sûreté nucléaire vient de publier un rapport où il est confirmé que « l'impact sur l'environnement a été faible et de courte durée, à l'exception de taches de contamination dans le bassin du haut Var ». Dans le parc du Mercantour (Alpes-Maritimes), aujourd'hui, certaines taches de césium 137 correspondent à un curie par kilomètre carré. L'IPSN précise que c'est seulement à la fin de 1995 que le taux de césium 137 dans l'atmosphère est redescendu en France au niveau d'avant Tchernobyl.

R.C.

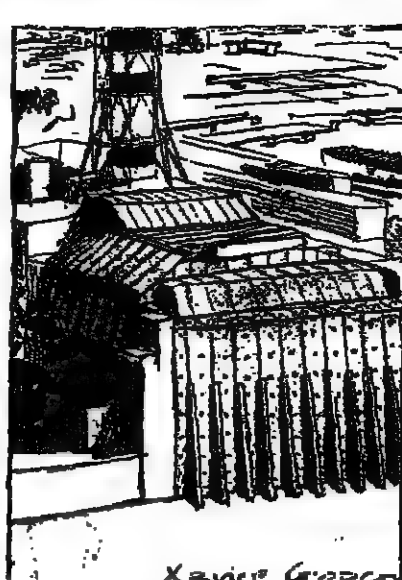
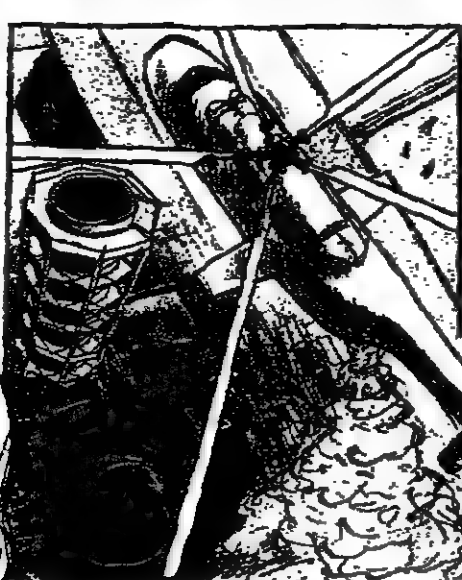
DES MILLIERS de kilomètres carrés de sol sont contaminés sans qu'on parvienne à les traiter, et les forêts accumulent la radioactivité. Par endroits, on observe même une aug-

mentation de la contamination des terres alors que celle de l'air a quasiment disparu. L'EXPLOSION de la centrale nucléaire a paradoxalement permis à Mikhaïl Gorbatchev, alors

au pouvoir au Kremlin, d'utiliser cet événement exceptionnel pour mettre en œuvre sa politique de glasnost (transparence). TCHERNOBYL est sans conteste la plus grande catastro-

phe de l'histoire du nucléaire; elle n'est cependant pas la seule. Des précédents ont eu lieu dans l'ex-URSS, aux États-Unis et en Grande-Bretagne et ont présenté des consé-

quences dramatiques. La perte de contrôle d'un réacteur de la centrale de Three Mile Island en Pennsylvanie aurait pu s'avérer encore plus redoutable que l'accident de Tchernobyl.



Très vite, les pompiers interviennent. Des heures durant, ils luttent. Sans protection efficace contre les radiations. Plus d'une vingtaine mourront dans les semaines qui suivent. Jusqu'au 10 mai, des hélicoptères et 650 000 « liquidateurs » recouvrent les débris fumants sous 5 000 tonnes de sable, de bore et de plomb.

27 avril, 14 heures. Sous une pluie de cendres radioactives, l'évacuation des habitants de Pripiat, à 4 kilomètres de la centrale, commence. Le sarcophage chargé d'envelopper le réacteur détruit sera achevé six mois plus tard.

La Biélorussie pleure ses terres perdues

En de nombreux endroits on assiste à une remontée de la radioactivité

GOMEL
de notre envoyé spécial
Apparemment, rien n'a changé depuis dix ans. A perte de vue s'étendent les mêmes forêts de pins, de bouleaux et d'aune, alternant avec des terres labourées et des pâtures jaunies par l'hiver. La fonte des neiges a multiplié les champs inondés et les étendues marécageuses, qu'arpentent lentement les premières cigognes. Seules les vaches ont disparu du paysage, car elles sont confinées dans les étables des kolkhozes, où on leur donne du foin. « Propre », c'est-à-dire non contaminé par les retombées radioactives.

« Ici, c'était la Suisse biélorusse : un petit paradis avec des lacs, des forêts et de bonnes terres agricoles », affirme le vice-président de l'oblast (région) de Gomel, Vladimir Tsalko. Nostalgie, l'homme exagère. Les sols tourbeux ou sableux de la région de Gomel conviennent mieux au fourrage et à la pomme de terre qu'au blé ou au maïs. Mais, comparée aux rudes terres du nord, elle faisait figure d'enclave bénie, ou presque.

Aujourd'hui, l'oblast est sinistré : 260 000 hectares de terres cultivables abandonnées, 398 000 hectares de forêts inutilisables, 32 kolkhozes et kolkhozes fermés, 120 000 personnes évacuées (dont 30 000 sont revenues chez elles). Au total, plus du quart du pays - dont 21 % des terres cultivables - est considéré comme territoire contaminé, avec des taux d'au moins un curie par kilomètre carré. « La production a diminué de moitié et nous perdons 50 millions de dollars par an de manque à gagner », précise Victor Kouleba, vice-ministre de l'Agriculture. Les terres agricoles n'ont été abandonnées que progressivement, entre 1986 et 1989, au fur et à mesure qu'on prenait conscience de l'étendue du dés-

astre. On s'est aperçu que le césium 137 contaminait les sols et que les plantes absorbaient le strontium 90. C'est la viande qui pose le moins de problèmes, car, avec l'expérience, il est apparu qu'il suffisait, quelques mois avant l'abattage, de rentrer les bêtes à l'étable pour les alimenter avec du foin sain. Par exemple du maïs ou des céréales, qui ne fixent pas le césium, comme les plantes protéinées (trèfle et luzerne), aujourd'hui abandonnées. « En un à trois mois, les ruminants se purgent de toute contamination », affirme un kolkhozien.

« La plus difficile, c'est le lait », indique Slava Firsakova, directrice de l'institut de radiécologie.

L'impossible décontamination des sols

Depuis 1991, l'IPSN (Institut de protection et de sûreté nucléaire) travaille avec l'Union européenne pour élaborer une stratégie de décontamination dans les pays affectés par Tchernobyl. « On ne décontamine pas : on gère la contamination », corrige André Jouve, le jeune ingénieur français de l'IPSN basé à Cadarache (Bouches-du-Rhône), mais toujours en mission à l'Est. S'il a mis au point une technique de décontamination naturelle des sols par plantation d'herbe et de décapage « en moquette », il sait que cette « phytodécontamination » reste marginale (1 %), alors même que la décontamination naturelle est de 2 %. Le laboratoire de Cadarache recherche maintenant un moyen de favoriser la décontamination par les arbres. En plantant des pins mycorhizés, c'est-à-dire aux racines associées à certaines champignons, on favorise la remontée des radionucléides dans le bois.

gic agricole de Gomel. Elle s'est ralliée à la méthode d'un vétérinaire allemand, qui préconise l'administration aux vaches de bleu de Prusse (cyanoferrate de potassium). Le bleu de Prusse forme avec le césium un composé chimique insoluble. Il ne passe donc ni dans le sang ni dans le lait, mais est expulsé dans les excréments.

Dans les fermes collectives, le traitement, livré depuis l'an dernier gratuitement, semble appliqué correctement. Mais cette garantie n'existe pas dans les

stun, voire de plutonium. Tous les champignons sont donc interdits à la consommation. Une mesure difficile à respecter : la cueillette est une tradition très ancrée chez les Russes. Au-delà de 5 curies par kilomètre carré, le gibier est lui aussi interdit à la chasse. En revanche, les paysans peuvent continuer à consommer sans risques les fruits et légumes de leur jardin, ainsi que les pommes de terre et les céréales.

Une autre contamination, beaucoup plus difficile à endiguer, vient de l'utilisation du

bois pour le chauffage et la cuisine. Les forêts biélorusses, qui représentent 27,6 % du territoire, ont été contaminées en taches, comme les champs - la fameuse « peau de léopard ». Les feuillages et l'écorce des arbres sont donc souvent radioactifs. Cette contamination augmente encore avec la combustion du bois dans les cheminées et les fourneaux, car il se forme alors de la cendre, qui accumule tous les éléments minéraux. Lors des manipulations de cette cendre, épanchée comme engrais dans les champs ou simplement jetée dans le jardin, il y a un fort risque d'inhalation ou d'ingestion de poussières radioactives.

BOIS CONTAMINÉS

L'utilisation du bois contaminé a donc été interdite, mais, faute de combustible de remplacement, la mesure est pratiquement restée sans effet : quelque 20 000 tonnes de cendres faiblement contaminées s'accumulent chaque année. Depuis deux ans, à l'initiative du Centre de recherche sur l'énergie (ex-nucléaire), un service de ramassage des cendres en sacs-poubelle a été mis en place. Les sacs sont entreposés dans soixante-dix centres de stockage intermédiaire, dont seulement vingt-deux sont considérés comme sûrs.

Dans les cuisines, les doses de radioactivité par les cendres restent faibles, observe Sacha Grebenkov, chargé de la gestion des déchets au centre de recherche. « Mais il y a accumulation dans les champs : en dix ans, une terre à 1 curie peut passer à 2 ou 3 curies par kilomètre carré. » De fait, on constate en de nombreux endroits une remontée de la radioactivité, alors même que la contamination provoquée par le nuage de 1986 ne cesse de diminuer.

Roger Cars

Un accélérateur paradoxal de la glasnost

LA MACHINE de propagande soviétique s'était mise en route lentement, comme au bon vieux temps. D'abord, les médias de l'URSS n'avaient pas soufflé mot de la catastrophe; il avait fallu attendre les premières informations à l'Ouest pour que la presse de Moscou en parle. Dans une première salve, pour en minimiser les conséquences, et dans une seconde, pour dénoncer la « joie malsaine », prétendument manifestée par les Occidentaux.

Mikhaïl Gorbatchev, qui a succédé depuis un an au cacochyme Constantin Tchernomir à la tête du Parti communiste et qui s'est promis d'« ouvrir les portes et les fenêtres », d'« ouvrir les portes et les fenêtres », se tait pendant trois semaines. En février 1986, il a pourtant déclaré au congrès du PC : « Toujours et en toutes circonstances, les communistes ont besoin de la vérité », mais tout le bureau politique ne pense pas que toute la vérité sur Tchernobyl est bonne à dire.

Ayant surmonté les réticences, le chef du Parti communiste tente de tirer un profit politique de l'accident, à la fois à l'intérieur de l'URSS et à l'extérieur. En bon tacticien, il lance, dès sa première intervention, ses propositions de désarmement nucléaire généralisé, dans un raccourci contestable entre Tchernobyl et les conséquences d'un affrontement entre puissances nucléaires.

RETOUR EN ARRIÈRE

Mais plus sérieusement, et pour la première fois depuis la fin de la guerre, l'URSS accepte les secours venant des pays étrangers, la présence de scientifiques occidentaux sur les lieux du drame, le renforcement des inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur les autres installations soviétiques.

Mikhaïl Gorbatchev a subi tout le pari qu'il peut tirer de l'accident pour accélérer la nouvelle politique qu'il entend mener : ouverture vers

l'Occident pour bénéficier des transferts de technologie dans un climat apaisé, et ouverture de la société soviétique elle-même, afin que la glasnost - « la transparence » - succède au monolithisme intellectuel et à la censure. Le mouvement, lancé avant Tchernobyl, ne visait nullement à favoriser la liberté d'expression, mais simplement de mettre la critique des « défauts » du système au service de la stratégie du secrétaire général. En ce sens, l'attitude ultra-conservatrice des médias soviétiques au lendemain de l'accident apparaît plutôt comme un retour en arrière. Mais, dès le début du mois de mai, la presse s'est mise à publier une quantité d'informations et de prévisions, inimaginables auparavant.

Les digues obéissent les uns après les autres. Les services de propagande du parti ont tout de plus en plus de mal à canaliser la glasnost, à éviter les « débordements » et à cantonner les responsables de la presse, qui entendent profiter de cette se-

mi-liberté inspirée, à la défense et illustration de la perestroïka, autrement dit la réforme économique, deuxième volet de la nouvelle pensée gorbatchévienne.

Il faut cependant attendre la fin 1986 pour que les indices du changement perceptibles au moment de Tchernobyl reçoivent une éclatante confirmation : le 16 décembre, le chef du Kremlin téléphone à André Sakharov, exilé à Gorki depuis janvier 1980, qu'il est libre de rentrer à Moscou. Par une ironie de l'histoire, un des pères de la bombe atomique soviétique devient l'interlocuteur du secrétaire général du Parti communiste. Et son principal contradicteur. Car le porte-parole des dissidents et le défenseur des droits de l'homme a une conception de la démocratie dépassant largement l'impossible sauvetage du communisme dont voudrait se contenter Gorbatchev.

Daniel Vernet

Les grands accidents de l'histoire du nucléaire

LES HOMMES ont la mémoire courte. Frappés par l'ampleur du drame de Tchernobyl, beaucoup ont oublié que ce ne fut pas le seul accident grave de l'histoire du nucléaire. Rappelons-les. C'était il y a un peu plus de quinze ans, le 28 mars 1979. Le monde apprenait que le contrôle du réacteur n°2 de la centrale nucléaire américaine de Three Mile Island (Pennsylvanie) avait échappé à son équipe de conduite.

Au départ, un « banal » accident d'exploitation au cours duquel, pourtant, tous les systèmes de sécurité fonctionnent. Sauf un. Une vanne de décharge ne se referme pas. L'eau du circuit primaire chargée de refroidir le cœur du réacteur commence à se vider. Ce type d'incident se maîtrise. Mais, en raison d'une mauvaise conception de l'ensemble, l'opérateur en salle de commande ne sait pas que cette vanne est dans une mauvaise position. Pis, il ne parvient pas à interpréter certaines informations qui lui permettraient de corriger cette erreur. Rapidement, l'eau manque dans la cuve du réacteur entraînant inexorablement la montée de la température des gaines de combustible qui, bientôt, dépasse 1 500 degrés.

TIRER LES LEÇONS

Commence alors un long combat en salle de commande pour reprendre la situation en main. Le pire est évité. Bien que la cuve du réacteur se soit fissurée dans l'épreuve, elle a tenu. Mais le combustible du cœur a presque totalement fondu. La radioactivité de l'eau qui inonde les installations est considérable et des rejets importants de xénon-133 et d'iode-131 dans l'environnement, sans conséquences « significatives », dit-on, pour les populations environnantes, n'ont pu être empêchés.

Les compagnies d'électricité du monde entier vont tirer très vite les leçons et effectuer rapidement de nombreuses modifications sur leurs centrales. À commencer par le réacteur n°1 de Three Mile Island qui, aujourd'hui, produit toujours du courant à côté de son jumeau enfin nettoyé pour la somme de 1 milliard de dollars.

La leçon sera comprise, et ce d'autant plus que le nucléaire a un passé parfois chargé. Par exemple, le 1^{er} mars 1957. Ce jour-là, l'armée américaine procède à l'essai d'un engin thermonucléaire sur l'atoll de Bikini. La puissance inattendue de l'engin, 17 mégatonnes au lieu de 5 mégatonnes, et des conditions météorologiques défavorables, font que quatre atolls des îles Marshall (Rongelap, Ailinginae, Rongerik et Utrik) sont contaminés par des retombées radioactives. La population de l'atoll de Rongelap est sévèrement touchée (brûlures, pathologies thyroïdiennes, etc.) ainsi que les 23 marins d'un bateau japonais, le *Fukuryu Maru*, qui pêchait pourtant en dehors de la zone interdite.

Autre temps, autre lieu. Le 29 septembre 1957, ce sont les Soviétiques du complexe nucléaire secret de Mayak (le Phare), situé

au sud-est de l'Oural et à l'intérieur duquel existe une ville de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, qui se retrouvent exposés au long et fin panache de matières radioactives que l'explosion chimique d'une cuve de déchets hautement radioactifs a projeté dans l'atmosphère. Ce n'est qu'en novembre 1976 que cette catastrophe, dont quelques experts ont dit qu'elle expliquait après coup l'expérience et la célérité des Soviétiques à évacuer 135 000 personnes à Tchernobyl, a été révélée au monde occidental grâce au courage du biologiste dissident Iouri Medvedev. A l'époque, vingt-trois villages furent évacués et certains entièrement rasés.

Quels furent les effets réels de cette catastrophe connue sous le nom d'accident de Kyshtym ? Difficile de le dire, même si certains rapports évoquent une fréquence accrue de leucémies et une mortalité plus élevée que la normale. Aujourd'hui, une rivière, la Tcha, est extrêmement polluée et la radioactivité de plusieurs lacs où sont régulièrement empoisonnés des déchets est telle qu'on ne peut s'en approcher sans précautions particulières.

Le 10 octobre 1957, ce sont les Britanniques du centre nucléaire de Windscale, dans le nord-est du pays, qui ont été confrontés à l'incendie des installations d'une pile atomique utilisée pour la production de plutonium destiné à la fabrication des armes nucléaires. Lors de cet accident, quantité d'isotopes radioactifs furent libérés dans l'atmosphère et emportés vers le nord du pays et de l'Europe. Les autorités britanniques se montrèrent plus que discrètes sur l'événement, mais la découverte de quantités anormales d'iode dans le lait des vaches conduisit à interdire sa consommation dans une zone de 200 miles carrés autour du centre.

SOUS-MARINS SOVIÉTIQUES

A ces accidents spectaculaires s'en sont ajoutés d'autres moins médiatisés, mais tout aussi dramatiques. Il y a ceux, révéls tard, qui ont frappé les marins de plusieurs sous-marins nucléaires soviétiques qui suivaient la radioactivité par toutes les écouilles. Et il y a ceux également que l'on regroupe sous le pudique vocable d'accidents de criticité. Des accidents qui sont dus à la divergence brutale et incontrôlée d'une réaction en chaîne et qui ont fait plusieurs victimes à Los Alamos (États-Unis) en 1945, 1946 et 1958, à Vinca (Yougoslavie) en 1958, à Idaho Falls (États-Unis) en 1961, à Mol (Belgique) en 1965, à Buenos Aires (Argentine) en 1983.

Triste bilan qui concerne des travailleurs du nucléaire, mais ne prend pas en compte tous ceux qui ont été exposés aux dangereux rayonnements de sources de radiothérapie abandonnées dans la nature et éventrées par des ferrailleurs ignorants, comme à Juarez (Mexique) en 1983 et à Goiânia (Brésil) en 1987.

Jean-François Augereau

LES DANGERS Malgré le drame du 26 avril 1986, dix ans après, deux des réacteurs de la centrale de Tchernobyl fonctionnent encore dans des conditions qui, selon les ex-

perts, donnent des signes inquiétants de fatigue. ● LE SARCOPHAGE de béton, achevé six mois après la catastrophe pour isoler le réacteur numéro 4 où demeurent quelque 200

tonnes de combustible radioactif, est déjà dégradé et ne parvient plus à s'opposer à la migration des radioéléments. ● Adeptes du chantage, les autorités ukrainiennes entendent



bien maintenir la centrale de Tchernobyl en fonctionnement jusqu'à ce que les pays du G7, qui se réunissent ce week-end à Moscou, leur fournissent 4 milliards de dollars.

Les réacteurs de Tchernobyl continuent à défier le raisonnable

Vieillesse des réacteurs, difficultés d'entretien, manque d'argent, dégradation du sarcophage. La centrale ukrainienne est toujours aussi peu fiable

TCHERNOBYL

de notre envoyé spécial
Au centre du hall d'entrée refait à neuf, trône une superbe maquette de la centrale. Un rêve d'ingénieur soviétique d'avant la catastrophe. Aucune trace de sarcophage, ni de réacteur sinistré. Mieux : les tranches numéros 5 et 6, dont les travaux de construction furent interrompus en avril 1986, après l'explosion, sont à leur place, terminées et reliées au réseau. Pourtant, tout à côté, les images, impressionnantes, des premières heures de lutte contre l'incendie passent en boucle sur un téléviseur japonais à écran géant. Le message est subtil. « La catastrophe fut terrible, mais c'était il y a dix ans. Aujourd'hui, nous maîtrisons parfaitement la situation », semble suggérer le sourire quasi « yankee » des attachés de presse à costume bleu pétrole et téléphone portable.

Salle de contrôle de la tranche numéro 1. Cheveux longs et catogan, le chef de quart surveille ses cadrans avec une déconcentration soigneusement étudiée. Comme la tranche 3, contiguë au sarcophage qui renferme les ruines radioactives du réacteur numéro 4, la tranche 1 a redémarré dès décembre 1987. Depuis, toutes deux tournent au maximum de leur puissance. La tranche 2, en revanche, est arrêtée depuis 1991, après un incendie qui a

ravagé la salle des alternateurs. Quelque 300 millions de dollars ont été consacrés à l'élimination des plus gros défauts techniques des réacteurs. « Mais c'est surtout le facteur humain qui retient toute notre attention », assure Viacheslav Gavrilin, directeur des ressources humaines. Un problème que l'on règle, ici, « à la soviétique ». Evacués de Pripiat et Tchernobyl, désormais en zone interdite, les 6 500 employés et leurs familles ont été relogés à Slavoutitch, une cité construite spécialement pour eux à 50 kilomètres du site. Les 5 500 commerçants, agents municipaux, médecins, enseignants ou animateurs socioculturels y sont tous salariés de la centrale. « Ils travaillent au bien-être de nos employés, et donc, finalement, à la sûreté de la centrale », explique Viacheslav Gavrilin. Résultat, assure-t-il fièrement, « nos réacteurs sont les plus sûrs d'Ukraine ».

PROBLÈMES D'ARGENT

Mais les meilleures intentions du monde sont impuissantes face aux problèmes d'argent. Ces derniers mois, de 5 % à 6 % seulement des factures d'électricité ont été payées par les usagers et la centrale n'a même plus les moyens d'acheter à la Russie le combustible qui lui est nécessaire. La dernière rechange a finalement été « prêtée » gracieusement fin mars par le grand voisin.

Cette situation pourrait être à l'origine d'un incident sérieux survenu en novembre 1995 lors d'une opération de déchargement : la rupture d'un élément de combustible, qui, selon certains experts, avait sans doute séjourné trop longtemps dans le cœur.

Les prochaines difficultés sont attendues sur le réacteur numéro 1. Mis en service en 1977, il donne des signes de fatigue. Fin 1996, en principe – mais peut-être des cet été –, il devra être arrêté et ne pourra pas redémarrer sans une coûteuse remise à neuf. Un mémorandum ayant été signé récemment par l'Ukraine et prévoyant l'arrêt total de la centrale vers l'an 2000, il semble que ces travaux soient ex-

clus. Mais, dans le bras de fer engagé avec le G7 sur le montant des compensations financières, Kiev a tout intérêt à tenter de démontrer que Tchernobyl peut encore tourner très longtemps si nécessaire. Et à pousser les réacteurs au-delà du raisonnable.

Le même type de chantage semble engagé autour du sarcophage. « Ses structures peuvent tenir

d'une cathédrale gothique, ni même d'un blockhaus du mur de l'Atlantique. Sur la couche de peinture gris foncé pourtant toute récente, les coulures blanchâtres qui suintent des joints ne peuvent pas passer inaperçues. « Il ne s'agit pas de fissures, mais de fentes entre les panneaux de béton qui furent posés par des engins téléguidés. Vouloir au départ pour assurer la ventilation, elles ont été ensuite bouchées pour la plupart », explique une technicienne.

CHANTAGE

Le toit, lui aussi, laisse passer l'eau et l'air. Il est formé de tôles non jointives posées sur des tubes soutenus eux-mêmes par des poutres. Ces dernières reposent simplement, sans fixation, sur les deux énormes murs-talus – mélange de terre, de béton et de fragments de combustible irradié – qui bordent le sarcophage au nord et au sud. Ce mode de construction amène les experts à douter de la stabilité de l'édifice en cas de séisme. Ils sont d'autant plus inquiets que, à l'intérieur, les ruines du réacteur, rongées par l'humidité et les radiations, menacent à tout moment de s'écrouler sur les quelque 180 à 200 tonnes de combustible qui se transforment peu à peu en poussières hautement radioactives.

Plus grave : la migration des radionucléides entraînés par l'eau de

ruissellement pourrait provoquer la formation de « masses critiques » susceptibles de conduire à de nouvelles réactions en chaîne. Les experts se veulent néanmoins « rassurants » : le nouveau usage qui se formerait ainsi resterait probablement limité au site.

En attendant la construction hypothétique d'un nouveau sarcophage sur fonds européens (le projet franco-germano-britannique Alliance propose un sarcophage totalement étanche pour 8 milliards de francs), 400 ouvriers ont entrepris des travaux de consolidation qui dureront deux ans, explique Arthur Korneiev. En revanche, rien n'est prévu dans l'immédiat pour empêcher la migration vers la nappe phréatique du plutonium, strontium et autres césium qui gorgent le sol.

Jean-Paul Dufour

Le Centre de responsabilité pour le traitement de la centrale de Tchernobyl a le sort du réacteur. Les images de la catastrophe de Tchernobyl ont été diffusées dans le monde entier. Elles ont permis de sensibiliser l'opinion publique et de provoquer une prise de conscience internationale. Les experts ont souligné les dangers de la catastrophe et ont appelé à une coopération internationale pour la gestion de la catastrophe.

Le grand chantage à la fermeture

JUSQU'À l'éclatement de l'URSS, la catastrophe de Tchernobyl est restée une affaire essentiellement soviétique. Les experts occidentaux n'étaient admis que par courtoisie. Après 1991, tout change. La Russie, absorbée par d'autres soucis, veut oublier ses responsabilités dans l'accident. Après tout, Tchernobyl est en Ukraine, donc « à l'étranger ». Les Biélorusses appellent à l'aide car ils découvrent que c'est finalement leur pays qui est le plus atteint dans sa chair et ses terres. Mais ils n'ont pas de centrale nucléaire sur leur territoire et intéressent donc peu les Occidentaux. Quant à l'Ukraine, qui se retrouve aux prises avec un monstre, elle découvre qu'elle n'a pas les moyens de le maîtriser seule.

« Dix ans après, la catastrophe de Tchernobyl apparaît non seulement comme un désastre écologique, mais c'est aussi l'annihilation d'un état », lance d'emblée Youri Kostenko, le ministre ukrainien de l'environnement et de la sûreté nucléaire. Il veut dire que l'Ukraine, « un grand pays », ne peut venir seule à bout d'une catastrophe d'ampleur mondiale. Il faut donc la coopération de la communauté internationale.

30 000 PERSONNES EMPLOYÉES

Tout le monde est d'accord sur le principe. Mais les modalités posent problème. Pour les Russes, il s'agit d'abord de ne pas remettre en cause les centrales de type RBMK, dont il reste une quinzaine d'unités en fonctionnement dans l'ex-URSS. Or les Occidentaux considèrent que ce type d'installation est dangereux en soi et veulent leur fermeture, à commencer évidemment par le site de Tchernobyl. Les Ukrainiens, pour leur part, ont dépensé 300 millions de dollars pour renforcer la sécurité de leurs centrales RBMK, et ils ne veulent plus entendre parler de la fermeture de Tchernobyl, où travaillent par roulement quelque 30 000 personnes embauchées tout récemment (pour remplacer les personnels non ukrainiens rentrés chez eux). A moins, évidemment, que les Occidentaux règlent la facture rubis sur l'ongle, ce qu'ils ne semblent pas disposés à faire.

« C'est le sarcophage qui est menaçant, car il n'est plus sous contrôle », affirme le ministre ukrainien. « Le problème, ce n'est pas tant le sarcophage que les autres réacteurs de Tchernobyl en activi-

té », rétorque Philippe Vesseron, directeur de l'Agence française de protection et de sûreté nucléaire. Mais les Ukrainiens restent inflexibles : à moins d'une aide massive et immédiate, le réacteur numéro 1 sera arrêté à la fin de l'année et remis en état « pour dix ou quinze ans », car c'est « une opération rentable ». Quant au réacteur numéro 2, arrêté à la suite d'un incendie dans la salle des machines, il ne sera fermé que si une aide internationale vient compenser le manque à gagner. « Si nous touchons tout ce qui a été promis, et à temps, Tchernobyl sera fermé avant l'an 2000 », assure Youri Kostenko.

DOUANIER-DONNANT

Avant sa réunion ce week-end à Moscou, le G7 avait promis 2,6 milliards de dollars de crédits et 500 millions de subventions. Mais cette aide ne portait que sur les « capacités de remplacement » (achèvement des centrales en construction à Rovno et Khmelnytsky), sur le stockage des déchets et sur le reclassement des employés de la centrale. Pas question donc d'aider au redémarrage ou au maintien en activité des réacteurs de Tchernobyl.

Dans l'enthousiasme de l'indépendance, le Parlement ukrainien avait voté, en août 1990, la fermeture de Tchernobyl, et même l'abandon de l'énergie nucléaire. En 1995, il n'était plus question d'abandonner le nucléaire mais de fermer progressivement Tchernobyl, selon un calendrier présenté au G7 dans l'espoir d'obtenir les fonds nécessaires, estimés à 4 milliards de dollars. Les Ukrainiens savent très bien que, s'ils arrêtent définitivement Tchernobyl, ils perdront un formidable instrument de chantage auprès des Occidentaux.

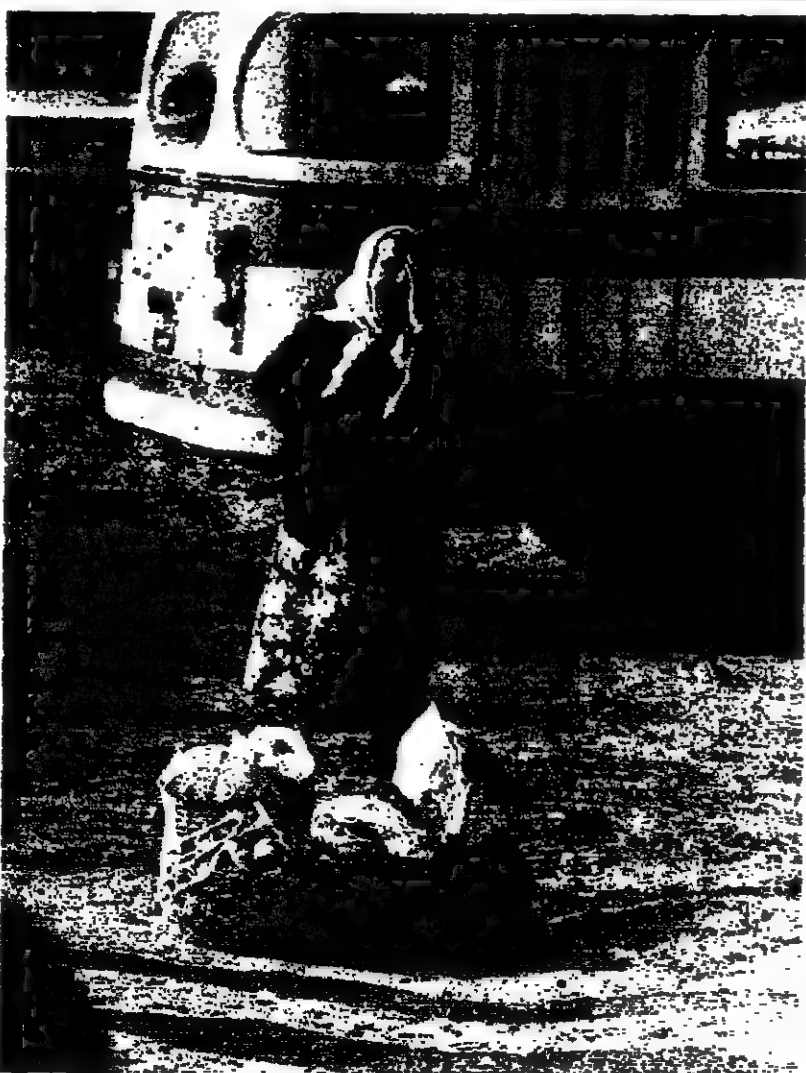
Français et Allemands, en effet, ne craignent rien tant qu'un nouvel accident nucléaire, qui risquerait de compromettre définitivement une filière déjà mise à mal par les accidents passés et le problème encore non résolu des déchets à vie longue. Il est donc pour eux essentiel d'obtenir l'arrêt d'une centrale à haut risque, où plus rien n'est normal : un réacteur détruit par explosion, un autre arrivé en fin de course, un troisième victime d'un incendie et le dernier appuyé sur une ruine sous sarcophage.

Roger Cans

L'exode et le retour

Ce fut le premier traumatisme, avant même qu'on connaisse les conséquences dramatiques sur la santé des habitants. Le 27 avril 1986 dans l'après-midi, avec un temps de retard important sur l'événement, les habitants de la région furent autoritairement invités à abandonner leurs maisons et à boucler leurs affaires. Tchernobyl, la cathédrale de béton qui faisait la fierté du pays, avait explosé la veille. 350 000 personnes partirent ainsi à la va-vite, qui à pied, qui dans un des mille autobus réquisitionnés.

Depuis beaucoup sont revenus. Où auraient-ils pu vivre ailleurs ? Mais la ville nouvelle de Pripiat n'est plus accessible, et on a construit une « nouvelle » ville nouvelle, tout aussi laide, pour les accueillir. A 50 kilomètres de là, les réacteurs de Tchernobyl tournent toujours. La vie continue...



L'envers du décor

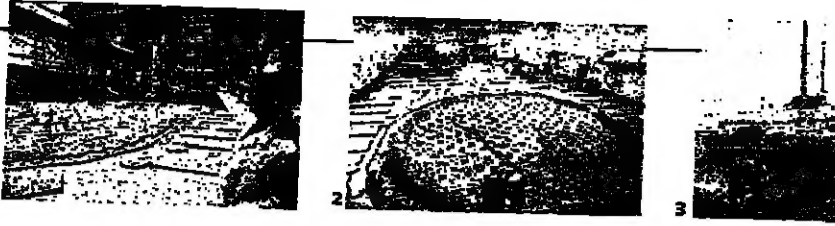
En 1991, près de Saint-Petersbourg, à l'intérieur de

Le Centre de responsabilité pour le traitement de la centrale de Tchernobyl a le sort du réacteur. Les images de la catastrophe de Tchernobyl ont été diffusées dans le monde entier. Elles ont permis de sensibiliser l'opinion publique et de provoquer une prise de conscience internationale. Les experts ont souligné les dangers de la catastrophe et ont appelé à une coopération internationale pour la gestion de la catastrophe.



150

● TCHERNOBYL n'est pas le seul point noir du nucléaire. Dans les pays d'Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, une quinzaine de réacteurs de même type (RBMK) ainsi qu'une quarantaine de



réacteurs VVER présentent des risques identiques, à cause de défauts de conception qui n'ont toujours pas été corrigés. ● LA CENTRALE russe de Sosnovi-Bor, près de Saint-Petersbourg,

apparaît particulièrement dangereuse, aussi bien pour des raisons techniques qu'en raison de défaillances du personnel qui a pris l'habitude d'outrepasser les règles de sécurité.

L'envers du décor d'une centrale nucléaire russe ordinaire

A Sosnovi-Bor, près de Saint-Petersbourg et de ses 5,5 millions d'habitants, quand il pleut, l'eau s'infiltre directement à l'intérieur et le personnel a pris l'habitude d'outrepasser les règles de sécurité.

SOSNOVI-BOR

de notre envoyé spécial
Une grande peinture murale aux couleurs vives accueille le visiteur : une ronde d'ouvriers souriants évoque, sur fond de constructions futuristes, l'élan vers le progrès. « Centrale électro-nucléaire de Leningrad », dit le panneau, oubliant que Leningrad s'appelle désormais Saint-Petersbourg. L'important, souligne-t-on ici, ce sont « les efforts déployés pour améliorer le niveau de sécurité ». Et pour cause. La centrale de Sosnovi-Bor, située à 60 kilomètres au nord de Saint-Petersbourg (5,5 millions d'habitants) n'est pas seulement une centrale ex-soviétique du même type que Tchernobyl : elle est plus vieille.

En 1992, à l'issue d'une inspection des lieux, des experts suédois avaient jugé la situation « alarmante, pire que ce que l'on a cru » et recommandaient la fermeture immédiate du site. Depuis, il y a eu des améliorations. Un responsable ukrainien confiait récemment au Monde : « Le programme de modernisation entrepris à Sosnovi-Bor nous sert aujourd'hui de modèle pour Tchernobyl ». En quoi consiste cette « modernisation » ? Le directeur de Sosnovi-Bor, M. Anatoli Epérine, est confiant : il compte faire du neuf avec du vieux. Des travaux sont en cours

sur les quatre tranches existantes, et cinq nouveaux réacteurs, de type MKER-800 (« plus fiable ») devraient être construits « d'ici l'an 2003 ». Des enceintes de confinement seront bâties, afin d'empêcher des matières radioactives de se répandre dans l'atmosphère, en cas d'accident.

L'objectif mis en avant par M. Epérine, qui dirige la centrale depuis treize années, est de « répondre à toutes les normes de sécurité, russes et internationales ». Ce qui sera donc fait... en 2003, si les travaux avancent comme prévu. Des « difficultés financières » liées au problème des dettes internationales, pourraient retarder le processus. Un autre objectif consiste à convaincre l'opinion publique et les dirigeants occidentaux qu'il n'est « nul besoin de fermer Sosnovi-Bor », une centrale où les salaires des sept mille employés sont dix fois plus élevés que la moyenne en Russie, et qui fournit 50 % de l'électricité de la région de Saint-Petersbourg.

« VILLAGE POTEKINE »

La centrale de Sosnovi-Bor impressionne et pas seulement à cause de ses couloirs repeints à neuf pour les visites des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). C'est une sorte de « village Po-

tekine ». N'est présent que ce qui est présentable. Le reste semble interdit d'accès. Ni les bâtiments de stockage de déchets radioactifs (qui contiennent, selon l'organisation Greenpeace, 70 000 mètres cubes de matières toxiques), ni les salles de commande des réacteurs 3 et 4 (où les « travaux d'amélioration » ne sont pas terminés), ne sont montrés lors d'une visite officielle. Quant aux trois réacteurs RBMK de recherche militaire situés non loin de la centrale, et dont la présence a été révélée à des spécialistes suédois en 1992...

officiellement, ils n'existent pas. « Un accident semblable à celui de Tchernobyl est impossible chez nous », assure M. Anatoli Epérine. Il reconnaît pourtant que des « incidents » se sont produits. Ils sont nombreux. Dans la nuit du 23 au 24 mars 1992, une rupture de gaine dans le réacteur numéro 3 a provoqué une fuite de gaz radioactifs - incident classé de niveau trois dans l'échelle de gravité de l'AIEA, qui en compte sept. En octobre 1975, le cœur du réacteur numéro 1 a été partiellement détruit, et près de 1,5 million de curies de nucléides hautement ra-

dioactifs rejetés dans l'atmosphère, lors d'un incident qualifié par certains de « précurseur de Tchernobyl ». En février 1974, une explosion du circuit tertiaire du réacteur 1 avait débouché sur le rejet dans l'environnement d'eaux radioactives chargées en déchets de filtration.

« La discipline dans la centrale est faible. L'alcoolisme existe parmi les employés. Il arrive que des camions contaminés soient conduits hors de l'enceinte. Les bâtiments de stockage de déchets radioactifs sont fissurés et ne font l'objet d'aucun contrôle. Lorsqu'il pleut, l'eau s'infiltre. » Dans son modeste appartement situé à 3 kilomètres de la centrale, M. Sergueï Kharitonov décrit l'envers du décor du « village Potemkine ».

Il travaille à Sosnovi-Bor depuis vingt-trois ans. Ancien opérateur de la salle de commande, il est aujourd'hui chargé des transports de plutonium. Les jours de pluie, raconte-t-il, des centaines d'employés (dont des opérateurs) abandonnent sans hésiter leur poste à la centrale pour faire la queue, des heures durant, devant les guichets de la banque Credobank.

« Lors des transbordements de combustible, les normes de sécurité ne sont pas respectées », poursuit M. Kharitonov. « Si les écrans de

contrôle et les caméras tombent en panne - ce qui arrive régulièrement - le travail se fait quand même, presque aveuglément ».

Ces problèmes ne datent pas d'hier : ils ont été hérités de l'époque soviétique. M. Kharitonov affirme que le facteur humain, « l'irresponsabilité, l'absence de souci de sécurité, et l'habitude de passer outre aux règles » sont plus graves encore que les déficiences techniques. Toute la « culture de sécurité » dans cette centrale serait à refaire.

En Russie, onze réacteurs RBMK, de type Tchernobyl, continuent de fonctionner. Dans un communiqué récent, l'AIEA constatait : « En dépit de modifications et de travaux considérables, les réacteurs RBMK ne sont toujours pas sûrs, particulièrement ceux de la première génération » - à laquelle appartient Sosnovi-Bor. Difficile de faire du neuf avec du vieux.

Natalie Nougayrède

1 - La centrale de Sosnovi-Bor, près de Saint-Petersbourg, (vue d'ensemble). 2 - Centrale nucléaire à Krasnodar, en Russie. 3 - Centrale nucléaire à Krasnodar, en Russie. 4 - Centrale nucléaire à Krasnodar, en Russie.

La dépendance envers le nucléaire et Moscou

● En Europe de l'Est, le pays le plus dépendant du nucléaire est la Lituanie (76 %). Viennent ensuite, la Slovaquie (49 %), la Bulgarie (46 %), la Hongrie (44 %), la République tchèque (34 %), la République slovaque (34 %) et la République tchèque (28 %) et la Russie (11 % mais 25 % pour sa partie européenne).

● A l'exception des Russes, qui ont des gisements de charbon, de pétrole et de gaz, la plupart des Etats n'ont pas de ressources naturelles suffisantes pour les substituer au nucléaire. Leurs approvisionnements dépendent donc de leurs relations avec

Moscou. Si les Biélorusses se voient sans problèmes livrer du gaz, les Ukrainiens sont désormais contraints de payer sans retard, sinon les livraisons sont interrompues, même en hiver. ● La société d'Etat Gazprom, qui exploite les gisements gaziers de Sibirie, les plus importants au monde, a changé sa politique tarifaire. Alors qu'elle tolérât des retards de paiement jusqu'au début des années 90, elle est devenue très pointilleuse sur le délai, surtout quand les pays voisins revendiquent une large autonomie.

Le pire est peu probable, mais il n'est pas exclu

DE MEME qu'il n'y a pas d'installations industrielles sans risques. Il n'y a pas d'installations nucléaires totalement sûres. Peu d'experts oseraient aujourd'hui soutenir le contraire, tant il est vrai que les rapports de sûreté prennent en compte des scénarios catastrophes tandis que les exploitants de réacteurs, comme EDF, préparent les personnels de leurs centrales à gérer des situations de crise sur simulateur.

Le pire, affirmant-ils, après de longs calculs statistiques, est peu probable. Mais il n'est pas exclu. A partir de ces subtils nuances, tout est affaire de matériel, de « philosophie de la sûreté », comme disent les spécialistes. Ainsi, les centrales du parc électronucléaire français, bien que ne présentant pas tout à fait les mêmes dispositifs de sûreté que les centrales nucléaires allemandes, sont-elles considérées comme ayant globalement une sûreté équivalente.

Le même discours ne peut cependant pas être tenu pour toutes les centrales de l'ex-bloc soviétique. Force est de souligner que la conception de certains de leurs réacteurs doit plus à l'économie collectiviste et aux besoins en plutonium des militaires qu'à une réelle philosophie de sûreté. Les réacteurs RBMK, dont la centrale de Tchernobyl était équipée, souffrent, hélas, de ces choix.

Cette filière forte d'une quinzaine de réacteurs de 1 000 mégawatts - dont deux de 1 500 MW en Lituanie - encore en service, présente, selon les experts, trois défauts majeurs de conception. Le premier, et certainement le plus grave, tient au fait que le réacteur est instable à faible puissance et peut s'emballer en raison de ce que les spécialistes appellent « un coefficient de vide positif ». En leur temps, les Français avaient rejeté cette filière en raison des risques qu'elle présentait.

Le deuxième défaut de conception des RBMK a son origine dans le système d'insertion des barres de contrôle dans le réacteur. En effet, ces barres, censées stopper immédiatement la réaction nucléaire en cas d'urgence, mettent vingt secondes à se mettre en place là où la même opération ne prend que deux secondes sur les installations occidentales ! Comble de l'erreur, la composition même de ces barres fait que, loin d'arrêter la réaction, elles peuvent, dans certaines conditions, provoquer un accroissement

de la puissance en début d'introduction dans le cœur !

Troisième et dernier défaut rédhibitoire des RBMK : leur absence d'enceinte de confinement. La sûreté des centrales occidentales repose sur la notion de trois barrières. Celle constituée par la gaine métallique qui entoure le combustible ; celle formée par l'épaisse cuve d'acier dans laquelle est contenu le cœur ; celle enfin liée à l'enceinte de confinement, sorte de coque de béton, censée résister à une forte pression et contenir l'essentiel de la radioactivité libérée lors d'un accident.

Défaut rédhibitoire des RBMK : leur absence d'enceinte de confinement

Une telle enceinte, même si elle avait existé à Tchernobyl, n'aurait pas résisté à la violence de l'explosion. A Three Mile Island cependant, elle a tenu, tout comme a tenu la cuve du réacteur. Seul le combustible et ses gaines ont irrémédiablement fondu. Toute la philosophie de sûreté des réacteurs à eau pressurisée occidentaux tient dans cette « défense en profondeur » mise en place pour préserver ces différentes barrières, surtout la barrière ultime de l'enceinte de confinement. C'est une des raisons pour lesquelles, après Tchernobyl, EDF a accéléré la fermeture de ses centrales graphite-gaz.

Les réacteurs RBMK, en dépit des nombreuses modifications dont ils ont fait l'objet, souffrent toujours de ces défauts. Au même titre d'ailleurs que les premiers réacteurs d'une autre filière, pourtant à eau pressurisée et largement exportée par les Russes : les VVER-230, dont la conception ancienne laisse à désirer ; et les VVER-213, « des vieux », mais dont le dessin plus récent permet d'accueillir nombre d'améliorations pour les mettre en conformité. Seuls, selon les experts internationaux, les récents VVER-1000 répondent à une philosophie de sûreté analogue à celle des installations occidentales.

Jean-François Augereau



1 - Le 16 avril 1996, les habitants de la région de Sosnovi-Bor, près de Saint-Petersbourg, ont vu leur centrale nucléaire (vue d'ensemble). 2 - Le bus du départ, région de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 3 - L'explosion du réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 4 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 5 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 6 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 7 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 8 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 9 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 10 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 11 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 12 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 13 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 14 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 15 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 16 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 17 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 18 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 19 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 20 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 21 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 22 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 23 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 24 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 25 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 26 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 27 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 28 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 29 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 30 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 31 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 32 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 33 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 34 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 35 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 36 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 37 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 38 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 39 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 40 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 41 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 42 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 43 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 44 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 45 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 46 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 47 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 48 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 49 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 50 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 51 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 52 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 53 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 54 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 55 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 56 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 57 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 58 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 59 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 60 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 61 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 62 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 63 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 64 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 65 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 66 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 67 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 68 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 69 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 70 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 71 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 72 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 73 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 74 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 75 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 76 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 77 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 78 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 79 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 80 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 81 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 82 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 83 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 84 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 85 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 86 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 87 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 88 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 89 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 90 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 91 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 92 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 93 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 94 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 95 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 96 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 97 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 98 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 99 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 100 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 101 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 102 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 103 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 104 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 105 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 106 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 107 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 108 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 109 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 110 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 111 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 112 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 113 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 114 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 115 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 116 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 117 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 118 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 119 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 120 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 121 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 122 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 123 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 124 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 125 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 126 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 127 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 128 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 129 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 130 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 131 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 132 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 133 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 134 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 135 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 136 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 137 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 138 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 139 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 140 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 141 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 142 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 143 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 144 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 145 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 146 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 147 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 148 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 149 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 150 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 151 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 152 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 153 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 154 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 155 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 156 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 157 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 158 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 159 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 160 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 161 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 162 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 163 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 164 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 165 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 166 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 167 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 168 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 169 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 170 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 171 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 172 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 173 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 174 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 175 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 176 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 177 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 178 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 179 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 180 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 181 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 182 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 183 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 184 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 185 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 186 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 187 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 188 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 189 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 190 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 191 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 192 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 193 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 194 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 195 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 196 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 197 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 198 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 199 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 200 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 201 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 202 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 203 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 204 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 205 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 206 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 207 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 208 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 209 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 210 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 211 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 212 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 213 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 214 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 215 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 216 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 217 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 218 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 219 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 220 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 221 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 222 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 223 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 224 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 225 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 226 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 227 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 228 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 229 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 230 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 231 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 232 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 233 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 234 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 235 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 236 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 237 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 238 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 239 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 240 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 241 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 242 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 243 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 244 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 245 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 246 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 247 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 248 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 249 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 250 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 251 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 252 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 253 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 254 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 255 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 256 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 257 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 258 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 259 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 260 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 261 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 262 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 263 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 264 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 265 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 266 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 267 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 268 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 269 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 270 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 271 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 272 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 273 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 274 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 275 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 276 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 277 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 278 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 279 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 280 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 281 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 282 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 283 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 284 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 285 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 286 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 287 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 288 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 289 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 290 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 291 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 292 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 293 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 294 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 295 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 296 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 297 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 298 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 299 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 300 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 301 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 302 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 303 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 304 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 305 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 306 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 307 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 308 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 309 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 310 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 311 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 312 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 313 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 314 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 315 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 316 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 317 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986 (vue d'ensemble). 318 - Le réacteur de Tchernobyl, 1986

L'AVENIR Les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl s'inscrivent dans une conjoncture qui n'est pas favorable au nucléaire, à l'échelle de la planète. Selon les

prévisions des experts, la part de l'énergie nucléaire dans l'approvisionnement énergétique mondial ne va pas progresser significativement. ● Les sources d'énergie clas-



siques, charbon et pétrole, quoique polluantes, continueront à alimenter l'essentiel de la consommation mondiale, qui devrait augmenter de 50 % d'ici à

2020. ● Français et Allemands mettent leurs connaissances technologiques en commun pour préparer un nouveau type de réacteur.

La hausse de la demande d'énergie ne profitera pas au nucléaire

Malgré les risques environnementaux, le charbon et le pétrole resteront les énergies dominantes au XXI^e siècle. Les énergies renouvelables ne sont pas assez rentables au regard des critères économiques traditionnels pour prendre le relais

L'IMPACT des différentes sources d'énergie sur l'environnement devient l'une des préoccupations majeures des politiques et des industriels. « C'est un élément important des choix énergétiques, au même titre que le désir de disposer d'une énergie abondante et bon marché », souligne André Giraud, ancien ministre de l'Industrie et de la Défense, lors du congrès mondial de l'énergie réuni à Tokyo au mois d'octobre 1995. Soucieux de tirer les leçons du passé, Shoh Nasu, PDG de l'entreprise japonaise Tepco (Tokyo Electric Power Company), n'hésitait pas à remonter jusqu'aux Sumériens et aux Mésopotamiens, dont les terres furent détériorées par les sels des eaux d'irrigation. « Pour certains savants, l'incapacité de l'environnement à gérer un impact d'une telle ampleur a contribué à la disparition de civilisations... C'est pourquoi producteurs et consommateurs doivent se pencher très sérieusement sur le rôle de l'énergie dans le développement soutenu de nos économies tout en protégeant l'irremplaçable environnement terrestre. »

L'enjeu est de taille au vu de la demande, qui ira en s'accroissant, principalement dans les continents en voie de développement, l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique. Selon l'ONU, la population, actuellement de 5,7 milliards de personnes, devrait atteindre au moins 10 milliards d'individus en 2050. L'Agence internationale de l'énergie s'attend à un doublement du nombre de mégapoles de plus de 10 millions d'habitants d'ici à 2015 (de quatorze à vingt-sept villes). Or un citadin consomme deux fois plus d'énergie qu'un campagnard. Parallèlement, le parc automobile, actuellement de 400 millions de voitures, passera à un milliard. Le Conseil mondial de l'énergie envi-

sage donc, pour 2020, une croissance de la demande de 50 % jusqu'à 13,4 milliards de tonnes d'équivalent pétrole d'ici un demi-siècle, contre 8,8 milliards consommés en 1990. Cette évolution ne devrait toutefois pas entraîner de modification de la structure de l'offre. Les combustibles fossiles – charbon, gaz et pétrole – resteront dominants, passant de 80 % à 75 % du total, avec une augmentation de la part du gaz. Le nucléaire comme les énergies renouvelables progresseront, eux, modestement. En conséquence, les émissions de gaz carbonique (CO₂), dues principalement à la houille et au pétrole, vont s'amplifier. Selon les estimations de l'IPCC (Commission intergouvernementale sur les changements climatiques), les volumes de CO₂ augmenteront de 1,5 % par an, et encore plus rapidement dans les pays en voie de développement. Le risque de modification du climat, par aggravation de l'effet de serre, est donc bien réel.

Malgré cela, le charbon restera dominant pour la production d'électricité. Les avantages sont avant tout liés à l'abondance des

gisements. Une cinquantaine de pays extraient ce combustible, et les réserves permettent plus de deux cent trente années de consommation au rythme actuel, soit quatre fois plus que le gaz et le pétrole cumulé. L'autre attrait tient à la faiblesse de son coût de transport maritime, même sur longue distance.

L'émotion des populations est également déterminante dans la définition des stratégies énergétiques

Le pétrole restera, lui aussi, une énergie majeure, utilisée plus dans le transport que dans la production d'électricité. Comme pour la houille, l'un de ses attraits provient de son faible coût de trans-

port. Les progrès technologiques ont, quant à eux, permis de multiplier les sources d'approvisionnement, entraînant une surabondance de l'offre, une baisse des cours du baril et un affaiblissement du rôle de l'OPEP. L'organisation des pays exportateurs de pétrole fournit désormais moins de 40 % de la demande mondiale. Cependant, le cartel peut retrouver son rôle influent dans le futur, les deux tiers des réserves d'hydrocarbures étant localisées au Moyen-Orient.

Le troisième des combustibles fossiles, le gaz naturel, profite de sa caractéristique d'« énergie propre », diminuant considérablement les émissions de CO₂. Les réserves n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, principalement en Sibérie et au Moyen-Orient. La demande croît régulièrement à un rythme deux fois plus soutenu que pour le pétrole. Le principal obstacle est lié aux équipements, que ce soit le réseau de gazoducs sur terre ou les installations nécessaires à la liquéfaction du gaz s'il transite par méthaniers. Le transport du gaz naturel liquéfié (GNL) devient compétitif avec le gazoduc à partir

de 7 000 à 8 000 kilomètres... A moins de 15 000 kilomètres, le seul coût de son transport équivaut au prix d'un baril de pétrole.

Bien que le nucléaire bénéficie, lui aussi, des qualités d'une énergie propre – les réacteurs ne dégagent pas de gaz polluants ou de CO₂ susceptible d'aggraver l'effet de serre –, sa part n'augmentera pas significativement comme source d'énergie. Son développement futur se focalise sur l'Asie. En 1994, six des sept centrales nucléaires mises en service l'ont été dans cette région du monde. Selon les prévisions du East-West Center, la capacité installée sur ce continent passera de 45,1 gigawatts en 1992 à 89,9 en 2004. Mais l'Asie sera le seul continent où la quantité d'électricité d'origine nucléaire progressera fortement. En Amérique du Nord comme en Europe, le nombre de réacteurs stagne. L'heure est plus au moratoire de la construction de nouvelles centrales qu'à l'agrandissement des parcs électronucléaires.

C'est que le développement de l'énergie nucléaire est handicapé par le problème de ses déchets et de leur stockage. Si leur volume a

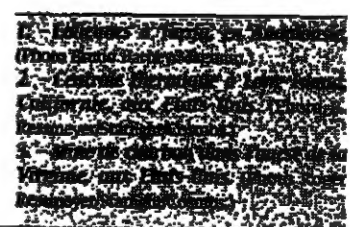
été divisé par trois depuis dix ans dans les centrales françaises, leur durée de vie, pouvant aller jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'années, pose d'immenses problèmes qu'aucun pays n'a encore résolu à ce jour.

Autre handicap, qui n'est pas le moindre : le recours au nucléaire se heurte à un sentiment général qui ne lui est pas favorable. L'émotion suscitée par la catastrophe de Tchernobyl n'a fait que renforcer ce sentiment. Mouvement irrationnel ou crainte justifiée, l'émotion des populations est également déterminante dans la définition des stratégies énergétiques.

Les énergies renouvelables, elles, ne présentent aucune menace. Seulement, elles ne sont pas rentables au regard des critères économiques traditionnels. Parmi elles, l'hydroélectricité bénéficie d'un statut spécial au regard des capacités de production et de stockage, qui pourraient être aménagées. Mais les énergies solaire et éolienne, qui présentent le plus d'avantage environnemental, n'occupent et continueront à n'occuper qu'une faible place dans la production mondiale d'énergie. Elles constituent cependant une ressource importante à moyen et à long terme. Elles seront rentables si elles se développent sur des créneaux et des marchés spécifiques. Les barrages, les éoliennes, la production d'électricité photovoltaïque, la biomasse concernent en particulier les deux milliards de personnes (40 % de la population mondiale) qui n'ont à ce jour pas d'électricité et ne possèdent qu'un accès insuffisant à d'autres sources d'énergie.

Comme le souligne Edith Nawakwi, ministre de l'énergie et des eaux de Zambie, si 65 % des ressources énergétiques sont dans les pays en voie de développement et 35 % hors de ces Etats, la proportion s'inverse au profit des pays industrialisés pour la consommation d'énergie. La correction de cette disparité est devenue une urgence pour le Conseil mondial de l'énergie, mais elle risque de se heurter à des problèmes de financement. Pour répondre à la consommation future des pays du sud et s'équiper d'installations de dépollution adaptées, les investissements devraient être en effet considérables : 30 000 milliards de dollars d'ici à 2020 (150 000 milliards de francs), soit la moitié du produit intérieur brut mondial de 1990. D'ores et déjà, le Conseil mondial de l'énergie « doute fort que de tels niveaux puissent être atteints ».

Dominique Gallois



Jean-Paul Dufour

Le modèle électronucléaire français est peu généralisable

« LE NUCLEAIRE exige, pour fonctionner correctement, une société très centralisée, voire totalitaire », affirmaient, dans les années 70, les antinucléaires. Bien qu'un peu brutale, cette analyse politique n'est pas dépourvue de fondement.

L'annonce, en 1974, par le premier ministre de l'époque, Pierre Messmer, du lancement d'un grand programme électronucléaire français prit, semble-t-il, le pays par surprise. Certes, le premier choc pétrolier avait profondément traumatisé le monde occidental. La nécessité de diversifier les sources d'énergie s'imposait. Or l'uranium représente une matière première que l'on trouve presque partout et n'intervient que pour une faible part dans le coût du kilowattheure nucléaire. Pour un pays aussi peu doté en combustibles fossiles que la France, il semblait logique de développer une filière susceptible de le mettre à l'abri des soubresauts du marché mondial de l'énergie. La chose a été faite, et, aujourd'hui,

les besoins électriques de l'Hexagone sont couverts à 75 % par les 56 réacteurs nucléaires qui couvrent le pays et qui permettent même à EDF d'exporter du courant.

Fallait-il, pour autant, prendre la décision de transformer radicalement l'approvisionnement électrique de la France de manière aussi régalienne, sans la moindre consultation préalable du Parlement ? Plus tard, les technocrates ont continué dans le même esprit et poursuivi le programme sans état d'âme, dans la plus parfaite opacité, en dépit des oppositions exprimées parfois violemment, comme à Plogoff ou à Malville. « Cela se révèle d'autant plus regrettable que les politiques énergétiques, par leurs impacts et leurs nuisances, concernent l'ensemble des citoyens », soulignait Jean-Pierre Souviron, ancien directeur général de l'industrie, dans un rapport de conclusion au débat national « Énergie et environnement » (le premier du genre) tenu en 1994. Par chance, cette situation qui

pourrait évoquer l'ex-URSS a été contrebalancée, chez nous, par la pression démocratique et un souci du service public dont les anciens dictateurs soviétiques étaient dépourvus.

MANIÈRE « CAVALIÈRE »

Les dérapages observés à l'est ont donc pu être évités, et c'est paradoxalement à la manière « cavalière » dont il a été imposé que le parc électronucléaire français doit ses principales qualités. Conçus pour un client unique, les centrales ont été construites en série. Le moindre problème technique, le plus petit incident sur l'un des réacteurs devenait ainsi source d'enseignement pour tous les autres, et EDF a pu ainsi se forger une expérience unique au monde dans la conduite de ses centrales, qui figurent, ainsi, parmi les plus sûres. Cet effet de série a pu, en outre, rendre le prix du kilowattheure d'origine nucléaire compétitif par rapport au charbon, ce

qui n'est, semble-t-il, pas vraiment le cas ailleurs.

Pourrait-on rééditer ce conte de fées technocratique aujourd'hui, à l'heure de l'après-Tchernobyl et du libéralisme triomphant ? Sans doute pas. Les difficultés rencontrées par les exploitants privés américains dans la poursuite de leur programme et pour la mise en place d'une politique nationale de gestion des déchets illustrent cette évolution. Ici et là, comme en Allemagne – le traumatisme de Tchernobyl n'y est pas pour rien –, l'opinion publique ne veut pas de nouvelles centrales. Une mise en place « à la française » d'un parc important n'est sans doute plus possible de nos jours. Sauf peut-être dans quelques rares pays, comme la Chine, la Corée ou le Japon. Ces trois pays sont d'ailleurs les seuls à poursuivre leur équipement électronucléaire sans sourciller.

Jean-Paul Dufour

Les réacteurs du futur anticiperont l'accident

Le premier EPR franco-allemand devrait entrer en service en France en 2005

IL Y A VINGT ANS, la France parlait sur la filière surrégénératrice. Mais les pannes et incidents successifs de Superphénix, ainsi que le coût astronomique de ce prototype industriel, ont sonné le glas de ce type de réacteur. La centrale nucléaire du futur ne sera donc pas révolutionnaire, mais s'appuiera plus classiquement sur un réacteur à eau pressurisée, dont les caractéristiques de sûreté seront renforcées. C'est du moins le but affiché par les promoteurs de l'EPR (européen pressurized reactor), mis au point en commun par les industriels français et allemands.

L'idée date de 1989, lorsque Framatome et Siemens ont fondé à égalité une filiale commune, Nuclear Power International (NPI), pour préparer le remplacement de leur parc électronucléaire et exporter leur savoir-faire atomique,

mais aussi pour faire pièce à la concurrence américano-japonaise. Il aura fallu six ans aux deux parties pour s'accorder sur un « avant-projet détaillé ».

La principale innovation est la prise en compte, dès sa conception, des risques d'accident grave, et notamment de celui d'une fusion intempestive du cœur. Un tel incident s'était produit, en 1979, à Three Mile Island (TMI, Pennsylvanie), mais avait pu être maîtrisé avant que le corium, ce combustible porté à 3 000 °C à cause d'une défaillance du système de refroidissement, n'attaque la cuve qui entasse le réacteur, puis le plancher même de la centrale.

Un tel processus était jugé rigoureusement impossible avant TMI. Tchernobyl a entamé plus avant les certitudes des ingénieurs. Le « syndrome chinois » sera donc désormais prévenu par

plusieurs procédés. EPR comprendra quatre boucles de refroidissement indépendantes et autonomes, contre deux dans le N4. Les protections extérieures ont été renforcées : le bâtiment abritant le

réacteur est entouré de deux enceintes, capables en principe de résister à la chute d'un avion, mais aussi aux éventuelles explosions qui pourraient être occasionnées par l'accumulation d'hydrogène et

de vapeur dans l'enceinte, en cas de surchauffe accidentelle. Les ingénieurs ont également prévu un système d'inspiration allemande : un plan incliné de 150 mètres carrés doit permettre de recueillir le corium et de favoriser son refroidissement.

Les promoteurs d'EPR estiment que ces précautions permettront de diviser les risques d'accident grave d'« un facteur dix à cent ». C'est tout l'enjeu du programme de recherche de plus de 1 milliard de francs, lancé parallèlement par le CEA et l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) et leurs homologues allemands, qui devrait s'achever en 1999.

À cette date, EDF pourrait commander une première tranche, en prévision d'un raccordement au réseau en 2005. Les industriels sont bien conscients que le succès de ce démonstrateur est

fondamental. En effet, le montant d'EPR devrait dépasser de 15 % les 10 milliards de francs d'une tranche classique. Framatome et Siemens ne peuvent tabler uniquement sur le remplacement du parc français. EDF prévoit de porter la durée de vie de ses réacteurs à soixante ans contre quatre décennies actuellement. Côté allemand, la reconversion des dix-neuf tranches paraît mal assurée, la population étant défavorable à la poursuite du programme nucléaire.

L'avenir d'EPR se scellera donc à l'exportation. Sur les marchés convoités de l'Asie et de l'Europe de l'Est, il aura à affronter une concurrence sévère, notamment américaine (General Electric, Westinghouse), suédoise (Combustion engineering) et japonaise.

H.M.

● CE NOUVEAU réacteur, l'EPR, présenterait un maximum de garanties de sécurité et pourrait progressivement remplacer les réacteurs du parc nucléaire français à partir de 2005.

C'est vis-à-vis de l'opinion que le nucléaire connaît le plus de difficultés. Les Allemands refusent par exemple toute nouvelle construction de centrales. ● AUTRE PROBLÈME : la ges-



tion des milliers de tonnes de déchets radioactifs que génèrent les centrales. Aucun pays n'a jusqu'à présent trouvé de solutions, même si, aux États-Unis et en France, on s'oriente vers l'enfouissement après retraitement.

L'opinion allemande refuse toute nouvelle centrale

L'abandon total du nucléaire n'est pas exclu

BONN

de notre correspondant
Gorleben : le nom de cette ancienne mine de sel en Basse-Saxe (région de Hanovre) résume à lui seul la nature et les enjeux du débat sur le nucléaire en Allemagne. Il y a seize ans, en juin 1980, la police évacuait de force 300 militants écologistes des lieux. Les assaillés tentaient de s'opposer à la transformation de l'ancienne mine en site de stockage pour déchets nucléaires. Quinze ans plus tard, en avril 1995, un premier convoi de déchets radioactifs parvenait à Gorleben après une équipée héroïque, sous une impressionnante escorte armée. Il lui avait fallu cinq heures pour parcourir les vingt derniers kilomètres du parcours, sous les huées et les projectiles des manifestants.

Du 6 au 10 mai 1996, deux nouveaux convois (l'un d'eux en provenance de La Hague) doivent être amenés sur les lieux. Le « comité d'accueil », réuni à l'appel des organisations écologistes et des mouvements citoyens locaux, devait être encore plus important que celui de l'année dernière. La capacité de mobilisation des organisations anti-nucléaire allemandes est considérable. Elle s'appuie sur une profonde sensibilité de l'opinion publique en matière d'atome.

Gorleben sera-t-il transformé un jour en site de stockage définitif pour les déchets nucléaires allemands ? Le gouvernement régional de Basse-Saxe, dirigé par les sociaux-démocrates, s'oppose à ce projet depuis des années. Or le problème du stockage des déchets se pose de manière urgente. Car, même si les sondages montrent qu'une immense majorité des Allemands (77 %) s'opposent à l'énergie nucléaire, l'Allemagne tire aujourd'hui près du tiers de ses besoins en électricité de l'atome et elle possède vingt et une centrales sur son sol (dont certaines ne sont pas en activité). Quels que soient les choix énergétiques à venir en Allemagne, il lui faudra bien trouver un jour une solution pour le stockage de ses déchets existants.

Le charbon continue à être chèrement subventionné. Même si c'est au prix d'une pollution élevée

Le choix du nucléaire par l'Allemagne a été fait au début des années 50, à une époque où les sociaux-démocrates comptaient parmi les partisans de cette technologie nouvelle. Les deux chocs pétroliers avaient renforcé le camp des « pro », mené par les Bavarois de la CSU. Mais avec la catastrophe de Tchernobyl, tout a changé. Aucun pays d'Europe occidentale n'a réagi avec autant d'effroi à l'événement que l'Allemagne. Depuis 1986, aucune nouvelle construction de centrale n'a été engagée, et rien ne permet aujourd'hui d'indiquer avec certitude si la filière a encore un avenir dans le pays.

Les sociaux-démocrates comptent aujourd'hui parmi les plus virulents détracteurs du nucléaire. Leur objectif : retirer définitivement du réseau, même si l'opération prend dix ans, toutes les centrales nucléaires allemandes. Aucun consensus ne se dessine sur l'avenir des ressources énergétiques du pays. On comprend donc que le charbon et le lignite, qui couvrent 56 % des besoins en électricité du pays, continuent à être chèrement subventionnés. Même si c'est au prix d'une pollution élevée, contrairement aux objectifs d'amélioration de la qualité de l'air affichés par le gouvernement (réduction prévue des émissions de gaz carbonique de 25 % entre 1987 et 2005).

Il n'est pas exclu que la troisième puissance économique mondiale,

un jour, abandonne complètement le nucléaire, comme le souhaitent les Verts et les sociaux-démocrates. De nouvelles centrales sont impossibles à construire « alors que de larges parties de la société et du monde politique sont contre le nucléaire », reconnaissent, en novembre 1992, deux grands barons de l'industrie énergétique, Klaus Piltz et Friedhelm Gieskes (respectivement présidents des groupes Veba et RWE), dans une lettre adressée au chancelier Kohl.

La situation actuelle frise l'absurde. Un projet de surrégénérateur allemand sur les bords du Rhin (à Kalkar) a été abandonné en 1991 alors que plusieurs milliards de marks avaient déjà été investis dans le projet. Un peu plus tôt, l'usine de retraitement de Wackersdorf avait été arrêtée. A Hanau, près de Francfort, une usine de retraitement de déchets nucléaires en éléments MOX n'a jamais pu voir le jour. Quant aux centrales déjà existantes, certaines d'entre elles, comme celle de Mülheim-Karlrich près de Cologne, n'ont jamais vraiment démarré leurs activités en raison de multiples tracasseries juridico-administratives.

La complexité de ce débat – pour ne pas dire son caractère hypocrite – est d'autant plus étonnante que l'Allemagne a toujours tenu à maintenir une capacité de recherche dans le domaine nucléaire, comme le prouve l'existence du réacteur expérimental de Garching, près de Munich, où une équipe de chercheurs effectue des travaux à partir d'uranium enrichi, celui-là même dont on fait les bombes atomiques.

Lucas Delattre

WASHINGTON

de notre correspondant

Lentement mais sûrement, un gros nuage s'amorce sur l'horizon nucléaire aux États-Unis : négligé pendant de longues années puis victime de vicissitudes politiques, le problème du stockage des déchets radioactifs n'a pas reculé d'une ébauche de solution. Au rythme de deux à trois mille tonnes par an, le combustible irradié des centrales nucléaires s'entasse dans des piscines qui arrivent à saturation sans que personne ne sache où mettre le trop-plein. La question, pourtant, est capitale : sans solution de ce problème, relève un expert, il n'y a pas d'avenir pour le nucléaire civil aux États-Unis. pays riche en sources alternatives d'énergie.

Sur le papier, tout a failli être réglé. En 1982, le Congrès a voté une loi (Nuclear Waste Policy Act) prévoyant la prise en charge des déchets nucléaires par l'État fédéral, en l'occurrence par le département de l'énergie, dans un centre de stockage définitif à partir de 1998. Or l'échéance de 1998 approche à grands pas et rien n'est prêt ; pour la plupart des experts, dans le meilleur des cas, aucune solution permanente ne peut désormais être concrètement opérationnelle avant l'an 2015, ou même 2020, compte tenu des délais techniques et politiques.

Comment en est-on arrivé là ? Lorsqu'il fut passé commande du premier réacteur nucléaire aux États-Unis, en 1957, personne n'était prêt à réfléchir à long terme sur le sort du combustible usé. Puis la technologie apporta sa propre solution : le retraitement

du combustible, en séparant l'uranium et le plutonium. L'industrie nucléaire s'équipa d'installations d'entreposage provisoire, tablant sur un stockage du combustible usé pour une courte durée avant de l'envoyer dans des usines de retraitement, dont trois furent même construites.

Mais, avec les années 70, arrivèrent la psychose de la prolifération et la montée du sentiment antinucléaire ; craignant que le plutonium ne tombe dans de mauvaises mains, le président Carter fit interdire, en 1977, le retraitement à des fins civiles. L'accident de la centrale de Three Mile Island, en 1979, ne fit rien pour rassurer l'opinion et, lorsque Ronald Reagan leva l'interdiction au retraitement des déchets, le climat politique ne permit pas pour autant le vote de la législation qui aurait assuré la reprise de l'activité.

« Le concept du risque zéro n'est pas réaliste »

C'est dans ce contexte que fut adoptée la loi de 1982. Les autorités fédérales se mirent en quête de sites susceptibles d'accueillir l'enfouissement géologique, en grande profondeur, des déchets de haute activité, non retraités et donc d'un volume beaucoup plus important. Finalement, les experts jetèrent leur dévolu sur une zone désertique appelée Yucca Moun-

tain, dans le sud du Nevada. En décembre 1987, un vote du Congrès confirma ce choix.

Le dossier n'a guère progressé depuis. Les élus du Nevada livrent une guerre acharnée au projet de Yucca Mountain, qualifié de « viol nucléaire » par Richard Bryan, sénateur démocrate de cet État. Véritable gouffre financier, les études sur la faisabilité et la sécurité du projet ont déjà coûté aux contribuables américains plus de 4 milliards de dollars. Or, selon les experts du département de l'énergie, il est techniquement impossible de garantir que le site de Yucca Mountain sera parfaitement sûr pour le stockage des déchets dans des milliers d'années : « Le concept du risque zéro, disent-ils, n'est pas réaliste ».

Pendant ce temps, les compagnies électriques, qui font tourner cent neuf réacteurs nucléaires aux États-Unis fournissant 22 % de l'électricité du pays, s'impacientent. Leur équipement en piscines de refroidissement, dans lesquelles elles n'avaient prévu de laisser le combustible usé que quelques années, est saturé ; d'ici à l'an 2000, a calculé le sénateur républicain Frank Murkowski, président de la commission de l'énergie et des ressources naturelles, cinquante-cinq centrales auront dépassé leur capacité de stockage.

Du coup, le Congrès s'est résigné à examiner deux propositions de loi appuyées par l'industrie nucléaire, qui créeraient un site de stockage provisoire en surface, sorte de parking géant pour contenir les déchets à court terme. Dans l'enceinte du site d'essais nucléaires aujourd'hui inutilisé dans

le désert du Nevada, non loin de Yucca Mountain. Cette solution qui n'en est pas une ne satisfait ni la Maison Blanche, ni la plupart des experts, ni les organisations écologiques.

Paradoxalement, c'est peut-être du nucléaire militaire que va venir la solution : le démantèlement de l'arsenal nucléaire de la guerre froide, notamment russe, a amené les États-Unis à se pencher sur les risques de prolifération, redonnant force à l'idée de retraitement des combustibles usés.

De retour, il y a un an, d'une visite des installations françaises et suédoises, le sénateur Murkowski a pris ouvertement position en faveur de cette technique. Le département de l'énergie semble s'acheminer dans cette direction. Sentant le vent tourner, les anti-nucléaires ont commencé à dénoncer la perspective d'un retour au retraitement, « un traitement pire que le mal », selon le directeur de l'Institut pour la recherche sur l'énergie et l'environnement, Arjun Makhijani.

Mais 1996 est une année électorale aux États-Unis et sur un sujet aussi sensible pour l'opinion publique, ni le président démocrate Bill Clinton, qui sollicite un nouveau mandat le 5 novembre, ni les républicains, qui souhaitent garder le contrôle du Congrès, ne vont s'aventurer. Selon toute vraisemblance, si brillant soit-il, le dossier du stockage des déchets nucléaires aux États-Unis, qui s'aggrave du retraitement ou de l'entreposage, restera en souffrance au moins jusqu'à 1997.

Sylvie Kauffmann

Jacquerie autour d'un projet de laboratoire souterrain dans la Vienne

LA CHAPELLE-BÂTON (Vienne)

de notre envoyé spécial

Bénédiction pour les chantres du développement local, malédiction pour les opposants au nucléaire. « Investissement considérable » ou « corruption légale » ? Au sud de la Vienne, dans les cantons de Chaux et de Civray, susceptibles d'accueillir un laboratoire souterrain d'étude du stockage des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue, la controverse n'a pas faibli depuis que le conseil général, sous la présidence de René Monory, a décidé à l'unanimité, en décembre 1993, de présenter la candidature de ce département à l'implantation d'un tel laboratoire.

Prévue par la loi du 30 décembre 1991, cette procédure doit permettre au Parlement de se prononcer, en 2006, sur le mode de gestion des déchets radioactifs, et notamment sur l'opportunité de les stocker en profondeur. La construction de laboratoires souterrains constitue un préalable à cette décision, en parallèle avec des recherches sur la séparation-transmutation des déchets, et des études prospectives sur l'entreposage de longue durée en surface. Le sud de la Vienne est l'un des trois sites encore en lice pour accueillir un laboratoire géologique, avec ceux du Gard et de la Meuse.

Seize forages ont permis d'orienter les recherches sur la Chapelle-Bâton, une petite commune rurale de 490 âmes où se concentrent désormais toutes les polémiques et les rancœurs suscitées par l'implantation d'un tel laboratoire. Les conclusions de l'Andra (Agence nationale de gestion des déchets radioactifs) sont formelles : à 150 mètres de profondeur existe un vaste bloc de granite qui pourrait parfaitement accueillir un laboratoire souterrain.

La « guérilla » oppose les adversaires de l'enfouissement des déchets nucléaires, réunis au sein d'une coalition qui revendique 300 membres, et l'Andra. La campagne de recherches géologiques a en effet été ponctuée par une série de manifestations, d'occupations des sites de forage, d'évacuations musclées et de petits sabotages

chiffrés à 1 million de francs par l'Andra, assortis de rumeurs, de démentis et de convocations à la gendarmerie.

Un feuilletton de Michel Deimezil, enseignant à la retraite, pilier de la coordination, se plaît à retracer, même s'il regrette que les opposants « ne représentent qu'une minorité de la population ». Difficile en effet de convaincre, dans un département « pauvre » qui bénéficie déjà des retombées économiques liées à la construction de la centrale nucléaire de Civray.

Les opposants se défendent d'adopter une position que les Anglo-saxons résument par l'acronyme « Nimby ! » (« Pas dans mon

jardin ! »), mais il ont à vrai dire peu de propositions de rechange pour préparer la gestion des déchets radioactifs. Ils souffrent également d'une sorte de péché originel. En janvier 1994, Michel Faudry, maire de Chatain, près de La Chapelle-Bâton, se suicida, quelques jours après avoir organisé dans sa commune un référendum sur l'implantation d'un laboratoire, approuvé par 60 % des électeurs. L'opposition en a été sévèrement affectée. D'autant que l'Agence, instruite par ses déboires des années 80, n'est pas venue les mains vides.

Le gouvernement, s'inspirant des propositions de Christian Bataille,

député (PS) du Nord, a en effet prévu la distribution de fonds destinés à des « associations pour le développement local ». Sur les cantons de Chaux et Civray, cette manne prodiguée par l'Andra a représenté 3,7 millions de francs en 1994, 6 MF en 1995 et devrait s'élever à 5,2 MF pour 1996. La sous-préfecture de Montmorillon dénombre 147 créations d'emplois subventionnés sur cette période.

Un bilan dont les élus favorables au projet, tout comme l'Andra, ne manquent pas de se flatter. Ces fonds, indique Thierry Merceron, directeur des recherches de l'Andra, sont des « incitations » à l'investissement, une manière de « préparer

le milieu rural à mettre sur pied des projets de développement, dans le cadre du futur groupement d'intérêt public », qui serait créé si le laboratoire devait être construit. Les opposants n'ont pas la même lecture de cet « arrosage des collectivités et des particuliers », et dénoncent telle réfection de vitrail, telle distribution de maillots à une équipe de football, tels investissements destinés à obtenir l'adhésion de responsables municipaux ou agricoles.

■ **MÉPRIIS DE LA POPULATION** ■ En 1995, ils ont reçu le renfort de plusieurs familles d'agriculteurs et de leurs tracterons, à mesure que les forages se rapprochaient de leurs propriétés. Au lieu-dit « Chez les gais », Bernard Pétreau, agriculteur d'origine vendéenne et conseiller municipal de La Chapelle-Bâton, peste contre le « mépris de la population » manifesté par l'Andra.

L'achat de terres par l'Agence, qui a procédé à des réserves foncières, n'a pas peu contribué à cette mobilisation paysanne. Les agriculteurs redoutaient des expropriations et des préemptions sur des terres convoitées de longue date. Mais il semble que leurs craintes ne soient plus de saison : l'Andra n'utilisera finalement que 17 hectares, qui pourraient lui être cédées par le maire de La Chapelle-Bâton. Le fermier qui les exploite, opposant notoire, s'est vu proposer une plus grande surface, et ne sait plus très bien s'il doit accepter cette offre alléchante.

Il n'en reste pas moins qu'aux dernières municipales une liste d'opposition au laboratoire, menée par Bernard Pétreau, a remporté six des onze sièges à pourvoir. Ce qui n'a pas empêché l'ancien maire, mollement favorable au laboratoire, de rester en place. Le climat s'est envenimé au point que le budget municipal n'a pas été voté et que la commune a dû être placée sous la tutelle de la chambre régionale des comptes. Quant au diocèse, il a jugé la question suffisamment importante pour activer une commission de réflexion sur le sujet.

Hervé Morin

Un héritage encombrant

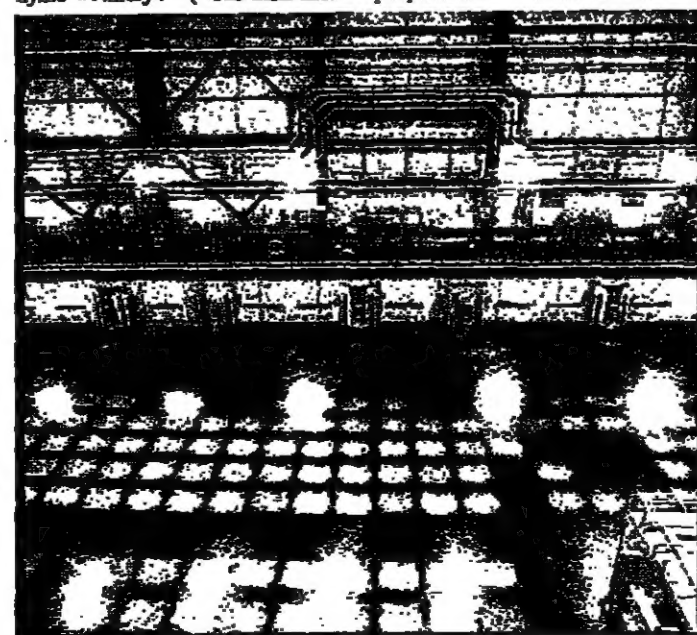
Les déchets issus de l'industrie nucléaire sont classés en trois catégories.

● La première (A), qui représente 20 000 m³ par an, comprend les déchets à vie courte faiblement et moyennement radioactifs, dont la radioactivité disparaît en environ trois cents ans. 525 000 m³ de ces résidus ont été entreposés au centre de stockage (CSM) de La Hague (Manche). Le centre de stockage de Soulaire (Aube) a pris le relais depuis 1992.

● Les déchets à vie longue regroupent deux catégories : B pour ceux qui sont faiblement radioactifs (2 800 m³ par an) et C pour ceux relevant de façon indissociable des éléments très radioactifs à vie courte et des éléments peu radioactifs à vie longue. Ils sont retraités dans les usines de la Cogema, et représentent en bout de cycle

200 m³ par an. Le Parlement devra se prononcer en 2006 sur leur mode de gestion. D'ici là, des programmes de recherche servent menés dans des laboratoires profonds, en vue d'un éventuel stockage, la séparation-transmutation ou le stockage en surface.

● Restent les déchets très faiblement radioactifs, que la réglementation interdit de stocker dans des décharges classiques, et qui nécessitent des décharges spécialisées.



A l'usine de la Hague (Manche), la piscine de stockage des déchets nucléaires à vie courte (catégorie A), qui représente 20 000 m³ par an avant retraitement. (Photo Fabrice Picard/Agence VU)

1. - Construction de filtres souterrains pour le stockage de déchets radioactifs à vie courte, Washington, États-Unis. (Photo, US Dept. of Energy/Science Photo Library).
2. - La Hague (Manche), piscine de stockage des éléments radioactifs à vie courte (catégorie A). (Photo, Agence France Presse/VU).
3. - Stockage de déchets nucléaires à vie courte à Hanford, Washington, États-Unis. (Photo, Agence France Presse/VU).

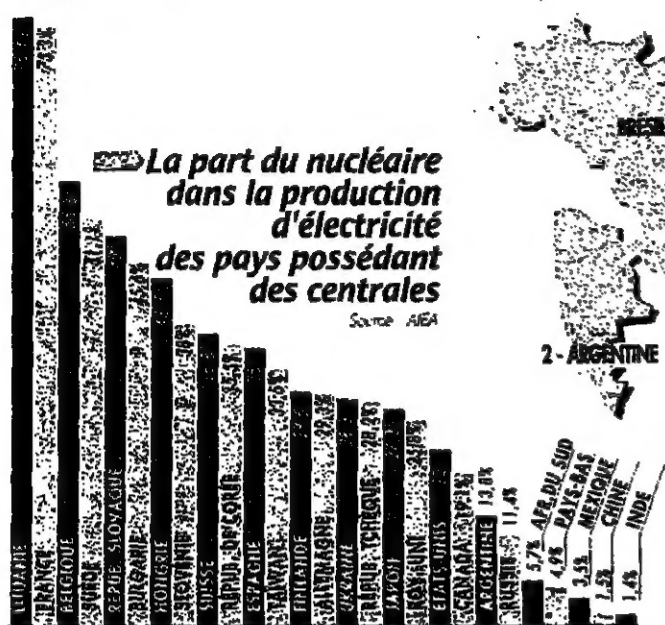
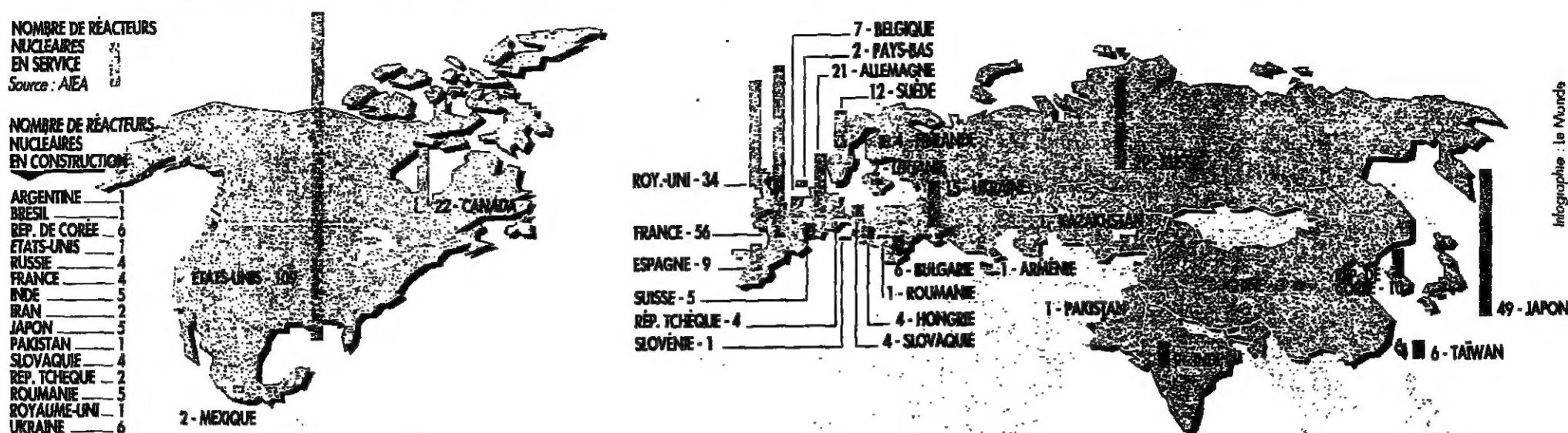
Chapitre 150

Le Monde

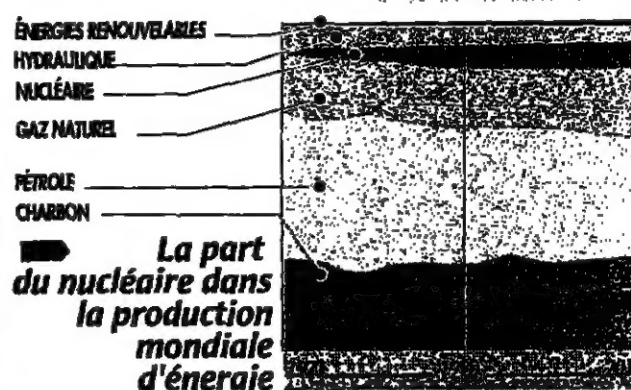
L'APRÈS-TCHERNOBYL

VIII

Plus de 430 réacteurs nucléaires sont en service dans le monde



Le développement du nucléaire civil recouvre le pourcentage Nord-Sud de la planète : c'est en Amérique du Nord, en Europe (occidentale et orientale) et au Japon qu'il est le plus important. L'Asie, bien qu'immensément plus peuplée, commence tout juste à recourir à ce type d'énergie. En Afrique et en Amérique latine, elle est quasiment absente. Parmi les principales puissances, c'est la France qui a, proportionnellement, la plus forte puissance nucléaire installée. Cependant, sur l'ensemble des continents, le nombre de centrales semble atteindre un plateau. Les constructions de nouvelles centrales au cours des prochaines années ne sont pas liées à l'essor d'une climatologie. Ce qui explique que on ne s'attend à aucune augmentation significative de la part du nucléaire dans la production mondiale d'énergie.



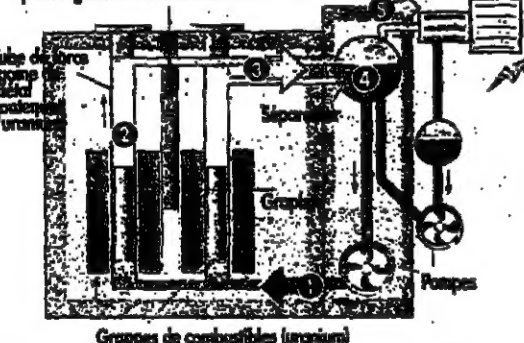
Le bloc numéro 4 de la centrale de Tchernobyl, avant et après l'accident

Réacteur de type RBMK 1000. Puissance du réacteur : 3 200 mégawatts thermiques. Puissance électrique : 1 000 mégawatts.

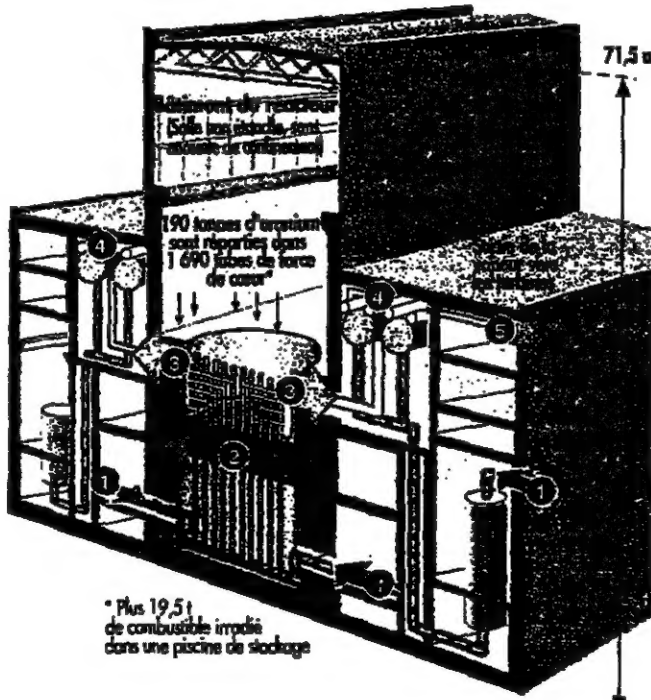
L'eau réchauffée par le réacteur est transformée en vapeur qui, fait tourner des turbo-alternateurs producteurs de courant électrique.

Coupe simplifiée du réacteur

Bâches de contrôle qui sont descendues ou remontées pour réguler la réaction nucléaire

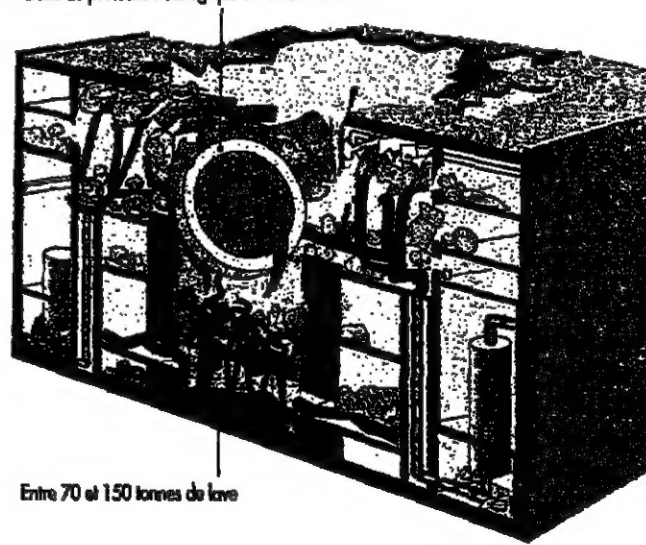


- 1 Arrivée d'eau de refroidissement
- 2 Transformation de l'eau en vapeur dans le cœur du réacteur
- 3 Sortie de la vapeur
- 4 Séparateur de vapeur et d'eau
- 5 La vapeur est condensée vers les turbo-alternateurs

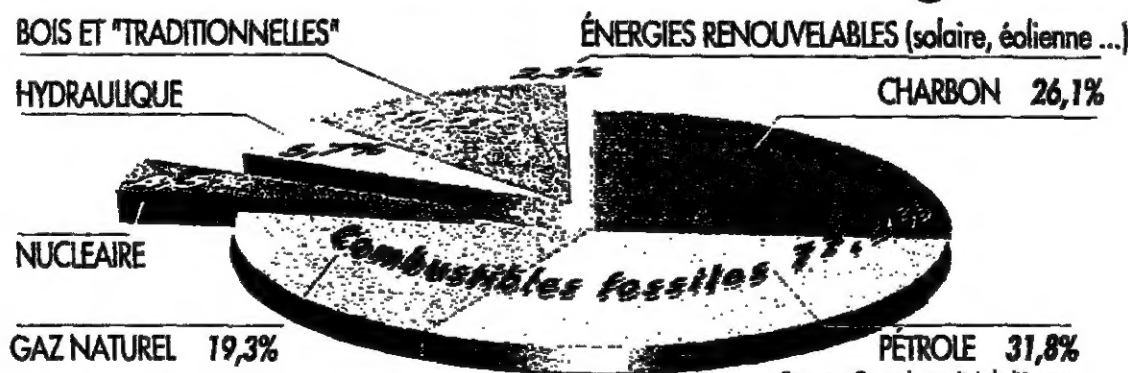


Au moment de l'explosion, la puissance du réacteur a chuté de moitié par cent. La dalle de protection biologique qui recouvrait la partie supérieure du réacteur a été soulevée comme un plan. Sous l'effet de l'intense chaleur dégagée par la combustion, les matières radioactives et les matériaux divers par les hélicoptères et les "liquidateurs" sur le cœur ont formé une sorte de lave en fusion, la corus, qui va attaquer la dalle du bâtiment avant de se refroidir.

Dalle de protection biologique de 2 750 tonnes



La répartition des différentes sources d'énergie de la planète

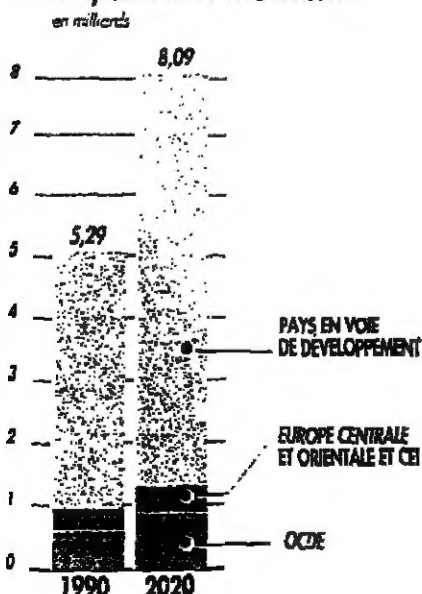


La part du nucléaire dans la production mondiale d'énergie reste marginale et tout laisse penser qu'elle le restera au cours du prochain siècle. Pourtant, la demande globale d'énergie, en raison de l'accroissement de la population des pays du Sud, va augmenter considérablement. Ce sont les énergies fossiles qui continueront à répondre aux besoins tout en aggravant la pollution et l'effet de serre.

La puissance nucléaire installée par continent



Population mondiale



La demande d'énergie

